

**VEILLE JURIDIQUE DIRE**  
**Textes covid-19**

[Décret du 28 juin 2022 portant convocation du Parlement en session extraordinaire](#)

**LOIS**

[LOI n°2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023](#)

[LOI n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 \(1\)](#)

[LOI n° 2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023 \(1\)](#)

[LOI n° 2022-1499 du 1er décembre 2022 de finances rectificative pour 2022 \(1\)](#)

[LOI n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022 \(1\)](#)

[LOI n° 2022-1089 du 30 juillet 2022 mettant fin aux régimes d'exception créés pour lutter contre l'épidémie liée à la covid-19 \(1\)](#)

[LOI n° 2022-53 du 24 janvier 2022 visant à la création d'une plateforme de référencement et de prise en charge des malades chroniques de la covid-19 \(1\)](#)

[LOI n° 2022-46 du 22 janvier 2022 renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le code de la santé publique \(1\)](#)

[LOI n° 2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale pour 2022 \(1\)](#)

[LOI n° 2021-1549 du 1er décembre 2021 de finances rectificative pour 2021 \(1\)](#)

[LOI n° 2021-1465 du 10 novembre 2021 portant diverses dispositions de vigilance sanitaire \(1\)](#)

[LOI n° 2021-1308 du 8 octobre 2021 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances \(1\)](#)

[LOI n° 2021-1172 du 11 septembre 2021 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire dans les outre-mer \(1\)](#)

[LOI n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire \(1\)](#)

[LOI n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire \(1\)](#)

[LOI n° 2021-195 du 23 février 2021 ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de l'article 11 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 \(1\)](#)

[LOI n° 2021-195 du 23 février 2021 ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de l'article 11 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 \(1\)](#)

[LOI n° 2021-160 du 15 février 2021 prorogeant l'état d'urgence sanitaire \(1\)](#)

[LOI n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 \(1\)](#)

[LOI n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021 \(1\)](#)

[LOI n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique \(1\)](#)

[LOI n° 2020-1473 du 30 novembre 2020 de finances rectificative pour 2020 \(1\)](#)

[LOI n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire \(1\)](#)

[LOI organique n° 2020-976 du 3 août 2020 portant report de l'élection de six sénateurs représentant les Français établis hors de France et des élections partielles pour les députés et les sénateurs représentant les Français établis hors de France \(1\)](#)

[LOI n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020 \(1\)](#)

[LOI n° 2020-938 du 30 juillet 2020 permettant d'offrir des chèques-vacances aux personnels des secteurs sanitaire et médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de covid-19 \(1\)](#)

[LOI n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire](#)

[LOI n° 2020-760 du 22 juin 2020 tendant à sécuriser l'organisation du second tour des élections municipales et communautaires de juin 2020 et à reporter les élections consulaires \(1\)](#)

[LOI n° 2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne \(1\)](#)

[LOI n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions \(1\)](#)

[LOI n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020 \(1\)](#)

[LOI organique n° 2020-364 du 30 mars 2020 modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution](#)

[LOI organique n° 2020-365 du 30 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[LOI n° 2020-366 du 30 mars 2020 modifiant la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet](#)

[LOI n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[LOI n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 \(rectificatif\)](#)

[LOI n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 \(1\)](#)

## **Présidence de la République**

[Décret n° 2022-825 du 1er juin 2022 relatif aux cabinets ministériels](#)

[Décret n° 2020-1113 du 4 septembre 2020 modifiant le décret n° 2017-1063 du 18 mai 2017 relatif aux cabinets ministériels](#)

## **Ordre national du Mérite**

[Décret du 31 décembre 2021 portant promotion et nomination à titre exceptionnel dans l'ordre national de la Légion d'honneur](#)

[Décret du 31 décembre 2021 portant promotion et nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur](#)

[Décret du 21 mai 2021 portant nomination à titre exceptionnel dans l'ordre national du Mérite](#)

## **Première ministre**

[Arrêté du 22 février 2023 relatif à la mise en œuvre d'une aide visant au soutien des entreprises de pêche pour faire face à l'augmentation des prix des matières premières et notamment de l'énergie liée à l'agression de la Russie contre l'Ukraine](#)

[Décret n° 2022-1278 du 30 septembre 2022 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Arrêté du 21 juin 2022 relatif à la mise en œuvre d'une aide visant au soutien des entreprises de conchyliculture pour faire face à l'augmentation des prix des matières premières et notamment de l'énergie liée à l'agression de la Russie contre l'Ukraine dans le cadre du plan de résilience économique et sociale](#)

[Décret n° 2022-1049 du 27 juillet 2022 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

## **Premier ministre**

[Avis de vacance d'un emploi de sous-directeur](#)

[Décret n° 2022-302 du 2 mars 2022 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2022-177 du 15 février 2022 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2022-116 du 3 février 2022 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2022-107 du 2 février 2022 déclarant l'état d'urgence sanitaire en Nouvelle-Calédonie](#)

[Décret n° 2022-97 du 1er février 2022 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2022-28 du 14 janvier 2022 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2022-15 du 8 janvier 2022 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2022-13 du 7 janvier 2022 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2022-6 du 5 janvier 2022 relatif à l'entrée en vigueur immédiate de deux arrêtés](#)

[Décret n° 2021-1940 du 31 décembre 2021 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2021-1809 du 27 décembre 2021 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2021-1730 du 22 décembre 2021 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2021-1718 du 20 décembre 2021 modifiant le décret n° 2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la commission interministérielle de coordination des contrôles - autorité d'audit pour les fonds européens en France](#)

[Décret n° 2021-1680 du 17 décembre 2021 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2021-1578 du 6 décembre 2021 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2021-1551 du 1er décembre 2021 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2021-1540 du 30 novembre 2021 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2021-1535 du 29 novembre 2021 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2021-1523 du 26 novembre 2021 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2021-1460 du 8 novembre 2021 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2021-1373 du 21 octobre 2021 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2021-1333 du 14 octobre 2021 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2021-1324 du 13 octobre 2021 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2021-1309 du 8 octobre 2021 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2021-1211 du 22 septembre 2021 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2021-1167 du 9 septembre 2021 relatif à l'entrée en vigueur immédiate de deux arrêtés](#)

[Décret n° 2021-1116 du 26 août 2021 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2021-1075 du 13 août 2021 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2021-999 du 30 juillet 2021 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2021-968 du 22 juillet 2021 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2021-939 du 16 juillet 2021 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2021-906 du 8 juillet 2021 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2021-794 du 23 juin 2021 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2021-767 du 16 juin 2021 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2021-700 du 2 juin 2021 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2021-696 du 1er juin 2021 relatif à l'entrée en vigueur immédiate de trois arrêtés](#)

[Décret n° 2021-690 du 31 mai 2021 relatif à l'entrée en vigueur immédiate de cinq arrêtés](#)

[Décret n° 2021-660 du 27 mai 2021 relatif à l'entrée en vigueur immédiate de deux arrêtés](#)

[Décret n° 2021-514 du 29 avril 2021 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2021-494 du 23 avril 2021 relatif à l'entrée en vigueur immédiate de deux arrêtés](#)

[Décret n° 2021-319 du 26 mars 2021 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2021-120 du 5 février 2021 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2021-91 du 30 janvier 2021 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2021-55 du 23 janvier 2021 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2020-1755 du 30 décembre 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate de deux arrêtés](#)

[Décret n° 2020-1586 du 15 décembre 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2020-1509 du 3 décembre 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2020-1260 du 16 octobre 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate de trois arrêtés](#)

[Arrêté du 12 octobre 2020 relatif à la composition du cabinet du Premier ministre](#)

[Arrêté du 28 septembre 2020 relatif à la prolongation du cahier des charges modifié de l'appel à projets « Projets de recherche et développement structurants pour la compétitivité - Covid-19 »](#)

[Décret n° 2020-1145 du 17 septembre 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2020-1024 du 10 août 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Avenant n° 2 du 3 août 2020 à la convention du 7 avril 2017 entre l'Etat et Bpifrance relative au programme d'investissements d'avenir \(action « Accompagnement et transformation des filières »\)](#)

[Arrêté du 18 juin 2020 relatif à l'aménagement de la formation et des épreuves pour la session 2020 du certificat d'aptitude à l'éducation et la rééducation de la locomotion auprès des personnes déficientes visuelles](#)

[Décret n° 2020-902 du 24 juillet 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2020-857 du 10 juillet 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate de deux arrêtés](#)

[Décret n° 2020-779 du 25 juin 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret du 24 juin 2020 chargeant un député d'une mission temporaire](#)

[Décret n° 2020-725 du 15 juin 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Arrêté du 9 juin 2020 relatif à l'approbation du cahier des charges modifié de l'appel à projets « Projets de recherche et développement structurants pour la compétitivité - Covid-19 »](#)

[Décret n° 2020-693 du 8 juin 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Arrêté du 4 juin 2020 fixant la liste des établissements mentionnés au 4° de l'article 35 du décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-635 du 27 mai 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2020-628 du 26 mai 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2020-608 du 22 mai 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2020-609 du 22 mai 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2020-593 du 20 mai 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2020-594 du 20 mai 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2020-580 du 18 mai 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2020-581 du 18 mai 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2020-550 du 12 mai 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate de deux arrêtés](#)

[Décret n° 2020-547 du 11 mai 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret du 4 mai 2020 chargeant un député d'une mission temporaire](#)

[Décret n° 2020-512 du 3 mai 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2020-504 du 2 mai 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2020-474 du 25 avril 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2020-468 du 24 avril 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2020-465 du 23 avril 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2020-452 du 21 avril 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate de deux arrêtés](#)

[Décret n° 2020-449 du 20 avril 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2020-438 du 17 avril 2020 portant adaptation des règles applicables à la chambre du conseil de la Cour des comptes](#)

[Décret n° 2020-439 du 17 avril 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2020-424 du 14 avril 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2020-422 du 14 avril 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Avenant n° 1 du 7 avril 2020 à la convention du 28 décembre 2017 entre l'Etat et la Bpifrance relative au programme d'investissements d'avenir \(action « Fonds national post-maturation "Frontier venture" »\)](#)

[Décret n° 2020-399 du 5 avril 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2020-392 du 2 avril 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2020-381 du 1er avril 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2020-375 du 31 mars 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Arrêté du 25 mars 2020 relatif à l'approbation du cahier des charges de l'appel à projets « Projets de recherche et développement structurants pour la compétitivité - covid-19 »](#)

[Décret n° 2020-355 du 28 mars 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate de deux arrêtés](#)

[Décret n° 2020-340 du 27 mars 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2020-302 du 25 mars 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2020-291 du 23 mars 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2020-285 du 21 mars 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2020-280 du 20 mars 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate de quatre arrêtés](#)

[Décret n° 2020-275 du 19 mars 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2020-263 du 17 mars 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2020-261 du 16 mars 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2020-259 du 15 mars 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

[Décret n° 2020-249 du 14 mars 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate de deux arrêtés](#)

[Décret n° 2020-242 du 13 mars 2020 relatif à l'entrée en vigueur immédiate d'un arrêté](#)

## **Conseil constitutionnel**

[Décision n° 2022-845 DC du 20 décembre 2022](#)

[Décision n° 2022-198 PDR du 16 juin 2022](#)

[Décision n° 2021-961 QPC du 14 janvier 2022](#)

[Décision n° 2021-828 DC du 9 novembre 2021](#)

[Décision n° 2021-824 DC du 5 août 2021 \(rectificatif\)](#)

[Décision n° 2021-824 DC du 5 août 2021](#)

[Décision n° 2021-911/919 QPC du 4 juin 2021](#)

[Décision n° 2021-819 DC du 31 mai 2021](#)

[Décision n° 2020-890 QPC du 19 mars 2021](#)

[Décision n° 2021-891 QPC du 19 mars 2021](#)

[Décision n° 2020-5683 SEN du 5 mars 2021](#)

[Décision n° 2020-878/879 QPC du 29 janvier 2021](#)

[Décision n° 2020-872 QPC du 15 janvier 2021](#)

[Décision n° 2020-807 DC du 3 décembre 2020](#)

[Décision n° 2020-869 QPC du 4 décembre 2020](#)

[Décision n° 2020-866 QPC du 19 novembre 2020](#)

[Décision n° 2020-808 DC du 13 novembre 2020](#)

[Décision n° 2020-802 DC du 30 juillet 2020](#)

[Décision n° 2020-803 DC du 9 juillet 2020](#)

[Décision n° 2020-286 L du 2 juillet 2020](#)

[Décision n° 2020-851/852 QPC du 3 juillet 2020](#)

[Décision n° 2020-846/847/848 QPC du 26 juin 2020](#)

[Décision n° 2020-849 QPC du 17 juin 2020](#)

[Décision n° 2020-850 QPC du 17 juin 2020](#)

[Décision n° 2020-800 DC du 11 mai 2020](#)

[Décision n° 2020-800 DC du 11 mai 2020 \(rectificatif\)](#)

## **Ministère de la justice**

[Arrêté du 21 février 2022 modifiant les dates des épreuves d'admission prévues par l'arrêté du 20 octobre 2021 modifiant les conditions de déroulement du concours professionnel pour l'accès au grade de premier surveillant du corps d'encadrement et d'application du personnel de surveillance de l'administration pénitentiaire pour les services pénitentiaires de Nouvelle-Calédonie ouvert par l'arrêté du 1er juillet 2021 au titre de l'année 2022, en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 15 février 2022 relatif au nombre de personnes figurant sur les listes annuelles des jurés titulaires et les listes spéciales de jurés suppléants](#)

[Arrêté du 20 octobre 2021 modifiant les conditions de déroulement du concours professionnel pour l'accès au grade de premier surveillant du corps d'encadrement et d'application du personnel de surveillance de l'administration pénitentiaire pour les services pénitentiaires de Nouvelle-Calédonie ouvert par l'arrêté du 1er juillet 2021 au titre de l'année 2022, en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-1355 du 16 octobre 2021 portant diverses mesures d'application de l'article 13 de la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire et fixant notamment les seuils prévus par le A du I de cet article](#)

[Décret n° 2021-1354 du 16 octobre 2021 relatif à la procédure de traitement de sortie de crise](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2021-1193 du 15 septembre 2021 portant modification du livre VI du code de commerce](#)



[Ordonnance n° 2021-1193 du 15 septembre 2021 portant modification du livre VI du code de commerce](#)

[Arrêté du 10 août 2021 portant adaptation pour la session 2021 des épreuves de préadmission de la sélection professionnelle des personnels des équipes régionales d'intervention et de sécurité en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-1056 du 7 août 2021 pris pour l'application des articles 1er et 16 de la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire](#)

[Arrêté du 22 juillet 2021 portant adaptation des dispositions relatives à la formation statutaire des greffiers des services judiciaires et à la formation statutaire des directeurs des services de greffe judiciaires](#)

[Arrêté du 19 mai 2021 portant adaptation pour la session 2021 des épreuves des concours pour le recrutement des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 19 mai 2021 portant adaptation pour la session 2021 des épreuves de l'examen professionnel pour l'avancement au grade d'éducateur principal de la protection judiciaire de la jeunesse pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-627 du 20 mai 2021 adaptant provisoirement le fonctionnement des instances du notariat aux conséquences de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 10 mai 2021 portant adaptation au titre de l'année 2021 des règles d'organisation générales et de la nature des épreuves des concours externe et interne pour le recrutement de conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation, en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 10 mars 2021 portant adaptation des épreuves d'admission des concours pour le recrutement de lieutenants pénitentiaires ouverts au titre de l'année 2021 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 10 mars 2021 portant adaptation des épreuves d'admission des concours pour le recrutement de surveillants de l'administration pénitentiaire ouverts au titre de l'année 2021 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 8 mars 2021 portant adaptation des épreuves de l'examen d'aptitude à la profession d'avocat pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 5 février 2021 portant adaptation de l'organisation générale, du contenu ainsi que des modalités d'obtention des unités de valeur requises pour l'accès au grade de surveillant brigadier du corps d'encadrement et d'application du personnel de surveillance de l'administration pénitentiaire ouvertes au titre de la session 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-1443 du 25 novembre 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises aux conséquences de l'épidémie de covid-19](#)

[Ordonnance n° 2020-1443 du 25 novembre 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises aux conséquences de l'épidémie de covid-19](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-1400 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux copropriétés](#)

[Ordonnance n° 2020-1400 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux copropriétés](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-1401 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière pénale](#)

[Ordonnance n° 2020-1401 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière pénale](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-1402 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre administratif](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-1402 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre administratif](#)

[Décret n° 2020-1405 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale](#)

[Décret n° 2020-1406 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables devant les juridictions de l'ordre administratif](#)

[Décret n° 2020-1364 du 9 novembre 2020 portant adaptation des épreuves d'admission des trois concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature ouverts au titre de l'année 2020 pour le recrutement d'auditeurs de justice en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 9 novembre 2020 portant adaptation des épreuves d'admission de la session 2020 des concours d'entrée à l'Ecole nationale de la magistrature en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Ordonnance n° 2020-1142 du 16 septembre 2020 portant création, au sein du code de commerce, d'un chapitre relatif aux sociétés dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé ou sur un système multilatéral de négociation](#)

[Décret n° 2020-1135 du 15 septembre 2020 relatif au report des dates de notation des officiers de police judiciaire en raison de la crise sanitaire résultant de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-1130 du 14 septembre 2020 relatif à la représentativité au sein des instances notariales](#)

[Arrêté du 18 août 2020 portant adaptation pour la session 2020 des épreuves de préadmission de la sélection professionnelle des personnels des équipes régionales d'intervention et de sécurité en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-1001 du 7 août 2020 portant adaptation de la procédure exceptionnelle de demande d'avance en matière d'aide juridictionnelle et d'aide à l'intervention de l'avocat et modifiant le décret n° 2020-653 du 29 mai 2020 portant diverses mesures liées à l'état d'urgence sanitaire en matière d'aide juridictionnelle et d'aide à l'intervention de l'avocat](#)

[Arrêté du 6 août 2020 modifiant les conditions de déroulement du concours pour le recrutement d'adjoints techniques de l'administration pénitentiaire ouvert par arrêté du 29 octobre 2019 au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-890 du 21 juillet 2020 portant diverses adaptations des dispositions relatives à la formation initiale et à la formation continue des magistrats de l'ordre judiciaire en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-854 du 7 juillet 2020 relatif au report exceptionnel des élections des juges des tribunaux de commerce](#)

[Arrêté du 10 juin 2020 portant adaptation des épreuves de l'examen d'aptitude à la profession d'avocat pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 3 juin 2020 portant modification du calendrier des épreuves de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'éducateur principal de la protection judiciaire de la jeunesse au titre de l'année 2019 ouvert par arrêté du 15 novembre 2019](#)

[Arrêté du 29 mai 2020 modifiant les conditions de déroulement des concours pour le recrutement de directeurs des services pénitentiaires en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 8 juin 2020 portant adaptation des dispositions relatives à la formation statutaire des greffiers des services judiciaires et à la formation statutaire des directeurs des services de greffe judiciaires](#)

[Décret n° 2020-694 du 8 juin 2020 portant adaptation des dispositions du décret n° 45-0117 du 19 décembre 1945 pris pour l'application du statut du notariat liées à l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-676 du 5 juin 2020 instaurant un vote par correspondance pour l'élection des membres du collège de déontologie des magistrats de l'ordre judiciaire en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 4 juin 2020 portant adaptation des épreuves orales d'admission des concours externe et interne de recrutement dans le corps des directeurs des services de greffe judiciaires ouverts au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 2 juin 2020 modifiant les conditions de déroulement des concours pour le recrutement de lieutenants pénitentiaires ouverts par arrêté du 23 septembre 2019 au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 2 juin 2020 portant adaptation des épreuves des concours externe et interne de recrutement dans le corps des greffiers des services judiciaires ouverts au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 2 juin 2020 portant adaptation des épreuves de l'examen professionnel de recrutement dans le corps des greffiers des services judiciaires ouvert au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 2 juin 2020 modifiant les conditions de déroulement du concours pour le recrutement de surveillantes et de surveillants pénitentiaires ouvert par arrêté du 23 septembre 2019 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 2 juin 2020 modifiant les conditions de déroulement des concours pour le recrutement de conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation ouverts par arrêté du 14 novembre 2019 au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 2 juin 2020 modifiant les conditions de déroulement des concours pour le recrutement de techniciens de l'administration pénitentiaire ouverts par arrêté du 29 octobre 2019 au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-666 du 3 juin 2020 relative aux délais applicables en matière financière et agricole pendant l'état d'urgence sanitaire](#)

[Ordonnance n° 2020-666 du 3 juin 2020 relative aux délais applicables en matière financière et agricole pendant l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-653 du 29 mai 2020 portant diverses mesures liées à l'état d'urgence sanitaire en matière d'aide juridictionnelle et d'aide à l'intervention de l'avocat](#)

[Arrêté du 29 mai 2020 portant adaptation des épreuves des concours pour le recrutement des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 29 mai 2020 portant adaptation des épreuves de l'examen professionnel pour l'avancement au grade d'éducateur principal de la protection judiciaire de la jeunesse pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 28 mai 2020 portant adaptation des dispositions relatives à l'évaluation de la formation initiale des élèves lieutenants pénitentiaires en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-595 du 20 mai 2020 portant modification de l'ordonnance n° 2020-304 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété \(Rectificatif\)](#)

[Arrêté du 25 mai 2020 portant adaptation pour la session de 2020 des épreuves de plusieurs concours pour le recrutement de certains personnels pénitentiaires en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-610 du 22 mai 2020 pris pour l'application de l'article L. 3131-17 du code de la santé publique](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-595 du 20 mai 2020 modifiant l'ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété](#)

[Ordonnance n° 2020-595 du 20 mai 2020 modifiant l'ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19](#)

[Ordonnance n° 2020-596 du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-557 du 13 mai 2020 modifiant l'ordonnance n° 2020-303 du 25 mars 2020 portant adaptation de règles de procédure pénale sur le fondement de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Ordonnance n° 2020-557 du 13 mai 2020 modifiant l'ordonnance n° 2020-303 du 25 mars 2020 portant adaptation de règles de procédure pénale sur le fondement de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-558 du 13 mai 2020 modifiant l'ordonnance n° 2020-305 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables devant les juridictions de l'ordre administratif](#)

[Ordonnance n° 2020-558 du 13 mai 2020 modifiant l'ordonnance n° 2020-305 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables devant les juridictions de l'ordre administratif](#)

[Arrêté du 11 mai 2020 portant prolongation de la formation probatoire et réduction de la durée maximale de la formation complémentaire des stagiaires issus du concours complémentaire ouvert au titre de l'année 2019 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-482 du 27 avril 2020 relatif à la prorogation exceptionnelle des délais de formation obligatoire des conseillers prud'hommes et des juges des tribunaux de commerce](#)

[Arrêté du 22 avril 2020 portant prolongation de la formation probatoire et réduction de la durée maximale de la formation préalable des candidats à l'intégration directe en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-440 du 17 avril 2020 portant adaptation des dispositions relatives à la formation initiale des auditeurs de justice et des stagiaires de l'Ecole nationale de la magistrature et à la formation initiale et continue des conciliateurs de justice en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Ordonnance n° 2020-405 du 8 avril 2020 portant diverses adaptations des règles applicables devant les juridictions de l'ordre administratif](#)

[Décret n° 2020-395 du 3 avril 2020 autorisant l'acte notarié à distance pendant la période d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-357 du 28 mars 2020 relatif à la forfaitisation de la contravention de la 5e classe réprimant la violation des mesures édictées en cas de menace sanitaire grave et de déclaration de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale](#)

[Arrêté du 27 mars 2020 reportant les dates d'un concours professionnel pour l'admission aux fonctions de notaire dans le ressort des cours d'appel de Colmar et de Metz \(officiers publics ou ministériels\)](#)

[Ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété \(rectificatif\)](#)

[Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période \(rectificatif\)](#)

[Ordonnance n° 2020-303 du 25 mars 2020 portant adaptation de règles de procédure pénale sur le fondement de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Ordonnance n° 2020-305 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables devant les juridictions de l'ordre administratif](#)

[Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période](#)

[Décret n° 2020-292 du 21 mars 2020 relatif aux commissaires aux comptes](#)

[Arrêté du 18 mars 2020 reportant les épreuves écrites de dissertation du concours externe, de note de synthèse du concours interne et de composition sur la réglementation pénitentiaire des concours externe et interne pour le recrutement de lieutenants pénitentiaires au titre de l'année 2020](#)

[Arrêté du 18 mars 2020 reportant les épreuves d'admission du concours pour le recrutement de surveillantes et de surveillants de l'administration pénitentiaire au titre de l'année 2020](#)

[Décret n° 2020-264 du 17 mars 2020 portant création d'une contravention réprimant la violation des mesures destinées à prévenir et limiter les conséquences des menaces sanitaires graves sur la santé de la population](#)

[Arrêté du 18 mars 2020 reportant les épreuves écrites de dissertation du concours externe, de note de synthèse du concours interne et de composition sur la réglementation pénitentiaire des concours externe et interne pour le recrutement de lieutenants pénitentiaires au titre de l'année 2020](#)

[Arrêté du 18 mars 2020 reportant les épreuves d'admission du concours pour le recrutement de surveillantes et de surveillants de l'administration pénitentiaire au titre de l'année 2020](#)

[Arrêté du 16 mars 2020 reportant les épreuves orales d'admission des concours externe et interne pour le recrutement des directeurs des services de greffe judiciaires au titre de l'année 2020](#)

## **Ministère des armées**

[Accord relatif au télétravail au sein du ministère des armées](#)

[Arrêté du 29 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 29 juillet 2019 relatif aux modalités d'archivage du dossier individuel des militaires gérés sur support électronique et aux règles de conservation](#)

[Arrêté du 14 septembre 2022 relatif à l'extension du périmètre de compétence du conseil médical ministériel du ministère des armées](#)

[Arrêté du 29 juillet 2022 modifiant l'arrêté du 20 août 2021 fixant la liste des formations spécialisées et la durée du lien au service qui leur est attachée](#)

[Arrêté du 4 mai 2022 portant adaptation pour l'année 2022 des épreuves sportives des concours de recrutement sur titres des officiers logisticiens des essences en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 4 mai 2022 portant adaptation pour l'année 2022 des épreuves des concours externe et interne sur épreuves de recrutement des sous-officiers du service des essences des armées en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 15 avril 2022 modifiant l'arrêté du 24 avril 2020 portant dispositions particulières en matière de santé et de sécurité au travail au ministère de la défense en situation d'urgence sanitaire covid-19](#)

[Décret n° 2022-578 du 20 avril 2022 prorogeant l'application des dispositions relatives à l'organisation des examens, concours, recrutements, sélections et formations militaires pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 17 août 2021 aménageant temporairement les conditions de prise en charge des changements de résidence des militaires](#)

[Arrêté du 30 juillet 2021 fixant pour l'année scolaire 2020-2021 les modalités du remboursement des frais de pension des élèves des lycées de la défense, effectué en conséquence de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 12 juillet 2021 modifiant l'arrêté du 24 avril 2020 portant dispositions particulières en matière de santé et de sécurité au travail au ministère de la défense en situation d'urgence sanitaire covid-19](#)

[Décret n° 2021-926 du 12 juillet 2021 relatif aux conditions d'admission dans les lycées de la défense](#)

[Arrêté du 6 mai 2021 portant adaptation pour l'année 2021 des épreuves sportives du concours d'admission à l'Ecole polytechnique en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 7 mai 2021 portant adaptation pour l'année 2021 des épreuves sportives du concours de recrutement sur titres des officiers logisticiens des essences en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 7 mai 2021 portant adaptation pour l'année 2021 des épreuves des concours externe et interne sur épreuves de recrutement des sous-officiers du service de l'énergie opérationnelle en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 7 mai 2021 portant adaptation pour l'année 2021 des épreuves sportives des concours d'admission à l'Ecole de l'air prévus au 1° de l'article 4 du décret n° 2008-943 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps des officiers de l'air, des officiers](#)



[mécaniciens de l'air et des officiers des bases de l'air, en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 3 mai 2021 portant adaptation pour l'année 2021 des épreuves sportives des concours d'admission à l'école du personnel paramédical des armées et à l'accès à la formation au diplôme d'Etat d'infirmier, en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 3 mai 2021 portant adaptation pour l'année 2021 des épreuves sportives des concours d'admission à l'école du personnel paramédical des armées et à l'accès à la formation au diplôme d'Etat d'infirmier, en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2021-112 du 3 février 2021 portant rétablissement et adaptation de diverses dispositions visant à préserver les effectifs et les compétences du personnel militaire pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Ordonnance n° 2021-112 du 3 février 2021 portant rétablissement et adaptation de diverses dispositions visant à préserver les effectifs et les compétences du personnel militaire pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 22 janvier 2021 portant allongement de la durée de validité de l'aptitude médicale prononcée lors de la visite médicale périodique pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 10 décembre 2021 modifiant l'arrêté du 24 avril 2020 portant dispositions particulières en matière de santé et de sécurité au travail au ministère de la défense en situation d'urgence sanitaire covid-19](#)

[Arrêté du 22 avril 2021 portant adaptation, pour l'année 2021, des épreuves sportives des concours d'admission d'élèves officiers aux écoles du service de santé des armées et des concours de recrutement d'internes, de médecins, de pharmaciens, de vétérinaires et de chirurgiens-dentistes des armées, en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 12 avril 2021 portant adaptation pour l'année 2021 des épreuves sportives d'admission des concours prévus à l'article 4 et au 2° de l'article 6 du décret n° 2012-1029 du 5 septembre 2012 portant statut particulier du corps des commissaires des armées, en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 12 avril 2021 portant adaptation pour l'année 2021 des épreuves sportives des concours externes d'admission à l'Ecole navale, en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 12 avril 2021 portant adaptation pour l'année 2021 des épreuves sportives des concours d'admission à l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 18 février 2021 portant extension de compétence de la commission de réforme ministérielle du ministère des armées](#)

[Arrêté du 18 février 2021 portant adaptation pour l'année 2021 des épreuves des concours d'admission à l'Ecole militaire interarmes et du concours interne sur épreuves d'admission en école des officiers logisticiens des essences en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)



[Arrêté du 23 février 2021 portant adaptation pour l'année 2021 des épreuves sportives des concours d'admission à l'Ecole de l'air prévus aux 2°, 3°, 4° et 5° de l'article 4 du décret n° 2008-943 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps des officiers de l'air, des officiers mécaniciens de l'air et des officiers des bases de l'air, en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 12 février 2021 modifiant l'arrêté du 24 avril 2020 portant dispositions particulières en matière de santé et de sécurité au travail au ministère de la défense en situation d'urgence sanitaire covid-19](#)

[Décret n° 2021-149 du 11 février 2021 relatif à l'organisation des examens, concours, recrutements, sélections et formations militaires, pris pour l'application des articles 3 et 7 de l'ordonnance n° 2020-1694 du 24 décembre 2020 relative à l'organisation des examens et concours dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Ordonnance n° 2021-112 du 3 février 2021 portant rétablissement et adaptation de diverses dispositions visant à préserver les effectifs et les compétences du personnel militaire pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 14 janvier 2021 portant allongement de la durée de validité des visites médicales périodiques pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-997 du 7 août 2020 relatif à la réintégration d'anciens militaires et aux congés de reconversion pris pour l'application du II de l'article 47 et le II de l'article 48 de la loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne](#)

[Décret n° 2020-998 du 7 août 2020 portant application du II de l'article 48 de la loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne](#)

[Arrêté du 7 août 2020 relatif aux modalités de présentation et d'examen des demandes de réintégration des anciens militaires de carrière consécutives à la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 27 juillet 2020 portant dérogation pour la rentrée scolaire 2020-2021 à la détermination de l'aptitude médicale pour les admissions au titre de l'aide au recrutement dans les lycées de la défense](#)

[Décret n° 2020-450 du 20 avril 2020 portant dérogation au principe de suspension des délais pendant la période d'état d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-308 du 25 mars 2020 ouvrant la possibilité, en période d'état d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de covid-19, de différer l'établissement des certificats médicaux périodiques des militaires placés en situation de congé du blessé, de congé de longue durée pour maladie et de congé de longue maladie](#)

[Arrêté du 19 mars 2020 portant allongement de la durée de validité des visites médicales périodiques en période d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-251 du 13 mars 2020 relatif aux organismes susceptibles d'accueillir des militaires en affectation temporaire](#)

[Arrêté du 23 décembre 2020 portant adaptation pour l'année 2021 des épreuves des concours d'admission dans les écoles de formation spécialisées de l'armée de terre en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-1566 du 10 décembre 2020 relatif à l'organisation à distance de la journée défense et citoyenneté](#)

[Arrêté du 19 novembre 2020 portant adaptation, en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19, des épreuves de l'examen professionnel pour l'accès au grade de technicien supérieur d'études et de fabrications de 1re classe du ministère de la défense au titre de l'année 2021](#)

[Arrêté du 19 novembre 2020 portant adaptation, en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19, des épreuves de l'examen professionnel pour l'accès au grade de technicien supérieur d'études et de fabrications de 2e classe du ministère de la défense au titre de l'année 2021](#)

[Arrêté du 19 novembre 2020 portant adaptation, en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19, des épreuves de l'examen professionnel d'accès au corps des attachés d'administration de l'Etat relevant du ministère des armées au titre de l'année 2021](#)

[Arrêté du 19 novembre 2020 portant adaptation en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 des épreuves de l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe exceptionnelle du ministère de la défense au titre de l'année 2021](#)

[Arrêté du 20 août 2020 fixant les modalités du remboursement des frais de pension des élèves des lycées de la défense effectué en conséquence de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 18 juin 2020 modifiant l'arrêté du 24 avril 2020 portant dispositions particulières en matière de santé et de sécurité au travail au ministère de la défense en situation d'urgence sanitaire covid-19](#)

[Arrêté du 16 juin 2020 fixant pour l'année 2020 les modalités de proclamation des résultats du concours externe sur épreuves de recrutement dans le corps des commissaires des armées en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 5 juin 2020 portant adaptation pour l'année 2020 des modalités d'organisation du concours d'admission de l'Ecole polytechnique en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 3 juin 2020 portant adaptation pour l'année 2020 des épreuves des concours d'admission à l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 3 juin 2020 portant adaptation pour l'année 2020 des épreuves des concours externes d'admission à l'Ecole navale en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-668 du 2 juin 2020 aménageant temporairement les conditions de prise en charge des changements de résidence des militaires dans le contexte de l'état d'urgence sanitaire prévu par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 2 juin 2020 aménageant temporairement les conditions de prise en charge des changements de résidence des militaires dans le contexte de l'état d'urgence sanitaire prévu par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 28 mai 2020 portant adaptation pour l'année 2020 des épreuves des concours internes sur épreuves d'admission à l'Ecole de l'air en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Avis de concours d'admission à l'Ecole polytechnique en 2020 \(filiales MP et PC\)](#)

[Arrêté du 28 mai 2020 portant adaptation, pour l'année 2020, des épreuves des concours d'admission à l'école du personnel paramédical des armées et à l'accès à la formation au diplôme d'Etat d'infirmier](#)

[Arrêté du 28 mai 2020 portant adaptation pour l'année 2020 des épreuves des concours d'admission d'élèves officiers médecins, pharmaciens, vétérinaires et chirurgiens-dentistes des armées à l'école de santé des armées de Lyon-Bron et des concours de recrutement de médecins, de pharmaciens, de vétérinaires et de chirurgiens-dentistes des armées](#)

[Arrêté du 28 mai 2020 portant adaptation pour l'année 2020 des épreuves des concours externes et internes sur titres d'admission à l'Ecole de l'air en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 28 mai 2020 portant adaptation pour l'année 2020 des épreuves des concours externes sur épreuves d'admission à l'Ecole de l'air en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 28 mai 2020 portant adaptation pour l'année 2020 des épreuves des concours d'admission à l'école militaire interarmes en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 27 mai 2020 modifiant les conditions de déroulement des concours pour le recrutement de techniciens supérieurs d'études et de fabrications de 3e classe du ministère de la défense au titre de l'année 2020](#)

[Arrêté du 27 mai 2020 modifiant les conditions de déroulement des concours pour le recrutement de techniciens supérieurs d'études et de fabrications de 2e classe du ministère de la défense au titre de l'année 2020](#)

[Arrêté du 27 mai 2020 modifiant les conditions de déroulement des concours pour le recrutement d'ingénieurs d'études et de fabrications du ministère de la défense au titre de l'année 2020](#)

[Arrêté du 27 mai 2020 portant adaptation pour l'année 2020 des épreuves des concours internes sur épreuves de recrutement dans le corps des commissaires des armées en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 27 mai 2020 portant adaptation, pour l'année 2020, des épreuves du concours externe sur épreuves de recrutement dans le corps des commissaires des armées en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 27 mai 2020 portant adaptation, pour l'année 2020, des épreuves du concours externe sur titres de recrutement dans le corps des commissaires des armées en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 27 mai 2020 portant adaptation, pour l'année 2020, des épreuves du concours de recrutement sur titres des officiers logisticiens des essences en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 27 mai 2020 portant adaptation, pour l'année 2020, des épreuves des concours externe et interne sur épreuves de recrutement des sous-officiers du service des essences des armées en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-611 du 22 mai 2020 relatif à l'organisation des examens, concours, recrutements et sélections militaires, pris pour l'application de l'article 5 de l'ordonnance n° 2020-351 du 27 mars 2020 relative à l'organisation des examens et concours pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 22 mai 2020 portant adaptation pour la session 2020 des modalités de la phase de sélection des officiers sous contrat rattachés aux corps des officiers de marine et des officiers spécialisés de la marine dans le contexte de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 19 mai 2020 portant adaptation pour la session de 2020 des épreuves des concours pour le recrutement dans le corps des ingénieurs d'études et de fabrications du ministère de la défense en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 19 mai 2020 portant adaptation pour la session de 2020 des épreuves des concours pour le recrutement dans le grade de technicien supérieur d'études et de fabrications de 2e classe du corps des techniciens supérieurs d'études et de fabrications du ministère de la défense en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 19 mai 2020 portant adaptation pour la session de 2020 des épreuves des concours pour le recrutement dans le grade de technicien supérieur d'études et de fabrications de 3e classe du corps des techniciens supérieurs d'études et de fabrications du ministère de la défense en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 27 avril 2020 modifiant l'arrêté du 24 avril 2020 portant dispositions particulières en matière de santé et de sécurité au travail au ministère de la défense en situation d'urgence sanitaire covid-19](#)

[Arrêté du 24 avril 2020 portant dispositions particulières en matière de santé et de sécurité au travail au ministère de la défense en situation d'urgence sanitaire covid-19](#)

## **Ministère des solidarités, de l'autonomie et des personnes handicapées**

[Décret n° 2022-1276 du 29 septembre 2022 modifiant le décret n° 2020-764 du 23 juin 2020 relatif aux conditions d'ouverture et de continuité des droits à certaines prestations familiales dans le contexte de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 30 mai 2022 prorogeant les dispositions de l'arrêté du 4 novembre 2020 portant mesures provisoires de mise en œuvre de la formation pratique pour les candidats aux diplômes du travail social en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

## **Ministère de la santé et de la prévention**

[Arrêté du 27 avril 2023 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 relatif aux mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé maintenues en matière de lutte contre la covid 19](#)

[Avis de vacance d'emplois de directeur d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux](#)

[Arrêté du 31 mars 2023 fixant les modalités de facturation des soins dispensés dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 162-33-1 du code de la sécurité sociale](#)

[Arrêté du 20 mars 2023 modifiant l'arrêté du 26 août 2019 relatif à l'expérimentation « Parcours de soins pour patients bipolaires - Passport BP »](#)

[Arrêté du 13 mars 2023 relatif au financement de prestations exceptionnelles pour les établissements de santé et établissements médico-sociaux liées à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 27 février 2023 modifiant l'arrêté du 27 juillet 2021 relatif à l'expérimentation « RéPAP : Référent Parcours Périnatalité »](#)

[Arrêté du 27 février 2023 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 relatif aux mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé maintenues en matière de lutte contre la Covid-19](#)

[Décret n° 2023-112 du 18 février 2023 modifiant le décret n° 2022-345 du 11 mars 2022 modifiant à titre temporaire le montant de la rémunération de référence pour le calcul de l'indemnité spécifique de rupture conventionnelle dans la fonction publique pour les fonctionnaires hospitaliers, agents contractuels et personnels médicaux, odontologiques et pharmaceutiques sous contrat affectés ou recrutés dans un établissement mentionné à l'article L. 5 du code général de la fonction publique situé dans les départements de la Guadeloupe et de la Martinique](#)

[Décret n° 2023-99 du 15 février 2023 modifiant le décret n° 2020-551 du 12 mai 2020 relatif aux systèmes d'information mentionnés à l'article 11 de la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions, et le décret no 2020-1690 du 25 décembre 2020 autorisant la création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux vaccinations contre la covid-19](#)

[Arrêté du 7 février 2023 modifiant la liste des spécialités pharmaceutiques agréées à l'usage des collectivités et divers services publics](#)

[Décret no 2023-86 du 10 février 2023 modifiant le décret no 2020-650 du 29 mai 2020 relatif au traitement de données dénommé « TousAntiCovid » et le décret no 2021-901 du 6 juillet 2021 relatif au traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Convertisseur de certificats »](#)

[Arrêté du 31 janvier 2023 relatif à la prise en charge des examens de dépistage et tests de détection du SARS-CoV-2 en outre-mer](#)

[Avis de vacance d'emplois de directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux](#)

[Décret n° 2023-37 du 27 janvier 2023 relatif aux arrêts de travail dérogatoires délivrés aux personnes contaminées par la Covid-19](#)

[Décret n° 2023-36 du 27 janvier 2023 modifiant le décret n° 2022-1771 du 30 décembre 2022 instaurant des contrôles sanitaires pour les vols en provenance de Chine](#)

[Arrêté du 26 janvier 2023 portant approbation de l'avenant n° 11 à la convention nationale organisant les rapports entre les directeurs de laboratoires privés d'analyses médicales et l'assurance maladie](#)

[Arrêté du 18 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 relatif aux mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé maintenues en matière de lutte contre la covid 19](#)

[Arrêté du 3 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 relatif aux mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé maintenues en matière de lutte contre la covid-19 ainsi que la liste des actes et prestations mentionnée à l'article L. 162-1-7 du code de la sécurité sociale](#)

[Arrêté du 23 décembre 2022 relatif au financement de prestations exceptionnelles pour les établissements de santé et établissements médico-sociaux liées à l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2022-1771 du 30 décembre 2022 instaurant des contrôles sanitaires pour les vols en provenance de Chine](#)

[Arrêté du 28 décembre 2022 fixant pour l'année 2022 le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale](#)

[Arrêté du 28 décembre 2022 fixant pour l'année 2022 le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L. 162-23-5 du code de la sécurité sociale](#)

[Arrêté du 19 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 14 juin 2019 et abrogeant l'arrêté du 26 juillet 2022 relatif à l'expérimentation « Prise en charge avec télésurveillance du diabète gestationnel »](#)

[Décret n° 2022-1613 du 22 décembre 2022 modifiant le décret n° 2022-1097 du 30 juillet 2022 relatif aux mesures de veille et de sécurité sanitaire maintenues en matière de lutte contre la covid-19](#)

[Arrêté du 16 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 relatif aux mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé maintenues en matière de lutte contre la covid 19](#)

[Arrêté du 9 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 relatif aux mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé maintenues en matière de lutte contre la covid 19](#)

[Avis de vacance d'emplois de directeur ou de directrice d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux](#)

[Arrêté du 25 novembre 2022 modifiant la liste des spécialités pharmaceutiques agréées à l'usage des collectivités et divers services publics](#)

[Arrêté du 16 novembre 2022 fixant le montant d'une dotation des régimes obligatoires d'assurance maladie à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale](#)

[Arrêté du 14 novembre 2022 fixant le cahier des charges destiné aux maisons de santé et aux centres de santé souhaitant mettre en place le parcours pluridisciplinaire de prévention de l'obésité infantile](#)

[Avis relatif à l'avenant n° 9 à la convention nationale organisant les rapports entre les infirmiers libéraux et l'assurance maladie signée le 22 juin 2007](#)

[Décret n° 2022-1369 du 27 octobre 2022 relatif aux personnes vulnérables présentant un risque avéré de développer une forme grave d'infection au virus de la covid-19](#)

[Avis relatif à l'avenant n° 4 à l'accord national destiné à organiser les rapports entre les centres de santé et les caisses d'assurance maladie signé le 8 juillet 2015](#)

[Arrêté du 30 septembre 2022 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 relatif aux mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé maintenues en matière de lutte contre la covid 19 et les arrêtés des 14 octobre 2021 et 10 novembre 2021 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2022-1259 du 27 septembre 2022 modifiant le décret n° 2022-1099 du 30 juillet 2022 instituant un comité de veille et d'anticipation des risques sanitaires](#)

[Avis de vacance d'emplois de directeur ou de directrice d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux](#)

[Avis de vacance du poste de directeur général de l'Agence nationale de santé publique \(ANSP\)](#)

[Arrêté du 24 août 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de covid-19 pour l'année 2022](#)

[Arrêté du 2 août 2022 portant nomination au Comité de contrôle et de liaison covid-19](#)

[Arrêté du 1er août 2022 pris pour l'application de l'article D. 114-4-4 du code de la sécurité sociale relatif au plan comptable unique des organismes de sécurité sociale](#)

[Arrêté du 26 juillet 2022 modifiant l'arrêté du 14 juin 2019 et abrogeant les arrêtés du 11 juillet 2019, du 16 juillet 2021 et du 27 décembre 2021 relatifs à l'expérimentation « Prise en charge avec télésurveillance du diabète gestationnel »](#)

[Arrêté du 26 juillet 2022 modifiant l'arrêté du 21 juin 2019 relatif à l'expérimentation nationale d'une incitation à une prise en charge partagée et fixant la liste des groupements expérimentateurs](#)

[Arrêté du 26 juillet 2022 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2021 abrogeant l'arrêté du 8 décembre 2020 et autorisant l'expérimentation de microstructures médicales post covid-19 : Accompagnement médical, social et psychologique des patients fragilisés par la covid-19 et le confinement dans le cadre des microstructures médicales](#)



[Arrêté du 4 août 2022 modifiant la liste des spécialités pharmaceutiques agréées à l'usage des collectivités et divers services publics](#)

[Avis relatif à l'avenant n° 1 à l'accord conventionnel interprofessionnel relatif aux structures de santé pluriprofessionnelles signé le 20 avril 2017](#)

[Décret n° 2022-1099 du 30 juillet 2022 instituant un comité de veille et d'anticipation des risques sanitaires](#)

[Décret n° 2022-1098 du 30 juillet 2022 modifiant le décret n° 2020-650 du 29 mai 2020 relatif au traitement de données dénommé « TousAntiCovid »](#)

[Décret n° 2022-1097 du 30 juillet 2022 relatif aux mesures de veille et de sécurité sanitaire maintenues en matière de lutte contre la covid-19](#)

[Arrêté du 30 juillet 2022 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire et abrogeant l'arrêté du 7 juin 2021 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Arrêté du 26 juillet 2022 relatif à la mobilisation de la réserve sanitaire](#)

[Arrêté du 11 juillet 2022 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 8 juillet 2022 relatif à l'affectation par spécialité des lauréats prioritaires des épreuves de vérification de connaissances organisées au titre de la session 2021 \(application des dispositions de l'arrêté du 26 février 2022\)](#)

[Arrêté du 1er juillet 2022 modifiant l'arrêté du 9 juillet 2021 relatif à l'expérimentation « Structures d'exercice coordonné participatives » \(NOR : SPRS2218372A\)](#)

[Arrêté du 28 juin 2022 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire et les arrêtés des 14 octobre et 10 novembre 2021 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021](#)

[Arrêté du 21 juin 2022 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire, la liste des actes et prestations mentionnée à l'article L. 162-1-7 du code de la sécurité sociale et l'arrêté du 12 décembre 2020 portant modification des conditions de remboursement de l'acte de détection du génome du SARS-CoV-2 par amplification génique](#)

[Avis de vacance d'emplois de direction de la fonction publique hospitalière \(emplois fonctionnels\)](#)

[Arrêté du 9 juin 2022 modifiant la liste des spécialités pharmaceutiques prises en charge en sus des prestations d'hospitalisation mentionnée à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale](#)

[Arrêté du 3 juin 2022 modifiant la liste des spécialités pharmaceutiques agréées à l'usage des collectivités et divers services publics](#)



[Arrêté du 10 juin 2022 prescrivant des mesures nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 25 mai 2022 modifiant l'arrêté du 9 juillet 2021 portant ouverture des épreuves de vérification des connaissances mentionnées aux articles L. 4111-2-I et L. 4221-12 du code de la santé publique](#)

[Avis de vacance d'emplois de direction de la fonction publique hospitalière \(emplois fonctionnels\)](#)

[Avis de vacance d'emplois de direction de la fonction publique hospitalière \(emplois non fonctionnels\)](#)

[Décret n° 2022-807 du 13 mai 2022 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2022-806 du 13 mai 2022 modifiant le décret n° 2021-75 du 27 janvier 2021 relatif à l'application des mesures concernant les cotisations et contributions sociales des entreprises, travailleurs indépendants et artistes-auteurs mentionnées à l'article 9 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021](#)

[Arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 pour l'année 2022](#)

[Arrêté du 12 mai 2022 relatif aux données alimentant la base principale et aux bases de données du catalogue du système national des données de santé](#)

[Arrêté du 5 mai 2022 modifiant la liste des spécialités pharmaceutiques agréées à l'usage des collectivités et divers services publics](#)

[Arrêté du 5 mai 2022 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2022-692 du 26 avril 2022 relatif à l'affiliation des personnes participant à la campagne vaccinale dans le cadre de la lutte contre la covid-19 et portant modification du décret n° 2021-1937 du 30 décembre 2021 relatif à l'abaissement du seuil d'accès aux prestations des assurances maladie, maternité, invalidité et décès des artistes auteurs et aux prestations en espèces de l'assurance maladie et maternité des travailleurs indépendants](#)

[Arrêté du 20 avril 2022 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2022-568 du 15 avril 2022 modifiant le décret n° 2020-1807 du 30 décembre 2020 relatif à la mise en œuvre de l'aide aux acteurs de santé conventionnés dont l'activité est particulièrement affectée par l'épidémie de covid-19, portant mise en œuvre de l'aide aux médecins libéraux exerçant dans des établissements de santé privés affectés par les déprogrammations de soins en raison de l'épidémie de covid-19 et modifiant le code de la sécurité sociale](#)

[Arrêté du 31 mars 2022 fixant le modèle de la charte du cotisant contrôlé prévue à l'article R. 243-59 du code de la sécurité sociale pour les organismes en charge du recouvrement des cotisations et contributions sociales au 1er janvier 2022](#)

[Avis de vacance d'emplois de directeur d'établissements sanitaires,sociaux et médico-sociaux](#)

[Arrêté du 31 mars 2022 portant approbation de la Convention nationale organisant les rapports entres les pharmaciens titulaires d'officine et l'assurance maladie](#)

[Arrêté du 28 mars 2022 fixant le modèle de convention unique prévu à l'article R. 1121-3-1 du code de la santé publique](#)

[Décret n° 2022-502 du 7 avril 2022 modifiant le décret n° 2021-287 du 16 mars 2021 portant indemnisation et majoration exceptionnelle des heures supplémentaires réalisées dans les établissements mentionnés aux 1°, 2°, 3° et 5° de l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière](#)

[Avis modifiant l'avis du 19 mars 2022 relatif à l'avenant n° 5 à la convention nationale des sages-femmes signée le 11 octobre 2007](#)

[Décret n° 2022-453 du 30 mars 2022 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 30 mars 2022 modifiant l'arrêté du 7 juin 2021 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Arrêté du 30 mars 2022 modifiant les arrêtés du 1er juin, 14 octobre et 10 novembre 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Avis relatif à l'avenant 2 à l'accord conventionnel interprofessionnel en faveur du développement de l'exercice coordonné et du déploiement des Communautés professionnelles territoriales de santé, signé le 20 décembre 2021](#)

[Décret n° 2022-425 du 25 mars 2022 relatif aux conditions de l'attribution de la mention « Mort pour le service de la République » aux professionnels de santé, des agences régionales de santé et des établissements et services médico-sociaux](#)

[Arrêté du 21 mars 2022 modifiant l'arrêté du 29 décembre 2021 relatif au financement de prestations exceptionnelles pour les établissements de santé et établissements médico-sociaux liées à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 10 mars 2022 autorisant au titre de l'année 2022 l'ouverture d'un concours interne de recrutement des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat](#)

[Avis de vacance d'emplois de direction de la fonction publique hospitalière \(emplois fonctionnels\)](#)

[Avis du 19 mars 2022 relatif à l'avenant n° 5 à la convention nationale des sages-femmes signée le 11 octobre 2007](#)

[Arrêté du 14 mars 2022 relatif à l'arrêt de la prise en charge de spécialités pharmaceutiques au titre de l'article L. 162-16-5-1-1 du code de la sécurité sociale dans sa rédaction antérieure au 1er juillet 2021](#)

[Arrêté du 15 mars 2022 modifiant les arrêtés du 12 décembre 2020 portant modification des conditions de remboursement de l'acte de détection du génome du SARS-CoV-2 par](#)

[amplification génique et du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 11 mars 2022 modifiant les annexes de l'arrêté du 18 juillet 2018 fixant les listes permettant l'exercice infirmier en pratique avancée en application de l'article R. 4301-3 du code de la santé publique](#)

[Décret n°2022-352 du 12 mars 2022 modifiant le décret n°2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 12 mars 2022 modifiant l'arrêté du 7 juin 2021 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Décret n°2022-345 du 11 mars 2022, modifiant à titre temporaire le montant de la rémunération de référence pour le calcul de l'indemnité spécifique de rupture conventionnelle dans la fonction publique pour les fonctionnaires hospitaliers](#)

[Décret n° 2022-331 du 8 mars 2022 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2022-303 du 2 mars 2022 mettant fin à l'état d'urgence sanitaire en Guyane et à Mayotte](#)

[Arrêté du 2 mars 2022 modifiant l'arrêté du 7 juin 2021 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Arrêté du 23 février 2022 fixant les référentiels mentionnés à l'article L. 162-30-3 du code de la sécurité sociale et applicables au contrat mentionné à l'article L. 162-30-2 du même code](#)

[Décret n° 2022-224 du 22 février 2022 modifiant le décret n° 2021-287 du 16 mars 2021 portant indemnisation et majoration exceptionnelle des heures supplémentaires réalisées dans les établissements mentionnés aux 1°, 2°, 3° et 5° de l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière](#)

[Décret n° 2022-204 du 18 février 2022 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 16 février 2022 relatif aux adaptations des formations non médicales dans le cadre de la lutte contre la propagation de la covid-19 et portant diverses modifications](#)

[Arrêté du 15 février 2022 modifiant l'arrêté du 7 juin 2021 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Décret n° 2022-176 du 14 février 2022 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2022-170 du 11 février 2022 modifiant le décret n° 2021-75 du 27 janvier 2021 relatif à l'application des mesures concernant les cotisations et contributions sociales des entreprises, travailleurs indépendants et artistes-auteurs mentionnées à l'article 9 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021](#)

[Décret n° 2022-165 du 11 février 2022 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 11 février 2022 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire et les arrêtés des 14 octobre et 10 novembre 2021 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021](#)

[Arrêté du 3 février 2022 relatif aux vacances des étudiants en santé pour la réalisation des activités d'aide-soignant et d'auxiliaire de puériculture ou des actes et activités d'infirmier, et à l'obtention du diplôme d'Etat d'aide-soignant par les étudiants en santé non médicaux et du diplôme d'Etat d'auxiliaire de puériculture par les étudiants sages-femmes](#)

[Décret n° 2022-120 du 3 février 2022 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 3 février 2022 modifiant l'arrêté du 7 juin 2021 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Arrêté du 3 février 2022 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2022-115 du 2 février 2022 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 1er février 2022 modifiant la liste des actes et prestations mentionnée à l'article L. 162-1-7 du code de la sécurité sociale et l'arrêté du 12 décembre 2020 portant modification des conditions de remboursement de l'acte de détection du génome du SARS-CoV-2 par amplification génique](#)

[Arrêté du 1er février 2022 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2022-96 du 31 janvier 2022 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 28 janvier 2022 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 26 janvier 2022 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2022-51 du 22 janvier 2022 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 21 janvier 2022 modifiant l'arrêté du 7 juin 2021 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Arrêté du 21 janvier 2022 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 20 janvier 2022 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 14 janvier 2022 modifiant l'arrêté du 17 août 2021 portant diverses dispositions relatives à l'indemnisation des professionnels de santé en exercice, retraités ou en cours de formation réquisitionnés dans le cadre de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 14 janvier 2022 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2022-27 du 13 janvier 2022 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 8 janvier 2022 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Avis de vacance d'un emploi de conseiller pour les affaires sociales](#)

[Arrêté du 7 janvier 2022 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2022-10 du 5 janvier 2022 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2022-9 du 5 janvier 2022 déclarant l'état d'urgence sanitaire dans certains territoires de la République](#)

[Arrêté du 5 janvier 2022 modifiant l'arrêté du 7 juin 2021 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Arrêté du 5 janvier 2022 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire et l'arrêté du 12 décembre 2020 portant modification des conditions de remboursement de l'acte de détection du génome du SARS-CoV-2 par amplification génique](#)

[Décret n° 2021-1957 du 31 décembre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2021-1956 du 31 décembre 2021 relatif aux mesures concernant les cotisations et contributions sociales des entreprises et travailleurs indépendants prévues par l'article 9 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021](#)

[Arrêté du 31 décembre 2021 modifiant l'arrêté du 7 juin 2021 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Arrêté du 31 décembre 2021 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2021-1936 du 30 décembre 2021 relatif à la réduction générale des cotisations et contributions sociales à la charge des employeurs](#)

[Arrêté du 29 décembre 2021 relatif au financement de prestations exceptionnelles pour les établissements de santé et établissements médico-sociaux liées à l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-1892 du 29 décembre 2021 modifiant le décret n° 2020-764 du 23 juin 2020 relatif aux conditions d'ouverture et de continuité des droits à certaines prestations familiales dans le contexte de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-1829 du 27 décembre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2021-1828 du 27 décembre 2021 déclarant l'état d'urgence sanitaire dans certains territoires de la République](#)

[Arrêté du 27 décembre 2021 fixant les modalités de financement des recettes liées à l'activité des structures des urgences mentionnées à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale](#)

[Arrêté du 27 décembre 2021 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 23 décembre 2021 modifiant l'arrêté du 16 décembre 2015 fixant les dépenses du budget annexe des agences régionales de santé payées directement aux professionnels de santé par les caisses primaires d'assurance maladie](#)

[Arrêté du 17 décembre 2021 relatif aux modalités de calcul, de versement et de régularisation de l'acompte, de la dotation provisionnelle et du montant complémentaire prévus aux I et II de l'article 2 du décret n° 2021-1255 du 29 septembre 2021 relatif à la réforme du financement des activités de psychiatrie](#)

[Décret n° 2021-1769 du 23 décembre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 23 décembre 2021 fixant pour l'année 2021 le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L. 162-22-2-1 du code de la sécurité sociale](#)

[Arrêté du 23 décembre 2021 fixant pour l'année 2021 le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale](#)

[Arrêté du 23 décembre 2021 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2020 portant modification des conditions de remboursement de l'acte de détection du génome du SARS-CoV-2 par amplification génique et l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 22 décembre 2021 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2021-1709 du 18 décembre 2021 modifiant le décret n° 2021-287 du 16 mars 2021 portant indemnisation et majoration exceptionnelle des heures supplémentaires réalisées dans les établissements mentionnés aux 1°, 2°, 3° et 5° de l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière](#)

[Décret n° 2021-1687 du 17 décembre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 17 décembre 2021 modifiant l'arrêté du 7 juin 2021 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Décret n° 2021-1670 du 16 décembre 2021 modifiant le décret n° 2020-551 du 12 mai 2020 relatif aux systèmes d'information mentionnés à l'article 11 de la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions et le décret n° 2020-1690 du 25 décembre 2020 autorisant la création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux vaccinations contre la covid-19](#)

[Décret n° 2021-1671 du 16 décembre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 16 décembre 2021 modifiant l'arrêté du 7 juin 2021 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Arrêté du 17 novembre 2021 relatif à l'expérimentation « Optimisation de l'efficience de l'organisation des transports sanitaires - Transfert du conventionnement d'une entreprise à double activité au titre d'une ADS taxi vers une AMS VSL »](#)

[Arrêté du 6 décembre 2021 modifiant l'arrêté du 17 septembre 2021 relatif à la mobilisation de la réserve sanitaire en Nouvelle-Calédonie dans le cadre de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 9 décembre 2021 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2021-1584 du 7 décembre 2021 modifiant le décret n° 2020-650 du 29 mai 2020 relatif au traitement de données dénommé « TousAntiCovid » \(rectificatif\)](#)

[Décret n° 2021-1585 du 7 décembre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2021-1584 du 7 décembre 2021 modifiant le décret n° 2020-650 du 29 mai 2020 relatif au traitement de données dénommé « TousAntiCovid »](#)

[Décret n° 2021-1579 du 6 décembre 2021 modifiant le décret n° 2021-316 du 25 mars 2021 relatif aux dispositifs de plans d'apurement et de remises partielles des dettes de cotisations et contributions sociales constituées dans le cadre de la crise sanitaire](#)

[Arrêté du 6 décembre 2021 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2021-1568 du 3 décembre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 2 décembre 2021 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2021-1555 du 1er décembre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 1er décembre 2021 modifiant l'arrêté du 7 juin 2021 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Décret n° 2021-1546 du 30 novembre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)



[Arrêté du 30 novembre 2021 modifiant l'arrêté du 7 juin 2021 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Arrêté du 26 novembre 2021 modifiant l'arrêté du 17 septembre 2021 relatif à la mobilisation de la réserve sanitaire en Nouvelle-Calédonie dans le cadre de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 29 novembre 2021 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2021-1533 du 27 novembre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2021-1527 du 26 novembre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 26 novembre 2021 modifiant l'arrêté du 7 juin 2021 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Décret n° 2021-1521 du 25 novembre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 22 novembre 2021 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2021-1507 du 19 novembre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 19 novembre 2021 modifiant l'arrêté du 7 juin 2021 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Ordonnance n° 2021-1470 du 10 novembre 2021 relative à la mise en cohérence des codes et lois avec l'article 23 de la loi n° 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé](#)

[Arrêté du 10 novembre 2021 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 10 novembre 2021 modifiant l'arrêté du 7 juin 2021 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Arrêté du 8 novembre 2021 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2021-1432 du 3 novembre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 3 novembre 2021 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2021-1413 du 29 octobre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)



[Décret n° 2021-1412 du 29 octobre 2021 modifiant le décret n° 2021-13 du 8 janvier 2021 prévoyant l'application de dérogations relatives au bénéfice des indemnités journalières et de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail ainsi qu'aux conditions de prise en charge par l'assurance maladie de certains frais de santé afin de lutter contre l'épidémie de Covid-19](#)

[Décret n° 2021-1410 du 29 octobre 2021 relatif à la prolongation en outre-mer des mesures concernant les cotisations et contributions sociales des entreprises et travailleurs indépendants prévues par l'article 9 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021](#)

[Avis du 28 octobre 2021 relatif à l'avenant n° 14 à la convention nationale organisant les rapports entre les orthoptistes libéraux et l'assurance maladie signée le 19 avril 1999](#)

[Arrêté du 26 octobre 2021 modifiant l'arrêté du 13 août 2021 relatif à la mobilisation de la réserve sanitaire en Polynésie française dans le cadre de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 26 octobre 2021 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2021-1378 du 21 octobre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 21 octobre 2021 modifiant l'arrêté du 7 juin 2021 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Arrêté du 14 octobre 2021 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2021-1329 du 13 octobre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 13 octobre 2021 modifiant l'arrêté du 7 juin 2021 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Décret n° 2021-1323 du 12 octobre 2021 modifiant le décret n° 2020-764 du 23 juin 2020 relatif aux conditions d'ouverture et de continuité des droits à certaines prestations familiales dans le contexte de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 9 octobre 2021 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 8 octobre 2021 modifiant l'arrêté du 7 juin 2021 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Arrêté du 5 octobre 2021 désignant en application du 2° de l'article L. 1413-8 du code de la santé publique quatre laboratoires participant au séquençage du SARS-CoV-2 à des fins de surveillance](#)

[Décret n° 2021-1298 du 6 octobre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 4 octobre 2021 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2021-1268 du 29 septembre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 22 septembre 2021 portant approbation de l'avenant n° 9 à la convention nationale organisant les rapports entre les médecins libéraux et l'assurance maladie signée le 25 août 2016](#)

[Décret n° 2021-1215 du 22 septembre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 22 septembre 2021 modifiant l'arrêté du 7 juin 2021 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Arrêté du 17 septembre 2021 relatif à la mobilisation de la réserve sanitaire en Nouvelle-Calédonie dans le cadre de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-1201 du 17 septembre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Avis de vacance d'emplois de direction de la fonction publique hospitalière \(emplois fonctionnels\)](#)

[Arrêté du 9 septembre 2021 modifiant l'arrêté du 7 juin 2021 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Décret n° 2021-1161 du 8 septembre 2021 déclarant l'état d'urgence sanitaire en Nouvelle-Calédonie](#)

[Décret n° 2021-1162 du 8 septembre 2021 pris pour l'application de l'article 20 de la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Décret n° 2021-1163 du 8 septembre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 7 septembre 2021 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2021-1153 du 4 septembre 2021 relatif à la répartition des sièges au sein des conseils et conseils d'administration des organismes de sécurité sociale et portant modification du fonctionnement de ces instances](#)

[Décret n° 2021-1152 du 3 septembre 2021 relatif aux modalités de dépôt des premières demandes d'aide médicale de l'Etat](#)

[Arrêté du 2 septembre 2021 modifiant l'arrêté du 13 août 2021 relatif à la mobilisation de la réserve sanitaire en Polynésie française dans le cadre de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 13 juillet 2021 modifiant l'arrêté du 24 décembre 2020 relatif à la formation et aux attestations de formation des médiateurs de lutte anti-Covid-19 mentionnés à l'article 25-1 de l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du](#)

[système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Avis de vacance d'emplois de directeur ou de directrice d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux réservés aux élèves directeurs et élèves directrices d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux](#)

[Décret n° 2021-1118 du 26 août 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 26 août 2021 modifiant l'arrêté du 7 juin 2021 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Décret n° 2021-1097 du 19 août 2021 modifiant le décret n° 2021-287 du 16 mars 2021 portant indemnisation et majoration exceptionnelle des heures supplémentaires réalisées dans les établissements mentionnés aux 1°, 2°, 3° et 5° de l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière](#)

[Décret n° 2021-1094 du 19 août 2021 relatif à l'aide au paiement des cotisations et contributions sociales des employeurs et des travailleurs indépendants prévue par l'article 25 de la loi n° 2021-953 du 19 juillet 2021 de finances rectificative pour 2021](#)

[Arrêté du 18 août 2021 modifiant l'arrêté du 7 juin 2021 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Arrêté du 17 août 2021 modifiant l'arrêté du 13 avril 2021 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 pour l'année 2021](#)

[Arrêté du 17 août 2021 portant diverses dispositions relatives à l'indemnisation des professionnels de santé en exercice, retraités ou en cours de formation réquisitionnés dans le cadre de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 13 août 2021 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 13 août 2021 relatif à la mobilisation de la réserve sanitaire en Polynésie française dans le cadre de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-1069 du 11 août 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2021-1068 du 11 août 2021 déclarant l'état d'urgence sanitaire en Polynésie française](#)

[Décret n° 2021-1060 du 7 août 2021 modifiant le décret n° 2021-901 du 6 juillet 2021 relatif au traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Convertisseur de certificats »](#)

[Décret n° 2021-1059 du 7 août 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2021-1058 du 7 août 2021 modifiant le décret n° 2020-551 du 12 mai 2020 relatif aux systèmes d'information mentionnés à l'article 11 de la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020](#)

[prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions et le décret n° 2020-1690 du 25 décembre 2020 autorisant la création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux vaccinations contre la covid-19](#)

[Arrêté du 7 août 2021 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2021-1049 du 6 août 2021 portant mesures exceptionnelles relatives aux indemnités journalières de sécurité sociale versées aux travailleurs indépendants](#)

[Décret n° 2021-1030 du 3 août 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2021-1003 du 30 juillet 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 30 juillet 2021 modifiant la liste des spécialités pharmaceutiques agréées à l'usage des collectivités et divers services publics](#)

[Arrêté du 30 juillet 2021 modifiant l'arrêté du 7 juin 2021 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Décret n° 2021-991 du 28 juillet 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2021-990 du 28 juillet 2021 déclarant l'état d'urgence sanitaire dans certains territoires de la République](#)

[Arrêté du 27 juillet 2021 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2021-975 du 23 juillet 2021 relatif à la durée d'emploi dans la réserve sanitaire](#)

[Arrêté du 21 juillet 2021 modifiant l'arrêté du 7 juin 2021 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Décret n° 2021-955 du 19 juillet 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 17 juillet 2021 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire et l'arrêté du 12 décembre 2020 portant modification des conditions de remboursement de l'acte de détection du génome du SARS-CoV-2 par amplification génique](#)

[Décret n° 2021-949 du 16 juillet 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 16 juillet 2021 fixant les données de la déclaration mentionnée à l'article L. 613-2 du code de la sécurité sociale](#)

[Arrêté du 16 juillet 2021 modifiant l'arrêté du 7 juin 2021 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Décret n° 2021-930 du 13 juillet 2021 modifiant le décret n° 2020-551 du 12 mai 2020 relatif aux systèmes d'information mentionnés à l'article 11 de la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions et le décret n° 2020-1690 du 25 décembre 2020 autorisant la création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux vaccinations contre la covid-19](#)

[Décret n° 2021-931 du 13 juillet 2021 déclarant l'état d'urgence sanitaire dans certains territoires de la République](#)

[Décret n° 2021-932 du 13 juillet 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2021-919 du 9 juillet 2021 modifiant le décret n° 2020-764 du 23 juin 2020 relatif aux conditions d'ouverture et de continuité des droits à certaines prestations familiales dans le contexte de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 9 juillet 2021 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2021-910 du 8 juillet 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 8 juillet 2021 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 7 juillet 2021 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 6 juillet 2021 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 30 juin 2021 modifiant l'arrêté du 7 juin 2021 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Décret n° 2021-850 du 29 juin 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2021-817 du 25 juin 2021 portant prorogation du mandat des membres du conseil d'administration de l'Agence nationale de santé publique](#)

[Arrêté du 24 juin 2021 modifiant l'arrêté du 17 février 2021 fixant les conditions permettant d'identifier un projet de recherche impliquant la personne humaine en lien avec l'épidémie de covid-19 comme relevant d'une priorité nationale](#)

[Décret n° 2021-805 du 24 juin 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 23 juin 2021 modifiant l'arrêté du 7 juin 2021 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Arrêté du 19 juin 2021 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2021-780 du 18 juin 2021 relatif au traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Portail Autotest COVID-19 »](#)

[Décret n° 2021-782 du 18 juin 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 18 juin 2021 modifiant l'arrêté du 1er juin 2021 fixant les conditions d'application de l'article 45-1 du décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2021-770 du 16 juin 2021 modifiant le décret n° 2021-13 du 8 janvier 2021 prévoyant l'application de dérogations relatives au bénéfice des indemnités journalières et de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail ainsi qu'aux conditions de prise en charge par l'assurance maladie de certains frais de santé afin de lutter contre l'épidémie de Covid-19](#)

[Arrêté du 16 juin 2021 modifiant l'arrêté du 7 juin 2021 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Arrêté du 20 mai 2021 relatif aux modalités d'admission dans les formations conduisant à certains diplômes du travail social pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-732 du 8 juin 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2021-724 du 7 juin 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2021-717 du 2 juin 2021 relatif aux modalités d'admission dans les formations à certains diplômes du travail social pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-709 du 3 juin 2021 relatif à la prolongation des mesures concernant les cotisations et contributions sociales des entreprises et travailleurs indépendants prévues par l'article 9 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021 et à l'adaptation du dispositif d'activité partielle des salariés employés à domicile et des assistants maternels](#)

[Arrêté du 2 juin 2021 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Arrêté du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 1er juin 2021 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Arrêté du 1er juin 2021 fixant les conditions d'application de l'article 45-1 du décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 31 mai 2021 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 29 mai 2021 portant modification de la liste des actes et prestations mentionnée à l'article L. 162-1-7 du code de la sécurité sociale et portant modification de l'arrêté du 12 décembre 2020 portant modification des conditions de remboursement de l'acte de détection du génome du SARS-CoV-2 par amplification génique](#)

[Décret n° 2021-677 du 28 mai 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 27 mai 2021 fixant les conditions d'application de l'article 45-1 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2021-657 du 26 mai 2021 modifiant le décret n° 2020-13 du 8 janvier 2021 prévoyant l'application de dérogations relatives au bénéfice des indemnités journalières et de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail ainsi qu'aux conditions de prise en charge par l'assurance maladie de certains frais de santé afin de lutter contre l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-648 du 25 mai 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 21 mai 2021 portant inscription de la prothèse respiratoire pour laryngectomisés totaux porteurs ou non d'un implant phonatoire PROVOX MICRON HME de la société ATOS MEDICAL au titre II de la liste des produits et prestations remboursables prévue à l'article L. 165-1 du code de la sécurité sociale](#)

[Arrêté du 21 mai 2021 relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements et services du secteur social et médico-social privé à but non lucratif](#)

[Décret n° 2021-637 du 21 mai 2021 modifiant le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2021-611 du 19 mai 2021 relative aux services aux familles](#)

[Arrêté du 19 mai 2021 fixant le montant pour l'exercice 2021 du financement de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé](#)

[Décret n° 2021-606 du 18 mai 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 17 mai 2021 portant dérogation pendant l'état d'urgence sanitaire à certaines obligations applicables aux recherches mentionnées au 1° de l'article L. 1121-1 du code de la](#)



[santé publique, portant sur la covid-19 et qualifiées de recherches relevant d'une priorité nationale conformément à l'article 17 de l'ordonnance n° 2020-1553 du 22 avril 2020 modifiée](#)

[Arrêté du 14 mai 2021 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Décret n° 2021-594 du 14 mai 2021 instituant une aide relative aux stocks de certains commerces](#)

[Ordonnance n° 2021-582 du 12 mai 2021 relative à la labellisation, à la gouvernance et au fonctionnement des hôpitaux de proximité](#)

[Ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds](#)

[Ordonnance n° 2021-584 du 12 mai 2021 relative aux communautés professionnelles territoriales de santé et aux maisons de santé](#)

[Arrêté du 12 mai 2021 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2021-575 du 11 mai 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2021-554 du 5 mai 2021 relatif à la procédure de reconnaissance et à la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles](#)

[Décret n° 2021-541 du 1er mai 2021 modifiant le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 29 avril 2021 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2021-506 du 27 avril 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2021-503 du 26 avril 2021 portant création d'une indemnité exceptionnelle pour les étudiants du deuxième cycle des études de médecine, d'odontologie et de pharmacie et les étudiants du second cycle des études de maïeutique](#)

[Avis de vacance d'emplois de directeur ou de directrice d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux](#)

[Décret n° 2021-497 du 23 avril 2021 modifiant le décret n° 2021-13 du 8 janvier 2021 prévoyant l'application de dérogations relatives au bénéfice des indemnités journalières et de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail ainsi qu'aux conditions de prise en charge par l'assurance maladie de certains frais de santé afin de lutter contre l'épidémie de covid-19](#)



[Décret n° 2021-498 du 23 avril 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 23 avril 2021 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2021-493 du 22 avril 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 22 avril 2021 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Arrêté du 13 avril 2021 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 pour l'année 2021](#)

[Décret n° 2021-436 du 13 avril 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 12 avril 2021 relatif aux adaptations des formations non médicales dans le cadre de la lutte contre la propagation de la covid-19 et portant diverses modifications](#)

[Arrêté du 12 avril 2021 portant diverses modifications relatives aux conditions d'accès aux formations conduisant aux diplômes d'Etat d'aide-soignant et d'auxiliaire de puériculture](#)

[Décret n° 2021-430 du 12 avril 2021 relatif à la prolongation des mesures concernant les cotisations et contributions sociales des entreprises et travailleurs indépendants prévues par l'article 9 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021](#)

[Décret n° 2021-431 du 12 avril 2021 portant modification du décret n° 2020-1807 du 30 décembre 2020 relatif à la mise en œuvre de l'aide aux acteurs de santé conventionnés dont l'activité est particulièrement affectée par l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 6 avril 2021 modifiant l'arrêté du 24 décembre 2020 relatif à la formation et aux attestations de formation des médiateurs de lutte anti-Covid-19 mentionnés à l'article 25-1 de l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2021-384 du 2 avril 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2021-392 du 2 avril 2021 précisant les modalités de financement des services d'aide et d'accompagnement à domicile dans le cadre de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-366 du 31 mars 2021 relatif à l'adaptation des procédures budgétaires des établissements publics de santé et des établissements à but non lucratif dans le cadre de la crise sanitaire](#)

[Décret n° 2021-343 du 29 mars 2021 modifiant le décret n° 2020-764 du 23 juin 2020 relatif aux conditions d'ouverture et de continuité des droits à certaines prestations familiales dans le contexte de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-332 du 26 mars 2021 portant dérogation temporaire aux règles en matière de congés non pris applicable aux agents de la fonction publique hospitalière](#)

[Décret n° 2021-325 du 26 mars 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 26 mars 2021 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2021-308 du 23 mars 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 23 mars 2021 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2021-296 du 19 mars 2021 modifiant le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2021-292 du 17 mars 2021 visant à favoriser l'attractivité des carrières médicales hospitalières](#)

[Ordonnance n° 2021-292 du 17 mars 2021 visant à favoriser l'attractivité des carrières médicales hospitalières](#)

[Arrêté du 16 mars 2021 modifiant l'arrêté du 30 décembre 2014 relatif à l'attestation de formation aux gestes et soins d'urgence](#)

[Décret n° 2021-287 du 16 mars 2021 portant indemnisation et majoration exceptionnelle des heures supplémentaires réalisées dans les établissements mentionnés aux 1°, 2°, 3° et 5° de l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière](#)

[Arrêté du 12 mars 2021 portant modification de la liste des actes et prestations mentionnée à l'article L. 162-1-7 du code de la sécurité sociale](#)

[Arrêté du 11 mars 2021 fixant la répartition des contributions entre les régimes d'assurance maladie au fonds institué par l'ordonnance n° 2020-505 du 2 mai 2020 instituant une aide aux acteurs de santé conventionnés dont l'activité est particulièrement affectée par l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 12 mars 2021 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2021-271 du 11 mars 2021 modifiant le décret n° 2021-13 du 8 janvier 2021 prévoyant l'application de dérogations relatives au bénéfice des indemnités journalières et de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail ainsi qu'aux conditions de prise en charge par l'assurance maladie de certains frais de santé afin de lutter contre l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-272 du 11 mars 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 1er mars 2021 relatif au financement de prestations exceptionnelles pour les établissements de santé et établissements médico-sociaux liées à l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-253 du 8 mars 2021 modifiant le décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2021-248 du 4 mars 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 1er mars 2021 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Avis de vacance d'un emploi de conseiller pour les affaires sociales](#)

[Décret n° 2021-217 du 25 février 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 12 février 2021 relatif à la mise en œuvre de dispositions temporaires en matière de compte épargne-temps dans la fonction publique hospitalière afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 22 février 2021 portant modification de la liste des actes et prestations mentionnée à l'article L. 162-1-7 du code de la sécurité sociale \(modification des indications relatives aux prélèvements salivaires pour la détection du génome du Sars-CoV-2 par RT-PCR\)](#)

[Arrêté du 22 février 2021 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2021-188 du 20 février 2021 modifiant le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2021-182 du 18 février 2021 modifiant le décret n° 2021-13 du 8 janvier 2021 prévoyant l'application de dérogations relatives au bénéfice des indemnités journalières et de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail ainsi qu'aux conditions de prise en charge par l'assurance maladie de certains frais de santé afin de lutter contre l'épidémie de Covid-19](#)

[Arrêté du 17 février 2021 fixant les conditions permettant d'identifier un projet de recherche impliquant la personne humaine en lien avec l'épidémie de covid-19 comme relevant d'une priorité nationale](#)

[Décret n° 2021-173 du 17 février 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret du 16 février 2021 portant nomination de membres du comité de scientifiques constitué au titre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-163 du 15 février 2021 adaptant le processus de désignation des représentants d'usagers au sein des conseils de surveillance des agences régionales de santé face à l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-157 du 12 février 2021 modifiant le décret n° 2020-650 du 29 mai 2020 relatif au traitement de données dénommé « StopCovid »](#)

[Décret n° 2021-152 du 12 février 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 8 février 2021 modifiant la liste des spécialités pharmaceutiques agréées à l'usage des collectivités et divers services publics](#)

[Arrêté du 9 février 2021 relatif à l'adaptation des modalités d'admission, aux aménagements de formation et aux modalités de délivrance des diplômes d'ostéopathe et de chiropracteur dans le cadre de la lutte contre la propagation de la covid-19](#)

[Arrêté du 5 février 2021 portant diverses modifications concernant l'admission dans les instituts de formation de certaines professions non médicales](#)

[Arrêté du 5 février 2021 portant diverses modifications concernant l'admission dans les instituts de formation de certaines professions non médicales](#)

[Décret n° 2021-123 du 5 février 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 5 février 2021 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 3 février 2021 relatif à la mobilisation de la réserve sanitaire](#)

[Décret n° 2021-105 du 2 février 2021 modifiant le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2021-99 du 30 janvier 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 30 janvier 2021 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 30 janvier 2021 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Décret n° 2021-75 du 27 janvier 2021 relatif à l'application des mesures concernant les cotisations et contributions sociales des entreprises, travailleurs indépendants et artistes-auteurs mentionnées à l'article 9 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021](#)

[Décret n° 2021-76 du 27 janvier 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 12 janvier 2021 abrogeant l'arrêté du 8 décembre 2020 et autorisant l'expérimentation de microstructures médicales post covid-19 : Accompagnement médical, social et psychologique des patients fragilisés par la covid-19 et le confinement dans le cadre des microstructures médicales](#)

[Arrêté du 20 janvier 2021 modifiant l'arrêté du 9 mai 2012 fixant la liste des indemnités relevant des exceptions prévues à l'article 7 du décret n° 2012-749 du 9 mai 2012 relatif à la prime de fonctions et de résultats des corps ou emplois fonctionnels des personnels de direction et des directeurs des soins de la fonction publique hospitalière](#)

[Décret n° 2021-57 du 23 janvier 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 20 janvier 2021 modifiant l'arrêté du 3 novembre 2020 relatif à la mobilisation de la réserve sanitaire en Polynésie française dans le cadre de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 23 janvier 2021 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2021-52 du 21 janvier 2021 adaptant temporairement l'amplitude de la formation préparant au diplôme d'Etat d'assistant familial pour faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-51 du 21 janvier 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2021-48 du 20 janvier 2021 modifiant le chapitre Ier du décret n° 2020-551 du 12 mai 2020 relatif aux systèmes d'information mentionnés à l'article 11 de la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions](#)

[Arrêté du 31 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2018 fixant les référentiels de pertinence, de qualité, de sécurité des soins ou de seuils, exprimés en volume ou en dépenses d'assurance maladie mentionnés à l'article L. 162-30-3 du code de la sécurité sociale](#)

[Arrêté du 11 janvier 2021 modifiant l'arrêté du 25 juin 2019 fixant les prestations servies aux adhérents volontaires de la Caisse des Français de l'étranger pour les soins dispensés à l'étranger](#)

[Décret n° 2021-31 du 15 janvier 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2021-24 du 13 janvier 2021 fixant les conditions temporaires de prescription et de renouvellement des arrêts de travail prescrits par le médecin du travail pendant l'épidémie de covid-19 et les modalités de dépistage du virus SARS-CoV-2 par les services de santé au travail](#)

[Décret n° 2021-16 du 9 janvier 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2021-13 du 8 janvier 2021 prévoyant l'application de dérogations relatives au bénéfice des indemnités journalières et de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail ainsi qu'aux conditions de prise en charge par l'assurance maladie de certains frais de santé afin de lutter contre l'épidémie de Covid-19](#)

[Décret n° 2021-10 du 7 janvier 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 28 décembre 2020 portant modification de la liste des actes et prestations mentionnée à l'article L. 162-1-7 du code de la sécurité sociale \(inscription de la détection du génome des virus Influenza A et B de la grippe par RT-PCR\)](#)

[Décret n° 2020-1833 du 31 décembre 2020 modifiant le décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020 portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus](#)

[Arrêté du 30 octobre 2020 relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements et services du secteur social et médico-social privé à but non lucratif](#)

[Arrêté du 8 décembre 2020 relatif à l'expérimentation de microstructures médicales post covid-19 : Accompagnement médical, social et psychologique des patients fragilisés par la covid-19 et le confinement dans le cadre des microstructures médicales](#)

[Décret n° 2020-1668 du 23 décembre 2020 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-1643 du 22 décembre 2020 modifiant le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 22 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-1627 du 20 décembre 2020 modifiant le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-1624 du 19 décembre 2020 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 18 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 24 mars 1967 relatif aux conditions d'attribution de primes de service aux personnels de certains établissements énumérés à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986](#)[Décret n° 2020-1623 du 18 décembre 2020 modifiant le décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020 portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus](#)

[Arrêté du 17 décembre 2020 relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements et services du secteur social et médico-social privé à but non lucratif](#)

[Arrêté du 15 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-1582 du 14 décembre 2020 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-1580 du 14 décembre 2020 portant modification des décrets n° 2020-568 du 14 mai 2020 et n° 2020-711 du 12 juin 2020 relatifs au versement d'une exceptionnelle prime allouée à certains agents mobilisés à la suite de la prorogation de l'état d'urgence sanitaire dans le cadre de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 12 décembre 2020 portant modification des conditions de remboursement de l'acte de détection du génome du SARS-CoV-2 par amplification génique](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-1553 du 9 décembre 2020 prolongeant, rétablissant ou adaptant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Ordonnance n° 2020-1553 du 9 décembre 2020 prolongeant, rétablissant ou adaptant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 8 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)



[Décision n° 2020-133/LIAISON FOS-SALON/8 du 26 novembre 2020 Consultation électronique  
Projet de liaison routière Fos-Salon \(13\)](#)

[Décret n° 2020-1519 du 4 décembre 2020 modifiant le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020  
prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le  
cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-1517 du 3 décembre 2020 mettant fin à la désignation par le ministre chargé de  
la santé des comités de protection des personnes compétents pour examiner les projets de  
recherches impliquant la personne humaine visant à lutter contre l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-1514 du 3 décembre 2020 modifiant le décret n° 2020-1387 du 14 novembre  
2020 fixant la liste des professionnels de santé habilités à renseigner les systèmes  
d'information mentionnés à l'article 11 de la loi du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence  
sanitaire et complétant ses dispositions](#)

[Arrêté du 3 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures  
d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à  
l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-1505 du 2 décembre 2020 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre  
2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour  
faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)de la

[Décret n° 2020-1490 du 30 novembre 2020 modifiant le décret n° 2020-764 du 23 juin 2020  
relatif aux conditions d'ouverture et de continuité des droits à certaines prestations familiales  
dans le contexte de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-1453 du 27 novembre 2020 portant attribution d'une aide exceptionnelle de  
solidarité liée à la crise sanitaire aux ménages et aux jeunes de moins de vingt-cinq ans les  
plus précaires](#)

[Décret n° 2020-1454 du 27 novembre 2020 modifiant le décret n° 2020-1310 du 29 octobre  
2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19  
dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 27 novembre 2020 modifiant l'arrêté du 30 mai 2020 définissant les critères de  
distance et de durée du contact au regard du risque de contamination par le virus du covid-19  
pour le fonctionnement du traitement de données dénommé « StopCovid »](#)

[Arrêté du 24 novembre 2020 fixant le montant du financement exceptionnel de l'Etat pour le  
maintien de la prise en charge des jeunes majeurs par l'aide sociale à l'enfance jusqu'au 31  
décembre 2020](#)

[Arrêté du 23 novembre 2020 modifiant l'arrêté du 3 novembre 2020 relatif à la mobilisation de la  
réserve sanitaire en Polynésie française dans le cadre de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-1425 du 21 novembre 2020 adaptant les modalités de versement de la prime  
exceptionnelle allouée à certains agents mobilisés à la suite de la prorogation de l'état  
d'urgence sanitaire dans le cadre de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 21 novembre 2020 relatif à la dispensation de certains vaccins contre la grippe saisonnière](#)

[Ordonnance n° 2020-1407 du 18 novembre 2020 relative aux missions des agences régionales de santé](#)

[Ordonnance n° 2020-1408 du 18 novembre 2020 portant mise en œuvre de la prescription électronique](#)

[Décret n° 2020-1409 du 18 novembre 2020 modifiant le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 13 novembre 2020 fixant le montant des crédits à verser aux établissements de santé mentionnés aux a, b, c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale au titre de l'exécution de l'objectif pris en application de l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale pour l'année 2020](#)

[Arrêté du 16 novembre 2020 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-1385 du 14 novembre 2020 modifiant le décret n° 2020-551 du 12 mai 2020 relatif aux systèmes d'information mentionnés à l'article 11 de la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions](#)

[Décret n° 2020-1386 du 14 novembre 2020 modifiant le décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020 portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus](#)

[Décret n° 2020-1387 du 14 novembre 2020 fixant la liste des professionnels de santé habilités à renseigner les systèmes d'information mentionnés à l'article 11 de la loi du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions](#)

[Décret n° 2020-1365 du 10 novembre 2020 pris pour l'application de l'article 20 de la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 9 novembre 2020 modifiant l'arrêté du 17 janvier 2020 relatif à l'admission dans les instituts préparant au diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute](#)

[Arrêté du 9 novembre 2020 modifiant l'arrêté du 4 novembre 2019 relatif à l'accès aux formations de médecine, de pharmacie, d'odontologie et de maïeutique](#)

[Arrêté du 6 novembre 2020 relatif à l'indemnité exceptionnelle de stage versée aux étudiants en soins infirmiers de deuxième et troisième années durant la période de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 6 novembre 2020 relatif à la mobilisation de la réserve sanitaire](#)

[Arrêté du 7 novembre 2020 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-1358 du 6 novembre 2020 modifiant le décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 6 novembre 2020 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Décision n° 2020-14 du 29 octobre 2020 modifiant la décision n° 2020-07 du 11 juin 2020 relative aux dotations régionales limitatives 2020 et à la moyenne nationale des besoins en soins requis 2020](#)

[Arrêté du 3 novembre 2020 relatif à la mobilisation de la réserve sanitaire en Polynésie française dans le cadre de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-1331 du 2 novembre 2020 modifiant le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-1309 du 29 octobre 2020 portant indemnisation et majoration exceptionnelle des heures supplémentaires réalisées dans les établissements mentionnés aux 1°, 2°, 3° et 5° de l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière](#)

[Arrêté du 2 octobre 2020 relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements et services du secteur social et médico-social privé à but non lucratif](#)

[Arrêté du 26 octobre 2020 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-1294 du 23 octobre 2020 modifiant le décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 16 octobre 2020 portant modification de la liste des actes et prestations mentionnée à l'article L. 162-1-7 du code de la sécurité sociale \(inscription de l'acte de prélèvement oropharyngé dans le cadre de la détection du génome du SARS-CoV-2 par RT PCR\)](#)

[Arrêté du 16 octobre 2020 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé](#)

[Décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-1246 du 10 octobre 2020 modifiant le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé](#)

[Arrêté du 9 octobre 2020 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé](#)

[Arrêté du 5 octobre 2020 modifiant l'arrêté du 7 avril 2020 portant dérogation à certaines dispositions de l'arrêté du 9 décembre 2010 relatif à l'attribution de ristournes sur la cotisation ou d'avances ou de subventions ou à l'imposition de cotisations supplémentaires en matière d'accidents du travail ou de maladies professionnelles et de l'arrêté du 19 septembre 1977 relatif à l'attribution de ristournes sur la majoration forfaitaire correspondant à la couverture des accidents de trajet](#)

[Arrêté du 30 septembre 2020 modifiant l'arrêté du 9 mai 2012 fixant la liste des indemnités relevant des exceptions prévues à l'article 7 du décret n° 2012-749 du 9 mai 2012 relatif à la prime de fonctions et de résultats des corps ou emplois fonctionnels des personnels de direction et des directeurs des soins de la fonction publique hospitalière](#)

[Arrêté du 5 octobre 2020 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé](#)

[Décret n° 2020-1217 du 3 octobre 2020 modifiant le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé](#)

[Arrêté du 3 octobre 2020 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé](#)

[Décret n° 2020-1179 du 26 septembre 2020 modifiant le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé](#)

[Arrêté du 25 septembre 2020 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé](#)

[Arrêté du 25 septembre 2020 portant modification de la liste des actes et prestations mentionnée à l'article L. 162-1-7 du code de la sécurité sociale \(inscription de l'acte de prélèvement salivaire dans le cadre de la détection du génome du SARS-CoV-2 par RT PCR\)](#)

[Décret n° 2020-1153 du 19 septembre 2020 modifiant le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé](#)

[Arrêté du 18 septembre 2020 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé](#)

[Décret n° 2020-1149 du 18 septembre 2020 relatif à la dispense de certification des comptes 2019 de certains établissements publics de santé](#)

[Arrêté du 17 septembre 2020 relatif à la prise en charge au titre de l'article L. 165-1-1 du code de la sécurité sociale de la détection du génome du SARS-CoV-2 par amplification génique sur prélèvement salivaire](#)

[Décret n° 2020-1146 du 17 septembre 2020 modifiant le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé](#)

[Arrêté du 17 septembre 2020 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Arrêté du 14 septembre 2020 portant report du calendrier de l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe normale relevant des ministres chargés des affaires sociales au titre de l'année 2020 et fixant le nombre de postes offerts](#)

[Décret n° 2020-1143 du 16 septembre 2020 mettant fin à l'état d'urgence sanitaire à Mayotte et en Guyane](#)

[Arrêté du 15 septembre 2020 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé](#)

[Arrêté du 14 septembre 2020 modifiant l'arrêté du 29 mai 2020 relatif aux aménagements de la formation en soins infirmiers et aux modalités de délivrance du diplôme d'Etat d'infirmier dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid-19 et l'arrêté du 25 juin 2020 relatif à l'adaptation des modalités d'admission, aux aménagements de formation et à la procédure de délivrance de diplômes ou titres de certaines formations en santé dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid-19](#)

[Arrêté du 9 septembre 2020 modifiant l'arrêté du 25 août 2020 relatif à la mobilisation de la réserve sanitaire en Polynésie française dans le cadre de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-1131 du 14 septembre 2020 relatif à la reconnaissance en maladies professionnelles des pathologies liées à une infection au SARS-CoV2](#)

[Décret n° 2020-1128 du 12 septembre 2020 modifiant le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé](#)

[Décret n° 2020-1124 du 9 septembre 2020 modifiant le décret n° 2020-764 du 23 juin 2020 relatif aux conditions d'ouverture et de continuité des droits à certaines prestations familiales dans le contexte de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 31 août 2020 modifiant les arrêtés du 15 décembre 2014 relatif au calendrier de remise au certificateur des comptes annuels et des documents nécessaires à la certification des comptes des établissements publics de santé soumis à la certification de leurs comptes et du 19 décembre 2014 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M. 21 des établissements publics de santé](#)

[Avis de vacance d'un emploi de chef de service, délégué aux affaires européennes et internationales](#)

[Décret n° 2020-1115 du 5 septembre 2020 modifiant le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé](#)

[Arrêté du 4 septembre 2020 modifiant l'arrêté du 14 mai 2020 portant détermination pour 2020 de la dotation nationale forfaitaire garantie visée au II de l'article R. 162-33-21 du code de la sécurité sociale et de sa répartition par région pour les établissements inscrits sur la liste des hôpitaux de proximité](#)

[Arrêté du 20 août 2020 modifiant l'arrêté du 16 décembre 2015 fixant les dépenses du budget annexe des agences régionales de santé payées directement aux professionnels de santé par les caisses primaires d'assurance maladie](#)

[Décret n° 2020-1103 du 1er septembre 2020 relatif aux cotisations et contributions sociales des entreprises, travailleurs indépendants et artistes-auteurs affectés par la crise sanitaire](#)

[Décret n° 2020-1096 du 28 août 2020 modifiant le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé](#)

[Décret n° 2020-1063 du 17 août 2020 modifiant le délai prévu pour l'élaboration du premier projet territorial de santé mentale](#)

[Décret n° 2020-1057 du 14 août 2020 portant diverses dispositions relatives aux études médicales et odontologiques](#)

[Décret n° 2020-1059 du 14 août 2020 fixant le terme du dispositif exceptionnel d'activité partielle pour les salariés employés à domicile et les assistants maternels](#)

[Arrêté du 14 août 2020 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Décret n° 2020-1035 du 13 août 2020 modifiant le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé](#)

[Arrêté du 10 août 2020 relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements et services du secteur social et médico-social privé à but non lucratif](#)

[Arrêté du 30 juillet 2020 portant adaptation pour la session 2020 des épreuves de l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe normale relevant des ministres chargés des affaires sociales en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 10 août 2020 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé](#)

[Décret n° 2020-1018 du 7 août 2020 pris en application de l'article 3 de la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire et modifiant le décret n° 2020-551 du 12 mai 2020 relatif aux systèmes d'information mentionnés à l'article 11 de la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions](#)

[Arrêté du 31 juillet 2020 portant organisation d'une session exceptionnelle de rattrapage pour le diplôme d'Etat d'assistant de service social, le diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé, le diplôme d'Etat d'éducateur de jeunes enfants, le diplôme d'Etat d'éducateur technique spécialisé et le diplôme d'Etat de conseiller en économie sociale familiale](#)

[Décret n° 2020-944 du 30 juillet 2020 modifiant le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé](#)

[Arrêté du 27 juillet 2020 portant adaptation pour la session 2020 des épreuves des concours externe, interne et du troisième concours pour le recrutement d'inspecteurs de l'action sanitaire et sociale en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 27 juillet 2020 portant adaptation pour la session 2020 des épreuves des concours externe et interne pour le recrutement d'ingénieurs d'études sanitaires en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-911 du 27 juillet 2020 modifiant le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé](#)

[Décret n° 2020-884 du 17 juillet 2020 modifiant le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé](#)

[Arrêté du 17 juillet 2020 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé \(rectificatif\)](#)

[Décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé](#)

[Décret n° 2020-859 du 10 juillet 2020 modifiant le décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020 portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus](#)

[Arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé](#)



[Arrêté du 10 juillet 2020 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Arrêté du 9 juillet 2020 relatif à la formation complémentaire préparant aux certificats nationaux de compétence de mandataire judiciaire à la protection des majeurs et de délégué aux prestations familiales en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 3 juillet 2020 fixant le format du questionnaire d'auto-évaluation mentionné au II de l'article 17 de l'ordonnance du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 2 juillet 2020 portant modification de l'annexe de l'arrêté du 30 juin 2017 modifiant l'arrêté du 11 avril 2008 relatif aux règles de bonnes pratiques cliniques et biologiques d'assistance médicale à la procréation](#)

[Décret n° 2020-822 du 29 juin 2020 précisant les modalités de financement des services d'aide et d'accompagnement à domicile dans le cadre de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 26 juin 2020 relatif à la mise en œuvre de dispositions temporaires en matière de compte épargne-temps pour les personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques des établissements publics de santé afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 25 juin 2020 portant adaptation des épreuves de certification des diplômes du travail social pour la session 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 25 juin 2020 relatif à l'adaptation des modalités d'admission aux aménagements de formation et à la procédure de délivrance de diplômes ou titres de certaines formations en santé dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid-19](#)

[Arrêté du 25 juin 2020 relatif à l'adaptation des modalités d'admission aux aménagements de formation et à la procédure de délivrance de diplômes ou titres de certaines formations en santé dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid-19](#)

[Arrêté du 25 juin 2020 prorogeant la durée des mandats des membres nommés par l'arrêté du 28 avril 2015 modifié portant nomination aux commissions mentionnées à l'article 2 de l'arrêté du 16 octobre 2014 pris en application du décret n° 2012-637 du 3 mai 2012 relatif aux conditions dans lesquelles les docteurs en médecine peuvent obtenir une extension de leur droit d'exercice dans une spécialité non qualifiante](#)

[Arrêté du 25 juin 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-769 du 24 juin 2020 portant attribution d'une aide exceptionnelle de solidarité liée à l'urgence sanitaire aux jeunes de moins de vingt-cinq ans les plus précaires](#)

[Décret n° 2020-764 du 23 juin 2020 relatif aux conditions d'ouverture et de continuité des droits à certaines prestations familiales dans le contexte de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-759 du 21 juin 2020 modifiant le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-737 du 17 juin 2020 modifiant les délais applicables à diverses procédures en matière sociale et sanitaire afin de faire face aux conséquences de la propagation de l'épidémie de covid-19](#)

[Ordonnance n° 2020-737 du 17 juin 2020 modifiant les délais applicables à diverses procédures en matière sociale et sanitaire afin de faire face aux conséquences de la propagation de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 15 juin 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-724 du 14 juin 2020 modifiant le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-711 du 12 juin 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle aux personnels des établissements et services publics sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique de l'Etat dans le cadre de l'épidémie de covid-19](#)

[Avis de vacance d'emploi de conseiller ou de conseillère pour les affaires sociales](#)

[Décret n° 2020-718 du 11 juin 2020 portant indemnisation et majoration exceptionnelle des heures supplémentaires réalisées dans les établissements mentionnés à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, au sein d'un hôpital d'instruction des armées et au sein de l'Institution nationale des invalides](#)

[Décret n° 2020-708 du 11 juin 2020 portant dérogation au principe de suspension des délais pendant la période d'état d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19 dans le domaine des solidarités et de la santé](#)

[Arrêté du 10 juin 2020 relatif à la mise en œuvre de dispositions temporaires en matière de compte épargne-temps dans la fonction publique hospitalière afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 8 juin 2020 relatif à la majoration exceptionnelle de l'indemnisation du temps de travail additionnel et des gardes pour les personnels médicaux exerçant en établissements publics de santé et à la majoration exceptionnelle de l'indemnité de garde hospitalière des praticiens des armées](#)

[Arrêté du 8 juin 2020 modifiant l'arrêté du 30 janvier 2020 portant ouverture des concours d'admission au cycle de formation des élèves directeurs d'établissement sanitaire, social et médico-social en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 8 juin 2020 portant adaptation pour la session 2020 des épreuves des concours d'admission au cycle de formation des élèves directeurs d'établissement sanitaire, social et médico-social en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 8 juin 2020 portant adaptation pour la session 2020 des épreuves des concours d'admission au cycle de formation des élèves directeurs d'hôpital en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 8 juin 2020 modifiant l'arrêté du 30 janvier 2020 portant ouverture des concours d'admission au cycle de formation des élèves directeurs d'hôpital en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-698 du 8 juin 2020 modifiant le décret n° 2020-568 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle aux agents des établissements publics de santé et à certains agents civils et militaires du ministère des armées et de l'Institution nationale des invalides dans le cadre de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 8 juin 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 3 juin 2020 portant adaptation pour la session 2020 des épreuves des concours d'admission au cycle de formation des élèves attachés d'administration hospitalière en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 3 juin 2020 modifiant l'arrêté du 30 janvier 2020 portant ouverture des concours d'admission au cycle de formation des élèves attachés d'administration hospitalière de la fonction publique hospitalière en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-681 du 5 juin 2020 modifiant les modalités particulières de financement applicables aux établissements mentionnés à l'article L. 314-2 du code de l'action sociale et des familles](#)

[Arrêté du 2 juin 2020 modifiant les arrêtés fixant les modalités des épreuves pour l'accès aux cycles d'études préparatoires des directeurs des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, des directeurs des soins et des attachés d'administration hospitalière en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 29 mai 2020 portant adaptation pour la session 2020 des épreuves des concours d'admission au cycle de formation des élèves directeurs des soins de la fonction publique hospitalière en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 29 mai 2020 modifiant l'arrêté du 30 janvier 2020 portant ouverture des concours d'admission au cycle de formation des élèves directeurs des soins de la fonction publique hospitalière en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-664 du 2 juin 2020 modifiant le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire \(rectificatif\)](#)

[Décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-657 du 30 mai 2020 adaptant temporairement les délais d'adoption des comptes et des actes budgétaires des établissements de santé en raison de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 30 mai 2020 définissant les critères de distance et de durée du contact au regard du risque de contamination par le virus du covid-19 pour le fonctionnement du traitement de données dénommé « StopCovid »](#)

[Arrêté du 30 mai 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 29 mai 2020 relatif aux aménagements de la formation en soins infirmiers et aux modalités de délivrance du diplôme d'Etat d'infirmier dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid-19](#)

[Décret n° 2020-650 du 29 mai 2020 relatif au traitement de données dénommé « StopCovid »](#)

[Décret n° 2020-645 du 28 mai 2020 complétant le décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-637 du 27 mai 2020 modifiant le décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020 portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus](#)

[Arrêté du 27 mai 2020 portant modification de la liste des actes et prestations mentionnée à l'article L. 162-1-7 du code de la sécurité sociale \(diagnostic biologique de l'infection par le SARS-CoV-2\)](#)

[Décret n° 2020-630 du 26 mai 2020 modifiant le décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 26 mai 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 26 mai 2020 portant délégation de signature au cabinet du secrétaire d'Etat auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargé des retraites et auprès de la ministre du travail, chargé de la protection de la santé des salariés contre l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 26 mai 2020 portant nomination au cabinet du secrétaire d'Etat auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargé des retraites, et auprès de la ministre du travail, chargé de la protection de la santé des salariés contre l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 25 mai 2020 relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements et services du secteur social et médico-social privé à but non lucratif](#)

[Décret n° 2020-629 du 25 mai 2020 relatif au fonctionnement des instances des institutions de prévoyance et au fonds paritaire de garantie prévu à l'article L. 931-35 du code de la sécurité sociale](#)

[Arrêté du 25 mai 2020 modifiant l'arrêté du 17 janvier 2020 relatif à l'admission dans les instituts préparant au diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute](#)

[Décret n° 2020-626 du 25 mai 2020 relatif aux modalités d'admission dans les formations à certains diplômes du travail social pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 25 mai 2020 relatif aux modalités d'admission dans les formations conduisant à certains diplômes du travail social pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-617 du 22 mai 2020 complétant le décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-618 du 22 mai 2020 complétant le décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 20 mai 2020 portant nomination au cabinet du secrétaire d'Etat auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargé des retraites, et auprès de la ministre du travail, chargé de la protection de la santé des salariés contre l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 22 mai 2020 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2](#)

[Arrêté du 20 mai 2020 portant délégation de signature au cabinet du secrétaire d'Etat auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargé des retraites et auprès de la ministre du travail, chargé de la protection de la santé des salariés contre l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-604 du 20 mai 2020 complétant le décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 18 mai 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire \(rectificatif\)](#)

[Arrêté du 14 mai 2020 portant détermination pour 2020 de la dotation nationale forfaitaire garantie visée au II de l'article R. 162-33-21 du code de la sécurité sociale et de sa répartition par région pour les établissements inscrits sur la liste des hôpitaux de proximité](#)

[Arrêté du 20 mai 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-587 du 19 mai 2020 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargé des retraites et auprès de la ministre du travail, chargé de la protection de la santé des salariés contre l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 18 mai 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 15 mai 2020 relatif à l'adaptation des modalités d'admission à la formation en soins infirmiers dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid-19](#)

[Décret n° 2020-572 du 15 mai 2020 relatif au Comité de contrôle et de liaison covid-19](#)

[Décret n° 2020-568 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle aux agents des établissements publics de santé et à certains agents civils et militaires du ministère des armées et de l'Institution nationale des invalides dans le cadre de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 13 mai 2020 portant prorogation des mandats des membres de la commission de la liste d'aptitude aux emplois d'agent de direction des organismes de sécurité sociale du régime général et de certains régimes spéciaux nommés par arrêté du 4 juin 2014 modifié par arrêtés du 6 novembre 2019 et du 5 mars 2020](#)

[Décret n° 2020-551 du 12 mai 2020 relatif aux systèmes d'information mentionnés à l'article 11 de la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions](#)

[Arrêté du 12 mai 2020 portant modification de la liste des actes et prestations mentionnée à l'article L. 162-1-7 du code de la sécurité sociale \(inscription de la détection du génome du SARS-CoV-2 par RT PCR\)](#)

[Décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-549 du 11 mai 2020 fixant les conditions temporaires de prescription et de renouvellement des arrêts de travail par le médecin du travail](#)

[Arrêté du 11 mai 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 11 mai 2020 portant prolongation des inscriptions de l'examen professionnel pour l'accès au corps des techniciens sanitaires et de sécurité sanitaire dans le grade de technicien principal, dans le domaine « prévention santé-environnement » ouvert par arrêté du 12 mars 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 11 mai 2020 portant prolongation des inscriptions de l'examen professionnel pour l'avancement au grade de technicien sanitaire et de sécurité sanitaire principal, dans le domaine « prévention santé-environnement » ouvert par arrêté du 12 mars 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-545 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19](#)

[Décret n° 2020-519 du 5 mai 2020 portant attribution d'une aide exceptionnelle de solidarité liée à l'urgence sanitaire aux ménages les plus précaires](#)

[Décret n° 2020-520 du 5 mai 2020 modifiant le décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020 portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus](#)

[Décret n° 2020-521 du 5 mai 2020 définissant les critères permettant d'identifier les salariés vulnérables présentant un risque de développer une forme grave d'infection au virus SARS-](#)

[CoV-2 et pouvant être placés en activité partielle au titre de l'article 20 de la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 3 mai 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-505 du 2 mai 2020 instituant une aide aux acteurs de santé conventionnés dont l'activité est particulièrement affectée par l'épidémie de covid-19](#)

[Ordonnance n° 2020-505 du 2 mai 2020 instituant une aide aux acteurs de santé conventionnés dont l'activité est particulièrement affectée par l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-506 du 2 mai 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 30 avril 2020 relatif à l'adaptation des modalités de sélection des candidats dans les instituts préparant aux diplômes d'Etat de pédicure-podologue, d'ergothérapeute, de psychomotricien, de manipulateur d'électroradiologie médicale et de technicien de laboratoire médical dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid-19](#)

[Décret n° 2020-497 du 30 avril 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 29 avril 2020 modifiant l'arrêté du 4 mars 2020 portant délégation de signature \(direction des finances, des achats et des services\)](#)

[Décret n° 2020-481 du 27 avril 2020 modifiant le décret n° 2018-1065 du 30 novembre 2018 pris en application de l'article 2-2 du décret n° 59-178 du 22 janvier 1959 relatif aux attributions des ministres](#)

[Décret n° 2020-477 du 25 avril 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 25 avril 2020 modifiant l'arrêté du 15 février 2002 fixant la liste des marchandises dont les pharmaciens peuvent faire le commerce dans leur officine](#)

[Décret n° 2020-466 du 23 avril 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 23 avril 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-459 du 21 avril 2020 modifiant le décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020 portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus](#)



[Arrêté du 21 avril 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 18 avril 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-446 du 18 avril 2020 relatif à l'établissement du certificat de décès](#)

[Décret n° 2020-447 du 18 avril 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 16 avril 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-432 du 16 avril 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 14 avril 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-423 du 14 avril 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 14 avril 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-410 du 8 avril 2020 adaptant temporairement les délais de réalisation des visites et examens médicaux par les services de santé au travail à l'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 7 avril 2020 portant dérogation à certaines dispositions de l'arrêté du 9 décembre 2010 relatif à l'attribution de ristournes sur la cotisation ou d'avances ou de subventions ou à l'imposition de cotisations supplémentaires en matière d'accidents du travail ou de maladies professionnelles et de l'arrêté du 19 septembre 1977 relatif à l'attribution de ristournes sur la majoration forfaitaire correspondant à la couverture des accidents de trajet](#)

[Arrêté du 7 avril 2020 relatif aux modalités d'admission aux formations conduisant aux diplômes d'Etat d'aide-soignant et d'auxiliaire de puériculture](#)

[Arrêté du 5 avril 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-400 du 5 avril 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-396 du 4 avril 2020 relatif au régime du contrôle des prix de vente des gels hydro-alcooliques dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret du 3 avril 2020 portant nomination des membres du comité de scientifiques constitué au titre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Décret du 3 avril 2020 portant nomination du président du comité de scientifiques constitué au titre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-393 du 2 avril 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 2 avril 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-384 du 1er avril 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 1er avril 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-377 du 31 mars 2020 relatif à l'exercice dans certains territoires d'outre-mer des professions de médecin, chirurgien-dentiste, sage-femme et pharmacien par des personnes ne remplissant pas les conditions de nationalité et de diplôme normalement applicables](#)

[Décret n° 2020-370 du 30 mars 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 28 mars 2020 modifiant l'arrêté du 12 juillet 2017 fixant les listes des infections transmissibles prescrivant ou portant interdiction de certaines opérations funéraires mentionnées à l'article R. 2213-2-1 du Code général des collectivités territoriales](#)

[Décret n° 2020-360 du 28 mars 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 28 mars 2020 portant diverses dispositions relatives à l'indemnisation des professionnels de santé en exercice, retraités ou en cours de formation réquisitionnés dans le cadre de l'épidémie covid-19](#)

[Arrêté du 28 mars 2020 modifiant l'arrêté du 12 juillet 2017 fixant les listes des infections transmissibles prescrivant ou portant interdiction de certaines opérations funéraires mentionnées à l'article R. 2213-2-1 du code général des collectivités territoriales](#)

[Décret n° 2020-344 du 27 mars 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-337 du 26 mars 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale](#)

[Ordonnance n° 2020-310 du 25 mars 2020 portant dispositions temporaires relatives aux assistants maternels et aux disponibilités d'accueil des jeunes enfants](#)

[Ordonnance n° 2020-311 du 25 mars 2020 relative à l'adaptation temporaire des règles d'instruction des demandes et d'indemnisation des victimes par l'Office national d'indemnisation](#)

[des victimes d'accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales et par le Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante](#)

[Ordonnance n° 2020-312 du 25 mars 2020 relative à la prolongation de droits sociaux](#)

[Ordonnance n° 2020-313 du 25 mars 2020 relative aux adaptations des règles d'organisation et de fonctionnement des établissements sociaux et médico-sociaux](#)

[Décret n° 2020-314 du 25 mars 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 25 mars 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 21 mars 2020 complétant l'arrêté du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19](#)

[Décret n° 2020-281 du 20 mars 2020 modifiant le décret n° 2020-247 du 13 mars 2020 relatif aux réquisitions nécessaires dans le cadre de la lutte contre le virus covid-19](#)

[Arrêté du 20 mars 2020 complétant l'arrêté du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19](#)

[Décret n° 2020-277 du 19 mars 2020 modifiant le décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020 portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus](#)

[Arrêté du 19 mars 2020 complétant l'arrêté du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19](#)

[Arrêté du 17 mars 2020 complétant l'arrêté du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19](#)

[Décret n° 2020-269 du 17 mars 2020 relatif aux modalités d'imputation des dépenses d'action sanitaire et sociale spécifiquement déployées en faveur des travailleurs indépendants](#)

[Arrêté du 17 mars 2020 complétant l'arrêté du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19](#)

[Arrêté du 16 mars 2020 complétant l'arrêté du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19](#)

[Arrêté du 15 mars 2020 complétant l'arrêté du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19](#)

[Arrêté du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19](#)

[Arrêté du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19](#)

[Arrêté du 13 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19 \(abrogé par l'arrêté du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19\)](#)

[Arrêté du 13 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19 \(rectificatif\)](#)

[Arrêté du 13 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19 \(rectificatif\)](#)

[Arrêté du 9 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19 \(abrogé par l'arrêté du 13 mars 2020\)](#)

[Décret n° 2020-227 du 9 mars 2020 adaptant les conditions du bénéfice des prestations en espèces d'assurance maladie et de prise en charge des actes de télémedecine pour les personnes exposées au Covid-19](#)

[Arrêté du 6 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus Covid-19 \(abrogé par l'arrêté du 23 mars 2020\)](#)

[Arrêté du 4 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19](#)

[Décret n° 2020-190 du 3 mars 2020 relatif aux réquisitions nécessaires dans le cadre de la lutte contre le virus covid-19 \(abrogé par le décret n° 2020-274\)](#)

[Arrêté du 3 mars 2020 fixant le modèle du formulaire « Avis d'arrêt de travail »](#)

[Arrêté du 1er mars 2020 relatif à la mobilisation de la réserve sanitaire](#)

[Arrêté du 20 février 2020 relatif à la situation des personnes ayant séjourné dans une zone atteinte par l'épidémie de virus covid-19 \(abrogé par l'arrêté du 4 mars 2020\)](#)

[Décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020 modifié portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus](#)

[Arrêté du 30 janvier 2020 relatif à la situation des personnes ayant séjourné dans une zone atteinte par l'épidémie de virus 2019-nCov \(abrogé par l'arrêté du 4 mars 2020\)](#)

## **Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique**

[Avis autorisant au titre de l'année 2023 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'agent de constatation principal des douanes de 2e classe](#)

[Décision du 12 avril 2023 approuvant l'attribution d'une dotation de l'établissement public Caisse de la dette publique pour l'amortissement en 2023 de la dette de l'Etat liée à la covid-19](#)

[Arrêté du 4 avril 2023 relatif au rééchelonnement de l'aide au soutien de la trésorerie afférente au prêt n° DOS0168775](#)

[Arrêté du 27 mars 2023 relatif au rééchelonnement de l'aide au soutien de la trésorerie afférente au prêt n° DOS0145281](#)

[Arrêté du 20 mars 2023 relatif au rééchelonnement de l'aide au soutien de la trésorerie afférente au prêt n° DOS0131564](#)

[Avis autorisant au titre de l'année 2023 l'ouverture d'un concours professionnel d'avancement au grade de contrôleur principal des douanes et droits indirects](#)

[Arrêté du 10 mars 2023 portant report de crédits](#)

[Décret n° 2023-135 du 27 février 2023 modifiant le décret n° 2021-311 du 24 mars 2021 instituant une aide en faveur des exploitants de remontées mécaniques dont l'activité est particulièrement affectée par l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 13 février 2023 relatif au rééchelonnement de l'aide au soutien de la trésorerie afférente au prêt no DOS0141692](#)

[Arrêté du 7 février 2023 relatif au rééchelonnement de l'aide au soutien de la trésorerie afférente au prêt no DOS0129881](#)

[Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale de la pharmacie d'officine](#)

[Avis autorisant au titre de l'année 2023 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au corps de catégorie A de la direction générale des douanes et droits indirects](#)

[Avis autorisant au titre de l'année 2023 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au corps des contrôleurs des douanes et droits indirects](#)

[Arrêté du 20 janvier 2023 portant report de crédits](#)

[Arrêté du 19 janvier 2023 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société LA MAISON FRANÇAISE DU VERRE, fragilisée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine](#)

[Arrêté du 17 janvier 2023 portant délégation de signature \(direction des finances, des achats et des services\)](#)

[Avis autorisant au titre de l'année 2023 l'ouverture d'un concours professionnel pour l'accès au grade de contrôleur de 1re classe des douanes et droits indirects](#)

[Arrêté du 6 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 4 mai 2022 portant délégation de signature \(direction générale des finances publiques\)](#)

[Arrêté du 5 janvier 2023 relatif au rééchelonnement de l'aide au soutien de la trésorerie afférente au prêt n° DOS0147373](#)

[Arrêté du 22 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 19 juin 2020 fixant le barème des taux d'emprunt des aides de soutien en trésorerie des petites et moyennes entreprises fragilisées par la crise de covid-19](#)

[Décret n° 2022-1736 du 30 décembre 2022 pris en application de l'article 44 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances au titre de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023](#)

[Arrêté du 28 décembre 2022 portant adaptation pour la session 2023 des épreuves des trois concours pour le recrutement d'inspecteurs de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2022-1601 du 21 décembre 2022 modifiant le dispositif d'aides ad hoc au soutien de la trésorerie des entreprises fragilisées par la crise de covid-19](#)

[Avis autorisant au titre de l'année 2023 l'ouverture de concours externe et interne pour le recrutement d'adjoints techniques principaux de laboratoire de 2e classe relevant des ministres chargés de l'économie et des finances](#)

[Rapport relatif au décret n° 2022-1570 du 14 décembre 2022 portant annulation de crédits](#)

[Décret n° 2022-1530 du 8 décembre 2022 portant répartition des crédits ouverts et annulés par la loi n° 2022-1499 du 1er décembre 2022 de finances rectificative pour 2022](#)

[Décret n° 2022-1341 du 21 octobre 2022 modifiant le décret n° 2022-370 du 16 mars 2022 instituant une aide visant à favoriser l'attractivité des principaux salons et foires français dans le contexte de la crise de la covid-19](#)

[Rapport relatif au décret n° 2022-1260 du 27 septembre 2022 portant virement de crédits](#)

[Décret n° 2022-1260 du 27 septembre 2022 portant virement de crédits](#)

[Arrêté du 15 septembre 2022 portant extension de la compétence du conseil médical ministériel institué auprès de l'administration centrale des ministères économiques et financiers](#)

[Arrêté du 29 août 2022 relatif au rééchelonnement de l'aide au soutien de la trésorerie de la société MEUNIER SA, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2022-1149 du 11 août 2022 modifiant le décret n° 2021-1010 du 30 juillet 2021 portant application de l'article 127 de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et à la transformation des entreprises et fixant les communes autorisées à mener l'expérimentation prévue à l'article 127 lors de l'enquête de recensement 2023](#)

[Situation mensuelle de l'Etat \(décembre 2021 définitive\)](#)

[Situation mensuelle de l'Etat \(juin 2022\)](#)

[Arrêté du 4 août 2022 portant délégation de signature \(direction générale des finances publiques\)](#)

[Arrêté du 1er août 2022 portant ouverture de crédits de fonds de concours](#)

[Décret n° 2022-1016 du 20 juillet 2022 relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique](#)

[Arrêté du 5 juillet 2022 relatif au rééchelonnement de l'aide au soutien de la trésorerie de la société ARB FACADES, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2022-967 du 1er juillet 2022 instituant une aide visant à compenser la hausse des coûts d'approvisionnement de gaz naturel et d'électricité des entreprises particulièrement affectées par les conséquences économiques et financières de la guerre en Ukraine](#)

[Décret no 2022-512 du 7 avril 2022 portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance \(rectificatif\)](#)

[Arrêté du 29 juin 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la SAS SOC NOUVELLE D'AFFINAGE DES METAUX, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 27 juin 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société JYOTI, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 24 juin 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SN FONDERIES COLLIGNON, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 22 juin 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société JOURNAL DE L'ILE DE LA REUNION, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 22 juin 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société JOURNAL DE L'ILE DE LA REUNION, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Avis autorisant au titre de l'année 2022 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'agent de constatation principal des douanes de 2e classe](#)

[Rapport relatif au décret n° 2022-934 du 27 juin 2022 portant transfert de crédits](#)

[Arrêté du 20 juin 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ETABLISSEMENTS LEPICARD, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 8 juin 2022 relatif au rééchelonnement de l'aide au soutien de la trésorerie de la société SAS CELLOCOUP INTERNATIONAL, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 16 juin 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société CHARPENTE BOIS GOUBIE JP SA, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 22 juin 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société MULTI FINANCES, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 7 juin 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société CORLET IMPRIMEUR, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 15 juin 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société HSWT FRANCE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 16 juin 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SAMP INDUSTRIE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 17 juin 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société VALADE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 17 juin 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société BEAUC REALIS ETUD ELECTRO BREE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 21 juin 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société GALILEE-WINDSOR, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 21 juin 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SARL ANGELIC HOTEL, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 21 juin 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société HOTEL NATIONAL, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 21 juin 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société INVESTHOTELS, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 21 juin 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société LA SOLITUDE, fragilisée par la crise du covid-19](#)



[Arrêté du 21 juin 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SOLITEL, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 16 juin 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société FTS WELDING, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 16 juin 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SILC SA, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Avis de concours organisés au titre de l'année 2023 pour le recrutement d'inspecteurs des douanes et droits indirects dans la spécialité « traitement automatisé de l'information - programmeur de système d'exploitation »](#)

[Arrêté du 13 juin 2022 relatif au rééchelonnement de l'aide au soutien de la trésorerie de la société PILLIVUYT, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 7 juin 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SERIPANNEAUX, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 7 juin 2022 portant ouverture de crédits de fonds de concours](#)

[Décret n° 2022-826 du 1er juin 2022 relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique](#)

[Arrêté du 31 mai 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la SAS KLAP FRANCE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 10 mai 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société REBORN VOSGES, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2022-816 du 16 mai 2022 modifiant le décret n° 2022-370 du 16 mars 2022 instituant une aide visant à favoriser l'attractivité des principaux salons et foires français dans le contexte de la crise de la covid-19](#)

[Arrêté du 9 mai 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société CADDIE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 2 mai 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société TREFILUNION, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 9 mai 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société FDH CHAMONIX SAS, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 4 mai 2022 portant délégation de signature \( direction générale des finances publiques\)](#)

[Décret n° 2022-776 du 3 mai 2022 relatif à la régularisation des montants d'aides perçues pour compenser les coûts fixes non couverts des entreprises dont l'activité est particulièrement affectée par l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2022-768 du 2 mai 2022 prolongeant, au titre de février 2022, l'aide dite « coûts fixes consolidation » instaurée par le décret n° 2022-111 du 2 février 2022 et l'aide dite « nouvelle entreprise consolidation » instaurée par le décret n° 2022-221 du 21 février 2022](#)

[Arrêté du 29 avril 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société MCE 5 DEVELOPMENT, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Avis de concours pour le recrutement au titre de l'année 2022 de personnels de catégorie C des ministères économiques et financiers](#)

[Décret n° 2022-617 du 23 avril 2022 autorisant le partage des données relatives à différentes aides versées aux entreprises dont l'activité a été affectée par les mesures de restriction administrative visant à lutter contre l'épidémie de covid-19 à des fins d'établissement de statistiques, de recherche scientifique ou de versement d'autres aides dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de covid-2019](#)

[Arrêté du 20 avril 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société CLESTRA HAUSERMAN, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2022-523 du 11 avril 2022 relatif à l'adaptation au titre du mois de février 2022 de l'aide « renfort » visant à compenser certaines charges pour les entreprises dont l'activité est interdite d'accueil du public à la suite des restrictions sanitaires mises en place pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 7 avril 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société TEROLAB SURFACE SAS, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne \(rectificatif\)](#)

[Décret n°2022-512 du 7 avril 2022 portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance](#)

[Arrêté du 6 avril 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société CRM, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 4 avril 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société GORGY TIMING, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2022-476 du 4 avril 2022 instituant une aide « coûts fixes consolidation association » visant à compenser les charges fixes non couvertes des entreprises sous forme associative dont l'activité est particulièrement affectée par l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2022-475 du 4 avril 2022 instituant une aide « coûts fixes rebond association » visant à compenser les coûts fixes non couverts des entreprises sous forme associative dont l'activité est particulièrement affectée par l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 1er avril 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société MANUFACTURE FRANCAISE DE TEXTILE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 31 mars 2022 portant adaptation provisoire des modalités d'organisation générale de la formation initiale des contrôleurs stagiaires de la branche de la surveillance et de la branche du contrôle des opérations commerciales et d'administration générale de la direction générale des douanes et droits indirects de la septième session mixte en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de la covid-19](#)

[Arrêté du 22 mars 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société MEUNIER SA, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Avis autorisant au titre de l'année 2022 l'ouverture d'un concours professionnel d'avancement au grade de contrôleur principal des douanes et droits indirects](#)

[Arrêté du 23 mars 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société LS INDUSTRIE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 16 mars 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société GROUPE SEEB, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret no 2022-370 du 16 mars 2022 instituant une aide visant à favoriser l'attractivité des principaux salons et foires français dans le contexte de la crise de la covid-19](#)

[Arrêté du 11 mars 2022 portant report de crédits](#)

[Décret n°2022-362 du 15 mars 2022 modifiant le décret no 2021-1488 du 16 novembre 2021 instituant une aide relative aux loyers ou redevances et charges de certains commerces de détail et services interdits d'accueil du public afin de lutter contre la propagation de l'épidémie de Covid-19](#)

[Décret n° 2022-348 du 12 mars 2022 relatif à l'adaptation au titre des mois de janvier et février 2022 du fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Décret n°2022-349 du 12 mars 2022 instituant au titre du mois de novembre 2021 une aide dite « nouvelle entreprise novembre » visant à compenser les charges fixes non couvertes des entreprises dont l'activité est particulièrement affectée par les mesures sanitaires de lutte contre l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 10 mars 2022 : relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la SAS FINANCIERE MATTHIEU HEDE FMH, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 7 mars 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ELITE PARE-BRISE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 3 mars 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société EUCLIDE VAILLANT, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 21 février 2022 pris pour l'application de l'article 4 du décret n° 2021-311 du 24 mars 2021 instituant une aide en faveur des exploitants de remontées mécaniques dont l'activité est particulièrement affectée par l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2022-223 du 21 février 2022 modifiant l'aide dite « coûts fixes consolidation » visant à compenser les charges fixes non couvertes des entreprises dont l'activité est particulièrement affectée par l'épidémie de covid-19 instaurée par le décret n° 2022-111 du 2 février 2022](#)

[Décret n° 2022-222 du 21 février 2022 instituant au titre du mois de novembre 2021 une aide dite « coûts fixes novembre » visant à compenser les charges fixes non couvertes des](#)

[entreprises dont l'activité est particulièrement affectée par les mesures sanitaires de lutte contre l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2022-221 du 21 février 2022 instituant une aide dite « nouvelle entreprise consolidation » visant à compenser les charges fixes non couvertes des entreprises créées entre le 1er janvier 2019 et le 31 octobre 2021 dont l'activité est particulièrement affectée par l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2022-220 du 21 février 2022 modifiant le décret n° 2021-311 du 24 mars 2021 instituant une aide en faveur des exploitants de remontées mécaniques dont l'activité est particulièrement affectée par l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 14 février 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ID CASTING fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 9 février 2022 portant adaptation pour la session 2022 des épreuves des trois concours pour le recrutement d'inspecteurs de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 11 février 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société LA VILAINOISE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 31 janvier 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société COACH AND TRAVEL INVESTMENT, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 1er février 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SAS SERMAS INDUSTRIE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2022-112 du 2 février 2022 relatif à l'adaptation au titre du mois de janvier 2022 de l'aide « renfort » visant à compenser certaines charges pour les entreprises dont l'activité est interdite d'accueil du public à la suite des restrictions sanitaires mises en place pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2022-111 du 2 février 2022 instituant une aide dite « coûts fixes consolidation » visant à compenser les charges fixes non couvertes des entreprises dont l'activité est particulièrement affectée par l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 1er février 2022 portant report de crédits](#)

[Décret n° 2022-74 du 28 janvier 2022 relatif à l'adaptation au titre des mois de novembre et décembre 2021 du fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Arrêté du 24 janvier 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SAS MGG INDUSTRIES, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 11 janvier 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société CAPIVAL GESTION, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 11 janvier 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société STAR HOTEL INVESTISSEMENT, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 13 janvier 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SAS CORIOLIS GROUP, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 13 janvier 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société GARNIER PISAN, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Avis autorisant au titre de l'année 2022 l'ouverture d'un concours professionnel pour l'accès au grade de contrôleur de 1re classe des douanes et droits indirects](#)

[Décision du 6 janvier 2022 relative au taux du coussin de fonds propres contra-cyclique](#)

[Arrêté du 4 janvier 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SREBOT TECHNOLOGIES, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 23 décembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SAS ADAMELEC, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 3 janvier 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SASU CEANOTHE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 6 janvier 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société Cars LASBAREILLES, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 6 janvier 2022 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ROYAL POLYNESIA, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2022-3 du 4 janvier 2022 instituant une aide « renfort » visant à compenser certaines charges pour les entreprises dont l'activité est interdite d'accueil du public à la suite des restrictions sanitaires mises en place pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-1946 du 31 décembre 2021 authentifiant les chiffres des populations de métropole, des départements d'outre-mer de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de La Réunion, et des collectivités de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin, et de Saint-Pierre-et-Miquelon](#)

[Décret n° 2021-1915 du 30 décembre 2021 modifiant le dispositif d'aides ad hoc au soutien de la trésorerie des entreprises fragilisées par la crise du COVID-19](#)

[Décret n° 2021-1913 du 30 décembre 2021 relatif à la prolongation jusqu'au 31 mars 2022 du fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Arrêté du 23 décembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SAS SIGMAPHI, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 22 décembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société OSBORN METALS SAS, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 22 décembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SAS CORETEC INDUSTRY GROUP, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 17 décembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SWISSPOLYMER, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 17 décembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SAS SIGMAPHI, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 9 décembre 2021 modifiant l'arrêté du 26 décembre 2013 relatif au cadre de la gestion budgétaire et au contrôle budgétaire du ministère de l'économie, des finances et de la relance et du ministère de la transformation et de la fonction publiques pris en application de l'article 105 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique](#)

[Décret n° 2021-1727 du 21 décembre 2021 relatif aux taux d'intérêt des prêts accordés par l'Etat à l'établissement public « Île-de-France Mobilités » en 2020 et 2021](#)

[Arrêté du 20 décembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société COMPAGNIE FRANÇAISE DE LA CHAUSSURE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 13 décembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société LENER CORDIER, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 17 décembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société CARELIDE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 15 décembre 2021 modifiant l'arrêté du 26 décembre 2018 fixant l'assignation comptable de dépenses et de recettes sur le contrôleur budgétaire et comptable ministériel placé auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance et du ministre de la transformation et de la fonction publiques](#)

[Arrêté du 16 décembre 2021 portant attribution complémentaire, au profit de La Réunion, du prélèvement sur recettes \(PSR\) prévu au I de l'article 22 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, au titre du soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire](#)

[Arrêté du 26 novembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société CASA BIANCA, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 16 novembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société FORUM +, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 7 mai 2021 relatif à la prorogation du mandat des représentants du personnel élus au conseil d'administration et dans les commissions territoriales de la Masse des douanes](#)

[Arrêté du 13 décembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SAS STEVA NCO, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 14 décembre 2021 modifiant l'arrêté du 29 octobre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société HOLDING COQUELICOTS INDUSTRIES SAS, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 15 décembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société LA MANUFACTURE DES LUMIERES, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 13 décembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SETIC, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 13 décembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SWISSPOLYMER, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 13 décembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société UP INDUSTRY, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2021-1664 du 16 décembre 2021 instituant une aide « fermeture » visant à compenser les coûts fixes non couverts des entreprises dont l'activité a été affectée par les mesures de restriction administratives visant à lutter contre l'épidémie de covid-19](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2021-1652 du 15 décembre 2021 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des obligations d'information, de la gouvernance des produits financiers et des limites de position des investisseurs destinées à faciliter le financement des entreprises](#)

[Ordonnance n° 2021-1652 du 15 décembre 2021 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des obligations d'information, de la gouvernance des produits financiers et des limites de position des investisseurs destinées à faciliter le financement des entreprises](#)

[Décret n° 2021-1653 du 15 décembre 2021 relatif à la prolongation jusqu'au 31 décembre 2021 du fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Arrêté du 13 décembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société JURASSIENNE DE CERAMIQUE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2021-1620 du 10 décembre 2021 portant répartition des crédits ouverts et annulés par la loi n° 2021-1549 du 1er décembre 2021 de finances rectificative pour 2021](#)

[Arrêté du 8 décembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SAS France ROL, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 7 décembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société FIJI, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 23 novembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SAS ARTS ENERGY, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 23 novembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SAS APIHA, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 24 novembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SAS CARANNA, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 26 novembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SAS JV GROUPE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 3 décembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société LES FORGES DE FRONCLES, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 6 décembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société UNITY SEMICONDUCTOR, fragilisée par la crise du covid-19](#)



[Décret n° 2021-1582 du 7 décembre 2021 instituant une aide complémentaire au fonds de solidarité destinée aux entreprises dont l'activité est particulièrement affectée par l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-1581 du 7 décembre 2021 relatif au fonds de solidarité, à l'aide « coûts fixes rebond », à l'aide « nouvelle entreprise rebond », à l'aide « loyer » à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Arrêté du 29 novembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société MMB VOLUM-E, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 29 novembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société JURASSIENNE DE CERAMIQUE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 24 novembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SAS FOUCQUE MATERIELS, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 23 novembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SAS TRANSPORTS GRIMMAUD fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 10 novembre 2021 modifiant l'arrêté du 9 avril 2020 portant délégation de signature \(direction générale des finances publiques\)](#)

[Arrêté du 16 novembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société FORUM +, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 4 novembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société PARC ZOOLOGIQUE D'AMNEVILLE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 15 novembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SAS HAVILAND, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2021-1488 du 16 novembre 2021 instituant une aide relative aux loyers ou redevances et charges de certains commerces de détail et services interdits d'accueil du public afin de lutter contre la propagation de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 25 octobre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société DARCO, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 4 novembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SA GENFIT, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2021-1431 du 3 novembre 2021 instituant une aide « nouvelle entreprise rebond » visant à compenser les coûts fixes non couverts des entreprises créées après le 1er janvier 2019 dont l'activité est particulièrement affectée par l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-1430 du 3 novembre 2021 instituant une aide « coûts fixes rebond » visant à compenser les coûts fixes non couverts des entreprises dont l'activité est particulièrement affectée par l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-1400 du 29 octobre 2021 relatif au fonctionnement des instances de gouvernance des sociétés d'assurance mutuelles](#)

[Arrêté du 29 octobre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société HOLDING COQUELICOTS INDUSTRIES SAS, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 29 octobre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société HPP VOYAGES, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 26 octobre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société DIATECX FRANCE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 25 octobre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société CHANTIER NAVAL COUACH - CNC, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 25 octobre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société PARIS FLIGHT TRAINING, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 14 octobre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société AEQUS AEROSPACE CHOLET fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2021-1368 du 20 octobre 2021 portant dérogations temporaires aux conditions d'utilisation des titres-restaurant](#)

[Décret n° 2021-1338 du 14 octobre 2021 modifiant au titre du mois de septembre 2021 le décret n° 2021-310 du 24 mars 2021 modifié instituant une aide visant à compenser les coûts fixes non couverts des entreprises dont l'activité est particulièrement affectée par l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-1337 du 14 octobre 2021 modifiant le décret n° 2021-624 du 20 mai 2021 instituant une aide à la reprise visant à soutenir les entreprises ayant repris un fonds de commerce en 2020 et dont l'activité est particulièrement affectée par l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-1336 du 14 octobre 2021 relatif à l'adaptation du fonds de solidarité pour les mois de juin, juillet, août et septembre 2021 à destination des entreprises domiciliées en Guadeloupe, en Guyane, à La Réunion, en Martinique, à Mayotte, à Saint-Martin, Saint-Barthélemy, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna, et particulièrement touchées par les conséquences de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Arrêté du 12 octobre 2021 pris en application de l'article 22 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution définitive du prélèvement sur recettes \(PSR\) « Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire » au I de l'article 22 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 11 octobre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société JINWANG EUROPE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 8 octobre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société MDB TEXINOV, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 6 octobre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société TECHNIWOOD, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 1er octobre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société DOLCE FREGATE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 30 septembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société INDUXIAL, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 30 septembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société RECAPE SA, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décision du 30 septembre 2021 relative au taux du coussin de fonds propres contra-cyclique](#)

[Arrêté du 28 septembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société MACHINES DUBUIT, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 23 septembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société AB SERVE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Avis d'examen professionnel pour l'accès au grade d'inspecteur principal de 2e classe des douanes et droits indirects au titre de l'année 2022](#)

[Arrêté du 20 septembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SERINGES ARMATURES, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 16 septembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SYMA, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 14 septembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société PACIFIQUE JARDIN PAYSAGE fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 14 septembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société GD HOLDING, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 13 septembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société NOVELLA, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Avis de vacance d'emplois de directeur adjoint ou de directrice adjointe d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux réservés aux élèves directeurs et élèves directrices d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux](#)

[Décret n° 2021-1180 du 14 septembre 2021 relatif à l'adaptation au titre du mois de septembre 2021 du fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Arrêté du 7 septembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société NSC GROUPE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 7 septembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société LA MEUSIENNE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 7 septembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ANDRIEUX, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 3 septembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société COMPOBAIE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 3 septembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SA BRUNET, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 1er septembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société COUSSO, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 1er septembre 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ALPHACAN, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 27 août 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société AB SERVE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 26 août 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de GRANVILMER, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 26 août 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société APELEM, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 26 août 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SA MISCHLER SOPRECA AUTOMATISMES, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 24 août 2021 portant adaptation provisoire des modalités d'organisation générale de la formation initiale des inspecteurs stagiaires de la direction générale des douanes et droits indirects de la soixante-quatorzième session en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de la covid-19](#)

[Arrêté du 24 août 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société GROUPE ATLAS, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 19 août 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ATS DEVELOPPEMENT, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2021-1087 du 17 août 2021 relatif à l'adaptation au titre du mois d'août 2021 du fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Décret n° 2021-1086 du 16 août 2021 modifiant le décret n° 2021-310 du 24 mars 2021 modifié instituant une aide visant à compenser les coûts fixes non couverts des entreprises dont l'activité est particulièrement affectée par l'épidémie de covid-19 \(rectificatif\)](#)

[Décret n° 2021-1086 du 16 août 2021 modifiant le décret n° 2021-310 du 24 mars 2021 modifié instituant une aide visant à compenser les coûts fixes non couverts des entreprises dont l'activité est particulièrement affectée par l'épidémie de covid-19](#)

[Avis de concours organisés au titre de l'année 2022 pour le recrutement de contrôleurs des douanes et droits indirects](#)

[Avis de concours pour le recrutement au titre de l'année 2022 d'inspecteurs des finances publiques affectés au traitement de l'information en qualité d'analyste](#)

[Avis de concours pour le recrutement au titre de l'année 2022 d'inspecteurs des finances publiques affectés au traitement de l'information en qualité de programmeur de système d'exploitation](#)

[Avis de concours pour le recrutement au titre de l'année 2022 de techniciens-géomètres du corps des géomètres-cadastreurs des finances publiques](#)

[Arrêté du 29 juillet 2021 portant ouverture de crédits de fonds de concours](#)

[Rapport relatif au décret n° 2021-1038 du 4 août 2021 portant virement de crédits](#)

[Décret n° 2021-1038 du 4 août 2021 portant virement de crédits](#)

[Décret n° 2021-1010 du 30 juillet 2021 modifiant le décret n° 2019-1173 du 14 novembre 2019 portant application de l'article 127 de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et à la transformation des entreprises et fixant les communes autorisées à mener l'expérimentation prévue à l'article 127 lors de l'enquête de recensement 2022](#)

[Décret n° 2021-1008 du 30 juillet 2021 portant répartition des crédits ouverts et annulés par la loi n° 2021-953 du 19 juillet 2021 de finances rectificative pour 2021](#)

[Arrêté du 29 juillet 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ALEGRA, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 29 juillet 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société CABIRON TRAITEUR, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2021-987 du 28 juillet 2021 prorogeant la durée d'application du décret n° 2020-418 du 10 avril 2020 et du décret n° 2020-629 du 25 mai 2020](#)

[Arrêté du 23 juillet 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SAS L'ATELIER DES SAVEURS, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 22 juillet 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société AIR MARINE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 20 juillet 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SAS BERARD fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 20 juillet 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ACIERIES DE PLOERMEL INDUSTRIE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2021-960 du 20 juillet 2021 instituant une aide visant à soutenir les entreprises multi-activités dont l'activité est particulièrement affectée par l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-959 du 20 juillet 2021 relatif à l'accès à des fins d'établissement de statistiques ou de recherche scientifique aux données relatives au fonds de solidarité à destination des entreprises des secteurs particulièrement touchés par les conséquences économiques de la crise sanitaire liée au coronavirus Covid-19](#)

[Arrêté du 19 juillet 2021 portant ouverture de crédits de fonds de concours](#)

[Décret n° 2021-943 du 16 juillet 2021 instituant une aide visant à compenser les coûts fixes non couverts des entreprises dont l'activité est particulièrement affectée par l'épidémie de covid-19 et qui ont été créées après le 1er janvier 2019](#)

[Décret n° 2021-942 du 16 juillet 2021 modifiant le décret n° 2021-624 du 20 mai 2021 instituant une aide à la reprise visant à soutenir les entreprises ayant repris un fonds de commerce en 2020 et dont l'activité est particulièrement affectée par l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 15 juillet 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société Penguin World, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 12 juillet 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société IMPRIMERIE DU COMMERCE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 9 juillet 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ORGAPHARM, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 8 juillet 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société VELOCE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décision du 30 juin 2021 relative au taux du coussin de fonds propres contra-cyclique](#)

[Décision du 30 juin 2021 relative aux grands risques des institutions systémiques \(prorogation\)](#)

[Arrêté du 6 juillet 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société CHALAIR AVIATION, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 29 juin 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société RK+, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 21 juin 2021 portant adaptation provisoire des modalités d'organisation générale de la formation initiale des agents de constatation stagiaires de la branche de la surveillance de la direction générale des douanes et droits indirects de la troisième session mixte en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de la covid-19](#)

[Arrêté du 29 juin 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société MANUFACTURE DE FONTAINE DANIEL, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2021-839 du 29 juin 2021 modifiant le dispositif d'aides ad hoc au soutien de la trésorerie des entreprises fragilisées par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2021-840 du 29 juin 2021 relatif à l'adaptation au titre des mois de juin et juillet 2021 du fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Arrêté du 24 juin 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société MANUFACTURE DE FONTAINE DANIEL, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 24 juin 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société AVIATUBE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 24 juin 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SLTS SAS, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 23 juin 2021 modifiant l'arrêté du 21 juin 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SOCALAIT, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 22 juin 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société FLIPO RICHIR, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 23 juin 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SCOP CABROL fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 21 juin 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SOCALAIT, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 21 juin 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société EUROFOIL FRANCE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 16 juin 2021 modifiant l'arrêté du 10 juin 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société VERTE VALLEE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 14 juin 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société COPROMETAL SARL, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 14 juin 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société COTE DU LAC, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 31 mai 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société COMEDIANCE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 10 juin 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société VERTE VALLEE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 9 juin 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société LACOSTE TRAITEUR, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 7 juin 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SIROB, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 7 juin 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société BAYARD, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 28 mai 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SEQUOIA BIEN-ETRE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 25 mai 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société FITNESSSEA GROUP fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 27 mai 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société CAROMAR TECHNO, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 28 mai 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SEPAC, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 31 mai 2021 pris pour l'application de l'article L. 112 B du livre des procédures fiscales](#)



[Décret n° 2021-651 du 26 mai 2021 relatif à l'adaptation au titre du mois de mai 2021 du fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Arrêté du 25 mai 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société HMP GROUPE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 21 mai 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société GREGORY COUTANCEAU DEVELOPPEMENT- GCD, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 20 mai 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société 5ASEC R I F, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2021-624 du 20 mai 2021 instituant une aide à la reprise visant à soutenir les entreprises ayant repris un fonds de commerce en 2020 et dont l'activité est particulièrement affectée par l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-625 du 20 mai 2021 modifiant le décret n° 2021-310 du 24 mars 2021 instituant une aide visant à compenser les coûts fixes non couverts des entreprises dont l'activité est particulièrement affectée par l'épidémie de covid-19 et instituant une aide « coûts fixes » saisonnalité et une aide « coûts fixes » groupe](#)

[Arrêté du 19 mai 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société EURO STRUCTURE INGENIERIE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Avis de concours organisés au titre de l'année 2022 pour le recrutement d'inspecteurs des douanes et droits indirects dans la spécialité « traitement automatisé de l'information - programmeur de système d'exploitation »](#)

[Avis de recrutement ouvert aux travailleurs handicapés au titre de l'année 2021 d'inspecteurs de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes](#)

[Décret n° 2021-594 du 14 mai 2021 instituant une aide relative aux stocks de certains commerces](#)

[Arrêté du 11 mai 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SAS CENTRE D'EDUCATION & SECURITE ROUTIERE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 7 mai 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SYNOXIS, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2021-553 du 5 mai 2021 relatif à l'adaptation au titre du mois d'avril 2021 du fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Arrêté du 3 mai 2021 portant adaptation provisoire des modalités d'organisation générale de la formation initiale des contrôleurs stagiaires de la branche de la surveillance et de la branche du contrôle des opérations commerciales et d'administration générale de la direction générale des douanes et droits indirects de la sixième session mixte en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de la covid-19](#)

[Arrêté du 30 avril 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société CT TERRASSEMENT fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 30 avril 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société CT TERRASSEMENT fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2021-553 du 5 mai 2021 relatif à l'adaptation au titre du mois d'avril 2021 du fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Arrêté du 3 mai 2021 portant adaptation provisoire des modalités d'organisation générale de la formation initiale des contrôleurs stagiaires de la branche de la surveillance et de la branche du contrôle des opérations commerciales et d'administration générale de la direction générale des douanes et droits indirects de la sixième session mixte en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de la covid-19](#)

[Arrêté du 20 avril 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société VEGA fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 29 avril 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société TECH ALARM, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 23 avril 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société PHV PEINTURE HAUTE VOLTIGE fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 23 avril 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ACTIVENCE SAS fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 26 avril 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société BRETAGNE CERAMIQUE INDUSTRIE fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2021-495 du 22 avril 2021 relatif à la prorogation du classement pour les hôtels, les terrains de camping, les résidences de tourisme, les parcs résidentiels de loisirs, les meublés de tourisme, les villages et maisons familiales de vacances et les offices du tourisme](#)

[Arrêté du 13 avril 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société REGIE POLYNESIENNE DE PUBLICITE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 13 avril 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société FLEUR DE METS, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2021-422 du 10 avril 2021 relatif à l'adaptation au titre du mois de mars 2021 du fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Décret n° 2021-423 du 10 avril 2021 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Avis autorisant au titre de l'année 2021 l'ouverture d'un concours professionnel d'avancement au grade de contrôleur principal des douanes et droits indirects](#)

[Décret n° 2021-416 du 9 avril 2021 modifiant le décret n° 2020-74 du 31 janvier 2020 relatif au service à compétence nationale dénommé « service des biens à double usage »](#)

[Arrêté du 8 avril 2021 portant adaptation des épreuves des concours pour le recrutement dans la branche de la surveillance du corps des agents de constatation des douanes dans le corps](#)

[de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, organisés au titre de l'année 2021 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 8 avril 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société THEONE fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 7 avril 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société UNITY SEMICONDUCTOR, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 2 avril 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ATELIER REGIONAL DE REALISATIONS INDUSTRIELLES - ARRI, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 1er mars 2021 modifiant l'arrêté du 13 décembre 2019 fixant la liste des collectivités territoriales et des groupements admis à expérimenter le compte financier unique](#)

[Décret n° 2021-388 du 3 avril 2021 instituant une aide visant à compenser les coûts fixes non couverts des entreprises dont l'activité est particulièrement affectée par l'épidémie de covid-19](#)

[Décision n° D-HCSF-2021-1 du 1er avril 2021 du Haut Conseil de stabilité financière relative au taux du coussin de fonds propres contra-cyclique](#)

[Arrêté du 26 mars 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société OPERAPRINCE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 26 mars 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SEROP CONCEPT, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 26 mars 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ARB FACADES, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 29 mars 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société FRANCE FAST FOOD DISTRIBUTION fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 26 mars 2021 modifiant l'arrêté du 7 août 2020 relatif à l'octroi par les comptables de la direction générale des finances publiques de plans de règlement aux redevables professionnels confrontés à la crise économique engendrée par l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 26 mars 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société CLARIANCE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 26 mars 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SOVAM, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2021-315 du 25 mars 2021 modifiant le décret n° 2020-987 du 6 août 2020 relatif à l'octroi par les comptables de la direction générale des finances publiques de plans de règlement aux redevables professionnels confrontés à la crise économique engendrée par l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-317 du 25 mars 2021 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation \(Mayotte\)](#)

[Décret n° 2021-318 du 25 mars 2021 relatif à la garantie de l'Etat prévue à l'article 209 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021](#)

[Décret n° 2021-310 du 24 mars 2021 instituant une aide visant à compenser les coûts fixes non couverts des entreprises dont l'activité est particulièrement affectée par l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-311 du 24 mars 2021 instituant une aide en faveur des exploitants de remontées mécaniques dont l'activité est particulièrement affectée par l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 23 mars 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société PACIFIQUE JARDIN PAYSAGE fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 17 mars 2021 portant adaptation des épreuves des concours externe et interne d'inspecteur des douanes et droits indirects organisés au titre de l'année 2021 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 16 mars 2021 portant adaptation des dispositions relatives aux modalités d'organisation et l'évaluation du cycle de formation professionnelle des inspecteurs des finances publiques stagiaires en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 12 mars 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ADEDOM 47, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 10 mars 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société DEMEUSY ET CIE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 3 mars 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société INNODEC, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 5 mars 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société BERRY RADIATEURS, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2021-263 du 10 mars 2021 modifiant le décret n° 2000-1159 du 30 novembre 2000 pris pour l'application des dispositions du code du service national relatives aux volontariats civils](#)

[Arrêté du 9 mars 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société MAGNIER INDUSTRIES, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2021-255 du 9 mars 2021 prorogeant la durée d'application de l'ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020, du décret n° 2020-418 du 10 avril 2020 et du décret n° 2020-629 du 25 mai 2020](#)

[Décret n° 2021-256 du 9 mars 2021 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Arrêté du 3 février 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SAS CELLOCOUP INTERNATIONAL, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Avis autorisant au titre de l'année 2021 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au corps des contrôleurs des douanes et droits indirects](#)

[Avis autorisant au titre de l'année 2021 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au corps de catégorie A de la direction générale des douanes et droits indirects](#)

[Arrêté du 5 mars 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ADIAMAS, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 4 mars 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société BUTARD ENESCOT, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 4 mars 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société NESS TRANSPORTS, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 4 mars 2021 modifiant l'arrêté du 24 février 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société THE KASE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 2 mars 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SAS JLB TECHNOLOGIES, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 25 février 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société DOUCE HYDRO, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 24 février 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société THE KASE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 24 février 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SOC CAOUTCHOUTIERE DE MONTAIGUT, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 23 février 2021 portant report de crédits](#)

[Décret n° 2021-192 du 22 février 2021 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Arrêté du 16 février 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société HYDROQUEST, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 11 février 2021 portant adaptation pour la session 2021 des épreuves des trois concours pour le recrutement d'inspecteurs de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-162 du 15 février 2021 modifiant le décret n° 2020-74 du 31 janvier 2020 relatif au service à compétence nationale dénommé « service des biens à double usage »](#)

[Décret n° 2021-129 du 8 février 2021 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Arrêté du 5 février 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ALPES ENERGIE BOIS SAS, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 3 février 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ARMOR MECA DEVELOPPEMENT, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 3 février 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société GIORDANO INDUSTRIES OCEAN INDIEN, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 28 janvier 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société LES ATELIERS REUNIS - CADDIE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2021-79 du 28 janvier 2021 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Arrêté du 28 janvier 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société GASCARD - MARTIN PROST, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 28 janvier 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société MDL EUROPE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 27 janvier 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société VOLMA, fragilisée par la crise de covid-19](#)

[Décret n° 2021-69 du 27 janvier 2021 relatif à l'aide exceptionnelle à la numérisation pour certaines entreprises employant moins de onze salariés qui n'ont pas pu accueillir le public en raison de l'urgence sanitaire, lors du deuxième confinement en novembre 2020](#)

[Arrêté du 26 janvier 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ASTON MEDICAL, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 22 janvier 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SACI, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 22 janvier 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société HAINAUT PLAST INDUSTRY, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 21 janvier 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société EVERYSENS, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 20 janvier 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société CHEYENNE PRODUCTIONS, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 19 janvier 2021 modifiant l'arrêté du 30 décembre 2013 portant détermination des dépenses de l'Etat payées sans ordonnancement, sans ordonnancement préalable et avant service fait](#)

[Arrêté du 19 janvier 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la SOCIETE NOUVELLE SOURDILLON, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2021-32 du 16 janvier 2021 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Avis autorisant au titre de l'année 2021 l'ouverture d'un concours professionnel pour l'accès au grade de contrôleur de 1re classe des douanes et droits indirects](#)

[Arrêté du 13 janvier 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société V2M fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 12 janvier 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ORA E-CARS fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 8 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société REUNIONNAISE DE CARRELAGE SAS, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 30 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 23 novembre 2020 portant approbation du programme d'enquêtes statistiques d'initiative nationale ou régionale des services publics pour 2021 \(enquêtes auprès des ménages et des collectivités territoriales\)](#)

[Décret n° 2020-1830 du 31 décembre 2020 modifiant le décret n° 2020-1049 du 14 août 2020 adaptant pour les discothèques certaines dispositions du décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Décret n° 2020-1766 du 30 décembre 2020 relatif aux bénéficiaires des dispositions de l'article 14 de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire et portant sur les loyers et charges locatives](#)

[Décret n° 2020-1770 du 30 décembre 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Décret n° 2020-1652 du 22 décembre 2020 modifiant le décret n° 2020-397 du 4 avril 2020 portant modalités d'application de l'article 7 de la loi de finances rectificative pour 2020 en vue de définir les modalités d'octroi de la garantie de l'Etat aux opérations de réassurance de certains risques d'assurance-crédit effectuées par la Caisse centrale de réassurance](#)

[Décret n° 2020-1653 du 23 décembre 2020 modifiant le dispositif d'aides ad hoc au soutien de la trésorerie des entreprises fragilisées par la crise de la covid-19](#)

[Arrêté du 21 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ACAT LE HAVRE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2020-1620 du 19 décembre 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Décret n° 2020-1621 du 19 décembre 2020 modifiant le décret n° 2020-1291 du 23 octobre 2020 relatif à l'aide en faveur des investissements de transformation vers l'industrie du futur des PME et ETI industrielles](#)



[Avis autorisant au titre de l'année 2021 l'ouverture de concours externe et interne pour le recrutement de techniciens de laboratoire de classe normale relevant du ministre de l'économie, des finances et de la relance, dans la spécialité « chimie-physique »](#)

[Arrêté du 17 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société FORGITAL FMDL SAS fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 17 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SAS NIMOTEL LA BRANDADE fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 17 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SAS AP2E fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 18 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société FONDERIES DU NORD fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2020-1614 du 18 décembre 2020 portant prorogation et modification du décret n° 2020-418 du 10 avril 2020 et du décret n° 2020-629 du 25 mai 2020 pour adapter le fonctionnement de certaines instances délibératives au contexte créé par l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 17 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société GOSSELIN, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2020-1607 du 16 décembre 2020 relatif à la prorogation du classement pour les hôtels](#)

[Arrêté du 15 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société CM CREATION, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 15 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société FRANCE CARGO HANDLING fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 10 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société GROUAZEL SARL, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 14 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ALLIMAND fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 10 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société CAP-SERVICES-MERIGNAC AEROPORT, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 11 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société EURL ISOLEA, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 10 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ELITE PARE-BRISE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Ordonnance n° 2020-1544 du 9 décembre 2020 renforçant le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme applicable aux actifs numériques](#)

[Arrêté du 8 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société DOM EAU PRESTIGE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 7 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société MENUISERIES NICOLAS, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 7 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société THURMELEC, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Avis de concours pour le recrutement au titre de l'année 2021 de contrôleurs des finances publiques affectés au traitement de l'information en qualité de programmeur](#)

[Décret n° 2020-1528 du 7 décembre 2020 relatif au taux d'intérêt du prêt accordé par l'Etat à l'établissement public « Ile-de-France Mobilités » à la suite des conséquences de l'épidémie de la covid-19](#)

[Arrêté du 3 décembre 2020 portant adaptation des épreuves de l'examen professionnel pour l'accès au corps des contrôleurs des douanes et droits indirects organisé au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 3 décembre 2020 portant adaptation des épreuves du concours professionnel d'avancement au grade de contrôleur principal des douanes et droits indirects organisé au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 3 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société MEUNIER SA, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 19 novembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SAS CHARLES SPARR, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Avis de concours pour le recrutement de contrôleurs des douanes et droits indirects dans la spécialité « traitement automatisé de l'information - programmeur » au titre de l'année 2021](#)

[Avis de concours pour le recrutement de contrôleurs des douanes et droits indirects de la branche de la surveillance dans la spécialité « maintenance navale » au titre de l'année 2021](#)

[Avis de concours pour le recrutement de contrôleurs des douanes et droits indirects de la branche de la surveillance dans la spécialité « aéronautique : pilote d'avion » au titre de l'année 2021](#)

[Avis de concours pour le recrutement de contrôleurs des douanes et droits indirects de la branche de la surveillance dans la spécialité « aéronautique : pilote d'hélicoptère » au titre de l'année 2021](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-1497 du 2 décembre 2020 portant prorogation et modification de l'ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19](#)

[Ordonnance n° 2020-1497 du 2 décembre 2020 portant prorogation et modification de l'ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 2 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SNDR EVOLUTION, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2020-1485 du 1er décembre 2020 instaurant une aide en faveur des investissements pour la décarbonation de l'activité industrielle, une aide au fonctionnement pour la chaleur bas carbone industrielle et une aide au fonctionnement pour la vente de matières plastiques issues du recyclage](#)

[Décret n° 2020-1480 du 30 novembre 2020 portant répartition des crédits ouverts et annulés par la loi n° 2020-1473 du 30 novembre 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Rapport relatif au décret n° 2020-1472 du 27 novembre 2020 portant ouverture et annulation de crédits](#)

[Décret n° 2020-1458 du 27 novembre 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Arrêté du 26 novembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société COREXSOLAR, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Rapport relatif au décret n° 2020-1449 du 24 novembre 2020 portant virement de crédits](#)

[Arrêté du 20 novembre 2020 complétant l'arrêté du 21 octobre 2020 portant approbation du programme d'enquêtes statistiques d'initiative nationale et régionale des services publics pour 2021 \(enquêtes auprès des entreprises et des exploitations agricoles\)](#)

[Arrêté du 23 novembre 2020 portant approbation du programme d'enquêtes statistiques d'initiative nationale et régionale des services publics pour 2021 \(enquêtes auprès des ménages et des collectivités territoriales\)](#)

[Arrêté du 20 novembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société TEINTURERIES DE LA TURDINE SA, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 4 novembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société GAMET PRECISION, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 17 novembre 2020 accordant la garantie de l'Etat à l'Agence française de développement et à sa filiale de promotion et de participation pour la coopération économique, au titre de prêts et garanties accordés aux entreprises et aux institutions financières du secteur privé africain, dans le cadre de la réponse à la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 6 novembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société QOVANS INDUSTRIE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 13 novembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société COBRA SON, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décision du 16 novembre 2020 fixant les modalités d'adaptation d'organisation des oraux des concours organisés en fin d'année 2020](#)

[Arrêté du 12 novembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société LES NOUVELLES MENUISERIES GREGOIRE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 12 novembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la SOCIÉTÉ D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 3 novembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société TEB, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 3 novembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société LORY FONDERIES, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 4 novembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société Alliansys, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 12 novembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SAS NEXUS SMART, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 6 novembre 2020 portant adaptation des modalités d'organisation, en 2020, du concours d'admission à l'Ecole polytechnique au titre de l'année 2021 pour les candidats étrangers issus des universités à l'étranger en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 27 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société METAL CHROME, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 6 novembre 2020 portant report et modifiant les modalités d'organisation de l'épreuve orale d'admission des concours pour le recrutement de techniciens-géomètres du corps des géomètres-cadastrateurs des finances publiques au titre de l'année 2020](#)

[Arrêté du 6 novembre 2020 portant report et modifiant les modalités d'organisation de l'épreuve orale de l'examen professionnel pour l'accès au grade de technicien-géomètre du corps des géomètres-cadastrateurs des finances publiques au titre de l'année 2021](#)

[Avis portant report et modifiant les modalités d'organisation de l'épreuve orale d'admission des concours pour le recrutement de techniciens-géomètres du corps des géomètres-cadastrateurs des finances publiques au titre de l'année 2020](#)

[Avis portant report et modifiant les modalités d'organisation de l'épreuve orale de l'examen professionnel pour l'accès au grade de technicien-géomètre du corps des géomètres-cadastrateurs des finances publiques au titre de l'année 2021](#)

[Arrêté du 5 novembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société CARANNA, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2020-1361 du 7 novembre 2020 instaurant une aide en faveur des investissements de décarbonation des outils de production industrielle](#)

[Arrêté du 4 novembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société COMEXO SAS, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 2 novembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société CRMT, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2020-1328 du 2 novembre 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Décret n° 2020-1314 du 30 octobre 2020 relatif aux modalités d'utilisation des crédits inscrits pour les prêts participatifs du fonds de développement économique et social](#)

[Arrêté du 27 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société STUDIO REDFROG, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 26 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société PLASTIMA COMPOSITES, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 23 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société COPROMETAL SARL, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 23 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société PARC ZOOLOGIQUE D'AMNEVILLE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 16 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ETILAM, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 26 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société VELCOREX SINCE 1828, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 21 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société AE2I, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2020-1291 du 23 octobre 2020 relatif à l'aide en faveur des investissements de transformation vers l'industrie du futur des PME et ETI industrielles](#)

[Arrêté du 23 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société VELCOREX SINCE 1828, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 19 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SVDECOUPAGE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 19 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SET UP, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 16 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société STEVA, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 15 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ETABLISSEMENTS CASTEL, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 14 octobre 2020 modifiant l'arrêté du 16 juillet 2020 relatif à l'exonération de droits sur les alcools utilisés dans la fabrication de gels et solutions hydro-alcooliques à usage humain](#)

[Arrêté du 13 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SAS VIGNOBLES LORGERIL, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 6 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société MEDITERRANEE OFFSET PRESSE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 9 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société VAUCHE SA, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 9 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SOCIETE DE CANALISATIONS ATLANTIQUE MEDITERRANEE TRAVAUX PUBLICS SCAM TP, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décision du 6 octobre 2020 relative au taux du coussin de fonds propres contra-cyclique](#)

[Arrêté du 5 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société CONDI-FILMINTERNATIONAL PACKAGING, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 5 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société COOPERATIVE LAITIERE DU PAYS BASQUE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 2 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ROTOCHAMPAGNE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2020-1200 du 30 septembre 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Avis d'examen professionnel pour l'accès au grade d'inspecteur principal de 2e classe des douanes et droits indirects au titre de l'année 2021](#)

[Arrêté du 21 septembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société PALMIERI ET FILS fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 18 septembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société EEPLÉ fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 18 septembre 2020 modifiant l'arrêté du 10 septembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société NAVAILLES fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 18 septembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société PILLIVUYT SAS fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 18 septembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société CV INVESTISSEMENT SAS fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Avis portant report du calendrier des épreuves d'admission des concours ouverts au titre de l'année 2020 pour le recrutement de contrôleurs des douanes et droits indirects de la branche de la surveillance dans la spécialité « maintenance navale »](#)

[Avis portant report du calendrier des épreuves d'admission des concours ouverts au titre de l'année 2020 pour le recrutement de contrôleurs des douanes et droits indirects de la branche de la surveillance dans la spécialité « maintenance automobile »](#)

[Arrêté du 15 septembre 2020 complétant l'arrêté du 24 octobre 2019 portant approbation du programme d'enquêtes statistiques d'initiative nationale ou régionale des services publics pour 2020 \(enquêtes auprès des ménages et des collectivités territoriales\)](#)

[Décret n° 2020-1140 du 15 septembre 2020 modifiant le dispositif d'aides ad hoc au soutien de la trésorerie des entreprises fragilisées par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 10 septembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société NAVAILLES, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 8 septembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société EEPL fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 1er septembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SA VIGNAL ARTRU INDUSTRIES fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 31 août 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société LE GRENIER DES GASTRONOMES fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 26 août 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société QUADRATURE RESTAURATION, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 26 août 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SOULEIADO, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 25 août 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société TEMECA TECHNIQUES MECANIKES, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 24 août 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société CIE NOUVELLE DE MANUTENTIONS, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 18 août 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société FONDERIE DE NIEDERBRONN SAS, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Avis de concours pour le recrutement au titre de l'année 2021 d'inspecteurs des finances publiques affectés au traitement de l'information en qualité d'analyste](#)

[Avis de concours pour le recrutement au titre de l'année 2021 d'inspecteurs des finances publiques affectés au traitement de l'information en qualité de programmeur de système d'exploitation](#)

[Décret n° 2020-1070 du 18 août 2020 relatif à la prorogation du classement pour les terrains de camping, les résidences de tourisme, les parcs résidentiels de loisirs, les meublés de tourisme, les villages et maisons familiales de vacances et les offices du tourisme](#)

[Décret n° 2020-1048 du 14 août 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Décret n° 2020-1049 du 14 août 2020 adaptant pour les discothèques certaines dispositions du décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises](#)



[particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Arrêté du 13 août 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société DALLOZ CREATIONS fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 13 août 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate And Investment Bank, Crédit Lyonnais, Caisse régionale de Crédit Agricole mutuel de Champagne-Bourgogne, Natixis, Société Générale, Crédit du Nord, Banque CIC Est, Banque européenne du Crédit Mutuel, ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels, La Banque Postale, BRED Banque Populaire, Caisse d'Epargne et de Prévoyance Grand Est Europe et Banque Palatine pour le prêt octroyé à la société Soufflet Finances en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 12 août 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société HYDRA BEAUTY & CLEAN fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 11 août 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SA DECLERCQ PASSEMENTIERS fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Avis de concours organisés au titre de l'année 2021 pour le recrutement de contrôleurs des douanes et droits indirects](#)

[Arrêté du 11 août 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ECOLE MULTIMEDIA fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 11 août 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements Banque CIC Ouest, Banque européenne du Crédit mutuel, Banque Palatine, Banque Populaire Grand Ouest, BNP Paribas, BPIFrance Financement, Caisse d'épargne et de prévoyance Bretagne - Pays de Loire, Caisse régionale de Crédit Agricole mutuel de l'Anjou et du Maine, Caisse régionale de Crédit Agricole mutuel de Paris et d'Ile-de-France, Crédit Agricole Corporate & Investment Bank, HSBC France, Natixis, Société Générale et Crédit Lyonnais pour le prêt octroyé à la société ERAM en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 11 août 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels, Banque CIC Ouest, Banque européenne du Crédit Mutuel - Agence Chartres Entreprises, Banque européenne du Crédit Mutuel Paris Ouest, Banque Palatine, BNP Paribas, Caisse d'Epargne et de Prévoyance Bretagne-Pays de Loire, Caisse d'Epargne et de Prévoyance Bourgogne-France Comté, Caisse d'Epargne et de Prévoyance Loire-Centre, Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre Loire, Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre France, Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou, Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile-de-France, Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Val de France, Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Centre Ouest, Coöperatieve Rabobank UA \(également connue sous le nom de Rabobank Nederland\), Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Crédit du Nord, Crédit Lyonnais, La Banque Postale, Natixis et Société Générale pour le prêt octroyé à la société Axéreal Finances en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 11 août 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements BNP Paribas, Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile -de-France, Crédit Agricole Corporate & Investment Bank, Crédit Industriel et Commercial, HSBC France, Natixis et Société Générale pour le prêt octroyé à la société Sitel France en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 11 août 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements Arkéa Banque Entreprises et institutionnels, Banque européenne de Crédit Mutuel, Banque Palatine, Banque Populaire Auvergne Rhône-Alpes, Banque Populaire Rives de Paris, Banque Populaire Val de France, BNP Paribas, Bpifrance Financement SA, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Crédit Industriel et Commercial, Crédit Lyonnais, Natixis et Société Générale pour le prêt octroyé à la société Paprec Holding en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 11 août 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ETESIA, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 11 août 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société STEVA SAINT-ETIENNE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 11 août 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société RHAPSODIES CONSEIL fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 11 août 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SIPA PRESS fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 7 août 2020 relatif à l'octroi par les comptables de la direction générale des finances publiques de plans de règlement aux redevables professionnels confrontés à la crise économique engendrée par l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-996 du 7 août 2020 portant répartition des crédits ouverts et annulés par la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 6 août 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SUMA AERO MECANIQUE SAS, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 6 août 2020 portant adaptation des dispositions relatives aux modalités d'organisation et à l'évaluation du cycle de formation professionnelle des inspecteurs des finances publiques stagiaires en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-987 du 6 août 2020 relatif à l'octroi par les comptables de la direction générale des finances publiques de plans de règlement aux redevables professionnels confrontés à la crise économique engendrée par l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-979 du 5 août 2020 pris pour l'application de l'article 11 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 4 août 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société GRANVILMER, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 3 août 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société V2M, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 3 août 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements Banque Palatine, Banque Populaire Rives de Paris, Crédit du Nord et Caisse régionale de Crédit agricole mutuel Nord de France pour le prêt octroyé à la société Finergal SAS en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 3 août 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements Barclays Bank Ireland PLC, Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels et Société Générale pour le prêt octroyé à la société Buffalo Grill en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 30 juillet 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements BNP Paribas, Caisse d'Epargne et de Prévoyance Aquitaine Poitou-Charentes, Crédit Lyonnais, HSBC France et Société Générale pour le prêt octroyé à la société CDiscount en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 30 juillet 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements CIC Lyonnaise de Banque, Banque CIC Nord Ouest, Caisse régionale de Crédit Agricole mutuel de Normandie-Seine, Caisse régionale de Crédit Agricole mutuel de Paris et d'Ile-de-France, BNP Paribas, Société Générale, Crédit Lyonnais et HSBC France pour le prêt octroyé à la société APAVE SA en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 29 juillet 2020 portant adaptation des dispositions du code de procédure pénale relatives aux modalités d'organisation de l'examen technique d'aptitude aux fonctions d'agent des douanes et d'agent des services fiscaux chargés de l'exercice de certaines missions de police judiciaire et résultant de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-925 du 29 juillet 2020 prorogeant la durée d'application de l'ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020, du décret n° 2020-418 du 10 avril 2020 et du décret n° 2020-629 du 25 mai 2020](#)

[Arrêté du 28 juillet 2020 portant adaptation des épreuves d'admission des concours pour le recrutement de contrôleurs des douanes et droits indirects de la branche de la surveillance dans la spécialité « maintenance automobile » organisés au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 28 juillet 2020 portant adaptation des épreuves d'admission des concours pour le recrutement de contrôleurs des douanes et droits indirects de la branche de la surveillance dans la spécialité « maintenance navale » organisés au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 28 juillet 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société STYL RUFFEC, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 28 juillet 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société JUSI, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 27 juillet 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société RULLIER BOIS, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 27 juillet 2020 étendant aux îles Wallis et Futuna l'arrêté du 19 juin 2020 fixant le barème des taux d'emprunt des aides de soutien en trésorerie des petites et moyennes entreprises fragilisées par la crise de covid-19](#)

[Arrêté du 24 juillet 2020 portant application des articles L. 562-3 et suivants, et L. 745-13, L. 755-13 et L. 765-13 du code monétaire et financier](#)

[Arrêté du 23 juillet 2020 relatif à l'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux tenues de protection adaptées à la lutte contre la propagation du virus covid-19](#)

[Décret n° 2020-893 du 22 juillet 2020 portant relèvement temporaire du seuil de dispense de procédure pour les marchés publics de travaux et de fourniture de denrées alimentaires](#)

[Arrêté du 17 juillet 2020 portant adaptation des dispositions relatives à l'évaluation de la formation initiale des inspecteurs stagiaires de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-873 du 16 juillet 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Arrêté du 16 juillet 2020 relatif à l'exonération de droits sur les alcools utilisés dans la fabrication de gels et solutions hydro-alcooliques à usage humain](#)

[Arrêté du 13 juillet 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements BNP Paribas, Crédit Lyonnais, HSBC France et Société Générale pour le prêt octroyé à la société Sofinord en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 10 juillet 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société DUNCHA FRANCE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 8 juillet 2020 modifiant l'arrêté du 18 juillet 2019 relatif au recouvrement des recettes des ordonnateurs principaux de l'Etat](#)

[Arrêté du 29 juin 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société TIDEE SAS, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 29 juin 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société KLEIN ACCES DESIGN SAS fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2020-765 du 23 juin 2020 fixant la date d'entrée en vigueur du I de l'article 1er de la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 23 juin 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements Banque Française Commerciale océan Indien, caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de La Réunion, Caisse d'Epargne CEPAC, caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Guadeloupe, caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Martinique-Guyane et Crédit Lyonnais pour les prêts octroyés à six filiales de la société Groupe Bernard Hayot \(GBH\) en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 23 juin 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements Crédit Lyonnais, Natixis, BNP Paribas, CIC Lyonnaise de Banque, Banque CIC Nord-Ouest, Banque Palatine, Société Générale, Crédit du Nord, BRED Banque Populaire et Banque Populaire Méditerranée pour le prêt octroyé à la société NGE SAS en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Décret n° 2020-757 du 20 juin 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Arrêté du 19 juin 2020 fixant le barème des taux d'emprunt des aides de soutien en trésorerie des petites et moyennes entreprises fragilisées par la crise de covid-19](#)

[Arrêté du 17 juin 2020 portant adaptation des délais de suspension au contrôle en service de certains instruments de mesure pendant la période d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 17 juin 2020 modifiant les conditions d'organisation des concours ouverts par arrêté du 7 août 2019 autorisant au titre de l'année 2020 l'ouverture de concours pour le recrutement de contrôleurs de l'Institut national de la statistique et des études économiques](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-738 du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique](#)

[Ordonnance n° 2020-738 du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-739 du 17 juin 2020 portant réorganisation de la Banque publique d'investissement et modifiant l'ordonnance n° 2005-722 du 29 juin 2005 relative à la Banque publique d'investissement](#)

[Ordonnance n° 2020-739 du 17 juin 2020 portant réorganisation de la Banque publique d'investissement et modifiant l'ordonnance n° 2005-722 du 29 juin 2005 relative à la Banque publique d'investissement](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-740 du 17 juin 2020 relative à l'octroi d'avances en compte courant aux entreprises en difficulté par les organismes de placement collectif de capital investissement et les sociétés de capital-risque](#)

[Ordonnance n° 2020-740 du 17 juin 2020 relative à l'octroi d'avances en compte courant aux entreprises en difficulté par les organismes de placement collectif de capital investissement et les sociétés de capital-risque](#)

[Arrêté du 15 juin 2020 modifiant les conditions d'organisation du concours externe d'attachés statisticiens ouvert par arrêté du 27 novembre 2019 autorisant au titre de l'année 2020 l'ouverture d'un concours externe pour le recrutement d'attachés statisticiens stagiaires de l'Institut national de la statistique et des études économiques](#)

[Arrêté du 15 juin 2020 modifiant les conditions d'organisation du concours interne d'attachés statisticiens ouvert par arrêté du 19 décembre 2019 autorisant au titre de l'année 2020](#)

[l'ouverture d'un concours interne pour le recrutement d'attachés statisticiens stagiaires de l'Institut national de la statistique et des études économiques](#)

[Arrêté du 12 juin 2020 portant adaptation des épreuves des concours externe et internes d'accès au corps des contrôleurs de l'Institut national de la statistique et des études économiques au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-712 du 12 juin 2020 relatif à la création d'un dispositif d'aides ad hoc au soutien de la trésorerie des entreprises fragilisées par la crise de covid-19](#)

[Avis de recrutement ouvert aux travailleurs handicapés au titre de l'année 2020 d'inspecteurs de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-705 du 10 juin 2020 relative au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Ordonnance n° 2020-705 du 10 juin 2020 relative au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Décret n° 2020-706 du 10 juin 2020 portant dérogation temporaire aux conditions d'utilisation des titres-restaurant dans les restaurants, hôtels-restaurants et débits de boissons assimilés afin de faire face aux conséquences des mesures prises pour limiter l'épidémie de covid-19](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-534 du 7 mai 2020 portant diverses dispositions en matière bancaire](#)

[Arrêté du 9 juin 2020 portant adaptation des épreuves des concours externe et interne pour le recrutement d'attachés stagiaires de l'Institut national de la statistique et des études économiques ouverts au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 2 juin 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, HSBC France, Natixis et Société Générale pour les prêts octroyés à la société Renault en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 modifiée de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 29 mai 2020 portant report du calendrier des épreuves d'admission des concours externes et interne pour le recrutement d'inspecteurs de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes pour la session 2020](#)

[Arrêté du 26 mai 2020 portant modification de l'arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 25 mai 2020 portant adaptation pour la session 2020 des épreuves du concours professionnel pour l'accès au grade de contrôleur principal de la concurrence, de la](#)



[consommation et de la répression des fraudes en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 25 mai 2020 portant adaptation pour la session 2020 des épreuves de l'examen professionnel pour le recrutement d'inspecteurs de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 25 mai 2020 portant adaptation pour la session 2020 des épreuves des trois concours pour le recrutement d'inspecteurs de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 15 mai 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements BNP Paribas, Société Générale et Bpifrance Financement pour le prêt octroyé à la société Constellium international en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 14 mai 2020 portant adaptation des épreuves des concours externe et interne pour le recrutement d'administrateurs stagiaires de l'Institut national de la statistique et des études économiques pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 14 mai 2020 portant adaptation des épreuves du concours réservé aux élèves des écoles normales supérieures pour le recrutement d'administrateurs stagiaires de l'Institut national de la statistique et des études économiques pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 14 mai 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements BNP Paribas, Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile-de-France, Crédit Lyonnais et Société Générale pour les prêts octroyés à la société POMONA SA en application de l'article 6 modifié de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 14 mai 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements BNP Paribas, Commerzbank Aktiengesellschaft, Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, CIC Nord Ouest, HSBC France, Crédit Lyonnais et Société Générale pour le prêt octroyé à la société Mobivia SA en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Décret n° 2020-552 du 12 mai 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Arrêté du 12 mai 2020 accordant la garantie de l'Etat à un prêt octroyé par les établissements BNP Paribas, HSBC France et Société Générale à CMA CGM SA en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 11 mai 2020 accordant la garantie de l'Etat à un prêt octroyé par les établissements BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank et Crédit Lyonnais à Castorama France SAS et Brico Dépôt SAS en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)



[Arrêté du 9 mai 2020 modifiant le concours commun d'admission d'élèves ingénieurs dans certaines écoles des mines et des télécommunications pour la session 2020 pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Ordonnance n° 2020-534 du 7 mai 2020 portant diverses dispositions en matière bancaire](#)

[Décret n° 2020-536 du 7 mai 2020 portant dérogation au principe de suspension des délais pendant la période d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 6 mai 2020 portant modification de l'arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 2 mai 2020 portant modification de l'arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 \(rectificatif\)](#)

[Arrêté du 2 mai 2020 portant modification de l'arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 30 avril 2020 modifiant pour l'année 2020 l'arrêté du 2 décembre 2010 fixant les conditions d'admission des élèves non fonctionnaires dits élèves ingénieurs à l'Ecole nationale de la statistique et de l'analyse de l'information](#)

[Arrêté du 30 avril 2020 modifiant pour l'année 2020 l'arrêté du 6 août 2014 relatif aux conditions d'admission des élèves non fonctionnaires à l'Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique](#)

[Décret n° 2020-502 du 30 avril 2020 modifiant le décret n° 2020-74 du 31 janvier 2020 relatif au service à compétence nationale dénommé « service des biens à double usage »](#)

[Arrêté du 28 avril 2020 modifiant les arrêtés du 28 février 2020 fixant les tarifs réglementés des professions réglementées du droit](#)

[Arrêté du 24 avril 2020 complétant l'arrêté du 24 octobre 2019 portant approbation du programme d'enquêtes statistiques d'initiative nationale ou régionale des services publics pour 2020 \(enquêtes auprès des ménages et des collectivités territoriales\)](#)

[Arrêté du 21 avril 2020 complétant l'arrêté du 24 octobre 2019 portant approbation du programme d'enquêtes statistiques d'initiative nationale ou régionale des services publics pour 2020 \(enquêtes auprès des ménages et des collectivités territoriales\)](#)

[Ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 17 avril 2020 portant modification de l'arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Décret n° 2020-433 du 16 avril 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Arrêté du 15 avril 2020 modifiant l'arrêté du 7 février 2007 modifié pris en application de l'article R. 2-1 du code des postes et des communications électroniques et fixant les modalités relatives au dépôt et à la distribution des envois postaux](#)

[Arrêté du 10 avril 2020 relatif au prix maximum de vente des gels hydro-alcooliques destinés à l'hygiène corporelle conditionnés dans des contenants spéciaux à destination de personnes morales](#)

[Décret n° 2020-418 du 10 avril 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 4 avril 2020 relatif au prix maximum de vente des produits hydro-alcooliques préparés par les pharmacies d'officine et les pharmacies à usage intérieur](#)

[Décret n° 2020-397 du 4 avril 2020 portant modalités d'application de l'article 7 de la loi de finances rectificative pour 2020 en vue de définir les modalités d'octroi de la garantie de l'Etat aux opérations de réassurance de certains risques d'assurance-crédit effectuées par la Caisse centrale de réassurance](#)

[Arrêté du 3 avril 2020 étendant à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française et aux îles Wallis et Futuna l'arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 4 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 et son arrêté rectificatif](#)

[Décret n° 2020-394 du 2 avril 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Décret n° 2020-378 du 31 mars 2020 relatif au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Décret n° 2020-345 du 27 mars 2020 modifiant le décret n° 2020-74 du 31 janvier 2020 relatif au service à compétence nationale dénommé « service des biens à double usage »](#)

[Ordonnance n° 2020-315 du 25 mars 2020 relative aux conditions financières de résolution de certains contrats de voyages touristiques et de séjours en cas de circonstances exceptionnelles et inévitables ou de force majeure](#)

[Ordonnance n° 2020-316 du 25 mars 2020 relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19](#)

[Ordonnance n° 2020-317 du 25 mars 2020 portant création d'un fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Ordonnance n° 2020-318 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles relatives à l'établissement, l'arrêté, l'audit, la revue, l'approbation et la publication des comptes et des autres documents et informations que les personnes morales et entités dépourvues de](#)

[personnalité morale de droit privé sont tenues de déposer ou publier dans le contexte de l'épidémie de covid-19](#)

[Ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Ordonnance n° 2020-320 du 25 mars 2020 relative à l'adaptation des délais et des procédures applicables à l'implantation ou la modification d'une installation de communications électroniques afin d'assurer le fonctionnement des services et des réseaux de communications électroniques](#)

[Ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 4 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 16 mars 2020 relatif au versement d'un prêt du Fonds de développement économique et social à la société Groupe CNIM](#)

[Arrêté du 14 mars 2020 relatif au prix maximum de vente des produits hydro-alcooliques destinés à l'hygiène corporelle préparés par les pharmacies d'officine et les pharmacies à usage intérieur](#)

[Décret n° 2020-197 du 5 mars 2020 relatif au prix de vente des gels hydro-alcooliques \(abrogé par décret n° 2020-293 du 23 mars 2020\)](#)

[Arrêté du 29 janvier 2021 relatif à la liste des denrées ou catégories de denrées alimentaires pour lesquelles, par dérogation, l'encadrement des promotions en volume prévu par les dispositions du C du II de l'article 125 de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique n'est pas applicable](#)

[Arrêté du 4 février 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SAS L'ATELIER DES SAVEURS fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 9 février 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société AMENAGEMENTS ET TERRITOIRES OUEST GEOMETRE EXPERT, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Avis aux importateurs de masques « grand public » réservés à des usages non sanitaires](#)

[Décision du 21 janvier 2021 fixant les modalités d'adaptation d'organisation des concours organisés par l'INSEE en 2021](#)

[Arrêté du 3 février 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SAS CELLOCOUP INTERNATIONAL, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 28 janvier 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société LES ATELIERS REUNIS - CADDIE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 3 février 2021 portant modification de l'arrêté du 6 juillet 2017 modifié pris en application du II de l'article 223 quinquies C du code général des impôts](#)

[Arrêté du 3 février 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ARMOR MECA DEVELOPPEMENT, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 3 février 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société GIORDANO INDUSTRIES OCEAN INDIEN, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 1er février 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SIVAL, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2021-79 du 28 janvier 2021 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Arrêté du 26 janvier 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ASTON MEDICAL, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 21 janvier 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société EVERYSENS, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 27 janvier 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société VOLMA, fragilisée par la crise de covid-19](#)

[Décret n° 2021-69 du 27 janvier 2021 relatif à l'aide exceptionnelle à la numérisation pour certaines entreprises employant moins de onze salariés qui n'ont pas pu accueillir le public en raison de l'urgence sanitaire, lors du deuxième confinement en novembre 2020](#)

[Arrêté du 22 janvier 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SACI, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 22 janvier 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société HAINAUT PLAST INDUSTRY, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 19 janvier 2021 modifiant l'arrêté du 30 décembre 2013 portant détermination des dépenses de l'Etat payées sans ordonnancement, sans ordonnancement préalable et avant service fait](#)

[Arrêté du 20 janvier 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société CHEYENNE PRODUCTIONS, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 19 janvier 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la SOCIETE NOUVELLE SOURDILLON, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2021-32 du 16 janvier 2021 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Avis autorisant au titre de l'année 2021 l'ouverture d'un concours professionnel pour l'accès au grade de contrôleur de 1re classe des douanes et droits indirects](#)

[Arrêté du 13 janvier 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société V2M fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 12 janvier 2021 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ORA E-CARS fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 8 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société REUNIONNAISE DE CARRELAGE SAS, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 30 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 23 novembre 2020 portant approbation du programme d'enquêtes statistiques d'initiative nationale ou régionale des services publics pour 2021 \(enquêtes auprès des ménages et des collectivités territoriales\)](#)

[Décret n° 2020-1830 du 31 décembre 2020 modifiant le décret n° 2020-1049 du 14 août 2020 adaptant pour les discothèques certaines dispositions du décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Décret n° 2020-1766 du 30 décembre 2020 relatif aux bénéficiaires des dispositions de l'article 14 de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire et portant sur les loyers et charges locatives](#)

[Décret n° 2020-1770 du 30 décembre 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Décret n° 2020-1652 du 22 décembre 2020 modifiant le décret n° 2020-397 du 4 avril 2020 portant modalités d'application de l'article 7 de la loi de finances rectificative pour 2020 en vue de définir les modalités d'octroi de la garantie de l'Etat aux opérations de réassurance de certains risques d'assurance-crédit effectuées par la Caisse centrale de réassurance](#)

[Décret n° 2020-1653 du 23 décembre 2020 modifiant le dispositif d'aides ad hoc au soutien de la trésorerie des entreprises fragilisées par la crise de la covid-19](#)

[Arrêté du 21 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ACAT LE HAVRE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2020-1620 du 19 décembre 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Décret n° 2020-1621 du 19 décembre 2020 modifiant le décret n° 2020-1291 du 23 octobre 2020 relatif à l'aide en faveur des investissements de transformation vers l'industrie du futur des PME et ETI industrielles](#)

[Avis autorisant au titre de l'année 2021 l'ouverture de concours externe et interne pour le recrutement de techniciens de laboratoire de classe normale relevant du ministre de l'économie, des finances et de la relance, dans la spécialité « chimie-physique »](#)

[Arrêté du 17 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société FORGITAL FMDL SAS fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 17 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SAS NIMOTEL LA BRANDADE fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 17 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SAS AP2E fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 18 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société FONDERIES DU NORD fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2020-1614 du 18 décembre 2020 portant prorogation et modification du décret n° 2020-418 du 10 avril 2020 et du décret n° 2020-629 du 25 mai 2020 pour adapter le fonctionnement de certaines instances délibératives au contexte créé par l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 17 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société GOSSELIN, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2020-1607 du 16 décembre 2020 relatif à la prorogation du classement pour les hôtels](#)

[Arrêté du 15 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société CM CREATION, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 15 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société FRANCE CARGO HANDLING fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 10 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société GROUAZEL SARL, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 14 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ALLIMAND fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 10 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société CAP-SERVICES-MERIGNAC AEROPORT, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 11 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société EURL ISOLEA, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 10 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ELITE PARE-BRISE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Ordonnance n° 2020-1544 du 9 décembre 2020 renforçant le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme applicable aux actifs numériques](#)

[Arrêté du 8 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société DOM EAU PRESTIGE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 7 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société MENUISERIES NICOLAS, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 7 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société THURMELEC, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Avis de concours pour le recrutement au titre de l'année 2021 de contrôleurs des finances publiques affectés au traitement de l'information en qualité de programmeur](#)

[Décret n° 2020-1528 du 7 décembre 2020 relatif au taux d'intérêt du prêt accordé par l'Etat à l'établissement public « Ile-de-France Mobilités » à la suite des conséquences de l'épidémie de la covid-19](#)

[Arrêté du 3 décembre 2020 portant adaptation des épreuves de l'examen professionnel pour l'accès au corps des contrôleurs des douanes et droits indirects organisé au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 3 décembre 2020 portant adaptation des épreuves du concours professionnel d'avancement au grade de contrôleur principal des douanes et droits indirects organisé au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 3 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société MEUNIER SA, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 19 novembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SAS CHARLES SPARR, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Avis de concours pour le recrutement de contrôleurs des douanes et droits indirects dans la spécialité « traitement automatisé de l'information - programmeur » au titre de l'année 2021](#)

[Avis de concours pour le recrutement de contrôleurs des douanes et droits indirects de la branche de la surveillance dans la spécialité « maintenance navale » au titre de l'année 2021](#)

[Avis de concours pour le recrutement de contrôleurs des douanes et droits indirects de la branche de la surveillance dans la spécialité « aéronautique : pilote d'avion » au titre de l'année 2021](#)

[Avis de concours pour le recrutement de contrôleurs des douanes et droits indirects de la branche de la surveillance dans la spécialité « aéronautique : pilote d'hélicoptère » au titre de l'année 2021](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-1497 du 2 décembre 2020 portant prorogation et modification de l'ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19](#)

[Ordonnance n° 2020-1497 du 2 décembre 2020 portant prorogation et modification de l'ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 2 décembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SNDR EVOLUTION, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2020-1485 du 1er décembre 2020 instaurant une aide en faveur des investissements pour la décarbonation de l'activité industrielle, une aide au fonctionnement pour la chaleur bas](#)



[carbone industrielle et une aide au fonctionnement pour la vente de matières plastiques issues du recyclage](#)

[Décret n° 2020-1480 du 30 novembre 2020 portant répartition des crédits ouverts et annulés par la loi n° 2020-1473 du 30 novembre 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Rapport relatif au décret n° 2020-1472 du 27 novembre 2020 portant ouverture et annulation de crédits](#)

[Décret n° 2020-1458 du 27 novembre 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Arrêté du 26 novembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société COREXSOLAR, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Rapport relatif au décret n° 2020-1449 du 24 novembre 2020 portant virement de crédits](#)

[Arrêté du 20 novembre 2020 complétant l'arrêté du 21 octobre 2020 portant approbation du programme d'enquêtes statistiques d'initiative nationale et régionale des services publics pour 2021 \(enquêtes auprès des entreprises et des exploitations agricoles\)](#)

[Arrêté du 23 novembre 2020 portant approbation du programme d'enquêtes statistiques d'initiative nationale et régionale des services publics pour 2021 \(enquêtes auprès des ménages et des collectivités territoriales\)](#)

[Arrêté du 20 novembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société TEINTURERIES DE LA TURDINE SA, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 4 novembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société GAMET PRECISION, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 17 novembre 2020 accordant la garantie de l'Etat à l'Agence française de développement et à sa filiale de promotion et de participation pour la coopération économique, au titre de prêts et garanties accordés aux entreprises et aux institutions financières du secteur privé africain, dans le cadre de la réponse à la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 6 novembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société QOVANS INDUSTRIE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 13 novembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société COBRA SON, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décision du 16 novembre 2020 fixant les modalités d'adaptation d'organisation des oraux des concours organisés en fin d'année 2020](#)

[Arrêté du 12 novembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société LES NOUVELLES MENUISERIES GREGOIRE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 12 novembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la SOCIÉTÉ D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 3 novembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société TEB, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 3 novembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société LORY FONDERIES, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 4 novembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société Alliansys, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 12 novembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SAS NEXUS SMART, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 6 novembre 2020 portant adaptation des modalités d'organisation, en 2020, du concours d'admission à l'Ecole polytechnique au titre de l'année 2021 pour les candidats étrangers issus des universités à l'étranger en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 27 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société METAL CHROME, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 6 novembre 2020 portant report et modifiant les modalités d'organisation de l'épreuve orale d'admission des concours pour le recrutement de techniciens-géomètres du corps des géomètres-cadastrateurs des finances publiques au titre de l'année 2020](#)

[Arrêté du 6 novembre 2020 portant report et modifiant les modalités d'organisation de l'épreuve orale de l'examen professionnel pour l'accès au grade de technicien-géomètre du corps des géomètres-cadastrateurs des finances publiques au titre de l'année 2021](#)

[Avis portant report et modifiant les modalités d'organisation de l'épreuve orale d'admission des concours pour le recrutement de techniciens-géomètres du corps des géomètres-cadastrateurs des finances publiques au titre de l'année 2020](#)

[Avis portant report et modifiant les modalités d'organisation de l'épreuve orale de l'examen professionnel pour l'accès au grade de technicien-géomètre du corps des géomètres-cadastrateurs des finances publiques au titre de l'année 2021](#)

[Arrêté du 5 novembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société CARANNA, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2020-1361 du 7 novembre 2020 instaurant une aide en faveur des investissements de décarbonation des outils de production industrielle](#)

[Arrêté du 4 novembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société COMEXO SAS, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 2 novembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société CRMT, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2020-1328 du 2 novembre 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Décret n° 2020-1314 du 30 octobre 2020 relatif aux modalités d'utilisation des crédits inscrits pour les prêts participatifs du fonds de développement économique et social](#)

[Arrêté du 27 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société STUDIO REDFROG, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 26 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société PLASTIMA COMPOSITES, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 23 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société COPROMETAL SARL, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 23 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société PARC ZOOLOGIQUE D'AMNEVILLE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 16 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ETILAM, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 26 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société VELCOREX SINCE 1828, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 21 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société AE2I, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2020-1291 du 23 octobre 2020 relatif à l'aide en faveur des investissements de transformation vers l'industrie du futur des PME et ETI industrielles](#)

[Arrêté du 23 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société VELCOREX SINCE 1828, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 19 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SVDECOUPAGE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 19 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SET UP, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 16 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société STEVA, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 15 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ETABLISSEMENTS CASTEL, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 14 octobre 2020 modifiant l'arrêté du 16 juillet 2020 relatif à l'exonération de droits sur les alcools utilisés dans la fabrication de gels et solutions hydro-alcooliques à usage humain](#)

[Arrêté du 13 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SAS VIGNOBLES LORGERIL, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 6 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société MEDITERRANEE OFFSET PRESSE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 9 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société VAUCHE SA, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 9 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SOCIETE DE CANALISATIONS ATLANTIQUE MEDITERRANEE TRAVAUX PUBLICS SCAM TP, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décision du 6 octobre 2020 relative au taux du coussin de fonds propres contra-cyclique](#)

[Arrêté du 5 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société CONDI-FILMINTERNATIONAL PACKAGING, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 5 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société COOPERATIVE LAITIERE DU PAYS BASQUE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 2 octobre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ROTOCHAMPAGNE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2020-1200 du 30 septembre 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Avis d'examen professionnel pour l'accès au grade d'inspecteur principal de 2e classe des douanes et droits indirects au titre de l'année 2021](#)

[Arrêté du 21 septembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société PALMIERI ET FILS fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 18 septembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société EEPLÉ fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 18 septembre 2020 modifiant l'arrêté du 10 septembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société NAVAILLES fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 18 septembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société PILLIVUYT SAS fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 18 septembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société CV INVESTISSEMENT SAS fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Avis portant report du calendrier des épreuves d'admission des concours ouverts au titre de l'année 2020 pour le recrutement de contrôleurs des douanes et droits indirects de la branche de la surveillance dans la spécialité « maintenance navale »](#)

[Avis portant report du calendrier des épreuves d'admission des concours ouverts au titre de l'année 2020 pour le recrutement de contrôleurs des douanes et droits indirects de la branche de la surveillance dans la spécialité « maintenance automobile »](#)

[Arrêté du 15 septembre 2020 complétant l'arrêté du 24 octobre 2019 portant approbation du programme d'enquêtes statistiques d'initiative nationale ou régionale des services publics pour 2020 \(enquêtes auprès des ménages et des collectivités territoriales\)](#)

[Décret n° 2020-1140 du 15 septembre 2020 modifiant le dispositif d'aides ad hoc au soutien de la trésorerie des entreprises fragilisées par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 10 septembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société NAVAILLES, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 8 septembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société EEPL fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 1er septembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SA VIGNAL ARTRU INDUSTRIES fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 31 août 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société LE GRENIER DES GASTRONOMES fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 26 août 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société QUADRATURE RESTAURATION, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 26 août 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SOULEIADO, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 25 août 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société TEMECA TECHNIQUES MECANIKES, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 24 août 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société CIE NOUVELLE DE MANUTENTIONS, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 18 août 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société FONDERIE DE NIEDERBRONN SAS, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Avis de concours pour le recrutement au titre de l'année 2021 d'inspecteurs des finances publiques affectés au traitement de l'information en qualité d'analyste](#)

[Avis de concours pour le recrutement au titre de l'année 2021 d'inspecteurs des finances publiques affectés au traitement de l'information en qualité de programmeur de système d'exploitation](#)

[Décret n° 2020-1070 du 18 août 2020 relatif à la prorogation du classement pour les terrains de camping, les résidences de tourisme, les parcs résidentiels de loisirs, les meublés de tourisme, les villages et maisons familiales de vacances et les offices du tourisme](#)

[Décret n° 2020-1048 du 14 août 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Décret n° 2020-1049 du 14 août 2020 adaptant pour les discothèques certaines dispositions du décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Arrêté du 13 août 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société DALLOZ CREATIONS fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 13 août 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate And Investment Bank, Crédit Lyonnais, Caisse régionale de Crédit Agricole mutuel de Champagne-Bourgogne, Natixis, Société Générale, Crédit du Nord, Banque CIC Est, Banque européenne du Crédit Mutuel, ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels, La Banque Postale, BRED Banque Populaire, Caisse d'Epargne et de Prévoyance Grand Est Europe et Banque Palatine pour le prêt octroyé à la société Soufflet Finances en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 12 août 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société HYDRA BEAUTY & CLEAN fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 11 août 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SA DECLERCQ PASSEMENTIERS fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Avis de concours organisés au titre de l'année 2021 pour le recrutement de contrôleurs des douanes et droits indirects](#)

[Arrêté du 11 août 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ECOLE MULTIMEDIA fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 11 août 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements Banque CIC Ouest, Banque européenne du Crédit mutuel, Banque Palatine, Banque Populaire Grand Ouest, BNP Paribas, BPIFrance Financement, Caisse d'épargne et de prévoyance Bretagne - Pays de Loire, Caisse régionale de Crédit Agricole mutuel de l'Anjou et du Maine, Caisse régionale de Crédit Agricole mutuel de Paris et d'Ile-de-France, Crédit Agricole Corporate & Investment Bank, HSBC France, Natixis, Société Générale et Crédit Lyonnais pour le prêt octroyé à la société ERAM en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 11 août 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels, Banque CIC Ouest, Banque européenne du Crédit Mutuel - Agence Chartres Entreprises, Banque européenne du Crédit Mutuel Paris Ouest, Banque Palatine, BNP Paribas, Caisse d'Epargne et de Prévoyance Bretagne-Pays de Loire, Caisse d'Epargne et de Prévoyance Bourgogne-France Comté, Caisse d'Epargne et de Prévoyance Loire-Centre, Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre Loire, Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre France, Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou, Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile-de-France, Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Val de France, Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Centre Ouest, Coöperatieve Rabobank UA \(également connue sous le nom de Rabobank Nederland\), Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Crédit du Nord, Crédit Lyonnais, La Banque Postale, Natixis et Société Générale pour le prêt octroyé à la société Axéreal Finances en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 11 août 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements BNP Paribas, Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile -de-France, Crédit Agricole Corporate & Investment Bank, Crédit Industriel et Commercial, HSBC France, Natixis et Société Générale pour le prêt octroyé à la société Sitel France en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 11 août 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements Arkéa Banque Entreprises et institutionnels, Banque européenne de Crédit Mutuel, Banque Palatine, Banque Populaire Auvergne Rhône-Alpes, Banque Populaire Rives de Paris, Banque Populaire Val de France, BNP Paribas, Bpifrance Financement SA, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Crédit Industriel et Commercial, Crédit Lyonnais, Natixis et Société Générale pour le prêt octroyé à la société Paprec Holding en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 11 août 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société ETESIA, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 11 août 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société STEVA SAINT-ETIENNE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 11 août 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société RHAPSODIES CONSEIL fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 11 août 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SIPA PRESS fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 7 août 2020 relatif à l'octroi par les comptables de la direction générale des finances publiques de plans de règlement aux redevables professionnels confrontés à la crise économique engendrée par l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-996 du 7 août 2020 portant répartition des crédits ouverts et annulés par la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 6 août 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société SUMA AERO MECANIQUE SAS, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 6 août 2020 portant adaptation des dispositions relatives aux modalités d'organisation et à l'évaluation du cycle de formation professionnelle des inspecteurs des finances publiques stagiaires en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-987 du 6 août 2020 relatif à l'octroi par les comptables de la direction générale des finances publiques de plans de règlement aux redevables professionnels confrontés à la crise économique engendrée par l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-979 du 5 août 2020 pris pour l'application de l'article 11 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 4 août 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société GRANVILMER, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 3 août 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société V2M, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 3 août 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements Banque Palatine, Banque Populaire Rives de Paris, Crédit du Nord et Caisse régionale de Crédit agricole mutuel Nord de France pour le prêt octroyé à la société Finergal SAS en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)



[Arrêté du 3 août 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements Barclays Bank Ireland PLC, Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels et Société Générale pour le prêt octroyé à la société Buffalo Grill en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 30 juillet 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements BNP Paribas, Caisse d'Epargne et de Prévoyance Aquitaine Poitou-Charentes, Crédit Lyonnais, HSBC France et Société Générale pour le prêt octroyé à la société CDiscount en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 30 juillet 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements CIC Lyonnaise de Banque, Banque CIC Nord Ouest, Caisse régionale de Crédit Agricole mutuel de Normandie-Seine, Caisse régionale de Crédit Agricole mutuel de Paris et d'Ile-de-France, BNP Paribas, Société Générale, Crédit Lyonnais et HSBC France pour le prêt octroyé à la société APAVE SA en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 29 juillet 2020 portant adaptation des dispositions du code de procédure pénale relatives aux modalités d'organisation de l'examen technique d'aptitude aux fonctions d'agent des douanes et d'agent des services fiscaux chargés de l'exercice de certaines missions de police judiciaire et résultant de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-925 du 29 juillet 2020 prorogeant la durée d'application de l'ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020, du décret n° 2020-418 du 10 avril 2020 et du décret n° 2020-629 du 25 mai 2020](#)

[Arrêté du 28 juillet 2020 portant adaptation des épreuves d'admission des concours pour le recrutement de contrôleurs des douanes et droits indirects de la branche de la surveillance dans la spécialité « maintenance automobile » organisés au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 28 juillet 2020 portant adaptation des épreuves d'admission des concours pour le recrutement de contrôleurs des douanes et droits indirects de la branche de la surveillance dans la spécialité « maintenance navale » organisés au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 28 juillet 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société STYL RUFFEC, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 28 juillet 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société JUSI, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 27 juillet 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société RULLIER BOIS, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 27 juillet 2020 étendant aux îles Wallis et Futuna l'arrêté du 19 juin 2020 fixant le barème des taux d'emprunt des aides de soutien en trésorerie des petites et moyennes entreprises fragilisées par la crise de covid-19](#)

[Arrêté du 24 juillet 2020 portant application des articles L. 562-3 et suivants, et L. 745-13, L. 755-13 et L. 765-13 du code monétaire et financier](#)

[Arrêté du 23 juillet 2020 relatif à l'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux tenues de protection adaptées à la lutte contre la propagation du virus covid-19](#)

[Décret n° 2020-893 du 22 juillet 2020 portant relèvement temporaire du seuil de dispense de procédure pour les marchés publics de travaux et de fourniture de denrées alimentaires](#)

[Arrêté du 17 juillet 2020 portant adaptation des dispositions relatives à l'évaluation de la formation initiale des inspecteurs stagiaires de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-873 du 16 juillet 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Arrêté du 16 juillet 2020 relatif à l'exonération de droits sur les alcools utilisés dans la fabrication de gels et solutions hydro-alcooliques à usage humain](#)

[Arrêté du 13 juillet 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements BNP Paribas, Crédit Lyonnais, HSBC France et Société Générale pour le prêt octroyé à la société Sofinord en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 10 juillet 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société DUNCHA FRANCE, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 8 juillet 2020 modifiant l'arrêté du 18 juillet 2019 relatif au recouvrement des recettes des ordonnateurs principaux de l'Etat](#)

[Arrêté du 29 juin 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société TIDEE SAS, fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 29 juin 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société KLEIN ACCES DESIGN SAS fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Décret n° 2020-765 du 23 juin 2020 fixant la date d'entrée en vigueur du I de l'article 1er de la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 23 juin 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements Banque Française Commerciale océan Indien, caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de La Réunion, Caisse d'Epargne CEPAC, caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Guadeloupe, caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Martinique-Guyane et Crédit Lyonnais pour les prêts octroyés à six filiales de la société Groupe Bernard Hayot \(GBH\) en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 23 juin 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements Crédit Lyonnais, Natixis, BNP Paribas, CIC Lyonnaise de Banque, Banque CIC Nord-Ouest, Banque Palatine, Société Générale, Crédit du Nord, BRED Banque Populaire et Banque Populaire Méditerranée pour le prêt octroyé à la société NGE SAS en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Décret n° 2020-757 du 20 juin 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Arrêté du 19 juin 2020 fixant le barème des taux d'emprunt des aides de soutien en trésorerie des petites et moyennes entreprises fragilisées par la crise de covid-19](#)

[Arrêté du 17 juin 2020 portant adaptation des délais de suspension au contrôle en service de certains instruments de mesure pendant la période d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 17 juin 2020 modifiant les conditions d'organisation des concours ouverts par arrêté du 7 août 2019 autorisant au titre de l'année 2020 l'ouverture de concours pour le recrutement de contrôleurs de l'Institut national de la statistique et des études économiques](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-738 du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique](#)

[Ordonnance n° 2020-738 du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-739 du 17 juin 2020 portant réorganisation de la Banque publique d'investissement et modifiant l'ordonnance n° 2005-722 du 29 juin 2005 relative à la Banque publique d'investissement](#)

[Ordonnance n° 2020-739 du 17 juin 2020 portant réorganisation de la Banque publique d'investissement et modifiant l'ordonnance n° 2005-722 du 29 juin 2005 relative à la Banque publique d'investissement](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-740 du 17 juin 2020 relative à l'octroi d'avances en compte courant aux entreprises en difficulté par les organismes de placement collectif de capital investissement et les sociétés de capital-risque](#)

[Ordonnance n° 2020-740 du 17 juin 2020 relative à l'octroi d'avances en compte courant aux entreprises en difficulté par les organismes de placement collectif de capital investissement et les sociétés de capital-risque](#)

[Arrêté du 15 juin 2020 modifiant les conditions d'organisation du concours externe d'attachés statisticiens ouvert par arrêté du 27 novembre 2019 autorisant au titre de l'année 2020 l'ouverture d'un concours externe pour le recrutement d'attachés statisticiens stagiaires de l'Institut national de la statistique et des études économiques](#)

[Arrêté du 15 juin 2020 modifiant les conditions d'organisation du concours interne d'attachés statisticiens ouvert par arrêté du 19 décembre 2019 autorisant au titre de l'année 2020 l'ouverture d'un concours interne pour le recrutement d'attachés statisticiens stagiaires de l'Institut national de la statistique et des études économiques](#)

[Arrêté du 12 juin 2020 portant adaptation des épreuves des concours externe et internes d'accès au corps des contrôleurs de l'Institut national de la statistique et des études économiques au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-712 du 12 juin 2020 relatif à la création d'un dispositif d'aides ad hoc au soutien de la trésorerie des entreprises fragilisées par la crise de covid-19](#)

[Avis de recrutement ouvert aux travailleurs handicapés au titre de l'année 2020 d'inspecteurs de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-705 du 10 juin 2020 relative au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Ordonnance n° 2020-705 du 10 juin 2020 relative au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Décret n° 2020-706 du 10 juin 2020 portant dérogation temporaire aux conditions d'utilisation des titres-restaurant dans les restaurants, hôtels-restaurants et débits de boissons assimilés afin de faire face aux conséquences des mesures prises pour limiter l'épidémie de covid-19](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-534 du 7 mai 2020 portant diverses dispositions en matière bancaire](#)

[Arrêté du 9 juin 2020 portant adaptation des épreuves des concours externe et interne pour le recrutement d'attachés stagiaires de l'Institut national de la statistique et des études économiques ouverts au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 2 juin 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, HSBC France, Natixis et Société Générale pour les prêts octroyés à la société Renault en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 modifiée de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 29 mai 2020 portant report du calendrier des épreuves d'admission des concours externes et interne pour le recrutement d'inspecteurs de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes pour la session 2020](#)

[Arrêté du 26 mai 2020 portant modification de l'arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 25 mai 2020 portant adaptation pour la session 2020 des épreuves du concours professionnel pour l'accès au grade de contrôleur principal de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 25 mai 2020 portant adaptation pour la session 2020 des épreuves de l'examen professionnel pour le recrutement d'inspecteurs de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 25 mai 2020 portant adaptation pour la session 2020 des épreuves des trois concours pour le recrutement d'inspecteurs de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 15 mai 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements BNP Paribas, Société Générale et Bpifrance Financement pour le prêt octroyé à la société Constellium international en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 14 mai 2020 portant adaptation des épreuves des concours externe et interne pour le recrutement d'administrateurs stagiaires de l'Institut national de la statistique et des études économiques pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 14 mai 2020 portant adaptation des épreuves du concours réservé aux élèves des écoles normales supérieures pour le recrutement d'administrateurs stagiaires de l'Institut national de la statistique et des études économiques pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 14 mai 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements BNP Paribas, Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile-de-France, Crédit Lyonnais et Société Générale pour les prêts octroyés à la société POMONA SA en application de l'article 6 modifié de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 14 mai 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements BNP Paribas, Commerzbank Aktiengesellschaft, Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, CIC Nord Ouest, HSBC France, Crédit Lyonnais et Société Générale pour le prêt octroyé à la société Mobivia SA en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Décret n° 2020-552 du 12 mai 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Arrêté du 12 mai 2020 accordant la garantie de l'Etat à un prêt octroyé par les établissements BNP Paribas, HSBC France et Société Générale à CMA CGM SA en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 11 mai 2020 accordant la garantie de l'Etat à un prêt octroyé par les établissements BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank et Crédit Lyonnais à Castorama France SAS et Brico Dépôt SAS en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 9 mai 2020 modifiant le concours commun d'admission d'élèves ingénieurs dans certaines écoles des mines et des télécommunications pour la session 2020 pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Ordonnance n° 2020-534 du 7 mai 2020 portant diverses dispositions en matière bancaire](#)

[Décret n° 2020-536 du 7 mai 2020 portant dérogation au principe de suspension des délais pendant la période d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 6 mai 2020 portant modification de l'arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 2 mai 2020 portant modification de l'arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 \(rectificatif\)](#)

[Arrêté du 2 mai 2020 portant modification de l'arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 30 avril 2020 modifiant pour l'année 2020 l'arrêté du 2 décembre 2010 fixant les conditions d'admission des élèves non fonctionnaires dits élèves ingénieurs à l'Ecole nationale de la statistique et de l'analyse de l'information](#)

[Arrêté du 30 avril 2020 modifiant pour l'année 2020 l'arrêté du 6 août 2014 relatif aux conditions d'admission des élèves non fonctionnaires à l'Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique](#)

[Décret n° 2020-502 du 30 avril 2020 modifiant le décret n° 2020-74 du 31 janvier 2020 relatif au service à compétence nationale dénommé « service des biens à double usage »](#)

[Arrêté du 28 avril 2020 modifiant les arrêtés du 28 février 2020 fixant les tarifs réglementés des professions réglementées du droit](#)

[Arrêté du 24 avril 2020 complétant l'arrêté du 24 octobre 2019 portant approbation du programme d'enquêtes statistiques d'initiative nationale ou régionale des services publics pour 2020 \(enquêtes auprès des ménages et des collectivités territoriales\)](#)

[Arrêté du 21 avril 2020 complétant l'arrêté du 24 octobre 2019 portant approbation du programme d'enquêtes statistiques d'initiative nationale ou régionale des services publics pour 2020 \(enquêtes auprès des ménages et des collectivités territoriales\)](#)

[Ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 17 avril 2020 portant modification de l'arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Décret n° 2020-433 du 16 avril 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Arrêté du 15 avril 2020 modifiant l'arrêté du 7 février 2007 modifié pris en application de l'article R. 2-1 du code des postes et des communications électroniques et fixant les modalités relatives au dépôt et à la distribution des envois postaux](#)



[Arrêté du 10 avril 2020 relatif au prix maximum de vente des gels hydro-alcooliques destinés à l'hygiène corporelle conditionnés dans des contenants spéciaux à destination de personnes morales](#)

[Décret n° 2020-418 du 10 avril 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 4 avril 2020 relatif au prix maximum de vente des produits hydro-alcooliques préparés par les pharmacies d'officine et les pharmacies à usage intérieur](#)

[Décret n° 2020-397 du 4 avril 2020 portant modalités d'application de l'article 7 de la loi de finances rectificative pour 2020 en vue de définir les modalités d'octroi de la garantie de l'Etat aux opérations de réassurance de certains risques d'assurance-crédit effectuées par la Caisse centrale de réassurance](#)

[Arrêté du 3 avril 2020 étendant à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française et aux îles Wallis et Futuna l'arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 4 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 et son arrêté rectificatif](#)

[Décret n° 2020-394 du 2 avril 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Décret n° 2020-378 du 31 mars 2020 relatif au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Décret n° 2020-345 du 27 mars 2020 modifiant le décret n° 2020-74 du 31 janvier 2020 relatif au service à compétence nationale dénommé « service des biens à double usage »](#)

[Ordonnance n° 2020-315 du 25 mars 2020 relative aux conditions financières de résolution de certains contrats de voyages touristiques et de séjours en cas de circonstances exceptionnelles et inévitables ou de force majeure](#)

[Ordonnance n° 2020-316 du 25 mars 2020 relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19](#)

[Ordonnance n° 2020-317 du 25 mars 2020 portant création d'un fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Ordonnance n° 2020-318 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles relatives à l'établissement, l'arrêté, l'audit, la revue, l'approbation et la publication des comptes et des autres documents et informations que les personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé sont tenues de déposer ou publier dans le contexte de l'épidémie de covid-19](#)

[Ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)



[Ordonnance n° 2020-320 du 25 mars 2020 relative à l'adaptation des délais et des procédures applicables à l'implantation ou la modification d'une installation de communications électroniques afin d'assurer le fonctionnement des services et des réseaux de communications électroniques](#)

[Ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 4 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 16 mars 2020 relatif au versement d'un prêt du Fonds de développement économique et social à la société Groupe CNIM](#)

[Arrêté du 14 mars 2020 relatif au prix maximum de vente des produits hydro-alcooliques destinés à l'hygiène corporelle préparés par les pharmacies d'officine et les pharmacies à usage intérieur](#)

[Décret n° 2020-197 du 5 mars 2020 relatif au prix de vente des gels hydro-alcooliques](#) (abrogé par décret n° 2020-293 du 23 mars 2020)

## **Ministère de l'intérieur et des outre-mer**

[Avis de vacance d'un emploi de directeur départemental interministériel \(direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Ariège\)](#)

[Arrêté du 17 novembre 2022 modifiant l'arrêté du 20 avril 2012 modifié fixant les conditions d'établissement, de délivrance et de validité du permis de conduire](#)

[Avis de vacance d'un emploi de directeur départemental interministériel adjoint \(direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Ariège\)](#)

[Arrêté du 28 octobre 2022 portant ouverture des concours externe et interne d'accès au cadre d'emplois des bibliothécaires territoriaux organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Guyane \(session 2023\)](#)

[Arrêté du 12 octobre 2022 portant ouverture des concours externe et interne d'ingénieur territorial spécialité « infrastructures et réseaux »](#)

[Arrêté du 3 octobre 2022 portant ouverture des concours externe et interne d'ingénieur territorial \(session 2023\)](#)

[Arrêté du 20 septembre 2022 portant ouverture par le centre de gestion des Bouches-du-Rhône et pour le compte des centres de gestion de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, des concours externe et interne d'accès au grade d'ingénieur territorial \(session 2023\)](#)

[Arrêté du 24 août 2022 portant ouverture par le centre de gestion des Alpes-de-Haute-Provence pour le compte des centres de gestion de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur des concours externe et interne pour l'accès au grade de bibliothécaire territorial, spécialité « bibliothèques » \(session 2023\)](#)

[Arrêté du 8 août 2022 portant ouverture pour l'ensemble des centres de gestion coordonnateurs des régions Auvergne-Rhône-Alpes, Corse, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie et Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur des concours externe, interne et troisième concours de chef de service de police municipale](#)

[Arrêté du 19 juillet 2022 portant ouverture des concours externe, interne et troisième voie d'assistant territorial de conservation du patrimoine et des bibliothèques organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale du Nord et pour les centres de gestion des Hauts-de-France \(Aisne, Oise, Pas-de-Calais et Somme\) \(session 2023\)](#)

[Arrêté du 10 août 2022 portant ouverture au titre de l'année 2023 des concours externe, interne et du troisième concours pour l'accès au grade d'assistant territorial de conservation du patrimoine et des bibliothèques, spécialité « bibliothèque », organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale des Alpes-de-Haute-Provence](#)

[Arrêté du 10 août 2022 portant ouverture au titre de l'année 2023 des concours externe, interne et du troisième concours pour l'accès au grade d'assistant territorial de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal de 2e classe, spécialité « bibliothèque », organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale des Alpes-de-Haute-Provence](#)

[Arrêté du 4 août 2022 portant ouverture des concours externe sur titres avec épreuves, interne et troisième concours sur épreuves d'assistant territorial de conservation du patrimoine principal de 2e classe, spécialités « musée », « bibliothèque », « archives », « documentation », organisés par le centre interdépartemental de gestion de la grande couronne de la région Ile-de-France \(session 2023\)](#)

[Arrêté du 6 juillet 2022 portant ouverture du concours de professeur territorial d'enseignement artistique de classe normale, spécialité « musique », discipline « tuba », organisé par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de Loire-Atlantique \(session 2023\)](#)

[Arrêté du 13 juillet 2022 portant ouverture des concours externe et interne pour le recrutement de professeurs territoriaux d'enseignement artistique de classe normale, spécialité « musique », discipline « formation musicale », organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de Meurthe-et-Moselle \(session 2023\)](#)

[Arrêté du 3 août 2022 fixant les conditions d'organisation du recrutement par voie du PACTE d'adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer pour les services localisés à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides ouvert au titre de l'année 2022](#)

[Arrêté du 21 juillet 2022 portant ouverture des concours externe et interne d'assistant territorial de conservation du patrimoine et des bibliothèques, spécialité « bibliothèque », organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Gironde \(session 2023\)](#)

[Arrêté du 21 juillet 2022 portant ouverture des concours externe et interne de professeur d'enseignement artistique de classe normale, spécialité « musique », discipline « trombone », organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Gironde \(session 2023\)](#)

[Arrêté du 25 juillet 2022 portant ouverture d'un concours externe et interne de professeur territorial d'enseignement artistique de classe normale, spécialité « musique », disciplines «](#)

[contrebasse », « culture musicale », « écriture » et « guitare », organisés par le centre interdépartemental de gestion de la petite couronne \(session 2023\)](#)

[Arrêté du 21 juillet 2022 portant ouverture d'un concours de professeur territorial d'enseignement artistique de classe normale spécialité « musique », discipline « trompette », organisé par le centre de gestion de la fonction publique territoriale du Pas-de-Calais \(session 2023\)](#)

[Arrêté du 22 juillet 2022 portant ouverture d'un concours externe et d'un concours interne de professeur territorial d'enseignement artistique de classe normale, spécialité « musique », discipline « percussions », organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale du Puy-de-Dôme \(session 2023\)](#)

[Arrêté du 19 juillet 2022 portant ouverture d'un concours de professeur d'enseignement artistique de classe normale, spécialité « musique », disciplines « hautbois » et « cor », organisé par le centre de gestion de la fonction publique territoriale du Nord \(session 2023\)](#)

[Arrêté du 18 juillet 2022 portant ouverture d'un concours de professeur d'enseignement artistique de classe normale spécialité « musique », discipline « alto », organisé par le centre de gestion de la fonction publique territoriale du Doubs \(session 2023\)](#)

[Arrêté du 13 juillet 2022 portant ouverture des concours d'assistant territorial de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal de 2e classe dans les spécialités « musée », « bibliothèque » et « archives », organisés par le centre de gestion d'Ille-et-Vilaine pour les collectivités territoriales et établissements publics territoriaux Bretagne, de Normandie et des Pays de la Loire \(session 2023\)](#)

[Arrêté du 13 juillet 2022 portant ouverture des concours d'assistant territorial de conservation du patrimoine et des bibliothèques dans les spécialités « musée », « bibliothèque » et « archives », organisés par le centre de gestion d'Ille-et-Vilaine pour les collectivités territoriales et établissements publics territoriaux de Bretagne, de Normandie et des Pays de la Loire \(session 2023\)](#)

[Arrêté du 12 juillet 2022 portant ouverture d'un concours de professeur d'enseignement artistique de classe normale, spécialité « art dramatique », organisé par le centre interdépartemental de gestion de la grande couronne de la région Ile-de-France \(session 2023\)](#)

[Arrêté du 12 juillet 2022 portant ouverture d'un concours de professeur d'enseignement artistique de classe normale, spécialité « musique », disciplines « direction d'ensembles instrumentaux », « direction d'ensembles vocaux », « professeur chargé de direction musique » et « professeur chargé de direction danse », organisé par le centre interdépartemental de gestion de la grande couronne de la région Ile-de-France \(session 2023\)](#)

[Arrêté du 12 juillet 2022 portant ouverture des concours externe et interne d'accès au grade de professeur territorial d'enseignement artistique de classe normale, spécialité « musique », discipline « basson », organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Sarthe \(session 2023\)](#)

[Arrêté du 12 juillet 2022 portant ouverture des concours externe et interne de professeur d'enseignement artistique de classe normale au sein de la spécialité « danse », dans les](#)

disciplines : « danse contemporaine » ; « danse classique » ; « danse jazz », organisé pour l'ensemble du territoire national (session 2023)

Arrêté du 11 juillet 2022 portant ouverture par le centre de gestion des Bouches-du-Rhône en convention avec les centres de gestion coordonnateurs pour l'ensemble du territoire national d'un concours externe sur titres avec épreuve et d'un concours interne sur titres avec épreuves de professeur territorial d'enseignement artistique de classe normale, spécialité « musique », discipline « violon » (session 2023)

Arrêté du 8 juillet 2022 portant ouverture du concours de professeur territorial d'enseignement artistique de classe normale dans la spécialité « musique », discipline « jazz », organisé par le centre de gestion d'Ille-et-Vilaine pour les collectivités territoriales et établissements publics territoriaux de l'ensemble du territoire national (session 2023)

Arrêté du 8 juillet 2022 portant ouverture du concours de professeur territorial d'enseignement artistique de classe normale dans la spécialité « musique », discipline « musique traditionnelle », organisé par le centre de gestion d'Ille-et-Vilaine pour les collectivités territoriales et établissements publics territoriaux de l'ensemble du territoire national (session 2023)

Arrêté du 8 juillet 2022 portant ouverture du concours de professeur territorial d'enseignement artistique de classe normale dans la spécialité « musique », discipline « saxophone », organisé par le centre de gestion d'Ille-et-Vilaine pour les collectivités territoriales et établissements publics territoriaux de l'ensemble du territoire national (session 2023)

Arrêté du 7 juillet 2022 portant ouverture d'un concours externe et d'un concours interne de professeur d'enseignement artistique de classe normale, spécialité « musique », discipline « professeur coordonnateur des musiques actuelles amplifiées (tous instruments) », organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes (session 2023)

Arrêté du 7 juillet 2022 portant ouverture des concours externe et interne de professeur d'enseignement artistique de classe normale, spécialité « musique », discipline « musique ancienne » organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale d'Indre-et-Loire en convention avec l'ensemble des centres de gestion coordonnateurs et organisateurs (session 2023)

Arrêté du 6 juillet 2022 portant ouverture du concours de professeur territorial d'enseignement artistique de classe normale, spécialité « arts plastiques », disciplines « design d'espace, scénographie », « design d'objet », organisé par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de Loire-Atlantique (session 2023)

Arrêté du 6 juillet 2022 portant ouverture des concours externe et interne de professeur d'enseignement artistique de classe normale, spécialité « musique », disciplines « professeur d'accompagnement musique » et « danse et chant » organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale du Calvados (session 2023)

Arrêté du 5 juillet 2022 portant modification de l'arrêté du 6 juillet 2021 relatif à certaines adaptations temporaires, à l'issue de la période d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19, de l'arrêté du 31 mai 2010 pris en application des articles 3, 4 et 6 du décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre

[Arrêté du 4 juillet 2022 portant ouverture d'un concours de professeur d'enseignement artistique de classe normale, spécialité « musique », discipline « piano », organisé par le centre de gestion de la fonction publique territoriale du Rhône et de la Métropole de Lyon \(session 2023\)](#)

[Arrêté du 20 juin 2022 portant ouverture d'un concours de professeur d'enseignement artistique de classe normale, spécialité « musique », discipline « orgue », organisé par le centre de gestion du Loiret \(session 2023\)](#)

[Arrêté du 10 juin 2022 modifiant l'arrêté du 2 février 2022 portant ouverture des concours externe, interne et troisième concours d'attaché territorial dans les spécialités « administration générale », « gestion du secteur sanitaire et social », « analyste », « animation », « urbanisme et développement des territoires », organisés par le centre de gestion d'Ille-et-Vilaine pour les collectivités territoriales et établissements publics territoriaux de Bretagne, de Normandie et des Pays de la Loire \(session 2022\)](#)

[Arrêté du 2 juin 2022 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs au permis de conduire](#)

[Arrêté du 8 mars 2022 portant adaptation des épreuves des concours externe et interne ouverts au titre de l'année 2022 pour le recrutement de techniciens de classe normale des systèmes d'information et de communication du ministère de l'intérieur en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid19](#)

[Arrêté du 16 mars 2022 portant interdiction de déplacement des supporters du club de football de l'Olympique Gymnaste Club de Nice lors de la rencontre du dimanche 20 mars 2022 à 20 h 45 avec l'Olympique de Marseille](#)

[Arrêté du 7 février 2022 portant interdiction de déplacement des supporters du club de football de l'Olympique de Marseille lors de la rencontre du mercredi 9 février 2022 à 21 h 15 avec l'Olympique Gymnaste Club Nice](#)

[Arrêté du 4 février 2022 portant interdiction de déplacement des supporters du club de football du Stade brestois 29 lors de la rencontre du dimanche 6 février 2022 à 17 heures avec le Stade Rennais Football Club](#)

[Décret n° 2021-1603 du 8 décembre 2021 relatif aux compétences du préfet de police en matière d'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 11 octobre 2021 modifiant l'arrêté du 23 avril 2012 modifié fixant les modalités pratiques de l'examen du permis de conduire des catégories A1 et A2](#)

[Arrêté du 31 août 2021 autorisant au titre de l'année 2022 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides](#)

[Arrêté du 31 août 2021 autorisant au titre de l'année 2022 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'attaché principal d'administration de l'Etat relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides](#)

[Arrêté du 6 juillet 2021 portant modification de l'arrêté du 11 juin 2020 relatif à certaines adaptations temporaires, à l'issue de la période d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19, de l'arrêté du 31 mai 2010 pris en application des articles 3, 4 et 6 du décret n° 2010-580 du](#)

[31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre](#)

[Arrêté du 6 juillet 2021 modifiant l'arrêté du 19 février 2010 modifié relatif aux modalités de l'épreuve pratique de l'examen du permis de conduire des catégories B et B1](#)

[Arrêté du 6 juillet 2021 modifiant l'arrêté du 23 avril 2012 modifié fixant les modalités pratiques de l'examen du permis de conduire des catégories A1 et A2](#)

[Arrêté du 4 juillet 2022 portant ouverture d'un concours externe, d'un concours interne et d'un troisième concours d'accès au grade d'assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal de 2e classe, organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale du Rhône et de la Métropole de Lyon \(session 2023\)](#)

[Arrêté du 4 juillet 2022 portant ouverture d'un concours de professeur d'enseignement artistique de classe normale, spécialité « musique », discipline « clarinette », organisé par le centre de gestion de la fonction publique territoriale du Rhône et de la Métropole de Lyon \(session 2023\)](#)

[Décret n° 2021-746 du 9 juin 2021 portant possibilité de dérogation temporaire à la tenue d'une visite de la commission de sécurité pour la réouverture d'un établissement recevant du public fermé pendant plus de dix mois](#)

[Avis de vacance d'un emploi de directeur départemental interministériel \(direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités du Finistère\)](#)

[Arrêté du 11 mai 2021 portant pour la session de concours 2021 adaptation des épreuves des concours externe et internes de gardien de la paix de la police nationale pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 3 mai 2021 relatif aux modalités de délivrance du brevet de jeunes sapeurs-pompiers pour l'année 2021](#)

[Avis de vacance d'un emploi de directeur départemental interministériel \(direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités du Finistère\)](#)

[Décret n° 2021-433 du 13 avril 2021 portant convocation des électeurs pour l'élection de quatre députés à l'Assemblée nationale \(3e circonscription d'Indre-et-Loire, 1re circonscription de l'Oise, 6e circonscription du Pas-de-Calais et 15e circonscription de Paris\)](#)

[Décret n° 2021-394 du 6 avril 2021 portant adaptation, pour la session 2020, des épreuves du concours externe de capitaine de sapeurs-pompiers professionnels pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-338 du 29 mars 2021 annulant la convocation des électeurs le 4 avril 2021 pour l'élection de deux députés à l'Assemblée nationale \(6e circonscription du Pas-de-Calais et 15e circonscription de Paris\)](#)

[Arrêté du 9 mars 2021 portant extension de compétence de la commission de réforme ministérielle du ministère de l'intérieur](#)

[Décret n° 2021-251 du 5 mars 2021 portant convocation des collèges électoraux pour procéder à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers régionaux, des conseillers à](#)

[l'Assemblée de Corse, des conseillers à l'assemblée de Guyane et des conseillers à l'assemblée de Martinique](#)

[Arrêté du 19 février 2021 portant suppression de l'épreuve d'admission de natation pour les concours de recrutement des officiers de la gendarmerie pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-178 du 18 février 2021 portant convocation des électeurs pour l'élection de deux députés à l'Assemblée nationale \(6e circonscription du Pas-de-Calais et 15e circonscription de Paris\)](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2021-134 du 10 février 2021 portant rétablissement des dispositions permettant la prorogation des contrats des adjoints de sécurité pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Ordonnance n° 2021-134 du 10 février 2021 portant rétablissement des dispositions permettant la prorogation des contrats des adjoints de sécurité pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 26 janvier 2021 portant adaptation des épreuves des concours externe et interne ouverts au titre de l'année 2021 pour le recrutement de techniciens de classe normale des systèmes d'information et de communication du ministère de l'intérieur en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 6 janvier 2021 portant dérogation à l'arrêté du 21 décembre 2020 sur l'organisation de la formation continue dans le domaine des premiers secours](#)

[Ordonnance n° 2020-1256 du 14 octobre 2020 étendant et adaptant en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie les dispositions de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique](#)

[Décret n° 2020-1053 du 14 août 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 modifié relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Décret n° 2020-644 du 27 mai 2020 fixant la date du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française, et portant convocation des électeurs](#)

[Décret n° 2020-627 du 25 mai 2020 portant attribution à Saint-Pierre-et-Miquelon d'une aide exceptionnelle de solidarité liée à l'urgence sanitaire aux ménages les plus précaires](#)

[Décret n° 2020-544 du 9 mai 2020 relatif aux modalités exceptionnelles, consécutives à l'épidémie de covid-19, de révision des listes électorales spéciales en vue de la deuxième consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-462 du 22 avril 2020 relative au report du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux de Polynésie française et de Nouvelle Calédonie, et à l'établissement de l'aide publique de 2021](#)

[Ordonnance n° 2020-462 du 22 avril 2020 relative au report du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux de Polynésie française et de Nouvelle-Calédonie, et à l'établissement de l'aide publique pour 2021](#)



[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-463 du 22 avril 2020 adaptant l'état d'urgence sanitaire à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française et aux îles Wallis et Futuna](#)

[Ordonnance n° 2020-463 du 22 avril 2020 adaptant l'état d'urgence sanitaire à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française et aux îles Wallis et Futuna](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-464 du 22 avril 2020 modifiant l'ordonnance n° 2020-331 du 25 mars 2020 relative au prolongement de la trêve hivernale pour son application à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon](#)

[Ordonnance n° 2020-464 du 22 avril 2020 modifiant l'ordonnance n° 2020-331 du 25 mars 2020 relative au prolongement de la trêve hivernale pour son application à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon](#)

[Arrêté du 22 avril 2020 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel afin de permettre aux personnes habituellement domiciliées en outre-mer, confinées et isolées dans l'Hexagone, de disposer d'un réseau d'entraide et de solidarité pendant l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 17 avril 2020 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel afin d'évaluer et d'organiser les besoins en termes de quarantaine des étudiants ultramarins en mobilité dans l'Hexagone dans la perspective de leur retour sur leur territoire](#)

[Décret n° 2020-416 du 9 avril 2020 portant dérogation temporaire aux conditions d'application des dispositions relatives au passeport pour la mobilité de la formation professionnelle prévu à l'article D. 1803-6 du code des transports](#)

[Ordonnance n° 2020-1733 du 16 décembre 2020 portant partie législative du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile](#)

[Décret n° 2020-1734 du 16 décembre 2020 portant partie réglementaire du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile](#)

[Arrêté du 23 décembre 2020 portant adaptation des dispositions du code de procédure pénale relatives aux modalités d'organisation de l'examen technique d'aptitude à la qualification d'officier de police judiciaire de la police nationale pendant la crise sanitaire liée au covid-19](#)

[Arrêté du 24 décembre 2020 portant modification de l'arrêté du 11 juin 2020 relatif à certaines adaptations temporaires, à l'issue de la période d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19, de l'arrêté du 31 mai 2010 pris en application des articles 3, 4 et 6 du décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre](#)

[Arrêté du 25 novembre 2020 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs à l'éducation routière et aux épreuves de l'examen du permis de conduire](#)

[Arrêté du 12 octobre 2020 modifiant temporairement plusieurs arrêtés ministériels relatifs à l'enseignement de la conduite automobile et aux épreuves de l'examen du permis de conduire](#)

[Arrêté du 29 septembre 2020 autorisant au titre de l'année 2021 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'attaché principal d'administration de l'Etat relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides](#)

[Arrêté du 18 septembre 2020 autorisant au titre de l'année 2021 l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'Etat relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides](#)

[Arrêté du 7 août 2020 portant adaptation des épreuves de l'examen professionnel ouvert au titre de l'année 2020 pour l'accès au grade de contrôleur de classe normale des services techniques du ministère de l'intérieur en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 7 août 2020 portant report du calendrier de l'épreuve d'admissibilité à l'examen professionnel ouvert par arrêté du 29 novembre 2019 autorisant au titre de l'année 2020 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au grade de contrôleur de classe normale des services techniques du ministère de l'intérieur](#)

[Arrêté du 5 août 2020 portant report du calendrier de l'épreuve d'admission à l'examen professionnel ouvert par arrêté du 18 décembre 2019 autorisant au titre de l'année 2021 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'ingénieur principal des systèmes d'information et de communication relevant du ministre de l'intérieur](#)

[Arrêté du 5 août 2020 portant report du calendrier de l'épreuve d'admission à l'examen professionnel ouvert par arrêté du 17 décembre 2019 autorisant au titre de l'année 2021 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au grade de délégué principal au permis de conduire et à la sécurité routière](#)

[Arrêté du 5 août 2020 portant adaptation des épreuves de l'examen professionnel ouvert au titre de l'année 2021 pour l'accès au grade de délégué principal au permis de conduire et à la sécurité routière en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 5 août 2020 portant adaptation des épreuves de l'examen professionnel ouvert au titre de l'année 2021 pour l'accès au grade d'ingénieur principal des systèmes d'information et de communication en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-947 du 31 juillet 2020 portant adaptation des dispositions relatives à la formation initiale et au stage des gardiens de la paix de la police nationale en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 28 juillet 2020 portant adaptation des conditions d'obtention du certificat de formation à l'encadrement opérationnel des sous-officiers de gendarmerie en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 23 juillet 2020 portant report du calendrier de l'épreuve d'admission à l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer ouvert par arrêté du 7 janvier 2020](#)

[Arrêté du 24 juillet 2020 portant modification des arrêtés du 6 juin 2019 relatifs aux modalités d'audit associées au référentiel national qualité et aux exigences pour l'accréditation des organismes certificateurs](#)

[Arrêté du 21 juillet 2020 portant adaptation des épreuves de l'examen professionnel ouvert au titre de l'année 2020 pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 17 juillet 2020 fixant le modèle de certificat médical prévu au b du 10° de l'article 14-1 et au b du 9° de l'article 37-1 du décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993 modifié relatif aux déclarations de nationalité, aux décisions de naturalisation, de réintégration, de perte, de déchéance et de retrait de la nationalité française](#)

[Décret n° 2020-754 du 19 juin 2020 prorogeant certaines situations transitoires et procédures affectées par la propagation de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 15 juin 2020 portant adaptation des conditions de formation continue aux activités privées de sécurité](#)

[Arrêté du 11 juin 2020 relatif à certaines adaptations temporaires, à l'issue de la période d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19, de l'arrêté du 31 mai 2010 pris en application des articles 3, 4 et 6 du décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre](#)

[Décret n° 2020-742 du 17 juin 2020 prévoyant des dispositions spécifiques en vue du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris et des conseillers métropolitains de Lyon prévu le 28 juin 2020 et adaptant certaines dispositions du code électoral](#)

[Décret n° 2020-743 du 17 juin 2020 prescrivant les mesures sanitaires exceptionnelles nécessaires pour l'organisation des élections organisées le 28 juin 2020](#)

[Arrêté du 11 juin 2020 modifiant l'arrêté du 14 juin 2010 fixant les modalités de la formation professionnelle pour l'accès au grade de commandant de police](#)

[Arrêté du 10 juin 2020 portant prorogation provisoire de validité du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique pour faire face à l'épidémie de covid-19 et à la pénurie de surveillants de lieu de baignade d'accès gratuit](#)

[Arrêté du 9 juin 2020 modifiant l'arrêté du 23 août 1971 modifié relatif au brevet d'aptitude à la formation des moniteurs d'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur](#)

[Arrêté du 9 juin 2020 portant adaptation des épreuves des concours externe et interne ouverts au titre de l'année 2020 pour le recrutement de techniciens de classe normale des systèmes d'information et de communication du ministère de l'intérieur en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 9 juin 2020 portant adaptation des dispositions relatives à la notation et au classement des élèves gardiens de la paix de la police nationale de la 254e promotion](#)

[Arrêté du 9 juin 2020 portant adaptation des dispositions relatives à la notation et au classement des élèves gardiens de la paix de la police nationale de la 255e promotion](#)

[Arrêté du 4 juin 2020 portant dérogation à titre temporaire aux dispositions de l'arrêté du 5 septembre 2019 portant sur l'organisation relative au temps de travail dans les services de la police nationale](#)

[Arrêté du 3 juin 2020 portant adaptation des conditions de déroulement de la formation au certificat d'aptitude technique des sous-officiers de gendarmerie en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 2 juin 2020 portant adaptation pour la session de 2020 des épreuves des concours de recrutement d'agent spécialisé de police technique et scientifique de la police nationale pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 2 juillet 2020 portant adaptation des modalités d'intégration à la classe préparatoire intégrée de la gendarmerie nationale au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-642 du 27 mai 2020 fixant la date du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris et des conseillers métropolitains de Lyon, et portant convocation des électeurs](#)

[Décret n° 2020-643 du 27 mai 2020 relatif au report du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris et des conseillers métropolitains de Lyon de 2020 et à l'adaptation du décret du 9 juillet 1990 à l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 25 mai 2020 portant adaptation des épreuves d'admission aux concours externe et interne, ouverts au titre de l'année 2020, pour le recrutement de délégués au permis de conduire et à la sécurité routière](#)

[Avis de vacance d'un emploi de directeur départemental interministériel \(direction départementale des territoires et de la mer des Landes\)](#)

[Arrêté du 25 mai 2020 portant adaptation des épreuves d'admission des concours de recrutement d'officiers de gendarmerie pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 25 mai 2020 portant adaptation des épreuves d'admission des concours de recrutement d'officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 23 mai 2020 reportant les épreuves d'admission des concours pour le recrutement d'officiers de gendarmerie en raison de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 23 mai 2020 reportant les épreuves d'admission des concours pour le recrutement d'officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale en raison de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 20 mai 2020 portant adaptation des conditions de reprise de la formation initiale et continue de certains militaires de la gendarmerie nationale en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 15 mai 2020 portant adaptation des épreuves des concours de recrutement des commissaires de la police nationale pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 20 mai 2020 fixant le modèle de déclaration de déplacement hors du département et à plus de 100 kilomètres du lieu de résidence](#)

[Arrêté du 15 mai 2020 portant dérogation aux modalités d'organisation des examens du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique pendant la période d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-578 du 15 mai 2020 portant dérogation au principe de suspension des délais pendant la période d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-571 du 14 mai 2020 définissant la date d'entrée en fonction des conseillers municipaux et communautaires élus dans les communes dont le conseil municipal a été entièrement renouvelé dès le premier tour des élections municipales et communautaires organisé le 15 mars 2020](#)

[Arrêté du 12 mai 2020 fixant le modèle de déclaration de déplacement hors du département et à plus de 100 kilomètres du lieu de résidence](#)

[Arrêté du 11 mai 2020 portant adaptation des dispositions relatives à la formation des adjoints de sécurité recrutés au titre du développement d'activités pour l'emploi des jeunes](#)

[Arrêté du 11 mai 2020 portant adaptation des épreuves de l'examen professionnel ouvert au titre de l'année 2021 pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe exceptionnelle de l'intérieur et de l'outre-mer pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 11 mai 2020 fixant le modèle de déclaration de déplacement hors du département et à plus de 100 kilomètres du lieu de résidence](#)

[Arrêté du 11 mai 2020 autorisant au titre de l'année 2020 l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement de techniciens de classe normale des systèmes d'information et de communication du ministère de l'intérieur](#)

[Arrêté du 11 mai 2020 autorisant au titre de l'année 2020 l'ouverture d'un concours externe sur titres et travaux et d'un concours interne pour le recrutement d'ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur](#)

[Arrêté du 11 mai 2020 autorisant au titre de l'année 2020 l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement de contrôleurs de classe normale des services techniques du ministère de l'intérieur](#)

[Arrêté du 7 mai 2020 portant adaptation des épreuves des concours de recrutement des officiers de la police nationale pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 7 mai 2020 portant adaptation des épreuves de la voie d'accès professionnelle au corps de commandement de la police nationale pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 6 mai 2020 prescrivant les mesures d'exception relatives aux formations professionnelles des diplômes d'Etat de l'animation et du sport délivrés au nom du ministère des sports pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 6 mai 2020 portant adaptation des dispositions du code de procédure pénale relatives aux modalités d'organisation de l'examen technique d'aptitude à la qualification d'officier de police judiciaire de la police nationale pendant la crise sanitaire liée au covid-19](#)

[Arrêté du 30 avril 2020 relatif aux modalités de délivrance du brevet national de jeunes sapeurs-pompiers pour l'année 2020](#)

[Arrêté du 24 avril 2020 portant prorogation de la durée des mandats des conseillers concertations au sein de la gendarmerie nationale en période d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 23 avril 2020 portant prorogation de validité du brevet national de surveillance et de sauvetage aquatique pour faire face à l'épidémie de covid-19 et à la pénurie de surveillant de lieu de baignade d'accès gratuit](#)

[Arrêté du 23 avril 2020 portant prorogation de validité du certificat de compétences de « surveillant-sauveteur aquatique en eaux intérieures » pour faire face à l'épidémie de covid-19 et à la pénurie de surveillant de lieu de baignade d'accès gratuit](#)

[Arrêté du 23 avril 2020 portant prorogation de validité du certificat de compétences de « surveillant-sauveteur aquatique sur le littoral » pour faire face à l'épidémie de covid-19 et à la pénurie de surveillant de lieu des zones de baignade situées en milieu naturel ouvertes gratuitement au public](#)

[Ordonnance n° 2020-390 du 1er avril 2020 relative au report du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris et des conseillers de la métropole de Lyon de 2020 et à l'établissement de l'aide publique pour 2021](#)

[Décret n° 2020-350 du 27 mars 2020 relatif aux compétences du préfet de police en cas de menaces et crises sanitaires graves](#)

[Ordonnance n° 2020-328 du 25 mars 2020 portant prolongation de la durée de validité des documents de séjour](#)

[Arrêté du 23 mars 2020 portant prorogation de l'inscription sur les listes d'aptitude opérationnelle des sapeurs-pompiers en période d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 23 mars 2020 portant prorogation de la durée de validité des visites périodiques d'aptitude médicale des sapeurs-pompiers en période d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-279 du 19 mars 2020 modifiant le décret n° 2020-260 du 16 mars 2020 portant réglementation des déplacements dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid-19](#)

[Décret n° 2020-267 du 17 mars 2020 portant report du second tour du renouvellement des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris et des conseillers métropolitains de Lyon, initialement fixé au 22 mars 2020 par le décret n° 2019-928 du 4 septembre 2019](#)

[Décret n° 2020-267 du 17 mars 2020 portant report du second tour du renouvellement des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris et des conseillers métropolitains de Lyon, initialement fixé au 22 mars 2020 par le décret n° 2019-928 du 4 septembre 2019](#)

## **Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche**

[Arrêté du 16 février 2022 portant adaptation des règles de composition des jurys de concours de recrutement dans les corps d'ingénieurs et de personnels techniques de recherche et de](#)

[formation du ministère chargé de l'enseignement supérieur pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-1714 du 20 décembre 2021 adaptant les modalités de délivrance du brevet de technicien supérieur en Nouvelle-Calédonie en raison de l'épidémie de covid-19 au titre des années scolaires 2021 et 2022](#)

[Arrêté du 15 décembre 2021 relatif à l'inscription des praticiens titulaires de diplômes obtenus hors de l'Union européenne et de l'Espace économique européen candidats à l'autorisation d'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste, sage-femme et pharmacien](#)

[Décret n° 2021-1645 du 13 décembre 2021 relatif au personnel enseignant et hospitalier des centres hospitaliers et universitaires](#)

[Arrêté du 3 août 2021 portant adaptation des épreuves du concours national d'agrégation ouvert pour l'année 2020 en vue de pourvoir des emplois de professeurs des universités dans la discipline science politique](#)

[Décret n° 2021-786 du 19 juin 2021 modifiant le décret n° 2021-417 du 9 avril 2021 adaptant les modalités de délivrance du brevet de technicien supérieur en raison de l'épidémie de covid-19 au titre de l'année scolaire 2020-2021](#)

[Arrêté du 7 mai 2021 relatif aux épreuves orales et pratiques d'admission du concours Sciences du sport et éducation physique de l'Ecole normale supérieure de Rennes \(session 2021\), pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 21 avril 2021 relatif aux aménagements des modalités de délivrance du diplôme national des métiers d'art et du design en raison de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 13 avril 2021 suspendant la règle d'une durée minimum de trois mois prise en compte pour satisfaire à l'obligation de mobilité prévue aux articles 61 et 61-2 du décret n° 84-135 du 24 février 1984 portant statut des personnels enseignants et hospitaliers des centres hospitaliers et universitaires, du fait de la crise sanitaire liée à la covid-19](#)

[Décret n° 2021-417 du 9 avril 2021 adaptant les modalités de délivrance du brevet de technicien supérieur en raison de l'épidémie de covid-19 au titre de l'année scolaire 2020-2021](#)

[Arrêté du 16 mars 2021 portant adaptation des règles de composition des jurys de concours de recrutement dans les corps d'ingénieurs et de personnels techniques de recherche et de formation du ministère chargé de l'enseignement supérieur pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 27 octobre 2020 modifiant l'arrêté du 15 juillet 2019 modifié portant sur les taux des bourses d'enseignement supérieur du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation pour l'année universitaire 2019-2020](#)

[Arrêté du 10 octobre 2020 dérogeant à l'article 2 de l'arrêté du 28 mai 2020 relatif à la durée de prolongation des mandats des membres des conseils et des chefs des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel pris en application de l'article 15 de la loi du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)



[Arrêté du 18 septembre 2020 relatif à la durée de prolongation des mandats des membres des conseils et de l'administrateur provisoire de l'université Paris-I pris en application de l'article 15 de la loi du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 30 juillet 2020 portant cessation de fonctions au cabinet de la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation](#)

[Arrêté du 30 juillet 2020 portant nomination au cabinet de la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation](#)

[Décret n° 2020-953 du 31 juillet 2020 précisant pour la rentrée universitaire 2020-2021 les conditions d'accès des étudiants dans les formations d'enseignement supérieur en l'absence des diplômes requis](#)

[Arrêté du 24 juillet 2020 relatif à la durée de prolongation des mandats des membres du conseil d'administration et du président de la communauté d'universités et établissements « Université fédérale de Toulouse Midi-Pyrénées » pris en application de l'article 15 de la loi du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 2 juillet 2020 relatif aux aménagements des formations de santé et aux modalités de délivrance des diplômes liés à certaines de ces formations dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid-19](#)

[Décret n° 2020-861 du 9 juillet 2020 relatif aux modalités d'admission dans les formations préparant au diplôme supérieur d'arts appliqués et de délivrance du diplôme en raison de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 9 juillet 2020 relatif aux aménagements des modalités de délivrance du diplôme supérieur d'arts appliqués « design » en raison de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 23 juin 2020 modifiant l'arrêté du 15 juillet 2019 portant sur les taux des bourses d'enseignement supérieur du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation pour l'année universitaire 2019-2020](#)

[Arrêté du 17 juin 2020 relatif à la durée de prolongation des mandats des représentants des élèves du conseil scientifique et du conseil des formations du Conservatoire national des arts et métiers pris en application de l'article 15 de la loi du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 17 juin 2020 relatif à la durée de prolongation des mandats des membres des conseils et du président de l'université de Besançon pris en application de l'article 15 de la loi du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 12 juin 2020 relatif à la durée de prolongation des mandats des représentants des usagers membres des conseils de l'Ecole nationale supérieure des arts et métiers pris en application de l'article 15 de la loi du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-763 du 22 juin 2020 relatif aux modalités d'admission dans la formation préparant au diplôme national des métiers d'art et de délivrance du diplôme en raison de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 12 juin 2020 modifiant l'arrêté du 26 mai 2020 relatif aux concours d'admission aux écoles normales supérieures, à l'Ecole nationale des chartes et à certaines écoles d'ingénieurs relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 12 juin 2020 relatif aux modalités d'admission par concours en cycle master à l'Ecole normale supérieure Paris-Saclay en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 10 juin 2020 relatif à la durée de prolongation des mandats des membres des conseils et du président de l'université du Havre pris en application de l'article 15 de la loi du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 10 juin 2020 portant adaptation de la phase d'admission des concours externes de recrutement d'ingénieurs et de personnels techniques de la recherche ouverts par arrêtés du 14 février 2020 à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement \(INRAE\) en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-684 du 5 juin 2020 relatif aux modalités de délivrance du brevet de technicien supérieur en raison de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 3 juin 2020 modifiant l'arrêté du 14 avril 2020 portant dérogation temporaire aux règles relatives à différentes modalités d'admission en deuxième ou troisième année des formations de médecine, de pharmacie, d'odontologie et de maïeutique](#)

[Arrêté du 29 mai 2020 modifiant les modalités d'inscription pour le choix des matières écrites d'admissibilité à l'examen d'accès au centre régional de formation professionnelle d'avocats au titre de la session 2020](#)

[Arrêté du 28 mai 2020 relatif à la durée de prolongation des mandats des membres des conseils et des chefs des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel pris en application de l'article 15 de la loi du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 26 mai 2020 relatif aux concours d'admission aux écoles normales supérieures, à l'Ecole nationale des chartes et à certaines écoles d'ingénieurs relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 19 mai 2020 portant adaptation des épreuves du concours national d'agrégation ouvert pour l'année 2019 en vue de pourvoir des emplois de professeurs des universités dans la discipline droit public](#)

[Arrêté du 12 mai 2020 portant adaptation des épreuves et des règles de composition des jurys de concours et d'examens professionnalisés réservés de recrutement dans les corps d'ingénieurs et de personnels techniques de recherche et de formation du ministère chargé de l'enseignement supérieur pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Ordonnance n° 2020-351 du 27 mars 2020 relative à l'organisation des examens et concours pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-273 du 18 mars 2020 relatif aux missions des services de santé universitaires dans le cadre de la lutte contre le virus covid-19](#)

[Arrêté du 17 mars 2020 relatif à l'attribution du grade de master à certains diplômes délivrés par Université Côte d'Azur](#)

[Décret n° 2020-260 du 16 mars 2020 portant réglementation des déplacements dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid-19](#)

[Arrêté du 21 avril 2020 relatif au doctorat ainsi qu'aux modalités de présentation des travaux par un candidat dans le cadre d'une habilitation à diriger des recherches](#)

[Arrêté du 14 avril 2020 portant dérogation temporaire aux règles relatives à différentes modalités d'admission en deuxième ou troisième année des formations de médecine, de pharmacie, d'odontologie et de maïeutique](#)

[Arrêté du 16 mars 2020 modifiant l'arrêté du 14 janvier 2020 fixant les modalités d'inscription en vue de pourvoir des emplois de professeurs des universités dans les disciplines juridiques, politiques, économiques et de gestion pour le concours national d'agrégation pour l'année 2020](#)

## **Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires**

[Arrêté du 18 avril 2023 relatif à la mise en œuvre d'une aide exceptionnelle de 100 millions d'euros aux autorités organisatrices de la mobilité, visées à l'article L. 1231-1 du code des transports, en faveur des services publics de transport en commun \(hors Ile-de-France\)](#)

[Arrêté du 7 février 2023 abrogeant l'arrêté du 30 avril 2020 précisant les modalités d'épandage des boues issues du traitement des eaux usées urbaines pendant la période de covid-19](#)

[Arrêté du 27 décembre 2022 relatif aux modalités de déclaration des exploitants d'aérodromes pour l'établissement du tarif de sûreté et de sécurité de la taxe sur le transport aérien de passagers](#)

[Arrêté du 9 décembre 2022 fixant les taux unitaires des redevances de navigation aérienne et la liste des aérodromes assujettis aux redevances pour les services terminaux de la circulation aérienne en métropole et en outre-mer par zone tarifaire terminale à compter du 1er janvier 2023](#)

[Décret n° 2022-1222 du 9 septembre 2022 approuvant le premier avenant au contrat de concession de travaux passé entre l'Etat et la société mentionnée à l'article L. 2111-3 du code des transports pour la conception, le financement, la réalisation ou l'aménagement, l'exploitation ainsi que la maintenance, comprenant l'entretien et le renouvellement, d'une infrastructure ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles de Gaulle \(rectificatif\)](#)

[Arrêté du 30 mars 2022 modifiant les arrêtés du 28 décembre 2017 et du 31 décembre 2018 pris pour l'application des articles 266 sexies et 266 nonies du code des douanes](#)

[Décret n° 2022-214 du 18 février 2022 modifiant le décret n° 2020-1388 du 13 novembre 2020 portant dérogation aux critères d'éligibilité d'une liaison aérienne à une prise en charge financière par l'Etat et à la limitation de la participation financière de l'Etat sur les liaisons aériennes métropolitaines soumises à des obligations de service public](#)

[Arrêté du 15 février 2022 portant octroi d'une licence d'entreprise ferroviaire.](#)

[Arrêté du 4 février 2022 portant prolongation de l'autorisation de réalisation de l'audit initial à distance pour l'attribution du label « EDUFORM »](#)

[Avis relatif à la délibération n° 21/236 AC du 17 décembre 2021 de l'assemblée de Corse portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux \(SDAGE\) de Corse 2022-2027](#)

[Arrêté du 6 décembre 2021 fixant les taux unitaires des redevances de navigation aérienne et la liste des aérodromes assujettis à la RSTCA-M et à la RSTCA-OM par zone tarifaire terminale à compter du 1er janvier 2022](#)

[Ordonnance n° 2021-1490 du 17 novembre 2021 portant transposition de la directive \(UE\) 2019/1161 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant la directive 2009/33/CE relative à la promotion de véhicules de transport routier propres et économes en énergie](#)

[Arrêté du 12 novembre 2021 modifiant l'arrêté du 27 mai 2021 adaptant aux circonstances exceptionnelles liées à l'épidémie de covid-19 le programme et les modalités de mise en œuvre de la formation professionnelle initiale et continue des conducteurs du transport routier de marchandises et de voyageurs](#)

[Arrêté du 27 octobre 2021 modifiant l'arrêté du 30 août 1982 relatif à l'éclairage des cycles](#)

[Arrêté du 27 septembre 2021 modifiant l'arrêté du 27 mai 2021 adaptant aux circonstances exceptionnelles liées à l'épidémie de covid-19 le programme et les modalités de mise en œuvre de la formation professionnelle initiale et continue des conducteurs du transport routier de marchandises et de voyageurs](#)

[Arrêté du 17 septembre 2021 portant extension d'un avenant conclu dans le cadre de la convention collective nationale du personnel des industries céramiques de France \(n° 1558\) et dans celui de la céramique d'art \(n° 1800\)](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2021-1165 du 8 septembre 2021 portant transposition de la directive \(UE\) 2019/883 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relative aux installations de réception portuaires pour le dépôt des déchets des navires, modifiant la directive 2010/65/UE et abrogeant la directive 2000/59/CE](#)

[Décret n° 2021-1105 du 23 août 2021 relatif au dispositif d'aide financière à destination des centres de soins de la faune sauvage fragilisés par la crise de covid-19](#)

[Décret n° 2021-1070 du 11 août 2021 fixant les modalités d'octroi de l'aide à la relance de la construction durable](#)

[Décret n° 2021-799 du 24 juin 2021 modifiant le décret n° 2021-736 du 9 juin 2021 relatif au dispositif d'aide financière à destination des cirques animaliers et de tout autre établissement apparenté du fait de leur fermeture administrative](#)

[Arrêté du 27 mai 2021 adaptant aux circonstances exceptionnelles liées à l'épidémie de covid-19 le programme et les modalités de mise en œuvre de la formation professionnelle initiale et continue des conducteurs du transport routier de marchandises et de voyageurs](#)

[Arrêté du 20 avril 2021 modifiant l'arrêté du 30 avril 2020 précisant les modalités d'épandage des boues issues du traitement des eaux usées urbaines pendant la période de covid-19](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2021-614 du 19 mai 2021 relative à la fusion du port autonome de Paris et des grands ports maritimes du Havre et de Rouen en un établissement public unique](#)

[Arrêté du 6 mai 2021 dérogeant à certaines dispositions de l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres \(dit « arrêté TMD »\)](#)

[Arrêté du 30 avril 2021 relatif aux modulations de certaines exigences applicables aux téléphériques et aux téléskis dans le cadre de la crise sanitaire](#)

[Arrêté du 28 avril 2021 portant levée de l'interdiction de circulation de certains types de véhicules de transport de marchandises, pour certains jours fériés du mois de mai 2021, dans le cadre de la crise épidémique du coronavirus « Covid-19 »](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2021-442 du 14 avril 2021 relative à l'accès aux données des véhicules](#)

[Ordonnance n° 2021-442 du 14 avril 2021 relative à l'accès aux données des véhicules](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2021-443 du 14 avril 2021 relative au régime de responsabilité pénale applicable en cas de circulation d'un véhicule à délégation de conduite et à ses conditions d'utilisation](#)

[Ordonnance n° 2021-444 du 14 avril 2021 relative à la protection du domaine public ferroviaire](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2021-408 du 8 avril 2021 relative à l'autorité organisatrice des mobilités des territoires lyonnais](#)

[Ordonnance n° 2021-408 du 8 avril 2021 relative à l'autorité organisatrice des mobilités des territoires lyonnais](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2021-409 du 8 avril 2021 relative au transport fluvial et à la navigation intérieure](#)

[Ordonnance n° 2021-409 du 8 avril 2021 relative au transport fluvial et à la navigation intérieure](#)

[Arrêté du 28 mars 2021 relatif aux redevances pour services rendus sur l'aérodrome de Bâle-Mulhouse](#)

[Arrêté du 1er avril 2021 portant levée de l'interdiction de circulation de certains types de véhicules de transport de marchandises le lundi 5 avril 2021, de 00 h 00 à 22 heures, dans le cadre de la crise épidémique du coronavirus « covid-19 »](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2021-373 du 31 mars 2021 relative à la sûreté portuaire](#)

[Ordonnance n° 2021-373 du 31 mars 2021 relative à la sûreté portuaire](#)

[Arrêté du 18 mars 2021 prorogeant la dérogation permettant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation de produits biocides hydroalcooliques à base d'isopropanol jusqu'au 13 mars 2022](#)

[Décret n° 2021-294 du 16 mars 2021 modifiant le décret n° 2020-1388 du 13 novembre 2020 portant dérogation aux critères d'éligibilité d'une liaison aérienne à une prise en charge](#)

[financière par l'Etat et à la limitation de la participation financière de l'Etat sur les liaisons aériennes métropolitaines soumises à des obligations de service public](#)

[Arrêté du 15 mars 2021 modifiant l'arrêté du 12 mai 2020 adaptant aux circonstances exceptionnelles liées à l'épidémie de covid-19 le programme et les modalités de mise en œuvre de la formation professionnelle initiale et continue des conducteurs du transport routier de marchandises et de voyageurs](#)

[Décret n° 2021-269 du 10 mars 2021 relatif au recours à la vidéo intelligente pour mesurer le taux de port de masque dans les transports](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2021-237 du 3 mars 2021 portant transposition de la directive \(UE\) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la directive 2012/27/UE, et mesures d'adaptation au règlement \(UE\) 2019/943 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 sur le marché intérieur de l'électricité](#)

[Ordonnance n° 2021-237 du 3 mars 2021 portant transposition de la directive \(UE\) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la directive 2012/27/UE, et mesures d'adaptation au règlement \(UE\) 2019/943 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 sur le marché intérieur de l'électricité](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2021-236 du 3 mars 2021 portant transposition de diverses dispositions de la directive \(UE\) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et de la directive \(UE\) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité](#)

[Ordonnance n° 2021-236 du 3 mars 2021 portant transposition de diverses dispositions de la directive \(UE\) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et de la directive \(UE\) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2021-235 du 3 mars 2021 portant transposition du volet durabilité des bioénergies de la directive \(UE\) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables](#)

[Ordonnance n° 2021-235 du 3 mars 2021 portant transposition du volet durabilité des bioénergies de la directive \(UE\) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables](#)

[Ordonnance n° 2021-167 du 17 février 2021 relative à l'hydrogène](#)

[Arrêté du 4 février 2021 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2020 relatif aux interdictions complémentaires de circulation des véhicules de transport de marchandises pour l'année 2021](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2021-141 du 10 février 2021 relative au prolongement de la trêve hivernale](#)

[Ordonnance n° 2021-141 du 10 février 2021 relative au prolongement de la trêve hivernale](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2021-142 du 10 février 2021 portant prorogation de certaines dispositions de l'ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété](#)

[Arrêté du 18 décembre 2020 portant dérogation temporaire à l'arrêté du 25 mars 2016 relatif à la constitution des stocks stratégiques pétroliers en France métropolitaine, en Martinique, en Guadeloupe, en Guyane, à La Réunion et à Mayotte](#)

[Arrêté du 18 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 19 août 2019 fixant l'organisation générale, la nature et le programme des épreuves des concours externe et interne pour l'accès au corps des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne](#)

[Arrêté du 17 décembre 2020 fixant les taux unitaires des redevances de navigation aérienne et la liste des aérodromes assujettis à la RSTCA-M et à la RSTCA-OM par zone tarifaire terminale à compter du 1er janvier 2021](#)

[Décision du 11 décembre 2020 portant prolongation de la décision du 27 mars 2017 portant désignation de prestataires de services d'assistance en escale autorisés à exercer sur l'aéroport de Paris-Charles-de-Gaulle](#)

[Décision du 11 décembre 2020 portant prolongation des décisions du 2 juin 2014 portant désignation de prestataires de services d'assistance en escale autorisés à exercer sur l'aéroport de Paris-Orly, du 27 mars 2017 portant désignation de prestataires de services d'assistance en escale autorisés à exercer sur l'aéroport de Paris-Orly - aérogare Ouest et du 13 mars 2018 prise en application de l'article 3 des décisions du 2 juin 2014 et du 27 mars 2017 portant désignation de prestataires de services d'assistance en escale autorisés à exercer sur l'aéroport de Paris-Orly](#)

[Arrêté du 17 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 13 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine](#)

[Arrêté du 10 décembre 2020 dérogeant à certaines dispositions de l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres \(dit « arrêté TMD »\)](#)

[Arrêté du 2 décembre 2020 prorogeant la dérogation du 28 avril 2020 permettant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation du produit biocide BIOBOR JF jusqu'au 7 mai 2022](#)

[Décret n° 2020-1428 du 23 novembre 2020 portant diverses dispositions d'adaptation de l'obligation d'achat à un tarif réglementé du biométhane injecté dans un réseau de gaz naturel](#)

[Décret n° 2020-1429 du 23 novembre 2020 modifiant le décret n° 2020-695 du 8 juin 2020 relatif au fonctionnement du dispositif d'aide financière à destination des cirques animaliers, des parcs zoologiques, des refuges et de tout autre établissement apparenté à un cirque animalier ou à un parc zoologique](#)



[Arrêté du 6 novembre 2020 portant levée de l'interdiction de circulation de certains types de véhicules de transport de marchandises, le dimanche 8 novembre 2020 de 0 heure à 12 heures, dans le cadre de la crise épidémique du coronavirus « covid-19 »](#)

[Arrêté du 6 novembre 2020 portant levée de l'interdiction de circulation de certains types de véhicules de transport de marchandises, du mardi 10 novembre 2020 à 16 heures au mercredi 11 novembre 2020 à 24 heures, dans le cadre de la crise épidémique du coronavirus « covid-19 »](#)

[Arrêté du 17 septembre 2020 relatif à la prévention de l'introduction et de la propagation des espèces animales exotiques envahissantes sur le territoire de la Guyane](#)

[Arrêté du 17 septembre 2020 relatif à la prévention de l'introduction et de la propagation des espèces végétales exotiques envahissantes sur le territoire de la Guyane](#)

[Arrêté du 7 octobre 2020 relatif à la prolongation de la qualification pour le contrôle des véhicules endommagés pour les experts en automobile au titre de l'année 2020](#)

[Arrêté du 6 octobre 2020 modifiant l'arrêté du 4 mai 2009 relatif à la réception des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes et équipements destinés à ces véhicules en application de la directive 2007/46/CE](#)

[Arrêté du 16 septembre 2020 modifiant l'arrêté du 12 mai 2020 adaptant aux circonstances exceptionnelles liées à l'épidémie de covid-19 le programme et les modalités de mise en œuvre de la formation professionnelle initiale et continue des conducteurs du transport routier de marchandises et de voyageurs](#)

[Arrêté du 8 septembre 2020 modifiant l'arrêté du 13 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine](#)

[Arrêté du 26 août 2020 dérogeant à l'article 3 de l'arrêté du 12 mars 2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles au titre de la collecte des données organisée en 2020](#)

[Décret n° 2020-1033 du 11 août 2020 portant prorogation des mandats des membres du conseil d'administration du Port autonome de Paris](#)

[Arrêté du 5 août 2020 modifiant l'arrêté du 6 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-920 du 29 juillet 2020 relative à la prévention et à la gestion des déchets](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-921 du 29 juillet 2020 portant diverses mesures d'accompagnement des salariés dans le cadre de la fermeture des centrales à charbon](#)

[Ordonnance n° 2020-921 du 29 juillet 2020 portant diverses mesures d'accompagnement des salariés dans le cadre de la fermeture des centrales à charbon](#)

[Arrêté du 16 juillet 2020 modifiant l'arrêté du 12 mai 2020 adaptant aux circonstances exceptionnelles liées à l'épidémie de covid-19 le programme et les modalités de mise en œuvre de la formation professionnelle initiale et continue des conducteurs du transport routier de marchandises et de voyageurs](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-891 du 22 juillet 2020 relative aux procédures du comité de règlement des différends et des sanctions de la Commission de régulation de l'énergie](#)

[Arrêté du 24 juin 2020 modifiant l'arrêté du 29 novembre 2019 relatif à la protection des sources de rayonnements ionisants et lots de sources radioactives de catégories A, B, C et D contre les actes de malveillance](#)

[Ordonnance n° 2020-866 du 15 juillet 2020 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de l'énergie et du climat](#)

[Arrêté du 29 juin 2020 portant adaptation pour la session 2020 des épreuves du concours externe pour le recrutement des élèves ingénieurs des travaux publics de l'Etat en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 4 juin 2020 portant adaptation pour l'année 2020 des épreuves des concours pour le recrutement d'élèves administrateurs et d'élèves stagiaires administrateurs des affaires maritimes en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 8 juillet 2020 portant modification de l'arrêté du 3 avril 2014 relatif à la procédure d'agrément et portant cahier des charges des organismes ayant pour objet de contribuer au traitement des déchets issus des produits textiles d'habillement, du linge de maison et des chaussures, conformément à l'article R. 543-214 du code de l'environnement, et portant agrément d'un organisme, en application des articles L. 541-10-3 et R. 543-214 à R. 543-224 du code de l'environnement](#)

[Décret n° 2020-847 du 3 juillet 2020 modifiant le décret n° 2020-695 du 8 juin 2020 relatif au fonctionnement du dispositif d'aide financière à destination des cirques animaliers, des parcs zoologiques, des refuges et de tout autre établissement apparenté à un cirque animalier ou à un parc zoologique](#)

[Arrêté du 30 juin 2020 relatif aux conditions d'achat de l'électricité produite par les installations implantées sur bâtiment utilisant l'énergie solaire photovoltaïque, d'une puissance crête installée inférieure ou égale à 100 kilowatts](#)

[Arrêté du 29 juin 2020 modifiant l'arrêté du 13 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine](#)

[Décret n° 2020-790 du 27 juin 2020 relatif aux modalités de délivrance du brevet de technicien supérieur maritime en raison de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 26 juin 2020 portant adaptation pour la session 2020 des épreuves d'admission des concours externe et interne de recrutement d'architectes et urbanistes de l'Etat en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 26 juin 2020 portant adaptation pour la session 2020 des épreuves d'admission de l'examen professionnel de recrutement d'architectes et urbanistes de l'Etat en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 25 juin 2020 relatif aux modalités de délivrance du certificat d'aptitude professionnelle, du brevet d'études professionnelles et du baccalauréat professionnel des spécialités relevant de la formation professionnelle maritime au sens de l'article R. 342-1 du code de l'éducation et à l'obtention des titres et attestations de formation professionnelle maritime au sens de l'article 1er du décret n° 2015-723 du 24 juin 2015 relatif à la délivrance des titres de formation professionnelle maritime et aux conditions d'exercice de fonctions à bord des navires armés au commerce, à la plaisance, à la pêche et aux cultures marines pour la session 2020](#)

[Décision du 23 juin 2020 portant report du calendrier des épreuves écrites et orales du concours interne pour le recrutement d'élèves-ingénieurs des travaux de la météorologie ouvert par décision du 2 décembre 2019 modifiée](#)

[Arrêté du 18 juin 2020 portant report du calendrier des épreuves écrites d'admissibilité du concours externe pour l'accès au corps des ingénieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile ouvert par arrêté du 18 novembre 2019 autorisant au titre de l'année 2020 l'ouverture d'un concours externe pour l'accès au corps des ingénieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile au ministère de la transition écologique et solidaire - direction générale de l'aviation civile](#)

[Arrêté du 19 juin 2020 portant adaptation, en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19, des épreuves du concours interne pour le recrutement d'élèves-ingénieurs des travaux de la météorologie ouvert au titre de l'année 2020](#)

[Arrêté du 12 juin 2020 portant adaptation pour la session 2020 des épreuves des concours interne et externe pour le recrutement des techniciens supérieurs principaux du développement durable](#)

[Arrêté du 12 juin 2020 portant abrogation de l'arrêté du 27 mars 2020 relatif à la suspension de l'exploitation de l'aéroport de Paris-Orly à titre temporaire dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire relatif à l'épidémie de covid-19](#)

[Décision du 11 juin 2020 portant report du calendrier des épreuves écrites et orales du concours externe spécial d'accès au corps des ingénieurs des travaux de la météorologie ouvert par décision du 2 décembre 2019](#)

[Arrêté du 10 juin 2020 portant adaptation en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 des épreuves du concours externe spécial d'accès au corps des ingénieurs des travaux de la météorologie ouvert au titre de l'année 2020](#)

[Arrêté du 10 juin 2020 portant adaptation pour la session 2020 des épreuves des concours externe et interne pour le recrutement des techniciens supérieurs de la météorologie de 1re classe en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 4 juin 2020 portant modification de l'arrêté du 18 octobre 2019 relatif au calendrier des examens pour l'obtention des certificats d'aptitude professionnelle maritimes, des brevets d'études professionnelles maritimes, des baccalauréats professionnels du champ professionnel des métiers de la mer et des brevets de technicien supérieur maritimes pour l'année scolaire 2019-2020](#)

[Arrêté du 4 juin 2020 portant adaptation pour la session 2020 des épreuves du concours externe pour l'accès au corps des ingénieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 4 juin 2020 portant adaptation pour la session 2020 des épreuves du concours externe pour l'accès au corps des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 29 mai 2020 portant adaptation pour la session 2020 des épreuves du concours interne pour le recrutement des ingénieurs-élèves des ponts, des eaux et des forêts](#)

[Arrêté du 28 mai 2020 relatif au report des épreuves pour la session 2020 des concours pour le recrutement d'élèves administrateurs des affaires maritimes en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 28 mai 2020 relatif au report des épreuves pour la session 2020 des concours pour le recrutement d'élèves stagiaires administrateurs des affaires maritimes au grade d'administrateur de 1re classe en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 27 mai 2020 relatif au report de la date des épreuves écrites des concours externe et interne de recrutement des secrétaires d'administration et de contrôle du développement durable de classe supérieure - spécialité contrôle des transports terrestres](#)

[Arrêté du 22 mai 2020 portant modification de l'arrêté du 18 octobre 2019 relatif au calendrier des examens pour l'obtention des certificats d'aptitude professionnelle maritime, des brevets d'études professionnelles maritimes, des baccalauréats professionnels du champ professionnel des métiers de la mer et des brevets de technicien supérieur maritimes pour l'année scolaire 2019-2020](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-599 du 20 mai 2020 portant mise en œuvre de la convention sur le travail dans la pêche et d'amendements à la convention du travail maritime](#)

[Ordonnance n° 2020-599 du 20 mai 2020 portant mise en œuvre de la convention sur le travail dans la pêche et d'amendements à la convention du travail maritime](#)

[Arrêté du 19 mai 2020 modifiant l'arrêté du 6 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine](#)

[Décret n° 2020-583 du 18 mai 2020 portant adaptation temporaire de dispositions réglementaires relatives à la chasse pendant la crise sanitaire liée au covid-19](#)

[Arrêté du 18 mai 2020 portant levée de l'interdiction de circulation pour certains types de véhicules, les mercredi 20 mai, jeudi 21 mai, dimanche 31 mai et lundi 1er juin 2020 dans le cadre de la crise épidémique du coronavirus « covid-19 »](#)

[Arrêté du 18 mai 2020 portant adaptation temporaire des modèles de statuts des fédérations départementales, interdépartementales et régionales des chasseurs pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 13 mai 2020 relatif aux modalités exceptionnelles pour l'année 2020 des épreuves du concours et à l'admission d'élèves ingénieurs de nationalité française et de nationalité étrangère à l'Ecole nationale des ponts et chaussées](#)

[Arrêté du 12 mai 2020 adaptant aux circonstances exceptionnelles liées à l'épidémie de covid-19 le programme et les modalités de mise en œuvre de la formation professionnelle initiale et continue des conducteurs du transport routier de marchandises et de voyageurs](#)

[Arrêté du 11 mai 2020 modifiant l'arrêté du 2 mai 2020 portant levée de l'interdiction de circulation pour les véhicules effectuant des déménagements, les mercredi 20 mai, jeudi 21 mai, dimanche 30 mai et lundi 1er juin 2020 dans le cadre de la crise épidémique du coronavirus « covid-19 »](#)

[Arrêté du 5 mai 2020 portant adaptation provisoire des formations de l'enseignement médical de niveau III](#)

[Arrêté du 2 mai 2020 portant levée de l'interdiction de circulation de certains types de véhicules de transport de marchandises, les jeudi 7 mai, vendredi 8 mai, mercredi 20 mai et jeudi 21 mai 2020 dans le cadre de la crise épidémique du coronavirus « Covid-19 »](#)

[Arrêté du 2 mai 2020 portant levée de l'interdiction de circulation pour les véhicules effectuant des déménagements, les mercredi 20 mai, jeudi 21 mai, dimanche 30 mai et lundi 1er juin 2020 dans le cadre de la crise épidémique du coronavirus « Covid-19 »](#)

[Arrêté du 2 mai 2020 portant levée de l'interdiction de circulation de certains types de véhicules de transport de marchandises, les dimanche 3 mai, jeudi 7 mai, vendredi 8 mai, samedi 9 mai et dimanche 10 mai 2020, pour les activités de transport de colis de messagerie dans le cadre de la crise épidémique du coronavirus « Covid-19 »](#)

[Arrêté du 30 avril 2020 relatif aux modalités d'organisation pour l'admission dans le cursus de formation initiale pour l'obtention des diplômes d'officier chef de quart machine et de chef mécanicien 8 000 kW et dans le cursus de formation des ingénieurs de l'Ecole nationale supérieure maritime au titre de l'année 2020](#)

[Arrêté du 30 avril 2020 précisant les modalités d'épandage des boues issues du traitement des eaux usées urbaines pendant la période de covid-19](#)

[Décret n° 2020-489 du 28 avril 2020 modifiant le décret n° 2019-696 du 2 juillet 2019 relatif à l'information, l'accompagnement et le transfert des salariés en cas de changement d'attributaire d'un contrat de service public de transport ferroviaire de voyageurs en raison de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2020-480 du 27 avril 2020 portant mesures d'urgence en matière d'encadrement des activités et professions maritimes](#)

[Arrêté du 24 avril 2020 modifiant l'arrêté du 9 février 2009 relatif aux modalités d'immatriculation des véhicules](#)

[Arrêté du 24 avril 2020 modifiant l'arrêté du 2 mars 2015 relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes](#)

[Décret n° 2020-453 du 21 avril 2020 portant dérogation au principe de suspension des délais pendant la période d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 17 avril 2020 modifiant l'arrêté du 13 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine](#)

[Arrêté du 9 avril 2020 relatif aux modalités particulières de suivi en service des équipements sous pression pour répondre à des situations résultant de l'état d'urgence sanitaire \(rectificatif\)](#)

[Arrêté du 9 avril 2020 relatif aux modalités particulières de suivi en service des équipements sous pression pour répondre à des situations résultant de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 7 avril 2020 modifiant l'arrêté du 6 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine](#)

[Arrêté du 3 avril 2020 modifiant l'arrêté du 13 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine](#)

[Arrêté du 2 avril 2020 portant dérogation temporaire aux conditions de maintien des agréments pour l'exercice des fonctions de pompier d'aérodrome et de chef de manœuvre sur les aérodromes en période d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Décision du 2 avril 2020 autorisant, à titre exceptionnel et temporaire, les distributeurs à détenir et à commercialiser un supercarburant sans plomb 95-E10 \(SP95-E10\) non conforme aux spécifications](#)

[Décision du 2 avril 2020 autorisant, à titre exceptionnel et temporaire, les distributeurs à détenir et à commercialiser un supercarburant sans plomb non conforme aux spécifications](#)

[Décret n° 2020-383 du 1er avril 2020 portant dérogation au principe de suspension des délais pendant la période d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 31 mars 2020 relatif aux dispositions transitoires applicables aux redevances de navigation aérienne dans le cadre de l'épisode de covid-19](#)

[Décret n° 2020-358 du 28 mars 2020 relatif au contrôle technique de véhicules lourds et des véhicules destinés au transport en commun de personnes](#)

[Arrêté du 27 mars 2020 relatif à la suspension de l'exploitation de l'aéroport de Paris-Orly à titre temporaire dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire relatif à l'épidémie du covid-19](#)

[Arrêté du 27 mars 2020 modifiant l'arrêté du 13 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine](#)

[Arrêté du 25 mars 2020 modifiant l'arrêté du 6 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine](#)

[Arrêté du 20 mars 2020 modifiant l'arrêté du 13 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine](#)

[Arrêté du 20 mars 2020 portant dérogation temporaire aux règles en matière de temps de conduite pour le transport routier de marchandises](#)

[Arrêté du 19 mars 2020 portant levée de l'interdiction de circuler des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes, dans le cadre de la crise épidémique du coronavirus « covid-19 »](#)

[Arrêté du 13 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine \(rectificatif\)](#)

[Arrêté du 13 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine \(voir également Rect. JO 17/03/2020\), modifié par arrêtés 20 mars, 3 avril et 7 avril 2020\)](#)

[Arrêté du 6 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humain](#)

## **Transports**

[Décret n° 2021-1455 du 5 novembre 2021 approuvant l'avenant n° 2 à la convention de concession de l'aérodrome de Nouméa-La Tontouta accordée à la chambre de commerce et d'industrie de Nouvelle-Calédonie](#)

[Arrêté du 17 août 2021 portant levée de l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises pour le transport d'azote liquide réfrigéré et d'oxygène liquide réfrigéré, dans le cadre de la crise épidémique du coronavirus « Covid-19 »](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2021-49 du 20 janvier 2021 relative aux classifications et rémunérations au sein de la branche ferroviaire](#)

[Ordonnance n° 2021-49 du 20 janvier 2021 relative aux classifications et rémunérations au sein de la branche ferroviaire](#)

[Arrêté du 22 décembre 2020 portant levée de l'interdiction de circulation de certains types de véhicules de transport de marchandises les samedi 26 et dimanche 27 décembre 2020 pour l'approvisionnement des commerces en produits essentiels dans le cadre de la crise épidémique du coronavirus « covid-19 »](#)

[Arrêté du 23 décembre 2020 portant levée de l'interdiction de circulation de certains types de véhicules de transport de marchandises du jeudi 24 au dimanche 27 décembre 2020 pour permettre le retour des conducteurs routiers en provenance du Royaume-Uni](#)

[Arrêté du 23 décembre 2020 portant dérogation temporaire aux règles en matière de temps de conduite et de repos pour le transport routier de marchandises en provenance du Royaume-Uni](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-1602 du 16 décembre 2020 relative au régulateur des redevances aéroportuaires](#)

[Arrêté du 26 novembre 2020 portant levée de l'interdiction de circulation de certains types de véhicules de transport de marchandises pour les activités de transport de colis de messagerie dans le cadre de la crise épidémique du coronavirus « covid-19 »](#)

[Décret n° 2020-1388 du 13 novembre 2020 portant dérogation aux critères d'éligibilité d'une liaison aérienne à une prise en charge financière par l'Etat et à la limitation de la participation financière de l'Etat sur les liaisons aériennes métropolitaines soumises à des obligations de service public](#)



[Arrêté du 25 septembre 2020 modifiant l'arrêté du 30 décembre 2009 modifié relatif aux modalités de déclaration des exploitants d'aérodromes pour l'établissement du tarif passager de la taxe d'aéroport](#)

[Arrêté du 16 septembre 2020 modifiant l'arrêté du 12 mai 2020 adaptant aux circonstances exceptionnelles liées à l'épidémie de covid-19 le programme et les modalités de mise en œuvre de la formation professionnelle initiale et continue des conducteurs du transport routier de marchandises et de voyageurs](#)

[Décret n° 2020-1009 du 7 août 2020 reportant la vérification de l'aptitude physique des personnels mentionnés à l'article L. 2221-7-1 du code des transports en raison de l'épidémie de covid-19](#)

### **Ministère du travail, du plein emploi et de l'insertion**

[Décret n° 2023-34 du 26 janvier 2023 portant modification du taux horaire minimum de l'allocation d'activité partielle et de l'allocation d'activité partielle spécifique en cas de réduction d'activité durable applicable à Mayotte](#)

### **Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique**

[Décret n° 2022-1632 du 22 décembre 2022 portant modification du taux horaire minimum de l'allocation d'activité partielle et de l'allocation d'activité partielle spécifique en cas de réduction d'activité durable](#)

[Arrêté du 13 septembre 2022 portant extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de travail des industries de la maroquinerie, articles de voyage, chasse-sellerie, gainerie, bracelets en cuir \(secteur cuirs et peaux\)](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2022-1203 du 31 août 2022 prolongeant l'application des dispositions adaptant les conditions de versement de l'indemnité complémentaire à l'allocation journalière au contexte de l'épidémie de covid-19](#)

[Ordonnance n° 2022-1203 du 31 août 2022 prolongeant l'application des dispositions adaptant les conditions de versement de l'indemnité complémentaire à l'allocation journalière au contexte de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2022-1195 du 30 août 2022 relatif à la détermination des taux et modalités de calcul de l'indemnité et de l'allocation d'activité partielle pour les salariés reconnus comme vulnérables et présentant un risque avéré de développer une forme grave d'infection au virus de la covid-19](#)

[Arrêté du 25 juillet 2022 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant et les conditions d'accréditation des organismes certificateurs](#)

[Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord conclu dans le secteur des industries du bois et l'importation des bois](#)

[Décret n° 2022-940 du 27 juin 2022 portant modification du taux horaire minimum de l'allocation d'activité partielle et de l'allocation d'activité partielle spécifique en cas de réduction d'activité durable applicable à Mayotte](#)

[Arrêté du 3 juin 2022 portant extension d'un avenant conclu dans le cadre de la convention collective nationale de la pharmacie d'officine \(n° 1996\)](#)

[Décret n° 2022-654 du 25 avril 2022 portant modification du taux horaire minimum de l'allocation d'activité partielle et de l'allocation d'activité partielle spécifique en cas de réduction d'activité durable](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance no 2022-543 du 13 avril 2022 portant adaptation des dispositions relatives à l'activité réduite pour le maintien en emploi](#)

[Ordonnance no 2022-543 du 13 avril 2022 portant adaptation des dispositions relatives à l'activité réduite pour le maintien en emploi](#)

[Décret n° 2022-508 du 8 avril 2022 relatif au dispositif spécifique d'activité partielle en cas de réduction d'activité durable](#)

[Arrêté du 1er avril 2022 portant extension d'avenants à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de l'industrie des tuiles et briques \(n° 1170\)](#)

[Arrêté du 1er avril 2022 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des industries de l'habillement \(n° 247\)](#)

[Arrêté du 28 mars 2022 portant extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale du commerce de détail de l'horlogerie-bijouterie \(n° 1487\)](#)

[Décret n° 2022-418 du 24 mars 2022 adaptant temporairement les délais de réalisation des visites et examens médicaux par les services de santé au travail à l'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 17 mars 2022 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de l'industrie des tuiles et briques \(n°1170\)](#)

[Arrêté du 17 mars 2022 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de l'hospitalisation privée \(n°2264\)](#)

[Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale de la pharmacie d'officine](#)

[Décret n° 2022-78 du 28 janvier 2022 relatif à la détermination du taux de l'allocation d'activité partielle](#)

[Décret n° 2022-77 du 28 janvier 2022 relatif à la détermination du taux de l'indemnité d'activité partielle](#)

[Décret n° 2022-40 du 18 janvier 2022 portant modification des taux horaires minimums de l'allocation d'activité partielle et de l'allocation d'activité partielle spécifique en cas de réduction d'activité durable applicables à Mayotte](#)

[Décret n° 2021-1878 du 29 décembre 2021 portant modification du taux horaire minimum de l'allocation d'activité partielle et de l'allocation d'activité partielle spécifique en cas de réduction d'activité durable](#)

[Décret n° 2021-1817 du 27 décembre 2021 relatif à l'activité partielle](#)

[Décret n° 2021-1816 du 27 décembre 2021 relatif à l'activité partielle](#)

[Arrêté du 16 novembre 2021 fixant la liste des agents biologiques pathogènes](#)

[Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de la pharmacie d'officine](#)

[Arrêté du 18 novembre 2021 fixant la date à laquelle les dispositions des articles 7-1 et 7-2 du décret n° 2020-425 du 14 avril 2020 modifié portant mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421-2 du code du travail cessent d'être applicables](#)

[Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de l'industrie des tuiles et briques](#)

[Décret n° 2021-1389 du 27 octobre 2021 modifiant le décret n° 2020-1316 du 30 octobre 2020 modifié relatif à l'activité partielle et au dispositif d'activité partielle spécifique en cas de réduction d'activité durable](#)

[Décret n° 2021-1390 du 27 octobre 2021 portant modification des taux horaires minimum de l'allocation d'activité partielle et de l'allocation d'activité réduite pour le maintien en emploi applicables à Mayotte](#)

[Décret n° 2021-1383 du 25 octobre 2021 modifiant le décret n° 2020-1786 du 30 décembre 2020 relatif à la détermination des taux et modalités de calcul de l'indemnité et de l'allocation d'activité partielle](#)

[Décret n° 2021-1250 du 29 septembre 2021 modifiant le décret n° 2021-56 du 22 janvier 2021 adaptant temporairement les délais de réalisation des visites et examens médicaux par les services de santé au travail à l'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2021-1252 du 29 septembre 2021 portant modification du taux horaire minimum de l'allocation d'activité partielle et de l'allocation d'activité partielle spécifique en cas de réduction d'activité durable](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2021-1214 du 22 septembre 2021 portant adaptation de mesures d'urgence en matière d'activité partielle](#)

[Ordonnance n° 2021-1214 du 22 septembre 2021 portant adaptation de mesures d'urgence en matière d'activité partielle](#)

[Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale du commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire](#)

[Arrêté du 17 septembre 2021 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale du négoce de l'ameublement \(n° 1880\)](#)

[Arrêté du 17 septembre 2021 modifiant l'arrêté du 26 juillet 2021 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des hôtels, cafés, restaurants \(n° 1979\)](#)

[Arrêté du 17 septembre 2021 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des chaînes de cafétérias et assimilés \(n° 2060\)](#)

[Arrêté du 9 août 2021 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des taxis \(n° 2219\)](#)

[Décret n° 2021-1044 du 6 août 2021 relatif au versement d'une prime exceptionnelle aux agents contractuels de droit public de Pôle emploi dans le cadre de l'épidémie de covid-19](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2021-1013 du 31 juillet 2021 modifiant l'ordonnance n° 2020-324 du 25 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421-2 du code du travail](#)

[Ordonnance n° 2021-1013 du 31 juillet 2021 modifiant l'ordonnance n° 2020-324 du 25 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421-2 du code du travail](#)

[Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de l'industrie des tuiles et briques](#)

[Avis relatif à l'extension d'avenants à un accord et d'un accord conclus dans le cadre des conventions collectives nationales relatives aux conditions de travail dans les industries de carrières et de matériaux \(ouvriers - employés, techniciens et agents de maîtrise et cadres\) et de la convention collective des industries de la chaux](#)

[Arrêté du 23 juillet 2021 portant extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale du travail du personnel des institutions de retraite complémentaire \(n° 1794\)](#)

[Arrêté du 23 juillet 2021 portant extension d'un accord et d'un avenant audit accord, conclus dans le cadre de la convention collective nationale des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager \(n° 1686\)](#)

[Décret n° 2021-978 du 23 juillet 2021 modifiant le décret n° 2020-810 du 29 juin 2020 portant modulation temporaire du taux horaire de l'allocation d'activité partielle](#)

[Arrêté du 22 juillet 2021 modifiant l'arrêté du 9 avril 2019 portant création d'une expérimentation relative à une procédure alternative à la décontamination à l'eau lors d'opérations comportant un risque d'exposition combinée aux fibres d'amiante et aux rayonnements ionisants](#)

[Décret n° 2021-951 du 16 juillet 2021 fixant le cadre applicable des dispositions du code du travail en matière de prévention des risques biologiques dans le cadre de la pandémie de SARS-CoV-2](#)

[Arrêté du 2 juillet 2021 portant extension d'avenants à la convention collective nationale de l'enseignement privé indépendant \(n° 2691\)](#)

[Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre des conventions collectives nationales relatives aux conditions de travail dans les industries de carrières et de matériaux \(ouvriers - employés, techniciens et agents de maîtrise et cadres\) et de la convention collective des industries de la chaux](#)

[Arrêté du 2 juillet 2021 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale des entreprises de propreté \(n° 3043\)](#)

[Arrêté du 2 juillet 2021 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale du tourisme social et familial \(n° 1316\)](#)

[Décret n° 2021-808 du 25 juin 2021 portant modification du taux horaire minimum de l'allocation d'activité partielle et de l'allocation d'activité partielle spécifique applicables à Mayotte](#)

[Décret n° 2021-729 du 8 juin 2021 modifiant le décret n° 2021-56 du 22 janvier 2021 adaptant temporairement les délais de réalisation des visites et examens médicaux par les services de santé au travail à l'urgence sanitaire](#)

[Décret n° 2021-670 du 28 mai 2021 relatif à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle](#)

[Arrêté du 21 mai 2021 portant extension d'un accord et d'un avenant conclus dans le cadre de la convention collective nationale de l'import-export et du commerce international \(n° 43\)](#)

[Arrêté du 29 avril 2021 portant extension d'un avenant conclu dans le cadre de la convention collective nationale des services de l'automobile \(n° 1090\)](#)

[Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des institutions de retraite complémentaire](#)

[Arrêté du 25 mai 2021 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de l'édition \(n° 2121\)](#)

[Avis relatif à l'extension d'un accord professionnel conclu dans le secteur des industries du bois et l'importation des bois](#)

[Arrêté du 21 mai 2021 portant agrément de l'avenant de révision temporaire du 31 juillet 2020 de l'article 8.4, paragraphe 4, de la convention collective nationale de Pôle emploi du 21 novembre 2009](#)

[Arrêté du 29 avril 2021 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires \(n° 1517\)](#)

[Décret n° 2021-509 du 28 avril 2021 relatif aux taux de l'allocation d'activité partielle](#)

[Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale de l'enseignement privé indépendant](#)

[Décret n° 2021-389 du 2 avril 2021 relatif aux conditions d'enregistrement des certifications professionnelles et des certifications et habilitations dans les répertoires nationaux et adaptant la composition des jurys de validation des acquis de l'expérience en raison de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-361 du 31 mars 2021 modifiant le décret n° 2020-926 du 28 juillet 2020 modifié relatif au dispositif spécifique d'activité partielle en cas de réduction d'activité durable](#)

[Décret n° 2021-347 du 30 mars 2021 modifiant le décret n° 2020-1316 du 30 octobre 2020 modifié relatif à l'activité partielle et au dispositif d'activité partielle spécifique en cas de réduction d'activité durable](#)

[Décret n° 2021-348 du 30 mars 2021 relatif aux taux de l'allocation d'activité partielle](#)

[Arrêté du 16 mars 2021 établissant la liste des tâches d'intérêt général réalisées dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de covid-19 mentionnée à l'article 9-1 du décret n° 2020-425 du 14 avril 2020 modifié portant mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421-2 du code du travail](#)

[Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des organismes de tourisme social et familial](#)

[Arrêté du 15 mars 2021 portant extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des industries chimiques \(n° 44\)](#)

[Arrêté du 11 mars 2021 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des services de l'automobile \(n° 1090\)](#)

[Arrêté du 17 février 2021 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant](#)

[Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises de commission, de courtage et de commerce intracommunautaire et d'importation-exportation de France métropolitaine et des machines à coudre](#)

[Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de l'industrie des tuiles et briques](#)

[Décret n° 2021-225 du 26 février 2021 relatif à la détermination des taux de l'allocation d'activité partielle](#)

[Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de l'industrie pharmaceutique](#)

[Décret n° 2021-156 du 13 février 2021 portant aménagement temporaire des dispositions du code du travail relatives aux locaux de restauration](#)

[Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale des industries chimiques et connexes](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2021-135 du 10 février 2021 portant diverses mesures d'urgence dans les domaines du travail et de l'emploi](#)

[Ordonnance n° 2021-135 du 10 février 2021 portant diverses mesures d'urgence dans les domaines du travail et de l'emploi](#)

[Arrêté du 10 février 2021 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale du tourisme social et familial \(n° 1316\)](#)

[Arrêté du 5 février 2021 portant extension d'un accord et d'un avenant audit accord, conclus dans le cadre de la convention collective nationale des industries et du commerce de la récupération et du recyclage \(n° 637\)](#)

[Décret n° 2021-101 du 1er février 2021 portant modification du taux horaire minimum de l'allocation d'activité partielle et de l'allocation d'activité partielle spécifique applicables à Mayotte](#)

[Arrêté du 30 janvier 2021 portant modification de l'arrêté du 9 décembre 2020 modifié portant mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421-2 du code du travail](#)

[Décret n° 2021-88 du 29 janvier 2021 modifiant le décret n° 2020-1316 du 30 octobre 2020 modifié relatif à l'activité partielle et au dispositif d'activité partielle spécifique en cas de réduction d'activité durable](#)

[Décret n° 2021-89 du 29 janvier 2021 modifiant le décret n° 2020-810 du 29 juin 2020 portant modulation temporaire du taux horaire de l'allocation d'activité partielle et le décret n° 2020-1786 du 30 décembre 2020 relatif à la détermination des taux et modalités de calcul de l'indemnité et de l'allocation d'activité partielle](#)

[Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale de la pharmacie d'officine](#)

[Décret n° 2021-70 du 27 janvier 2021 modifiant le décret n° 2020-810 du 29 juin 2020 portant modulation temporaire du taux horaire de l'allocation d'activité partielle](#)

[Arrêté du 22 janvier 2021 portant extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale du personnel des industries céramiques de France \(n° 1558\)](#)

[Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des industries et commerces de la récupération](#)

[Décret n° 2021-44 du 20 janvier 2021 relatif à l'aide exceptionnelle accordée aux entreprises accueillant du public au titre des congés payés pris par leurs salariés](#)

[Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires](#)

[Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale de la pharmacie d'officine](#)

[Décret n° 2020-1786 du 30 décembre 2020 relatif à la détermination des taux et modalités de calcul de l'indemnité et de l'allocation d'activité partielle](#)

[Décret n° 2020-1787 du 30 décembre 2020 relatif à l'aide exceptionnelle accordée aux entreprises accueillant du public au titre des congés payés pris par leurs salariés entre le 1er et le 20 janvier 2021](#)

[Arrêté du 18 décembre 2020 relatif à la classification du coronavirus SARS-CoV-2 dans la liste des agents biologiques pathogènes](#)

[Arrêté du 5 décembre 2020 portant extension d'avenants à la convention collective nationale métropolitaine des entreprises de la maintenance, distribution et location de matériels agricoles, de travaux publics, de bâtiment, de manutention, de motoculture de plaisance et activités connexes, dite SDLM du 23 avril 2012 \(n° 1404\)](#)

[Arrêté du 5 décembre 2020 portant extension d'accords conclus dans le cadre de la convention collective nationale des industries chimiques \(n° 44\)](#)



[Décret n° 2020-1740 du 29 décembre 2020 portant dérogation temporaire à la règle du repos dominical pour les activités d'identification, d'orientation et d'accompagnement ainsi que de surveillance épidémiologique dans le cadre de la lutte contre la propagation de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-1716 du 28 décembre 2020 portant diverses mesures relatives au régime d'assurance chômage](#)

[Arrêté du 5 décembre 2020 portant extension d'un accord et d'un avenant conclus dans le cadre de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires \(n° 1517\)](#)

[Arrêté du 5 décembre 2020 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de l'industrie des tuiles et briques \(n° 1170\)](#)

[Arrêté du 21 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 25 mai 2020 portant mise en œuvre de mesures transitoires d'adaptation relatives à l'organisation des sessions d'examen des titres professionnels du ministère chargé de l'emploi pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-1639 du 21 décembre 2020 portant mesures d'urgence en matière d'activité partielle](#)

[Ordonnance n° 2020-1639 du 21 décembre 2020 portant mesures d'urgence en matière d'activité partielle](#)

[Décret n° 2020-1628 du 21 décembre 2020 relatif à l'activité partielle](#)

[Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale du commerce de détail de l'habillement et des articles textiles](#)

[Arrêté du 16 décembre 2020 relatif à la prise en compte des droits à retraite au titre de l'activité partielle](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-1597 du 16 décembre 2020 portant mesures d'urgence en matière de congés payés et de jours de repos, de renouvellement de certains contrats et de prêt de main-d'œuvre](#)

[Ordonnance n° 2020-1597 du 16 décembre 2020 portant mesures d'urgence en matière de congés payés et de jours de repos, de renouvellement de certains contrats et de prêt de main-d'œuvre](#)

[Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale du négoce des matériaux de construction](#)

[Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des maisons à succursales de vente au détail d'habillement](#)

[Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale du personnel de la reprographie et de la convention collective nationale des commerces de détail de papeterie, fournitures de bureau, de bureautique et informatique \[et de librairie\]](#)

[Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de la coiffure et des professions connexes](#)

[Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale du sport](#)

[Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre la convention collective nationale de l'industrie textile](#)

[Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des industries de l'habillement](#)

[Décret n° 2020-1579 du 14 décembre 2020 modifiant le décret n° 2020-926 du 28 juillet 2020 relatif au dispositif spécifique d'activité partielle en cas de réduction d'activité durable](#)

[Décret n° 2020-1513 du 3 décembre 2020 relatif aux modalités de consultation des instances représentatives du personnel pendant la période de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-1501 du 2 décembre 2020 modifiant l'ordonnance n° 2020-387 du 1er avril 2020 portant mesures d'urgence en matière de formation professionnelle et la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel](#)

[Ordonnance n° 2020-1501 du 2 décembre 2020 modifiant l'ordonnance n° 2020-387 du 1er avril 2020 portant mesures d'urgence en matière de formation professionnelle et la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-1502 du 2 décembre 2020 adaptant les conditions d'exercice des missions des services de santé au travail à l'urgence sanitaire](#)

[Ordonnance n° 2020-1502 du 2 décembre 2020 adaptant les conditions d'exercice des missions des services de santé au travail à l'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 20 novembre 2020 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale du travail du personnel des institutions de retraite complémentaire \(n° 1794\)](#)

[Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des industries et commerces de la récupération](#)

[Ordonnance n° 2020-1441 du 25 novembre 2020 portant adaptation des règles relatives aux réunions des instances représentatives du personnel](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-1442 du 25 novembre 2020 rétablissant des mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421-2 du code du travail](#)

[Ordonnance n° 2020-1442 du 25 novembre 2020 rétablissant des mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421-2 du code du travail](#)

[Décret n° 2020-1434 du 24 novembre 2020 portant diverses dispositions relatives à la formation professionnelle](#)

[Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires](#)

[Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de l'industrie des tuiles et briques](#)

[Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord national conclu dans le cadre de la convention collective nationale de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie et activités qui s'y rattachent](#)

[Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale métropolitaine des entreprises de maintenance, distribution et location de matériels agricoles, de travaux publics, de bâtiments, de manutention, de motoculture de plaisance et activités connexes, dite SDLM](#)

[Décret n° 2020-1316 du 30 octobre 2020 relatif à l'activité partielle et au dispositif d'activité partielle spécifique en cas de réduction d'activité durable](#)

[Décret n° 2020-1317 du 30 octobre 2020 déterminant les secteurs d'activité dans lesquels les employeurs sont temporairement autorisés à effectuer des prêts de main-d'œuvre dans des conditions aménagées](#)

[Décret n° 2020-1319 du 30 octobre 2020 relatif à l'activité partielle](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-1255 du 14 octobre 2020 relative à l'adaptation de l'allocation et de l'indemnité d'activité partielle](#)

[Ordonnance n° 2020-1255 du 14 octobre 2020 relative à l'adaptation de l'allocation et de l'indemnité d'activité partielle](#)

[Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de l'exploitation cinématographique](#)

[Avis relatif à l'extension d'un protocole conclu dans le cadre de la convention collective nationale des industries chimiques et connexes](#)

[Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale des services de l'automobile](#)

[Arrêté du 18 septembre 2020 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale du personnel des prestataires de services dans le domaine du secteur tertiaire \(n° 2098\)](#)

[Avis relatif à l'extension d'un accord national conclu dans le cadre de la convention collective nationale de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie et activités qui s'y rattachent](#)

[Décret n° 2020-1170 du 25 septembre 2020 portant modification du décret n° 2020-810 du 29 juin 2020 portant modulation temporaire du taux horaire de l'allocation d'activité partielle](#)

[Avis relatif à l'extension d'un accord national conclu dans le cadre de la convention collective nationale de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie et activités qui s'y rattachent](#)

[Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des distributeurs conseils hors domicile](#)

[Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de la fabrication de l'ameublement](#)

[Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des bureaux d'études techniques, cabinets d'ingénieurs-conseils, sociétés de conseils](#)

[Décret n° 2020-1123 du 10 septembre 2020 modifiant le décret n° 2020-810 du 29 juin 2020 portant modulation temporaire du taux horaire de l'allocation d'activité partielle](#)

[Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité](#)

[Avis relatif à l'extension d'avenants à un accord conclus dans le cadre de la convention collective nationale de l'industrie pharmaceutique](#)

[Décret n° 2020-1098 du 29 août 2020 pris pour l'application de l'article 20 de la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 24 août 2020 modifiant l'arrêté du 6 mars 2018 modifié relatif à l'utilisation du heaume ventilé à des fins d'étude lors d'opérations comportant un risque d'exposition aux fibres d'amiante](#)

[Arrêté du 18 août 2020 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises de commission, de courtage et de commerce intracommunautaire et d'importation-exportation \(n° 43\)](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-1255 du 14 octobre 2020 relative à l'adaptation de l'allocation et de l'indemnité d'activité partielle](#)

[Arrêté du 18 août 2020 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de la pharmacie d'officine \(n° 1996\)](#)

[Arrêté du 18 août 2020 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale du tourisme social et familial \(n° 1316\)](#)

[Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de l'industrie des tuiles et briques](#)

[Arrêté du 6 août 2020 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale du commerce succursaliste de la chaussure \(n° 468\)](#)

[Décret n° 2020-981 du 5 août 2020 portant prolongation de l'adaptation des délais d'extension des accords de branche ayant pour objet de faire face aux conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 31 juillet 2020 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires \(n° 1517\)](#)

[Arrêté du 29 juillet 2020 portant extension d'un accord conclu dans le secteur des industries du bois et de l'importation des bois](#)

[Décret n° 2020-929 du 29 juillet 2020 portant diverses mesures relatives au régime](#)

[Arrêté du 24 juillet 2020 portant modification des arrêtés du 6 juin 2019 relatifs aux modalités d'audit associées au référentiel national qualité et aux exigences pour l'accréditation des organismes certificateurs](#)

[Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le secteur du travail temporaire](#)

[Arrêté du 23 juillet 2020 portant extension d'un accord conclu dans le secteur des industries de carrières et de matériaux \(n° 87, n° 135 et n° 211\) et de la chaux](#)

[Décret n° 2020-894 du 22 juillet 2020 portant diverses mesures en matière de formation professionnelle](#)

[Avis relatif à l'extension d'un accord de méthode et d'un accord conclus dans le cadre de la convention collective nationale des organismes de tourisme social et familial](#)

[Avis relatif à l'extension d'un accord professionnel conclu dans le secteur des industries du bois et l'importation des bois](#)

[Arrêté du 25 juin 2020 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de la promotion immobilière \(n° 1512\)](#)

[Avis relatif à l'extension d'un accord de méthode conclu dans le cadre de la convention collective nationale des organismes de formation](#)

[Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale métropolitaine des entreprises de maintenance, distribution et location de matériels agricoles, de travaux publics, de bâtiments, de manutention, de motoculture de plaisance et activités connexes, dite SDLM](#)

[Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre des conventions collectives nationales relatives aux conditions de travail dans les industries de carrières et de matériaux \(ouvriers - employés, techniciens et agents de maîtrise et cadres\) et de la convention collective des industries de la chaux](#)

[Décret n° 2020-810 du 29 juin 2020 portant modulation temporaire du taux horaire de l'allocation d'activité partielle](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-770 du 24 juin 2020 relative à l'adaptation du taux horaire de l'allocation d'activité partielle](#)

[Ordonnance n° 2020-770 du 24 juin 2020 relative à l'adaptation du taux horaire de l'allocation d'activité partielle](#)

[Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des jardineries et graineteries](#)

[Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de la promotion immobilière](#)

[Arrêté du 15 juin 2020 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des industries et du commerce de la récupération et du recyclage \(n° 637\)](#)

[Arrêté du 11 juin 2020 portant adaptation des modalités de la formation et les conditions d'évaluation et de sanction de la scolarité des inspecteurs-élèves du travail](#)

[Arrêté du 10 juin 2020 portant mise en œuvre de mesures transitoires d'adaptation relatives à l'organisation des sessions d'examen des titres professionnels du secteur de la conduite routière du ministère chargé de l'emploi pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Ordonnance n° 2020-638 du 27 mai 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-639 du 27 mai 2020 adaptant temporairement les délais relatifs à la consultation et l'information des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de La Poste et de l'instance de coordination de ces comités afin de faire face aux conséquences de la propagation de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 25 mai 2020 portant mise en œuvre de mesures transitoires d'adaptation relatives à l'organisation des sessions d'examen des titres professionnels du ministère chargé de l'emploi pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 20 mai 2020 portant extension d'un accord conclu dans le cadre des champs d'application fusionnés de la convention collective nationale des cabinets et cliniques vétérinaires \(n° 1875\) et de la convention collective nationale des vétérinaires praticiens salariés \(n° 2564\)](#)

[Arrêté du 18 mai 2020 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale métropolitaine des entreprises de la maintenance, distribution et location de matériels agricoles, de travaux publics, de bâtiment, de manutention, de motoculture de plaisance et activités connexes, dite SDLM du 23 avril 2012 \(n° 1404\)](#)

[Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des industries et commerces de la récupération](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-638 du 27 mai 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-573 du 15 mai 2020 relatif aux dérogations à la règle du repos dominical pour les activités d'identification, d'orientation et d'accompagnement et de surveillance épidémiologique dans le cadre de la lutte contre la propagation de l'épidémie de covid-19](#)

[Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de la pharmacie d'officine](#)

[Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale du personnel des prestataires de services dans le domaine du secteur tertiaire](#)

[Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale du commerce succursaliste de la chaussure](#)

[Arrêté du 11 mai 2020 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des services de l'automobile \(n° 1090\)](#)

[Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale métropolitaine des entreprises de maintenance, distribution et location de matériels agricoles, de travaux publics, de bâtiments, de manutention, de motoculture de plaisance et activités connexes, dite SDLM](#)

[Arrêté du 6 mai 2020 portant fixation des montants horaires des salaires forfaitaires servant au calcul de l'indemnité et de l'allocation d'activité partielle des marins à la pêche rémunérés à la part](#)

[Décret n° 2020-522 du 5 mai 2020 complétant le décret n° 2020-435 du 16 avril 2020 portant mesures d'urgence en matière d'activité partielle](#)

[Arrêté du 4 mai 2020 portant extension d'un accord territorial \(vins de Champagne\) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des vins, cidres, jus de fruits, sirops, spiritueux et liqueurs de France \(n° 493\)](#)

[Arrêté du 4 mai 2020 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie et activités qui s'y rattachent \(n° 567\)](#)

[Arrêté du 4 mai 2020 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale de l'immobilier \(n° 1527\)](#)

[Arrêté du 4 mai 2020 portant extension d'un accord national conclu dans le secteur de la métallurgie](#)

[Arrêté du 4 mai 2020 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des industries et du commerce de la récupération et du recyclage \(n° 637\)](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-507 du 2 mai 2020 adaptant temporairement les délais applicables pour la consultation et l'information du comité social et économique afin de faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Ordonnance n° 2020-507 du 2 mai 2020 adaptant temporairement les délais applicables pour la consultation et l'information du comité social et économique afin de faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-508 du 2 mai 2020 adaptant temporairement les délais relatifs à la consultation et l'information du comité social et économique afin de faire face aux conséquences de la propagation de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-509 du 2 mai 2020 fixant les modalités d'application des dispositions du I de l'article 9 de l'ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 modifiée portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 30 avril 2020 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de l'assainissement et de la maintenance industrielle \(n° 2272\)](#)

[Arrêté du 24 avril 2020 portant modification de l'arrêté du 21 février 2020 relatif aux modalités de candidature à la mesure en 2020 de l'audience des organisations syndicales auprès des salariés des entreprises de moins de onze salariés](#)



[Décret n° 2020-471 du 24 avril 2020 portant dérogation au principe de suspension des délais pendant la période d'état d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19 dans le domaine du travail et de l'emploi](#)

[Décret n° 2020-441 du 17 avril 2020 relatif aux délais d'extension des accords de branche ayant pour objet de faire face aux conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-434 du 16 avril 2020 relatif à l'adaptation temporaire des délais et modalités de versement de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail](#)

[Décret n° 2020-435 du 16 avril 2020 portant mesures d'urgence en matière d'activité partielle](#)

[Arrêté du 16 avril 2020 portant mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421-2 du code du travail](#)

[Décret n° 2020-425 du 14 avril 2020 portant mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421-2 du code du travail](#)

[Décret n° 2020-419 du 10 avril 2020 relatif aux modalités de consultation des instances représentatives du personnel pendant la période de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 3 avril 2020 portant création d'un traitement de données à caractère personnel relatif à la réalisation d'un état des lieux des difficultés et des besoins des organismes de formation face aux conséquences de l'épidémie de covid-19 dénommé « COURRIERS ORGANISMES DE FORMATION »](#)

[Ordonnance n° 2020-389 du 1<sup>er</sup> avril 2020 portant mesures d'urgence relatives aux instances représentatives du personnel](#)

[Ordonnance n° 2020-388 du 1<sup>er</sup> avril 2020 relative au report du scrutin de mesure de l'audience syndicale auprès des salariés des entreprises de moins de onze salariés et à la prorogation des mandats des conseillers prud'hommes et membres des commissions paritaires régionales interprofessionnelles](#)

[Ordonnance n° 2020-387 du 1<sup>er</sup> avril 2020 portant mesures d'urgence en matière de formation professionnelle](#)

[Ordonnance n° 2020-386 du 1<sup>er</sup> avril 2020 adaptant les conditions d'exercice des missions des services de santé au travail à l'urgence sanitaire et modifiant le régime des demandes préalables d'autorisation d'activité partielle](#)

[Ordonnance n° 2020-385 du 1<sup>er</sup> avril 2020 modifiant la date limite et les conditions de versement de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat](#)

[Arrêté du 31 mars 2020 modifiant le contingent annuel d'heures indemnisables au titre de l'activité partielle pour l'année 2020](#)

[Décret n° 2020-361 du 27 mars 2020 portant modification du décret n° 2019-797 du 26 juillet 2019 modifié relatif au régime d'assurance chômage](#)

[Ordonnance n° 2020-346 du 27 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière d'activité partielle](#)

[Ordonnance n° 2020-322 du 25 mars 2020 adaptant temporairement les conditions et modalités d'attribution de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du Code du travail et modifiant, à titre exceptionnel, les dates limites et les modalités de versement des sommes versées au titre de l'intéressement et de la participation](#)

[Ordonnance n° 2020-323 du 25 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière de congés payés, de durée du travail et de jours de repos](#)

[Ordonnance n° 2020-324 du 25 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421 2 du code du travail](#)

[Décret n° 2020-325 du 25 mars 2020 relatif à l'activité partielle](#)

[Arrêté du 11 mars 2020 relatif à l'application du dispositif de dégressivité de l'allocation d'aide au retour à l'emploi en cas d'accomplissement d'une action de formation par l'allocataire](#)

[Décret n° 2020-193 du 4 mars 2020 relatif au délai de carence applicable à l'indemnité complémentaire à l'allocation journalière pour les personnes exposées au coronavirus](#)

## **Ministère de l'Europe et des affaires étrangères**

[Décret n° 2021-1489 du 16 novembre 2021 portant publication de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre relatif à la coopération en matière de certificats sanitaires, signées à Andorre-la-Vieille le 13 juillet 2021 \(1\), et de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté de Monaco relatif à la coopération en matière de certificats sanitaires, signées à Monaco le 21 juillet 2021 \(2\)](#)

[Décret n° 2021-1212 du 22 septembre 2021 portant convocation des électeurs pour l'élection de dix conseillers des Français de l'étranger dans les circonscriptions électorales d'Inde et de Madagascar](#)

[Arrêté du 27 juillet 2021 portant dérogation temporaire pour l'année 2021 à l'arrêté du 5 août 2003 relatif aux conditions d'application au ministère des affaires étrangères du décret n° 2002-634 du 29 avril 2002 portant création du compte épargne-temps dans la fonction publique de l'Etat](#)

[Décret n° 2021-956 du 19 juillet 2021 portant publication de la décision \(UE, EURATOM\) 2020/2053 du Conseil du 14 décembre 2020 relative au système des ressources propres de l'Union européenne et abrogeant la décision 2014/335/UE, EURATOM \(ensemble une annexe\) \(1\)](#)

[Décret n° 2021-647 du 25 mai 2021 portant report de l'élection des conseillers des Français de l'étranger et des délégués consulaires dans certaines circonscriptions](#)

[Arrêté du 9 mars 2021 portant adaptation des épreuves d'admission des concours de recrutement d'adjoints administratifs principaux de 2e classe de chancellerie du ministère des affaires étrangères ouverts au titre de l'année 2021 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-231 du 26 février 2021 portant convocation des électeurs pour l'élection des conseillers des Français de l'étranger et des délégués consulaires](#)

[Arrêté du 5 février 2021 portant adaptation des épreuves d'admission des concours de recrutement de secrétaire de chancellerie ouverts au titre de l'année 2021 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-1360 du 6 novembre 2020 fixant les modalités du remboursement des candidats à l'élection des conseillers des Français de l'étranger et des délégués consulaires prévu à l'article 3-2 de l'ordonnance n° 2020-307 du 25 mars 2020](#)

[Arrêté du 20 juillet 2020 portant dérogation temporaire pour l'année 2020 à l'arrêté du 5 août 2003 relatif aux conditions d'application au ministère des affaires étrangères du décret n° 2002-634 du 29 avril 2002 portant création du compte épargne-temps dans la fonction publique de l'Etat](#)

[Arrêté du 13 mai 2020 portant adaptation des épreuves d'admission des concours de recrutement d'adjoints administratifs principaux de 2e classe de chancellerie du ministère des affaires étrangères ouverts au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-334 du 26 mars 2020 abrogeant le décret n° 2020-83 du 4 février 2020 portant convocation des électeurs pour l'élection des conseillers des Français de l'étranger et des délégués consulaires](#)

[Ordonnance n° 2020-307 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des mandats des conseillers consulaires et des délégués consulaires et aux modalités d'organisation du scrutin](#)

[Décret n° 2020-243 du 12 mars 2020 portant publication de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation mondiale de la santé \(OMS\) pour un partenariat renforcé pour la période 2020-2025 \(ensemble deux annexes\), signé à Paris le 16 décembre 2019 et à Genève le 31 décembre 2019 \(1\)](#)

[Décret n° 2020-224 du 6 mars 2020 portant publication de l'accord relatif à la coopération en matière de transfusion sanguine entre le Gouvernement de la République française et la Principauté de Monaco \(1\) et de l'accord-cadre relatif à la coopération en matière de sécurité sanitaire entre le Gouvernement de la République française et la Principauté de Monaco, signés à Paris le 13 juillet 2017 \(2\)](#)

### **Secrétaire d'Etat auprès de la Première ministre chargé de la mer**

[Arrêté du 10 janvier 2022 portant adaptation provisoire des formations de l'enseignement médical de niveau III](#)

[Décret n° 2021-1799 du 23 décembre 2021 portant modification du décret n° 2020-480 du 27 avril 2020 portant mesures d'urgence en matière d'encadrement des activités et professions maritimes et du décret n° 2015-723 du 24 juin 2015 relatif à la délivrance des titres de formation professionnelle maritime et aux conditions d'exercice de fonctions à bord des navires armés au commerce, à la plaisance, à la pêche et aux cultures marines](#)

[Arrêté du 16 décembre 2021 modifiant l'arrêté du 19 juillet 2017 relatif à la délivrance des titres requis pour le service à bord des navires soumis au recueil international de règles de sécurité applicables aux navires qui utilisent des gaz ou d'autres combustibles à faible point d'éclair \(recueil IGF\)](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2021-1330 du 13 octobre 2021 relative aux conditions de navigation des navires autonomes et des drones maritimes](#)

[Arrêté du 30 juillet 2021 portant modification de l'arrêté du 2 septembre 2020 portant modification de la condition de service en mer pour l'admission dans certains cursus de formations modulaires conduisant à la délivrance de certains diplômes de la formation professionnelle maritime](#)

[Arrêté du 29 juin 2021 relatif à la délivrance de titres de formation professionnelle maritime aux élèves déclarés admis à l'examen du certificat d'aptitude professionnelle spécialité « maritime » au cours de la session 2020-2021](#)

[Arrêté du 9 juin 2021 définissant les modalités exceptionnelles du calcul de la moyenne générale pour la délivrance du diplôme du baccalauréat professionnel des spécialités de la famille des métiers de la mer et de la spécialité « cultures marines » en raison de l'épidémie de covid-19 au titre de la session 2021](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2021-369 du 31 mars 2021 portant extension et adaptation de diverses dispositions relatives aux gens de mer exerçant à bord de navires immatriculés dans les îles Wallis et Futuna et dans les Terres australes et antarctiques françaises](#)

[Ordonnance n° 2021-369 du 31 mars 2021 portant extension et adaptation de diverses dispositions relatives aux gens de mer exerçant à bord de navires immatriculés dans les îles Wallis et Futuna et dans les Terres australes et antarctiques françaises](#)

[Décret n° 2021-370 du 31 mars 2021 relatif aux certificats d'aptitude médicale ainsi qu'aux titres et attestations de formation professionnelle des professions maritimes et portant modification du décret n° 2020-480 du 27 avril 2020 portant mesures d'urgence en matière d'encadrement des activités et professions maritimes et le décret n° 2015-723 du 24 juin 2015 relatif à la délivrance des titres de formation professionnelle maritime et aux conditions d'exercice de fonctions à bord des navires armés au commerce, à la plaisance, à la pêche et aux cultures marines](#)

[Arrêté du 18 mars 2021 modifiant les arrêtés du 1er décembre 2020 relatifs à la mise en œuvre d'un second arrêt temporaire aidé des activités de pêche et de pêche à pied dans le cadre de l'épidémie du coronavirus covid-19](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2021-266 du 10 mars 2021 portant application de la convention conclue à Nairobi sur l'enlèvement des épaves](#)

[Ordonnance n° 2021-266 du 10 mars 2021 portant application de la convention conclue à Nairobi sur l'enlèvement des épaves](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2021-267 du 10 mars 2021 relative aux sanctions des infractions aux interdictions de rejets polluants des navires prévues par le Recueil sur la navigation polaire et aux sanctions de la méconnaissance des obligations de surveillance, de déclaration et de vérification des émissions de dioxyde de carbone du secteur du transport maritime prévues par le règlement \(UE\) 2015/757 du 29 avril 2015](#)

[Ordonnance n° 2021-267 du 10 mars 2021 relative aux sanctions des infractions aux interdictions de rejets polluants des navires prévues par le Recueil sur la navigation polaire et aux sanctions de la méconnaissance des obligations de surveillance, de déclaration et de vérification des émissions de dioxyde de carbone du secteur du transport maritime prévues par le règlement \(UE\) 2015/757 du 29 avril 2015](#)

[Arrêté du 18 février 2021 modifiant l'arrêté du 28 juillet 2020 modifiant divers arrêtés relatifs à la délivrance de titres de formation professionnelle maritime en raison de l'épidémie de covid-19](#)

[Rapport relatif à l'ordonnance n° 2021-77 du 27 janvier 2021 modifiant les dispositions du code des transports relatives aux services privés de recrutement et de placement des gens de mer](#)

[Ordonnance n° 2021-77 du 27 janvier 2021 modifiant les dispositions du code des transports relatives aux services privés de recrutement et de placement des gens de mer](#)

[Arrêté du 29 décembre 2020 portant approbation d'une délibération du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins n° B84/2020 portant prolongation jusqu'au 31 mars 2021 de la validité des licences Bar de la zone Nord délivrées sous l'empire des délibérations B1/2020 et B2/2020 du CNPMM relatives aux régimes d'exercice de la pêche du bar au filet et à l'hameçon dans les divisions CIEM VII a, d, e, f, g, h et IV b, c \(zone Nord\), modifiées par la délibération n° B28/2020](#)

[Arrêté du 14 décembre 2020 modifiant les arrêtés du 1er décembre 2020 relatifs à la mise en œuvre d'un second arrêt temporaire aidé des activités de pêche et de pêche à pied dans le cadre de l'épidémie du coronavirus covid-19](#)

[Arrêté du 1er décembre 2020 relatif à la mise en œuvre d'un second arrêt temporaire aidé des activités de pêche dans le cadre de l'épidémie du coronavirus covid-19](#)

[Arrêté du 1er décembre 2020 relatif à la mise en œuvre d'un second arrêt temporaire aidé des entreprises de pêche à pied et de récolte de végétaux marins sur le rivage dans le cadre de l'épidémie du covid-19](#)

[Arrêté du 9 novembre 2020 modifiant l'arrêté du 5 mai 2020 portant adaptation provisoire des formations de l'enseignement médical de niveau III](#)

[Arrêté du 4 novembre 2020 portant approbation d'une délibération du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins portant dérogation à la date limite de dépôt des demandes de licence « Senne Manche-Est » organisée par la délibération n° B61/2020 relative au régime d'exercice de la pêche à la senne dans la division CIEM VII d dit « secteur Manche-Est »](#)

[Arrêté du 6 novembre 2020 relatif à la date de dépôt des dossiers de demande d'un arrêt temporaire aidé des activités de pêche dans le cadre de l'épidémie du coronavirus covid-19 dans les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution](#)

[Arrêté du 2 septembre 2020 portant modification de la condition de service en mer pour l'admission dans certains cursus de formations modulaires conduisant à la délivrance de certains diplômes de la formation professionnelle maritime](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-1162 du 23 septembre 2020 relative aux conditions de travail des jeunes travailleurs de moins de dix-huit ans à bord des navires et à l'embarquement de personnes autres que gens de mer à des fins d'observation ou de mise en situation en milieu professionnel](#)

[Arrêté du 28 juillet 2020 modifiant divers arrêtés relatifs à la délivrance de titres de formation professionnelle maritime en raison de l'épidémie de covid-19](#)

**Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire**

[Arrêté du 31 janvier 2023 relatif aux modalités de versement de l'aide visant à compenser les surcoûts de production agricole de la canne destinée à la production de sucre](#)

[Décret n° 2023-42 du 30 janvier 2023 portant création d'un dispositif d'aide aux planteurs de canne à sucre de la Guadeloupe, de la Martinique et de La Réunion](#)

[Décret n° 2023-9 du 6 janvier 2023 instituant un régime d'aide en faveur des investissements en actifs corporels et incorporels des entreprises de production de semences forestières](#)

[Arrêté du 10 août 2022 portant dispositions exceptionnelles pour le vin revendiqué en appellation d'origine contrôlée « Beaufort de Savoie »](#)

[Arrêté du 10 août 2022 portant dispositions exceptionnelles pour le vin revendiqué en appellation d'origine contrôlée « Muscat de Beaufort de Savoie »](#)

[Décret n° 2022-661 du 25 avril 2022 relatif à la mise en place d'une aide sous forme de subvention à destination des entreprises à l'aval des exploitations agricoles touchées par les épisodes de gel survenus du 4 au 14 avril 2021](#)

[Arrêté du 29 novembre 2021 portant dispositions exceptionnelles pour le vin revendiqué en appellation d'origine contrôlée « Beaufort de Savoie »](#)

[Arrêté du 29 novembre 2021 portant dispositions exceptionnelles pour le vin revendiqué en appellation d'origine contrôlée « Muscat de Beaufort de Savoie »](#)

[Décret n° 2021-1414 du 29 octobre 2021 relatif à l'entrée en vigueur des dispositions relatives au crédit d'impôt destiné aux entreprises agricoles qui n'utilisent plus de glyphosate prévues par l'article 140 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021](#)

[Arrêté du 9 septembre 2021 relatif aux conditions et limites régissant le cadre fiscal des achats de vendanges, de moûts et de vins destinés à l'élaboration des vins susceptibles de bénéficier de l'appellation d'origine contrôlée Champagne pour la campagne 2021-2022](#)

[Décret n° 2021-827 du 28 juin 2021 relatif à l'application des mesures en faveur des employeurs relevant du secteur « culture de la vigne » instituées par l'article 17 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021](#)

[Décret n° 2021-827 du 28 juin 2021 relatif à l'application des mesures en faveur des employeurs relevant du secteur « culture de la vigne » instituées par l'article 17 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021](#)

[Décret n° 2021-811 du 25 juin 2021 modifiant le décret n° 2020-755 du 18 juin 2020 relatif aux modalités de délivrance des spécialités du certificat d'aptitude professionnelle agricoles et du brevet d'études professionnelles agricole et des options du brevet de technicien supérieur agricole délivrées par le ministère en charge de l'agriculture pour les sessions d'examen 2020 et 2021](#)

[Arrêté du 9 juin 2021 relatif à l'adaptation des modalités de constitution des notes prises en compte en vue de l'obtention de certains diplômes délivrés par le ministère de l'agriculture et de l'alimentation et de certaines séries et spécialités du baccalauréat délivré par le ministère de l'agriculture et de l'alimentation pour la session d'examen 2021 et aux conditions pour s'y présenter](#)

[Arrêté du 26 avril 2021 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'indication géographique protégée \(IGP\) « Canard à foie gras du Sud-Ouest \(Chalosse, Gascogne, Gers, Landes, Périgord, Quercy\) »](#)

[Décret n° 2021-372 du 31 mars 2021 portant création d'un dispositif d'aide exceptionnelle pour les centres équestres et les poneys clubs recevant du public touchés en novembre 2020 par les mesures prises pour ralentir la propagation de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 31 mars 2021 relatif à l'aide exceptionnelle pour les centres équestres et les poney clubs recevant du public touchés en novembre 2020 par les mesures prises pour ralentir la propagation de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 8 mars 2021 relatif à l'adaptation des modalités de constitution des notes prises en compte en vue de l'obtention de certains diplômes délivrés par le ministère de l'agriculture et de l'alimentation et de certaines séries et spécialités du baccalauréat délivré par le ministère de l'agriculture et de l'alimentation pour la session d'examen 2021 et aux conditions pour s'y présenter](#)

[Arrêté du 25 février 2021 portant extension de compétence de la commission de réforme ministérielle du ministère de l'agriculture et de l'alimentation](#)

[Décret n° 2021-229 du 26 février 2021 relatif aux modalités de délivrance des spécialités du certificat d'aptitude professionnelle agricole et des options du brevet de technicien supérieur agricole délivrées par le ministère de l'agriculture et de l'alimentation pour la session d'examen 2022](#)

[Arrêté du 28 janvier 2021 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'appellation d'origine protégée \(AOP\) « Volaille de Bresse » / « Poulet de Bresse » / « Poularde de Bresse » / « Chapon de Bresse »](#)

[Arrêté du 31 décembre 2020 portant dispositions exceptionnelles pour le vin revendiqué en appellation d'origine contrôlée « Crémant de Limoux »](#)

[Arrêté du 31 décembre 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'appellation d'origine protégée \(AOP\) « Saint-Nectaire »](#)

[Décret n° 2021-5 du 5 janvier 2021 relatif au versement d'une allocation de remplacement aux personnes non salariées des professions agricoles pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 31 décembre 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'indication géographique protégée \(IGP\) « Volailles d'Auvergne »](#)

[Arrêté du 31 décembre 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'indication géographique protégée \(IGP\) « Volailles de Vendée »](#)

[Arrêté du 21 décembre 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges du label rouge n° LA 12/89 « Canard mulard gavé entier, foie gras cru et produits de découpes crus frais et magrets surgelés »](#)

[Arrêté du 21 décembre 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges du label rouge n° LA 07/14 « Saumon farci, farce aux petits légumes »](#)



[Arrêté du 21 décembre 2020 relatif à la modification temporaire du label rouge n° LA 03/11 « Maigre d'aquaculture marine »](#)

[Arrêté du 18 décembre 2020 relatif à la modification temporaire des conditions de production communes relatives à la production en label rouge « volailles fermières de chair », viandes de volaille et préparation de viande de volaille](#)

[Arrêté du 9 novembre 2020 portant dispositions exceptionnelles pour le vin revendiqué en appellation d'origine contrôlée « Côtes du Rhône »](#)

[Arrêté du 6 novembre 2020 prescrivant des mesures temporaires favorisant l'adaptation des entreprises du secteur alimentaire mettant sur le marché des denrées animales ou d'origine animale au contexte des restrictions imposées dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 5 novembre 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'appellation d'origine protégée \(AOP\) « Lucques du Languedoc »](#)

[Arrêté du 5 novembre 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'indication géographique protégée \(IGP\) « Lentilles vertes du Berry »](#)

[Arrêté du 15 octobre 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'appellation d'origine protégée \(AOP\) « Taureau de Camargue »](#)

[Arrêté du 5 octobre 2020 relatif à la modification temporaire du label rouge n° LA 03/11 « Maigre d'aquaculture marine »](#)

[Arrêté du 1er octobre 2020 fixant le calendrier électoral de l'élection par la voie d'un vote par correspondance des administrateurs de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole au titre de l'année 2020](#)

[Arrêté du 21 septembre 2020 relatif au versement d'une aide au soutien de la trésorerie de la société PALMIERI ET FILS fragilisée par la crise du covid-19](#)

[Arrêté du 10 septembre 2020 relatif aux conditions et limites régissant le cadre fiscal des achats de vendanges, de moûts et de vins destinés à l'élaboration des vins susceptibles de bénéficier de l'appellation d'origine contrôlée « Champagne » pour la campagne 2020-2021](#)

[Arrêté du 3 septembre 2020 modifiant l'arrêté du 29 novembre 2003 relatif à certaines normes qualitatives applicables à la production sur le territoire national de matériels forestiers de reproduction](#)

[Décret n° 2020-1083 du 21 août 2020 relatif à l'adaptation des modalités de contrôle des organisations de producteurs et associations d'organisations de producteurs liée à la pandémie de covid-19](#)

[Arrêté du 7 août 2020 portant dispositions exceptionnelles pour les vins bénéficiant de l'appellation d'origine contrôlée « Muscat Beaumes de Venise »](#)

[Arrêté du 7 août 2020 portant dispositions exceptionnelles pour les vins bénéficiant de l'appellation d'origine contrôlée « Cairanne »](#)

[Arrêté du 7 août 2020 portant dispositions exceptionnelles pour les vins bénéficiant de l'appellation d'origine contrôlée « Beaumes de Venise »](#)

[Arrêté du 5 août 2020 visant les membres du jury autres que les membres de droit aux épreuves pour l'année 2020 du contrôle de connaissances visé par l'article L. 241-1 du code rural et de la pêche maritime](#)

[Décret n° 2020-990 du 5 août 2020 dérogeant pour l'année 2020 au plafond horaire applicable aux associés d'un groupement agricole d'exploitation en commun total exerçant une activité accessoire](#)

[Arrêté du 31 juillet 2020 modifiant les modalités relatives à la mise en œuvre du rendez-vous de carrière des personnels enseignants et d'éducation du ministère chargé de l'agriculture et des personnels enseignants exerçant dans les établissements d'enseignement privés sous contrat mentionnés à l'article L. 813-8 du code rural et de la pêche maritime et prescrivant des mesures temporaires pour les années scolaires 2019-2020 et 2020-2021](#)

[Décret n° 2020-918 du 28 juillet 2020 instituant un vote par correspondance pour l'élection des membres des conseils d'administration des caisses de la mutualité sociale agricole au titre de l'année 2020](#)

[Arrêté du 13 juillet 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'indication géographique protégée \(IGP\) « Canard à foie gras du Sud-Ouest \(Chalosse, Gascogne, Gers, Landes, Périgord, Quercy\) »](#)

[Arrêté du 3 juillet 2020 relatif à la mise en œuvre d'un arrêt temporaire aidé des entreprises de pêche à pied et de récolte de végétaux marins sur le rivage dans le cadre de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 29 juin 2020 portant dispositions exceptionnelles pour les vins bénéficiant de l'appellation d'origine contrôlée « Cognac » ou « Eau-de-vie de Cognac » ou « Eau-de-vie des Charentes »](#)

[Arrêté du 29 juin 2020 portant dispositions exceptionnelles pour les vins bénéficiant de l'appellation d'origine contrôlée « Pineau des Charentes »](#)

[Arrêté du 25 juin 2020 portant adaptation pour la session 2020 des épreuves des concours d'accès à la 4e catégorie des emplois de professeur de l'enseignement technique agricole privé en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 25 juin 2020 portant adaptation pour la session de 2020 des épreuves des concours d'accès au corps des professeurs de lycée professionnel agricole en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 25 juin 2020 portant adaptation pour la session de 2020 des épreuves des concours d'accès au corps des professeurs certifiés de l'enseignement agricole en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 25 juin 2020 portant adaptation pour la session de 2020 des épreuves des concours d'accès au corps des conseillers principaux d'éducation des établissements d'enseignement agricole en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 25 juin 2020 portant adaptation pour la session de 2020 des épreuves des concours d'accès à la 2e catégorie des emplois de professeur des établissements d'enseignement agricole privés en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 25 juin 2020 modifiant l'arrêté du 29 avril 2020 relatif à la mise en œuvre d'un arrêt temporaire aidé des activités de pêche dans le cadre de l'épidémie du coronavirus covid-19](#)

[Arrêté du 19 juin 2020 relatif à l'aide exceptionnelle pour les centres équestres et les poneys clubs recevant du public touchés par les mesures prises pour ralentir la propagation de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-755 du 18 juin 2020 relatif aux modalités de délivrance des spécialités du certificat d'aptitude professionnelle agricole et du brevet d'études professionnelles agricole et des options du brevet de technicien supérieur agricole délivrées par le ministère en charge de l'agriculture pour les sessions d'examen 2020 et 2021](#)

[Arrêté du 18 juin 2020 relatif à l'adaptation des modalités de constitution des notes prises en compte en vue de l'obtention de certains diplômes délivrés par le ministère de l'agriculture et de l'alimentation et de certaines séries et spécialités du baccalauréat délivrées par le ministère en charge de l'agriculture et de l'alimentation pour la session d'examen 2020 et aux conditions pour s'y présenter](#)

[Arrêté du 18 juin 2020 relatif à l'adaptation des modalités de constitution des notes prises en compte en vue de l'obtention de certains diplômes délivrés par le ministère de l'agriculture et de l'alimentation et de certaines séries et spécialités du baccalauréat délivrées par le ministère en charge de l'agriculture et de l'alimentation pour la session d'examen 2021 et aux conditions pour s'y présenter](#)

[Décret n° 2020-749 du 17 juin 2020 portant création d'un dispositif d'aide exceptionnelle pour les centres équestres et les poneys clubs recevant du public touchés par les mesures prises pour ralentir la propagation de l'épidémie de covid-19](#)

[Avis du 5 juin 2020 relatif à l'organisation des examens de l'enseignement technique agricole du ministère de l'agriculture et de l'alimentation \(session 2020\)](#)

[Arrêté du 5 juin 2020 portant adaptation pour la session 2020 des épreuves du concours interne d'accès au corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 4 juin 2020 modifiant l'arrêté du 29 avril 2020 relatif à la mise en œuvre d'un arrêt temporaire aidé des activités de pêche dans le cadre de l'épidémie du coronavirus covid-19](#)

[Arrêté du 28 mai 2020 portant adaptation pour la session 2020 des modalités et de la nature des épreuves des concours externe, interne et de l'examen professionnel pour le recrutement des techniciens supérieurs du ministère de l'agriculture dans le cadre de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 \(recrutement dans le grade de technicien\)](#)

[Arrêté du 28 mai 2020 portant adaptation pour la session 2020 des modalités et de la nature des épreuves des concours externe et interne de recrutement des techniciens supérieurs du ministère de l'agriculture dans le cadre de la crise sanitaire née de l'épidémie du covid-19 \(recrutement dans le grade de technicien principal\)](#)

[Arrêté du 27 mai 2020 relatif aux modalités d'admission dans la formation conduisant au diplôme d'Etat de paysagiste pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 pour la session 2020](#)

[Arrêté du 27 mai 2020 modifiant l'arrêté du 8 janvier 2020 portant ouverture du concours commun d'admission dans la formation conduisant à la délivrance du diplôme d'Etat de paysagiste pour la session 2020](#)

[Arrêté du 22 mai 2020 portant adaptation des épreuves des concours et de l'examen professionnel de recrutement des inspecteurs de santé publique vétérinaire ouverts au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie du covid-19](#)

[Avis du 19 mai 2020 relatif à l'organisation des examens de l'enseignement technique agricole du ministère de l'agriculture et de l'alimentation \(session 2020\)](#)

[Arrêté du 19 mai 2020 modifiant l'arrêté du 3 avril 2020 prescrivant des mesures temporaires favorisant l'adaptation des entreprises du secteur alimentaire mettant sur le marché des denrées animales ou d'origine animale au contexte des restrictions imposées dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 15 mai 2020 modifiant l'arrêté du 29 avril 2020 relatif à la mise en œuvre d'un arrêt temporaire aidé des activités de pêche dans le cadre de l'épidémie du coronavirus covid-19](#)

[Arrêté du 12 mai 2020 relatif à certaines voies du concours commun d'accès aux formations d'ingénieur d'écoles nationales relevant du ministre chargé de l'agriculture et de la ministre chargée de l'enseignement supérieur pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 pour la session 2020](#)

[Arrêté du 12 mai 2020 portant modification des dates du concours commun d'accès aux formations d'ingénieur des écoles nationales relevant du ministère chargé de l'enseignement supérieur et du ministère chargé de l'agriculture pour la session 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 12 mai 2020 relatif à certaines voies du concours commun d'accès dans les écoles nationales vétérinaires pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 pour la session 2020](#)

[Arrêté du 12 mai 2020 portant modification des dates du concours commun d'accès dans les écoles nationales vétérinaires pour la session 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 11 mai 2020 modifiant le cahier des charges de l'appellation d'origine contrôlée « Saint-Pourçain »](#)

[Arrêté du 7 mai 2020 relatif à la modification temporaire des labels rouges n° LA 05/87 « Gazon de haute qualité », n° LA 08/16 « Plants de géraniums » et n° LA 06/15 « Plants de rosier de jardin »](#)

[Arrêté du 7 mai 2020 relatif à la modification temporaire du label rouge n° LA 02/03 « Herbes de Provence »](#)

[Arrêté du 7 mai 2020 relatif à la modification temporaire des labels rouges n° LA 08/09 « Coppa » et n° LA 09/09 « Pancetta »](#)

[Arrêté du 7 mai 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'indication géographique protégée \(IGP\) « Jambon de Vendée »](#)

[Arrêté du 7 mai 2020 relatif à la modification temporaire du label rouge n° LA 09/91 « Jambon cru de Pays »](#)

[Arrêté du 5 mai 2020 relatif aux formations conduisant aux diplômes nationaux d'internat vétérinaire des animaux de compagnie pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 pour la session 2020](#)

[Arrêté du 5 mai 2020 relatif à l'admission d'élèves ingénieurs civils titulaires de certains diplômes sanctionnant un premier cycle d'études supérieures à l'Ecole nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 pour la session 2020](#)

[Décret n° 2020-526 du 5 mai 2020 relatif à l'expérimentation de la télé médecine par les vétérinaires](#)

[Décret n° 2020-527 du 5 mai 2020 relatif au versement d'une allocation de remplacement aux personnes non-salariées des professions agricoles pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 4 mai 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'appellation d'origine protégée \(AOP\) « Brocciu corse »/« Brocciu »](#)

[Arrêté du 4 mai 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'appellation d'origine protégée \(AOP\) « Ossau-Iraty »](#)

[Arrêté du 4 mai 2020 adaptant les dispositions de l'arrêté du 26 février 2015 relatif aux demandes d'extension des accords conclus dans le cadre d'une organisation interprofessionnelle reconnue pendant la période d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 29 avril 2020 relatif à la mise en œuvre d'un arrêt temporaire aidé des activités de pêche dans le cadre de l'épidémie du coronavirus covid-19](#)

[Arrêté du 29 avril 2020 portant approbation d'une délibération du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins portant délégation aux CRPMEM de la fixation des dates de validité des licences de pêche à pied octroyées pour les campagnes 2019-2020 et 2020-2021 afin de tenir compte des dispositions législatives relatives à la gestion de la crise issue du covid-19](#)

[Arrêté du 28 avril 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'appellation d'origine protégée \(AOP\) « Rocamadour »](#)

[Arrêté du 28 avril 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'appellation d'origine protégée \(AOP\) « Charolais »](#)

[Arrêté du 24 avril 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'appellation d'origine protégée \(AOP\) « Laguiole »](#)

[Arrêté du 24 avril 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'appellation d'origine protégée \(AOP\) « Mâconnais »](#)

[Arrêté du 24 avril 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'appellation d'origine protégée \(AOP\) « Roquefort »](#)

[Arrêté du 24 avril 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'appellation d'origine protégée \(AOP\) « Morbier »](#)

[Arrêté du 20 avril 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'indication géographique protégée \(IGP\) « Tomme de Savoie »](#)

[Arrêté du 17 avril 2020 relatif à la modification temporaire du label rouge n° LA 20/92 « Viande fraîche de veau nourri par tétée au pis pouvant recevoir un aliment complémentaire liquide »](#)

[Arrêté du 17 avril 2020 relatif à la modification temporaire du label rouge n° LA 17/93 « Viande fraîche et surgelée, et abats frais d'agneau de plus de 14 kg carcasse, nourri par tétée au pis au moins 60 jours »](#)

[Arrêté du 17 avril 2020 relatif à la modification temporaire du label rouge n° LA 05/07 « Viande et abats frais et surgelés d'agneau de 14 à 22 kg de carcasse, nourri par tétée au pis au moins 90 jours ou jusqu'à abattage si abattu entre 70 et 89 jours »](#)

[Arrêté du 17 avril 2020 relatif à la modification temporaire des conditions de production communes relatives à la production en label rouge « Produits de charcuterie/salaison pur porc »](#)

[Arrêté du 17 avril 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'indication géographique protégée \(IGP\) « Agneau du Poitou-Charentes »](#)

[Arrêté du 17 avril 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'indication géographique protégée \(IGP\) « Veau du Limousin »](#)

[Arrêté du 17 avril 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'appellation d'origine protégée \(AOP\) « Bleu d'Auvergne »](#)

[Arrêté du 17 avril 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'appellation d'origine protégée \(AOP\) « Comté »](#)

[Arrêté du 17 avril 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'appellation d'origine protégée \(AOP\) « Saint-Nectaire »](#)

[Arrêté du 17 avril 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'appellation d'origine protégée \(AOP\) « Fourme d'Ambert »](#)

[Arrêté du 17 avril 2020 créant un régime national de gestion pour la pêche professionnelle de corail rouge \(\*Corallium rubrum\*\) en mer Méditerranée](#)

[Arrêté du 15 avril 2020 relatif à l'adaptation des modalités de constitution des notes prises en compte en vue de l'obtention de certains diplômes délivrés par le ministère de l'agriculture et de l'alimentation et de certaines séries et spécialités du baccalauréat délivrées par le ministère en charge de l'agriculture et de l'alimentation pour la session d'examen 2020](#)

[Arrêté du 14 avril 2020 relatif à la modification temporaire du label rouge n° LA01/12 « Viande fraîche ou surgelée d'agneau de plus de 14 kg de carcasse, nourri par tétée au pis au moins 60 jours »](#)

[Arrêté du 14 avril 2020 relatif à la modification temporaire du label rouge n° LA 30/99 « Viande fraîche de veau nourri au lait entier »](#)

[Arrêté du 14 avril 2020 relatif à la modification temporaire de cahiers des charges de label rouge](#)

[Arrêté du 14 avril 2020 relatif à la modification temporaire de cahiers des charges de label rouge](#)

[Arrêté du 14 avril 2020 relatif à la modification temporaire du label rouge n° LA 05/85 « Viande fraîche et surgelée d'agneau de plus de 13 kg de carcasse, nourri par tétée au pis au moins 60 jours »](#)

[Arrêté du 14 avril 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges du label rouge n° LA 04/79 « Emmental »](#)

[Arrêté du 9 avril 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'appellation d'origine protégée \(AOP\) « Valençay »](#)

[Arrêté du 9 avril 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'appellation d'origine protégée \(AOP\) « Sainte-Maure de Touraine »](#)

[Arrêté du 9 avril 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'appellation d'origine protégée \(AOP\) « Porc noir de Bigorre »](#)

[Arrêté du 9 avril 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'appellation d'origine protégée \(AOP\) « Jambon noir de Bigorre »](#)

[Arrêté du 9 avril 2020 relatif à la modification temporaire du label rouge n° LA 07/07 « Viande et abats frais et surgelés d'agneau de 13 à 22 kg de carcasse, nourri par tétée au pis au moins 70 jours ou jusqu'à abattage si abattu entre 60 et 69 jours »](#)

[Arrêté du 9 avril 2020 relatif à la modification temporaire des labels rouges n° LA 03/81 « Viande fraîche de veau nourri par tétée au pis pouvant recevoir un aliment complémentaire liquide » et n° LA 08/13 « Viande fraîche de veau nourri par tétée au pis pouvant recevoir une alimentation complémentaire solide »](#)

[Arrêté du 9 avril 2020 relatif à la modification temporaire des conditions de production communes relatives à la production en label rouge « Agneau »](#)

[Arrêté du 9 avril 2020 relatif à la modification temporaire du label rouge n° LA 09/95 « Viande fraîche d'agneau de plus de 13 kg carcasse, nourri par tétée au pis au moins 60 jours »](#)

[Arrêté du 9 avril 2020 relatif à la modification temporaire du label rouge n° LA 02/95 « Viande fraîche d'agneau de plus de 15 kg de carcasse, nourri par tétée au pis au moins 60 jours »](#)

[Arrêté du 9 avril 2020 relatif à la modification temporaire du label rouge n° LA 01/11 « Bar d'aquaculture marine »](#)

[Arrêté du 9 avril 2020 relatif à la modification temporaire du label rouge n° LA 02/18 « Pomme de terre primeur »](#)

[Arrêté du 9 avril 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'indication géographique protégée \(IGP\) « Agneau de Sisteron »](#)

[Arrêté du 9 avril 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'indication géographique protégée \(IGP\) « Bulot de la baie de Granville »](#)

[Arrêté du 9 avril 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'indication géographique protégée \(IGP\) « Gruyère »](#)

[Arrêté du 9 avril 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'indication géographique protégée \(IGP\) « Thym de Provence »](#)

[Arrêté du 9 avril 2020 relatif à la modification temporaire du label rouge n° LA 03/11 « Maigre d'aquaculture marine »](#)



[Arrêté du 9 avril 2020 portant approbation d'une délibération du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins modifiant les délibérations nos B78/2019, B79/2019, B1/2020, B2/2020 et B4/2020 afin de tenir compte des obligations législatives relatives à la gestion de la crise issue du covid-19 applicables aux licences autorisant l'exercice de la pêche du bar dans les zones Nord et golfe de Gascogne](#)

[Arrêté du 9 avril 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'appellation d'origine protégée \(AOP\) « Volaille de Bresse »](#)

[Arrêté du 7 avril 2020 relatif à la modification temporaire des conditions de production communes relatives à la production en label rouge « veau »](#)

[Arrêté du 7 avril 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges du label rouge n° LA 04/79 « Emmental »](#)

[Arrêté du 7 avril 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'indication géographique protégée \(IGP\) « Emmental français est-central »](#)

[Arrêté du 6 avril 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'appellation d'origine protégée \(AOP\) « Fourme de Montbrison »](#)

[Arrêté du 6 avril 2020 relatif à la modification temporaire du cahier des charges de l'appellation d'origine protégée \(AOP\) « Oignon de Roscoff »](#)

[Arrêté du 3 avril 2020 prescrivant des mesures temporaires favorisant l'adaptation des entreprises du secteur alimentaire mettant sur le marché des denrées animales ou d'origine animale au contexte des restrictions imposées dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de covid-19](#)

[Ordonnance n° 2020-329 du 25 mars 2020 portant maintien en fonction des membres des conseils d'administration des caisses locales et de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole](#)

[Décret n° 2020-274 du 17 mars 2020 modifiant certaines dispositions relatives à la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques \(abrogé par le décret n° 2020-293\)](#)

## **Ministère auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics**

[Rapport au décret n° 2022-1512 du 2 décembre 2022 portant transfert de crédits](#)

[Décret n° 2022-1512 du 2 décembre 2022 portant transfert de crédits](#)

[Arrêté du 15 janvier 2021 modifiant l'arrêté du 16 juillet 2020 relatif à l'exonération de droits sur les alcools utilisés dans la fabrication de gels et solutions hydro-alcooliques à usage humain](#)

[Décret n° 2020-1754 du 29 décembre 2020 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021](#)

[Arrêté du 23 décembre 2020 portant reports de crédits](#)

[Avis autorisant au titre de l'année 2020 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'agent de constatation principal des douanes de 2e classe](#)

[Décret n° 2020-762 du 22 juin 2020 modifiant le décret n° 2020-437 du 16 avril 2020 pris pour l'application des articles 5 et 6 de l'ordonnance n° 2020-351 du 27 mars 2020 relative à l'organisation des examens et concours pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 16 juin 2020 portant adaptation des dispositions relatives à la formation des contrôleurs des finances publiques stagiaires en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Avis portant report de l'épreuve orale d'admission du concours externe pour le recrutement de contrôleurs des finances publiques au titre de l'année 2020](#)

[Arrêté du 8 juin 2020 portant adaptation des épreuves des concours externe et interne d'inspecteur des douanes et droits indirects organisés au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 8 juin 2020 portant adaptation des épreuves d'admission des concours de recrutement d'inspecteurs des douanes et droits indirects dans la spécialité « traitement automatisé de l'information - programmeur de système d'exploitation » organisés au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 8 juin 2020 portant adaptation des épreuves des concours de recrutement de contrôleurs des douanes et droits indirects organisés au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 8 juin 2020 portant adaptation des épreuves des concours externe et interne d'accès au corps des contrôleurs des douanes et droits indirects dans la spécialité « traitement automatisé de l'information - programmeur » organisés au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 8 juin 2020 portant report de l'épreuve orale d'admission du concours externe pour le recrutement de contrôleurs des finances publiques au titre de l'année 2020](#)

[Arrêté du 4 juin 2020 portant adaptation des épreuves du concours interne ouvert au titre de l'année 2020 de recrutement d'attachés d'administration de l'Etat pour les services et établissements publics relevant des ministres chargés de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 29 mai 2020 portant adaptation des épreuves de certains concours ouverts au titre de l'année 2020 pour le recrutement dans le deuxième grade des corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 29 mai 2020 portant adaptation des épreuves des concours ouverts au titre de l'année 2020 pour le recrutement de secrétaires administratifs de classe supérieure de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 29 mai 2020 portant adaptation des épreuves de certains concours ouverts au titre de l'année 2020 pour le recrutement dans le premier grade des corps de secrétaires administratifs des administrations de l'Etat et de certains corps analogues en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 29 mai 2020 modifiant l'arrêté du 9 avril 2020 portant délégation de signature \(direction générale des finances publiques\)](#)

[Avis portant modification des conditions d'organisation des épreuves orales d'admission des concours pour le recrutement de contrôleurs des finances publiques affectés au traitement de l'information en qualité de programmeur au titre de l'année 2020](#)

[Décret n° 2020-665 du 2 juin 2020 relatif au remboursement trimestriel de la taxe intérieure de consommation sur le gazole aux transporteurs routiers de marchandises et aux exploitants de transport public routiers de voyageurs](#)

[Arrêté du 29 mai 2020 portant modification des conditions d'organisation des épreuves orales d'admission des concours pour le recrutement de contrôleurs des finances publiques affectés au traitement de l'information en qualité de programmeur au titre de l'année 2020](#)

[Arrêté du 28 mai 2020 modifiant l'arrêté du 30 mars 2020 pris en application de l'article 1er de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative](#)

[Arrêté du 28 mai 2020 portant adaptation, pour l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19, des dispositions de l'arrêté du 16 décembre 2015 relatif à la discipline des concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration et des épreuves d'accès aux cycles préparatoires au concours interne et au troisième concours et de l'arrêté du 16 décembre 2015 fixant la nature, la durée et les coefficients des épreuves d'accès aux cycles préparatoires au concours interne et au troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration](#)

[Arrêté du 27 mai 2020 portant adaptation des épreuves d'admission du concours externe pour le recrutement de contrôleurs des finances publiques affectés au traitement de l'information en qualité de programmeur au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Avis de concours pour le recrutement au titre de l'année 2021 de contrôleurs des finances publiques](#)

[Arrêté du 26 mai 2020 portant adaptation des dispositions relatives à la formation initiale dispensée par les instituts régionaux d'administration](#)

[Arrêté du 20 mai 2020 portant adaptation du règlement intérieur de l'Ecole nationale d'administration pour les promotions en scolarité pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Rapport relatif au décret n° 2020-584 du 18 mai 2020 portant ouverture et annulation de crédits](#)

[Arrêté du 14 mai 2020 portant ouverture de la session d'automne 2020 des concours d'accès aux instituts régionaux d'administration \(entrée en formation au 1er mars 2021\)](#)

[Décret n° 2020-570 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle à certains agents civils et militaires de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique territoriale soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Avis autorisant au titre de l'année 2020 l'ouverture d'un concours professionnel d'avancement au grade de contrôleur principal des douanes et droits indirects](#)

[Avis portant modification de l'avis autorisant au titre de l'année 2020 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au corps des contrôleurs des douanes et droits indirects](#)

[Avis portant modification de l'avis autorisant au titre de l'année 2020 l'ouverture d'un concours professionnel pour l'accès au grade de contrôleur de 1re classe des douanes et droits indirects](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-560 du 13 mai 2020 fixant les délais applicables à diverses procédures pendant la période d'urgence sanitaire](#)

[Ordonnance n° 2020-560 du 13 mai 2020 fixant les délais applicables à diverses procédures pendant la période d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 11 mai 2020 relatif à la mise en œuvre de dispositions temporaires en matière de compte épargne-temps dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 11 mai 2020 portant adaptation des dispositions relatives à la formation initiale des inspecteurs stagiaires de la direction générale des douanes et droits indirects](#)

[Arrêté du 11 mai 2020 portant report de l'épreuve orale de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'agent administratif principal des finances publiques de 2e classe au titre de l'année 2020](#)

[Arrêté du 11 mai 2020 portant report de l'épreuve orale de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'agent technique principal des finances publiques de 2e classe au titre de l'année 2020](#)

[Arrêté du 7 mai 2020 relatif à l'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux masques de protection et produits destinés à l'hygiène corporelle adaptés à la lutte contre la propagation du virus covid-19](#)

[Décret n° 2020-524 du 5 mai 2020 modifiant le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature](#)

[Avis aux importateurs de masques « grand public » réservés à des usages non sanitaires](#)

[Arrêté du 30 avril 2020 portant modification des conditions d'organisation de la session de printemps 2020 des concours d'accès aux instituts régionaux d'administration \(entrée en formation au 1er septembre 2020\)](#)

[Décret n° 2020-479 du 25 avril 2020 portant répartition des crédits ouverts et annulés par la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

[Arrêté du 17 avril 2020 portant adaptation pour la session de printemps 2020 des épreuves des concours d'accès aux instituts régionaux d'administration en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-437 du 16 avril 2020 pris pour l'application des articles 5 et 6 de l'ordonnance n° 2020-351 du 27 mars 2020 relative à l'organisation des examens et concours pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-430 du 15 avril 2020 relative à la prise de jours de réduction du temps de travail ou de congés dans la fonction publique de l'Etat et la fonction publique territoriale au titre de la période d'urgence sanitaire](#)

[Ordonnance n° 2020-430 du 15 avril 2020 relative à la prise de jours de réduction du temps de travail ou de congés dans la fonction publique de l'Etat et la fonction publique territoriale au titre de la période d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 9 avril 2020 portant délégation de signature \(direction générale des finances publiques\)](#)

[Décret n° 2020-415 du 9 avril 2020 relatif à la prolongation exceptionnelle de la durée maximale d'occupation des emplois de direction de l'Etat en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-404 du 7 avril 2020 relatif à la prise en charge des frais de repas de certains personnels civils et militaires dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 6 avril 2020 modifiant l'arrêté du 30 mars 2020 pris en application de l'article 1er de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative](#)

[Arrêté du 30 mars 2020 pris en application de l'article 1er de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative](#)

[Ordonnance n° 2020-347 du 27 mars 2020 adaptant le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 27 mars 2020 autorisant le rattachement par voie de fonds de concours des recettes provenant des dons versés pour le soutien des entreprises en difficulté face à la crise sanitaire](#)

[Décret n° 2020-327 du 25 mars 2020 portant relèvement du plafond des avances de trésorerie au régime général de sécurité sociale](#)

[Ordonnance n° 2020-326 du 25 mars 2020 relative à la responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables publics](#)

[Arrêté du 18 mars 2020 relevant temporairement les plafonds de délégation de signature s'agissant des demandes de remboursement de crédit de taxe sur la valeur ajoutée et de remboursement de crédit d'impôt](#)

## **Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse**

[Décret n° 2023-201 du 24 mars 2023 portant adaptation des durées des périodes de formation en milieu professionnel exigées pour l'obtention du certificat d'aptitude professionnelle et du baccalauréat professionnel pour la session 2023 dans le cadre de la sortie de crise sanitaire](#)

[Décret n° 2022-953 du 28 juin 2022 relatif à l'organisation de l'examen du baccalauréat général et technologique de la session 2023 pour l'année scolaire 2021-2022 pour les candidats à l'étranger ne pouvant se présenter aux épreuves terminales en raison d'une interdiction de circulation ou de la fermeture administrative de leur centre d'examen](#)

[Décret n° 2022-952 du 28 juin 2022 relatif à l'organisation de l'examen du baccalauréat général et technologique de la session 2022 pour l'année scolaire 2021-2022 pour les candidats à l'étranger ne pouvant se présenter aux épreuves terminales en raison d'une interdiction de circulation ou de la fermeture administrative de leur centre d'examen](#)

[Arrêté du 29 juin 2022 relatif aux modalités d'organisation de l'examen du baccalauréat général et technologique pour la session 2022 pour l'année scolaire 2021-2022 pour les candidats à l'étranger ne pouvant se présenter aux épreuves terminales en raison d'une interdiction de circulation ou de la fermeture administrative de leur centre d'examen](#)

[Arrêté du 29 juin 2022 relatif aux modalités d'organisation de l'examen du baccalauréat général et technologique pour la session 2023 pour l'année scolaire 2021-2022 pour les candidats à l'étranger ne pouvant se présenter aux épreuves terminales en raison d'une interdiction de circulation ou de la fermeture administrative de leur centre d'examen](#)

[Décret n° 2022-672 du 26 avril 2022 portant adaptation des durées de périodes de formation en milieu professionnel et des durées d'expérience ou d'activité professionnelle exigées pour l'obtention du certificat d'aptitude professionnelle, du baccalauréat professionnel, du brevet professionnel, du brevet des métiers d'art, de la mention complémentaire et du diplôme de technicien des métiers du spectacle pour la session 2022 dans le cadre de la sortie de crise sanitaire](#)

[Arrêté du 26 avril 2022 adaptant les conditions de la formation et la certification de sauveteur secouriste du travail \(SST\) dans les diplômes professionnels pour la session d'examen 2022](#)

[Décret n° 2022-643 du 25 avril 2022 relatif à l'organisation de l'examen du baccalauréat général et technologique de la session 2022 pour l'année scolaire 2021-2022](#)

[Décret n° 2022-312 du 3 mars 2022 portant création d'une indemnité journalière versée aux agents publics relevant du ministère en charge de l'éducation nationale et aux maîtres agréés et maîtres délégués exerçant dans des établissements d'enseignement privés sous contrat simple qui participent à l'accueil des enfants des personnels soignants et autres personnels indispensables à la gestion de la crise sanitaire](#)

[Décret n° 2022-266 du 25 février 2022 modifiant le décret n° 2021-1295 du 5 octobre 2021 instituant une aide exceptionnelle en faveur des personnes physiques et morales de droit privé encadrant des activités sportives et particulièrement affectées par la fermeture des remontées mécaniques dans le contexte de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 25 février 2022 remplaçant en raison de l'épidémie de covid-19 les épreuves ponctuelles prévues aux examens du certificat d'aptitude professionnelle, du brevet d'études professionnelles, du baccalauréat professionnel, du brevet professionnel, du brevet des métiers d'art, de la mention complémentaire et du diplôme de technicien des métiers du spectacle par des épreuves évaluées en contrôle continu au titre de la session 2021 qui se déroule en décembre en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis-et-Futuna](#)

[Décret n° 2022-238 du 24 février 2022 relatif aux conditions d'attribution et de retrait de la délégation accordée aux fédérations sportives ainsi qu'au contenu et aux modalités du contrat de délégation](#)

[Décret n° 2022-29 du 14 janvier 2022 relatif aux modalités de délivrance du diplôme national du brevet pour la session 2021 en Nouvelle-Calédonie et à Wallis-et-Futuna en conséquence de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 14 janvier 2022 relatif aux modalités de délivrance du diplôme national du brevet pour la session 2021 en Nouvelle-Calédonie et à Wallis-et-Futuna en conséquence de la Covid-19](#)

[Décret n° 2021-1697 du 17 décembre 2021 portant délégation de compétences du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports à la région Bretagne](#)

[Décret n° 2021-1690 du 16 décembre 2021 modifiant le décret n° 2020-896 du 22 juillet 2020 dérogeant à certaines dispositions du code du sport \(partie réglementaire\) pour faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19 et au report des jeux Olympiques et Paralympiques de Tokyo à 2021](#)

[Décret n° 2021-1622 du 10 décembre 2021 modifiant l'application en Nouvelle-Calédonie du décret n° 2021-209 du 25 février 2021 relatif à l'organisation de l'examen du baccalauréat général et technologique de la session 2021 pour l'année scolaire 2020-2021 et du décret n° 2021-210 du 25 février 2021 relatif à l'organisation de l'examen du baccalauréat général et technologique de la session 2022 pour l'année scolaire 2020-2021](#)

[Arrêté du 10 décembre 2021 modifiant l'arrêté du 25 février 2021 relatif aux modalités d'organisation de l'examen du baccalauréat général et technologique pour la session 2021 pour l'année scolaire 2020-2021 et l'arrêté du 25 février 2021 relatif aux modalités d'organisation de l'examen du baccalauréat général et technologique pour la session 2022 pour l'année scolaire 2020-2021](#)

[Arrêté du 5 novembre 2021 modifiant l'arrêté du 18 juin 2020 portant adaptation temporaire de la formation conduisant au diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « perfectionnement sportif » mention « escalade » pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 5 novembre 2021 modifiant l'arrêté du 18 juin 2020 portant adaptation temporaire de la formation conduisant au diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « perfectionnement sportif » mention « escalade en milieu naturels » pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 5 novembre 2021 modifiant l'arrêté du 8 juin 2020 portant adaptation temporaire d'une épreuve certificative conduisant au brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « éducateur sportif » mention « activités aquatiques et de la natation » et de l'évaluation au certificat d'aptitude à l'exercice de la profession de maître-nageur-sauveteur pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 5 novembre 2021 modifiant l'arrêté du 6 mai 2020 prescrivant les mesures d'exception relatives aux formations professionnelles des diplômes d'Etat de l'animation et du sport délivrés au nom du ministère des sports pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-1464 du 8 novembre 2021 modifiant le décret n° 2020-1571 du 11 décembre 2020 portant création d'une aide de l'Etat pour compenser les pertes de recettes du sport professionnel en raison des mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-1295 du 5 octobre 2021 instituant une aide exceptionnelle en faveur des personnes physiques et morales de droit privé encadrant des activités sportives et particulièrement affectées par la fermeture des remontées mécaniques dans le contexte de l'épidémie de covid-19](#)



[Décret n° 2021-1108 du 23 août 2021 modifiant le décret n° 2020-1571 du 11 décembre 2020 portant création d'une aide de l'Etat pour compenser les pertes de recettes du sport professionnel en raison des mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-917 du 9 juillet 2021 relatif à la justification par certains personnels enseignants recrutés en 2021 de leur qualification en sauvetage aquatique, en natation et en secourisme](#)

[Arrêté du 1er juillet 2021 portant extension de la compétence de la commission de réforme ministérielle du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports et du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation](#)

[Décret n° 2021-878 du 1er juillet 2021 portant création d'une indemnité journalière versée aux agents publics relevant du ministère en charge de l'éducation nationale et aux maîtres agréés et maîtres délégués exerçant dans des établissements d'enseignement privés sous contrat simple qui participent à l'accueil dans les écoles et établissements d'enseignement des enfants des personnels soignants et autres personnels indispensables à la gestion de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 1er juillet 2021 fixant le montant de l'indemnité journalière versée aux agents publics relevant du ministère en charge de l'éducation nationale et aux maîtres agréés et maîtres délégués exerçant dans des établissements d'enseignement privés sous contrat simple chargés de l'accueil dans les écoles et établissements d'enseignement des enfants des personnels soignants et autres personnels indispensables à la gestion de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 11 juin 2021 adaptant les épreuves ponctuelles terminales d'éducation physique et sportive dans les diplômes professionnels du certificat d'aptitude professionnelle, du baccalauréat professionnel, du brevet des métiers d'art et du diplôme de technicien des métiers du spectacle, au titre de la session 2021](#)

[Arrêté du 7 juin 2021 modifiant l'arrêté du 18 mai 2020 portant adaptation de l'autorisation annuelle d'exercer du titulaire du brevet d'Etat d'éducateur sportif option « parachutisme » et du titulaire du brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « parachutisme » pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 4 juin 2021 portant adaptation des épreuves d'admission du concours externe et du concours interne de recrutement des inspecteurs de la jeunesse et des sports ouverts au titre de l'année 2021 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-742 du 9 juin 2021 modifiant le décret n° 2020-850 du 3 juillet 2020 prorogeant l'autorisation d'exercer les fonctions de directeur en accueils collectifs de mineurs pour les titulaires du brevet d'aptitude aux fonctions de directeurs en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 9 juin 2021 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2020 portant diverses mesures relatives aux titres et diplômes permettant d'exercer les fonctions d'animation et de direction dans les accueils collectifs de mineurs pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-737 du 9 juin 2021 modifiant le décret n° 2021-209 du 25 février 2021 relatif à l'organisation de l'examen du baccalauréat général et technologique de la session 2021 pour l'année scolaire 2020-2021](#)

[Arrêté du 9 juin 2021 modifiant l'arrêté du 25 février 2021 relatif aux modalités d'organisation de l'examen du baccalauréat général et technologique pour la session 2021 pour l'année scolaire 2020-2021](#)

[Décret n° 2021-727 du 8 juin 2021 portant adaptation des conditions d'évaluation des épreuves et des conditions de délivrance du diplôme pour l'examen du certificat d'aptitude professionnelle, du brevet d'études professionnelles, du baccalauréat professionnel, du brevet professionnel, de la mention complémentaire et du brevet des métiers d'art à la session 2021 en raison de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 8 juin 2021 définissant les modalités exceptionnelles du calcul de la moyenne générale pour la délivrance du diplôme du baccalauréat professionnel, en raison de l'épidémie de covid-19 au titre de la session 2021](#)

[Arrêté du 4 mai 2021 portant adaptation d'une épreuve d'admission du concours externe du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive \(CAPEPS\) ouvert au titre de l'année 2021 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 4 mai 2021 portant adaptation de la première épreuve d'admission du concours externe, du concours interne et du troisième concours pour le recrutement de conseillers d'éducation populaire et de jeunesse ouverts au titre de l'année 2021 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 4 mai 2021 portant adaptation des épreuves d'admission du concours externe de recrutement de professeurs agrégés de l'enseignement du second degré ouvert au titre de l'année 2021 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 pour ce qui concerne la section éducation physique et sportive](#)

[Ordonnance n° 2021-552 du 5 mai 2021 portant actualisation et adaptation des dispositions du code de l'éducation relatives à l'outre-mer](#)

[Arrêté du 10 mars 2021 portant adaptation des épreuves du concours interne de recrutement de professeurs agrégés de l'enseignement du second degré ouvert au titre de l'année 2021 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 pour ce qui concerne la section éducation physique et sportive](#)

[Décret n° 2021-209 du 25 février 2021 relatif à l'organisation de l'examen du baccalauréat général et technologique de la session 2021 pour l'année scolaire 2020-2021](#)

[Décret n° 2021-210 du 25 février 2021 relatif à l'organisation de l'examen du baccalauréat général et technologique de la session 2022 pour l'année scolaire 2020-2021](#)

[Arrêté du 25 février 2021 relatif aux modalités d'organisation de l'examen du baccalauréat général et technologique pour la session 2021 pour l'année scolaire 2020-2021](#)

[Arrêté du 25 février 2021 relatif aux modalités d'organisation de l'examen du baccalauréat général et technologique pour la session 2022 pour l'année scolaire 2020-2021](#)

[Décret n° 2021-161 du 15 février 2021 portant adaptation des durées des périodes de formation en milieu professionnel et des durées d'expérience ou d'activité professionnelle exigées pour l'obtention des diplômes professionnels du certificat d'aptitude professionnelle, du brevet](#)

[d'études professionnelles, du baccalauréat professionnel, du brevet professionnel, du brevet des métiers d'art et de la mention complémentaire pour la session 2021](#)

[Arrêté du 15 février 2021 adaptant les conditions de la formation et la certification de sauveteur secouriste du travail \(SST\) dans les diplômes professionnels pour la session d'examen 2021](#)

[Arrêté du 15 février 2021 adaptant l'organisation des périodes de formation en milieu professionnel exigées pour l'obtention des diplômes professionnels du certificat d'aptitude professionnelle, du brevet d'études professionnelles, du baccalauréat professionnel, du brevet professionnel, du brevet des métiers d'art, de la mention complémentaire et du diplôme de technicien des métiers du spectacle et l'évaluation du contrôle en cours de formation, au titre de la session 2021](#)

[Arrêté du 6 janvier 2021 portant prolongation de la dérogation temporaire autorisant la réalisation d'un audit initial à distance pour l'attribution du label « EDUFORM »](#)

[Décret n° 2020-1295 du 23 octobre 2020 relatif à l'adaptation temporaire des dispositions relatives au label qualité « EDUFORM »](#)

[Arrêté du 23 octobre 2020 portant adaptation des modalités de délivrance, de surveillance et de durée du label « EDUFORM » en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-1227 du 6 octobre 2020 dérogeant à certaines dispositions du code du sport \(partie réglementaire\) pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 8 septembre 2020 modifiant l'arrêté du 27 mai 2020 relatif aux modalités d'organisation du baccalauréat dans les voies générale et technologique pour la session 2020, dans le contexte de l'épidémie de covid-19, et l'arrêté du 13 juin 2020 relatif à l'organisation de l'examen du baccalauréat général et technologique de la session 2021](#)

[Arrêté du 31 août 2020 relatif à l'aménagement des rendez-vous de carrière des personnels enseignants exerçant dans les établissements d'enseignement privés sous contrat réalisé au titre de l'année scolaire 2019-2020 du fait de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 28 août 2020 fixant les modalités complémentaires d'évaluation et de titularisation de certains personnels relevant du ministère chargé de l'éducation lauréats de la session 2020 des concours](#)

[Arrêté du 22 juillet 2020 portant adaptation pour la session 2020 de la première épreuve d'admission des concours externe, interne et du troisième concours pour le recrutement de conseillers d'éducation populaire et de jeunesse en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-883 du 17 juillet 2020 relatif à la justification par certains personnels enseignants recrutés en 2020 de leur qualification en sauvetage aquatique, en natation et en secourisme](#)

[Décret n° 2020-850 du 3 juillet 2020 prorogeant l'autorisation d'exercer les fonctions de directeur en accueils collectifs de mineurs pour les titulaires du brevet d'aptitude aux fonctions de directeurs en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 3 juillet 2020 portant diverses mesures relatives aux titres et diplômes permettant d'exercer les fonctions d'animation et de direction dans les accueils collectifs de mineurs pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 26 juin 2020 annulant et reportant l'épreuve d'admission des premiers concours internes de recrutement de professeurs des écoles dans l'académie de Reims](#)

[Arrêté du 23 juin 2020 portant adaptation des épreuves du concours ouvert au titre de l'année 2020 pour le recrutement d'infirmiers de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-721 du 13 juin 2020 relatif à l'organisation de l'examen du baccalauréat général et technologique de la session 2021](#)

[Arrêté du 13 juin 2020 relatif à l'organisation de l'examen du baccalauréat général et technologique de la session 2021](#)

[Arrêté du 10 juin 2020 portant adaptation des épreuves du concours de recrutement des personnels de direction d'établissement d'enseignement ou de formation relevant du ministre de l'éducation nationale ouvert au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 10 juin 2020 portant adaptation des épreuves du concours interne de recrutement des psychologues de l'éducation nationale ouvert au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 10 juin 2020 portant adaptation des épreuves du concours interne de recrutement de conseillers principaux d'éducation ouvert au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 10 juin 2020 portant adaptation des épreuves de certaines sections du concours interne du certificat d'aptitude au professorat de lycée professionnel \(CAPLP\) ouvert au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 10 juin 2020 portant adaptation des épreuves de certaines sections du concours interne du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement technique \(CAPET\) ouvert au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 10 juin 2020 portant adaptation des épreuves de certaines sections du concours interne du certificat d'aptitude au professorat du second degré \(CAPES\) ouvert au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 10 juin 2020 portant adaptation des épreuves du concours interne du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive \(CAPEPS\) ouvert au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 10 juin 2020 portant adaptation des épreuves de certaines sections du concours interne de recrutement de professeurs agrégés de l'enseignement du second degré ouvert au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 10 juin 2020 portant adaptation des épreuves du premier concours interne de recrutement de professeurs des écoles du corps de l'Etat créé pour la Polynésie française ouvert au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 10 juin 2020 modifiant les conditions de déroulement des épreuves des concours externes, concours externes spéciaux, seconds concours internes, seconds concours internes spéciaux et troisièmes concours de recrutement de professeurs des écoles stagiaires au titre de l'année 2020](#)

[Arrêté du 10 juin 2020 modifiant les conditions de déroulement des premiers concours internes de recrutement de professeurs des écoles ouverts au titre de l'année 2020](#)

[Arrêté du 10 juin 2020 modifiant les conditions de déroulement des épreuves du concours externe et du second concours interne de recrutement de professeurs des écoles stagiaires à Mayotte ouverts au titre de l'année 2020](#)

[Arrêté du 10 juin 2020 modifiant les conditions de déroulement de la session supplémentaire du concours externe de recrutement de professeurs des écoles stagiaires au titre de l'année 2020 \(académie de Créteil et académie de Versailles\)](#)

[Arrêté du 10 juin 2020 modifiant les conditions de déroulement des concours externes, concours externes spéciaux, seconds concours internes, seconds concours internes spéciaux et troisièmes concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs des écoles des établissements d'enseignement privés sous contrat ouverts au titre de l'année 2020](#)

[Arrêté du 10 juin 2020 modifiant les conditions de déroulement des premiers concours internes pour l'accès à l'échelle de rémunération de professeur des écoles des maîtres contractuels et agréés des établissements d'enseignement privés sous contrat ouverts au titre de l'année 2020](#)

[Arrêté du 10 juin 2020 modifiant les conditions de déroulement du concours externe et du troisième concours de recrutement de professeurs certifiés stagiaires en vue de l'obtention du certificat d'aptitude au professorat du second degré \(CAPES\) ainsi que celles du concours externe \(section arts appliqués\) du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement technique \(CAPET\) ouverts au titre de l'année 2020](#)

[Arrêté du 10 juin 2020 modifiant les conditions de déroulement du concours externe et du troisième concours de recrutement de professeurs de lycée professionnel stagiaires en vue de l'obtention du certificat d'aptitude au professorat de lycée professionnel \(CAPLP\) au titre de l'année 2020](#)

[Arrêté du 10 juin 2020 modifiant les conditions de déroulement de certaines sections du concours externe et du concours externe spécial de recrutement de professeurs agrégés de l'enseignement du second degré ouverts au titre de l'année 2020](#)

[Arrêté du 10 juin 2020 modifiant les conditions de déroulement de certains concours externes et troisièmes concours d'accès à des listes d'aptitude aux fonctions de maître dans les établissements d'enseignement privés sous contrat du second degré \(CAFEP et troisième CAFEP\) ouverts au titre de l'année 2020](#)

[Arrêté du 4 juin 2020 relatif aux modalités de délivrance du diplôme national du brevet pour les candidats des établissements d'enseignement agricole pour la session 2020](#)

[Décret n° 2020-671 du 3 juin 2020 relatif aux modalités de délivrance du certificat d'aptitude professionnelle, du brevet d'études professionnelles, du baccalauréat professionnel, du brevet professionnel, du brevet des métiers d'art et de la mention complémentaire pour la session 2020](#)

[Arrêté du 3 juin 2020 adaptant en raison des circonstances exceptionnelles découlant de l'épidémie de covid-19 le contrôle en cours de formation et le contrôle ponctuel mis en œuvre dans les épreuves d'enseignement général et dans les épreuves d'enseignement professionnel ainsi que les conditions pour se présenter aux épreuves des examens conduisant à l'obtention du certificat d'aptitude professionnelle, du brevet d'études professionnelles, du baccalauréat professionnel, du brevet professionnel, du brevet des métiers d'art et de la mention complémentaire](#)

[Décret n° 2020-646 du 28 mai 2020 relatif aux modalités de délivrance du diplôme de compétence en langue pour les sessions prévues jusqu'au 31 juillet 2020](#)

[Arrêté du 28 mai 2020 adaptant en raison des circonstances exceptionnelles découlant de l'épidémie de covid-19 l'épreuve du diplôme de compétence en langue étrangère professionnelle, en langue française professionnelle de premier niveau, en langue des signes française et en langue régionale](#)

[Arrêté du 27 mai 2020 portant adaptation des épreuves de certaines sections du concours externe et du concours externe spécial de recrutement de professeurs agrégés de l'enseignement du second degré ouverts au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 27 mai 2020 portant adaptation des épreuves de certaines sections du concours externe et du troisième concours du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement technique \(CAPET\) ouverts au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 27 mai 2020 portant dispositions complémentaires à l'arrêté du 15 mai 2020 portant adaptation des épreuves des sections des concours externes et des troisièmes concours ouverts au titre de l'année 2020 en vue de l'obtention du certificat d'aptitude au professorat du second degré \(CAPES\) en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-640 du 27 mai 2020 relatif aux modalités de délivrance du diplôme national du brevet pour la session 2020](#)

[Décret n° 2020-641 du 27 mai 2020 relatif aux modalités de délivrance du baccalauréat général et technologique pour la session 2020](#)

[Arrêté du 27 mai 2020 relatif aux modalités de délivrance du diplôme national du brevet pour la session 2020](#)

[Arrêté du 27 mai 2020 relatif aux modalités de délivrance du certificat de formation générale pour les sessions organisées au cours de l'année 2020](#)

[Arrêté du 27 mai 2020 relatif aux modalités d'organisation du baccalauréat dans les voies générale et technologique pour la session 2020, dans le contexte de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 26 mai 2020 aménageant les modalités d'évaluation et de titularisation des professeurs et conseillers principaux d'éducation stagiaires au cours de l'année scolaire 2019-2020 du fait de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-632 du 25 mai 2020 relatif à la prolongation des dérogations à l'organisation de la semaine scolaire accordées sur le fondement de l'article D. 521-12 du code de l'éducation et arrivant à échéance au terme de l'année scolaire 2019-2020](#)

[Décret n° 2020-625 du 22 mai 2020 portant dérogation au principe de suspension des délais pendant la période d'état d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 15 mai 2020 portant adaptation des épreuves de certaines sections du concours externe et du concours externe spécial de recrutement de professeurs agrégés de l'enseignement du second degré ouverts au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 15 mai 2020 portant adaptation des épreuves des sections des concours externes et des troisièmes concours ouverts au titre de l'année 2020 en vue de l'obtention du certificat d'aptitude au professorat du second degré \(CAPES\) en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 15 mai 2020 portant adaptation des épreuves de la section arts appliqués du concours externe du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement technique \(CAPET\) ouvert au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 15 mai 2020 portant adaptation des épreuves du concours externe et du troisième concours du certificat d'aptitude au professorat de lycée professionnel \(CAPLP\) ouverts au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 15 mai 2020 portant adaptation des épreuves du concours externe du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive \(CAPEPS\) ouvert au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 15 mai 2020 portant adaptation des épreuves des premiers concours internes de recrutement de professeurs des écoles ouverts au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 15 mai 2020 portant adaptation des épreuves des concours externes, concours externes spéciaux, seconds concours internes, seconds concours internes spéciaux et troisièmes concours de recrutement de professeurs des écoles ouverts au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 15 mai 2020 portant adaptation des épreuves du concours externe et du second concours interne de recrutement de professeurs des écoles à Mayotte ouverts au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 15 mai 2020 portant adaptation des épreuves du concours externe de recrutement de professeurs des écoles du corps de l'Etat créé pour la Polynésie française ouvert au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 13 mai 2020 relatif à l'aménagement des rendez-vous de carrière des personnels enseignants, d'éducation et de psychologues du ministère chargé de l'éducation nationale](#)



[réalisés au titre de l'année scolaire 2019-2020 du fait de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 4 mars 2020 annulant et reportant la troisième épreuve d'admissibilité du concours externe de l'agrégation de lettres modernes \(session 2020\)](#)

## **Ministère de la culture**

[Délibération n° 2022/CA/38 du 8 décembre 2022 portant approbation du règlement général des aides financières du Centre national du cinéma et de l'image animée](#)

[Décret n° 2022-1296 du 6 octobre 2022 prorogeant les agréments des formules d'accès au cinéma](#)

[Délibération n° 2022/CA/22 du 4 octobre 2022 modifiant le règlement général des aides financières du Centre national du cinéma et de l'image animée](#)

[Rapport à la Première ministre relatif au décret n° 2022-1290 du 3 octobre 2022 prorogeant l'autorisation de la publicité télévisée en faveur du cinéma](#)

[Décret n° 2022-1290 du 3 octobre 2022 prorogeant l'autorisation de la publicité télévisée en faveur du cinéma](#)

[Arrêté du 21 septembre 2022 autorisant au titre de l'année 2023 l'ouverture des concours externe, interne et de l'examen professionnel pour l'accès au corps des architectes et urbanistes de l'Etat](#)

[Arrêté du 7 septembre 2022 pris en application des articles 2 et 4 du décret n° 2021-1175 du 10 septembre 2021 instituant une aide exceptionnelle au bénéfice des journalistes pigistes ayant subi une diminution d'activité à raison de la crise de la covid-19](#)

[Délibération no 2022/CA/12 du 30 juin 2022 modifiant le règlement général des aides financières du Centre national du cinéma et de l'image animée \(NOR : MICK2219652X\)](#)

[Décret n° 2022-628 du 22 avril 2022 modifiant le décret n° 2020-1794 du 30 décembre 2020 portant création d'un fonds d'indemnisation pour interruption, report ou abandon des tournages de programmes de flux liés à l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2022-509 du 8 avril 2022 modifiant le décret n°2021-1178 du 13 septembre 2021 instituant une aide temporaire aux employeurs organisateurs de spectacles vivants entrant dans le champ d'application du guichet unique pour le spectacle vivant \(Guso\)](#)

[Délibération n° 2022/CA/02 du 31 mars 2022 modifiant le règlement général des aides financières du Centre national du cinéma et de l'image animée](#)

[Décret n° 2021-1928 du 30 décembre 2021 modifiant le décret n° 2020-1794 du 30 décembre 2020 portant création d'un fonds d'indemnisation pour interruption, report ou abandon des tournages de programmes de flux liés à l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-1795 du 23 décembre 2021 modifiant le décret n° 2021-1175 du 10 septembre 2021 instituant une aide exceptionnelle au bénéfice des journalistes pigistes ayant subi une diminution d'activité à raison de la crise de la covid-19](#)

[Délibération n° 2021/CA/38 du 9 décembre 2021 modifiant le règlement général des aides financières du Centre national du cinéma et de l'image animée](#)

[Arrêté du 6 décembre 2021 pris en application des articles 2 et 4 du décret n° 2021-1175 du 10 septembre 2021 instituant une aide exceptionnelle au bénéfice des journalistes pigistes ayant subi une diminution d'activité à raison de la crise de la covid-19](#)

[Décret n° 2021-1435 du 4 novembre 2021 portant modification du décret n° 2019-1216 du 21 novembre 2019 relatif aux annonces judiciaires et légales](#)

[Arrêté du 27 octobre 2021 autorisant au titre de l'année 2022 l'ouverture des concours externe, interne et de l'examen professionnel pour l'accès au corps des architectes et urbanistes de l'Etat](#)

[Délibération n° 2021/CA/28 du 30 septembre 2021 modifiant le règlement général des aides financières du Centre national du cinéma et de l'image animée](#)

[Décret n° 2021-1219 du 23 septembre 2021 prorogeant les agréments des formules d'accès au cinéma](#)

[Décret n° 2021-1175 du 10 septembre 2021 instituant une aide exceptionnelle au bénéfice des journalistes pigistes ayant subi une diminution d'activité à raison de la crise de la covid-19](#)

[Décret n° 2021-1139 du 1er septembre 2021 modifiant le décret n° 2020-1794 du 30 décembre 2020 portant création d'un fonds d'indemnisation pour interruption, report ou abandon des tournages de programmes de flux liés à l'épidémie de covid-19](#)

[Délibération n° 2021/CA/25 du 29 juillet 2021 modifiant le règlement général des aides financières du Centre national du cinéma et de l'image animée](#)

[Décret n° 2021-988 du 27 juillet 2021 fixant pour l'année 2021 les modalités de calcul de l'indemnité pour travail dominical régulier susceptible d'être allouée à certains personnels du ministère de la culture](#)

[Arrêté du 5 juillet 2021 autorisant au titre de l'année 2022 l'ouverture d'un examen professionnel d'avancement au grade de technicien des services culturels et des bâtiments de France de classe exceptionnelle du ministère de la culture](#)

[Délibération n° 2021/CA/18 du 27 mai 2021 modifiant le règlement général des aides financières du Centre national du cinéma et de l'image animée](#)

[Décret n° 2021-512 du 28 avril 2021 modifiant le décret n° 2020-1794 du 30 décembre 2020 portant création d'un fonds d'indemnisation pour interruption, report ou abandon des tournages de programmes de flux liés à l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-151 du 11 février 2021 fixant pour l'année 2020 les modalités de calcul de l'indemnité pour travail dominical régulier susceptible d'être allouée à certains personnels du ministère de la culture](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2021-137 du 10 février 2021 modifiant l'ordonnance n° 2020-1599 du 16 décembre 2020 relative aux aides exceptionnelles à destination des auteurs et titulaires de droits voisins touchés par les conséquences](#)

[économiques, financières et sociales de la propagation du virus covid-19 et aux conditions financières de résolution de certains contrats dans les secteurs de la culture et du sport](#)

[Ordonnance n° 2021-137 du 10 février 2021 modifiant l'ordonnance n° 2020-1599 du 16 décembre 2020 relative aux aides exceptionnelles à destination des auteurs et titulaires de droits voisins touchés par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation du virus covid-19 et aux conditions financières de résolution de certains contrats dans les secteurs de la culture et du sport](#)

[Rapport au Premier ministre relatif au décret n° 2021-96 du 30 janvier 2021 portant modification du cahier des charges de la société nationale de programme France Télévisions](#)

[Décret n° 2021-96 du 30 janvier 2021 portant modification du cahier des charges de la société nationale de programme France Télévisions](#)

[Délibération n° 2021/CA/01 du 21 janvier 2021 modifiant le règlement général des aides financières du Centre national du cinéma et de l'image animée](#)

[Délibération n° 2020/CA/28 du 8 décembre 2020 modifiant le règlement général des aides financières du Centre national du cinéma et de l'image animée](#)

[Délibération n° 2020/CA/34 du 8 décembre 2020 modifiant le règlement général des aides financières du Centre national du cinéma et de l'image animée et relative à la possibilité d'investissement des sommes inscrites sur les comptes automatiques pour besoins de trésorerie liés à l'épidémie de covid-19](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-1599 du 16 décembre 2020 relative aux aides exceptionnelles à destination des auteurs et titulaires de droits voisins touchés par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation du virus covid-19 et aux conditions financières de résolution de certains contrats dans les secteurs de la culture et du sport](#)

[Ordonnance n° 2020-1599 du 16 décembre 2020 relative aux aides exceptionnelles à destination des auteurs et titulaires de droits voisins touchés par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation du virus covid-19 et aux conditions financières de résolution de certains contrats dans les secteurs de la culture et du sport](#)

[Décret n° 2020-1569 du 11 décembre 2020 relatif à l'aide exceptionnelle pour les livraisons de livres neufs et de supports phonographiques](#)

[Décret n° 2020-1462 du 27 novembre 2020 portant dérogation exceptionnelle au délai d'exploitation des œuvres cinématographiques sous forme de vidéogrammes](#)

[Décret n° 2020-1384 du 13 novembre 2020 instituant une aide exceptionnelle au bénéfice de certains éditeurs de presse](#)

[Décret n° 2020-1383 du 13 novembre 2020 instituant une aide exceptionnelle au bénéfice des titres de presse ultra-marins](#)

[Arrêté du 12 novembre 2020 modifiant l'arrêté du 14 octobre 2020 reportant les dates des épreuves d'admissibilité et d'admission des concours externe et interne pour l'accès au grade](#)

[d'adjoint technique principal de 2e classe d'accueil, de surveillance et de magasinage du ministère de la culture, ouverts au titre de l'année 2020](#)

[Délibération n° 2020/CA/19 du 1er octobre 2020 modifiant le règlement général des aides financières du Centre national du cinéma et de l'image animée](#)

[Arrêté du 14 octobre 2020 reportant les dates des épreuves d'admissibilité et d'admission des concours externe et interne pour l'accès au grade d'adjoint technique principal de 2e classe d'accueil, de surveillance et de magasinage du ministère de la culture, ouverts au titre de l'année 2020](#)

[Arrêté du 30 septembre 2020 reportant les dates des épreuves d'admissibilité et d'admission du concours externe pour l'accès au corps de technicien d'art de classe normale du ministère de la culture, métiers de la céramique, spécialité « céramique », ouvert au titre de l'année 2020](#)

[Arrêté du 13 août 2020 modifiant l'arrêté du 24 juin 2020 portant adaptation des épreuves des concours externe et interne pour l'accès au grade d'adjoint technique principal de 2e classe d'accueil, de surveillance et de magasinage du ministère de la culture, ouverts au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 13 août 2020 portant adaptation des épreuves du concours externe pour l'accès au corps de technicien d'art de classe normale du ministère de la culture ouvert au titre de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Délibération n° 2020/CA/14 du 16 juillet 2020 modifiant le règlement général des aides financières du Centre national du cinéma et de l'image animée](#)

[Arrêté du 2 juillet 2020 relatif aux élections des conseils régionaux de l'ordre des architectes et du Conseil national de l'ordre des architectes](#)

[Arrêté du 24 juin 2020 modifiant l'arrêté du 11 juillet 2007 fixant les modalités d'organisation des concours de recrutement dans le grade d'adjoint technique de 1re classe d'accueil, de surveillance et de magasinage du ministère de la culture et portant adaptation des épreuves des concours externe et interne pour l'accès au grade d'adjoint technique principal de 2e classe d'accueil, de surveillance et de magasinage du ministère de la culture ouverts au titre de l'année 2020, en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Délibération n° 2020/CA/11 du 29 mai 2020 modifiant le règlement général des aides financières du Centre national du cinéma et de l'image animée](#)

[Arrêté du 20 mai 2020 modifiant l'arrêté du 13 juillet 2015 portant composition et fonctionnement de la commission d'acquisition et de commande du Centre national des arts plastiques](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-538 du 7 mai 2020 relative aux conditions financières de résolution de certains contrats en cas de force majeure dans les secteurs de la culture et du sport](#)

[Ordonnance n° 2020-538 du 7 mai 2020 relatif aux conditions financières de résolution de certains contrats en cas de force majeure dans les secteurs de la culture et du sport](#)

[Arrêté du 23 avril 2020 portant adaptation des modalités de validation des formations des études d'architecture pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Délibération n° 2020/CA/08 du 1er avril 2020 modifiant le règlement général des aides financières du Centre national du cinéma et de l'image animée et relative à des mesures exceptionnelles en raison de l'épidémie de covid-19 \(modification : Délibération n° 2014/CA/11, 27 nov. 2014\)](#)

[Arrêté du 27 mars 2020 relatif au report du terme des délais des arrêtés d'insaisissabilité de biens culturels pendant la période d'urgence sanitaire](#)

[Ordonnance n° 2020-353 du 27 mars 2020 relative aux aides exceptionnelles à destination de titulaires de droits d'auteurs et de droits voisins en raison des conséquences de la propagation du virus covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

[Arrêté du 19 mars 2020 reportant les épreuves des concours externe et interne pour l'accès au corps d'adjoint technique principal de 2e classe d'accueil, de surveillance et de magasinage du ministère de la culture, ouverts au titre de l'année 2020](#)

## **Ministère de la transition écologique et cohésion des territoires**

[Arrêté du 19 avril 2022 modifiant l'arrêté du 3 janvier 2022 portant ouverture des concours externe, interne et du troisième concours d'attaché territorial, organisés par le centre interdépartemental de gestion de la petite couronne de la région Ile-de-France \(session 2022\)](#)

[Décret n° 2022-529 du 12 avril 2022 portant adaptation temporaire d'épreuves de certains concours ou examens professionnels de la fonction publique territoriale en application de l'article 7 de l'ordonnance n° 2020-1694 du 24 décembre 2020 relative à l'organisation des examens et concours pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 et portant actualisation des intitulés des grades des cadres d'emplois d'adjoint administratif territorial et d'adjoint territorial du patrimoine dans les décrets fixant les modalités d'organisation des concours correspondants](#)

[Arrêté du 21 février 2022 portant ouverture d'un concours sur titres avec épreuves d'accès au grade d'assistant territorial socio-éducatif, spécialité « éducateur spécialisé »](#)

[Arrêté du 18 février 2022 portant modification de l'arrêté du 20 juillet 2021 portant ouverture de la session 2022 des concours externe, interne et troisième concours de technicien territorial, organisés par le centre de gestion d'Ille-et-Vilaine pour les collectivités territoriales et les établissements publics territoriaux des Côtes-d'Armor, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan](#)

[Arrêté du 3 février 2022 portant modification de l'arrêté du 20 juillet 2021 portant ouverture de la session 2022 des concours externe, interne et troisième concours d'assistant territorial d'enseignement artistique principal de 2e classe, spécialité musique, discipline musiques actuelles amplifiées, organisés par le centre de gestion d'Ille-et-Vilaine pour l'ensemble du territoire national](#)

[Arrêté du 26 janvier 2022 portant allongement du délai d'inhumation et de crémation en raison des circonstances exceptionnelles liées à la propagation de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 4 janvier 2022 modifiant l'arrêté du 4 janvier 2021 portant ouverture pour le compte des centres de gestion de la région Sud, Provence-Alpes-Côte d'Azur des concours externe, interne et troisième concours de rédacteur territorial, organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale des Alpes-Maritimes \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 8 décembre 2021 portant ouverture des examens professionnels d'accès par voie de promotion interne au grade d'ingénieur territorial \(alinéas 1 et 2\), organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale du Nord et pour les centres de gestion des Hauts-de-France \(Aisne, Oise, Pas-de-Calais et Somme\) \(session 2022\)](#)

[Arrêté du 26 octobre 2021 portant ouverture des examens professionnels d'accès par voie de promotion interne au grade d'ingénieur territorial au titre des 1er et 2e alinéas de l'article 10 du décret du 26 février 2016 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux, organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Savoie \(session 2022\)](#)

[Arrêté du 21 octobre 2021 portant ouverture de concours pour le recrutement des attachés territoriaux de conservation du patrimoine par le centre de gestion de la Côte-d'Or \(session 2022\)](#)

[Arrêté du 21 octobre 2021 portant ouverture des concours externe, interne et troisième concours d'attaché territorial de conservation du patrimoine dans les spécialités archives et inventaire, organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale d'Ille-et-Vilaine pour les collectivités territoriales et établissements publics territoriaux de l'ensemble du territoire national \(session 2022\)](#)

[Arrêté du 15 septembre 2021 portant diverses adaptations dans le domaine funéraire en outre-mer en raison des circonstances exceptionnelles liées à la propagation de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 31 août 2021 portant ouverture des concours externe, interne et troisième voie de technicien principal de 2e classe, spécialité « réseaux, voirie et infrastructures », par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Aude \(session 2022\)](#)

[Arrêté du 30 août 2021 modifiant l'arrêté du 8 juillet 2021 portant ouverture d'un concours externe, d'un concours interne et d'un troisième concours d'accès au grade d'assistant territorial d'enseignement artistique principal de 2e classe, spécialité « musique », discipline « piano », organisés par le centre de gestion du Rhône \(session 2022\)](#)

[Arrêté du 18 août 2021 portant ouverture du concours de technicien territorial, spécialité « services et interventions techniques », organisé par le centre de gestion du Gard \(session 2022\)](#)

[Arrêté du 18 août 2021 portant ouverture du concours de technicien territorial principal de 2e classe, spécialité « services et interventions techniques », organisé par le centre de gestion du Gard \(session 2022\)](#)

[Arrêté du 11 août 2021 portant ouverture des concours externe, interne et troisième concours d'accès au grade de technicien territorial, spécialité « prévention et gestion des risques, hygiène et restauration » organisé par le centre de gestion du Tarn le 14 avril 2022 en convention avec les centres de gestion de la région Occitanie](#)

[Arrêté du 4 août 2021 modifiant l'arrêté du 17 janvier 2020 portant ouverture du concours d'attaché territorial \(externe, interne et troisième voie\), organisé par le centre de gestion de la fonction publique territoriale du Nord et pour les Hauts-de-France \(Aisne, Oise, Pas-de-Calais et Somme\) \(session 2020\)](#)

[Arrêté du 4 août 2021 modifiant l'arrêté du 23 septembre 2020 portant ouverture des concours externe, interne et 3e voie d'assistant territorial de conservation du patrimoine et des bibliothèques, organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale du Nord et pour les centres de gestion des Hauts-de-France \(Aisne, Oise, Pas-de-Calais et Somme\) \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 4 août 2021 modifiant l'arrêté du 23 septembre 2020 portant ouverture des concours externe, interne et troisième voie d'assistant territorial de conservation du patrimoine et des bibliothèques principaux de 2e classe, organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale du Nord et pour les centres de gestion des Hauts-de-France \(Aisne, Pas-de-Calais et Somme\) \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 4 août 2021 portant ouverture des concours externe, interne et troisième concours de technicien territorial principal de 2e classe, organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Somme \(session 2022\)](#)

[Arrêté du 2 août 2021 portant ouverture du concours externe sur titre avec épreuves pour le recrutement des éducateurs territoriaux de jeunes enfants \(H et F\) \(session 2022\)](#)

[Arrêté du 29 juillet 2021 portant ouverture des concours externe et interne de technicien territorial, spécialités : « bâtiment, génie civil » ; « prévention et gestion des risques, hygiène, restauration » ; « espaces verts et naturels » ; « ingénierie, informatique et systèmes d'information » et « services et interventions techniques » \(session 2022\)](#)

[Arrêté du 29 juillet 2021 portant ouverture du concours sur titres avec épreuves d'éducateur territorial de jeunes enfants, organisé par le centre de gestion de la Gironde \(session 2022\)](#)

[Arrêté du 26 juillet 2021 portant ouverture des concours externe, interne et troisième concours de technicien territorial principal de 2e classe, spécialité « aménagement urbain et développement durable », organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Lozère \(session 2022\)](#)

[Arrêté du 22 juillet 2021 portant ouverture du concours de technicien territorial, spécialité espaces verts et naturels, organisé par le centre de gestion de la fonction publique territoriale des Hautes-Pyrénées \(session 2022\)](#)

[Arrêté du 22 juillet 2021 portant ouverture du concours de technicien principal de 2e classe, spécialité espaces verts et naturels, organisé par le centre de gestion de la fonction publique territoriale des Hautes-Pyrénées \(session 2022\)](#)

[Arrêté du 22 juillet 2021 portant ouverture pour le compte des centres de gestion de la région Sud, Provence-Alpes-Côte d'Azur d'un concours externe, interne et troisième concours d'assistant territorial d'enseignement artistique principal de 2e classe](#)

[Arrêté du 22 juillet 2021 portant ouverture d'un concours externe sur titre avec épreuves, d'un concours interne et d'un troisième concours sur épreuves d'assistant territorial d'enseignement artistique principal de 2e classe, spécialité musique, discipline trompette, organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale du Pas-de-Calais \(session 2022\)](#)



[Arrêté du 22 juillet 2021 portant ouverture au titre de l'année 2022 des concours externe, interne et du troisième concours d'assistant territorial d'enseignement artistique principal de 2e classe \(spécialité musique - discipline trombone\) par le centre de gestion d'Indre-et-Loire](#)

[Arrêté du 20 juillet 2021 portant ouverture des concours externe, interne et 3e concours d'assistant territorial d'enseignement artistique principal de 2e classe, spécialité musique, discipline musiques actuelles amplifiées, organisés par le centre de gestion d'Ille-et-Vilaine pour l'ensemble du territoire national \(session 2022\)](#)

[Arrêté du 20 juillet 2021 portant ouverture de la session 2022 des concours externe, interne et 3e concours de technicien territorial, organisés par le centre de gestion d'Ille-et-Vilaine pour les collectivités territoriales et les établissements publics territoriaux des Côtes-d'Armor, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan](#)

[Arrêté du 19 juillet 2021 portant ouverture du concours externe sur titres avec épreuve d'assistant territorial d'enseignement artistique principal de 2e classe \(session 2022\) spécialité danse - disciplines danse contemporaine, danse classique, danse jazz organisé par le centre de gestion de Loire-Atlantique](#)

[Ordonnance n° 2021-961 du 19 juillet 2021 relative à la certification périodique de certains professionnels de santé](#)

[Arrêté du 16 juillet 2021 portant ouverture pour le compte des centres de gestion de la région Sud, Provence-Alpes-Côte d'Azur des concours externe, interne et troisième concours de technicien territorial principal de 2e classe organisés par le centre de gestion des Alpes-Maritimes](#)

[Arrêté du 15 juillet 2021 modifiant l'arrêté du 23 octobre 2020 portant ouverture pour le compte des centres de gestion de la région Sud, Provence-Alpes-Côte d'Azur d'un concours externe et d'un concours interne d'ingénieur territorial](#)

[Arrêté du 15 juillet 2021 portant ouverture des concours externe, interne et du troisième concours d'assistant territorial d'enseignement artistique, spécialité musique, discipline accompagnement danse, organisés par le centre interdépartemental de gestion de la petite couronne \(session 2022\)](#)

[Arrêté du 15 juillet 2021 portant ouverture des concours externe, interne et du troisième concours d'assistant territorial d'enseignement artistique principal de 2e classe, spécialité musique, discipline instruments anciens, contrebasse, percussions, accompagnement danse, organisés par le centre interdépartemental de gestion de la petite couronne \(session 2022\)](#)

[Arrêté du 13 juillet 2021 portant ouverture par le centre de gestion des Bouches-du-Rhône en convention avec les centres de gestion coordonnateurs pour l'ensemble du territoire national d'un concours externe sur titre avec épreuves, d'un concours interne et d'un troisième concours sur épreuves d'assistant territorial d'enseignement artistique principal de 2e classe, spécialité : musique ; discipline : violon \(session 2022\)](#)

[Arrêté du 13 juillet 2021 portant ouverture pour le compte des centres de gestion de la région Sud, Provence-Alpes-Côte d'Azur des concours externe, interne et troisième concours de technicien territorial organisés par le centre de gestion des Alpes-Maritimes](#)

[Arrêté du 13 juillet 2021 portant ouverture d'un concours sur titres avec épreuves d'éducateur territorial de jeunes enfants de seconde classe, organisé pour le compte de la région Normandie \(session 2022\)](#)

[Arrêté du 13 juillet 2021 modifiant l'arrêté du 4 janvier 2021 portant ouverture pour le compte des centres de gestion de la région Sud, Provence-Alpes-Côte d'Azur des concours externe, interne et troisième concours de rédacteur territorial \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 13 juillet 2021 portant ouverture pour l'ensemble du territoire national d'un concours externe sur titre avec épreuves, d'un concours interne et d'un 3e concours sur épreuves d'assistant territorial d'enseignement artistique principal de 2e classe \(session 2022\)](#)

[Arrêté du 12 juillet 2021 portant ouverture d'un examen professionnel d'accès par voie d'avancement au grade d'assistant territorial d'enseignement artistique principal de 1re classe dans les spécialités musique, danse, arts plastiques et art dramatique, organisé par le centre de gestion de la fonction publique territoriale du Puy-de-Dôme \(session 2022\)](#)

[Arrêté du 8 juillet 2021 portant ouverture par le centre de gestion des Bouches-du-Rhône pour le compte des centres de gestion de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur du concours sur titres avec épreuves d'éducateur territorial de jeunes enfants \(session 2022\)](#)

[Arrêté du 7 juillet 2021 modifiant l'arrêté du 9 juillet 2020 modifié portant ouverture pour le compte des centres de gestion de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur d'un concours externe, interne et troisième concours d'assistant territorial de conservation du patrimoine et des bibliothèques](#)

[Arrêté du 10 juin 2021 modifiant l'arrêté du 8 juillet 2020 portant ouverture d'un concours externe, interne et troisième concours pour l'accès au cadre d'emplois des assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques \(session 2021\) pour le compte de la région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur organisé par le centre de gestion de la fonction publique territoriale du Var \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 30 juin 2021 portant ouverture des concours externe, interne et 3e concours de technicien territorial pour la région des Pays de la Loire \(session 2022\)](#)

[Arrêté du 1er juillet 2021 portant ouverture d'un concours sur titres avec épreuves d'éducateur territorial de jeunes enfants \(session 2022\) organisé par le centre interdépartemental de gestion de la grande couronne de la région Ile-de-France](#)

[Arrêté du 9 juin 2021 modifiant l'arrêté du 25 août 2020 portant ouverture pour les collectivités territoriales et établissements publics territoriaux de Bretagne, de Normandie et des Pays de la Loire des concours externe, interne et 3e concours d'assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 9 juin 2021 modifiant l'arrêté du 25 août 2020 portant ouverture pour les collectivités territoriales et établissements publics territoriaux de Bretagne, de Normandie et des Pays de la Loire des concours externe, interne et 3e concours d'assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal de 2e classe \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 18 mai 2021 modifiant l'arrêté du 16 novembre 2020 portant ouverture des concours externe et interne d'ingénieur territorial, spécialités ingénierie, gestion technique et architecture,](#)

[infrastructures et réseaux, prévention et gestion des risques, urbanisme, aménagement et paysages et informatiques et système d'information \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 17 mai 2021 modifiant l'arrêté du 20 octobre 2020 portant ouverture des concours externe et interne d'ingénieur territorial spécialité « urbanisme, aménagement et paysages » \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 17 mai 2021 modifiant l'arrêté du 17 juillet 2020 portant un concours externe sur titres avec épreuves, interne et 3e concours sur épreuves d'assistant territorial de conservation principal de classe, spécialité : musée, bibliothèque, archives, documentation \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 17 mai 2021 modifiant l'arrêté du 19 août 2020 portant ouverture des concours externe, interne et du troisième concours d'assistant territorial de conservation du patrimoine et des bibliothèques organisés par le centre interdépartemental de gestion de la petite couronne de la région Ile-de-France \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 17 mai 2021 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2021 portant ouverture d'un concours externe sur titres avec épreuves et d'un concours interne sur titres avec épreuves d'accès au grade de conseiller territorial socio-éducatif \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 1er juin 2021 modifiant l'arrêté du 18 novembre 2019 portant ouverture en 2020 pour les collectivités territoriales et établissements publics territoriaux de Bretagne, de Normandie et des Pays de Loire des concours externe et interne de bibliothécaire territorial, spécialité bibliothèques, par le centre de gestion d'Ille-et-Vilaine](#)

[Décret n° 2021-706 du 2 juin 2021 fixant à titre temporaire des règles dérogatoires de formation et de titularisation de certains fonctionnaires territoriaux en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-572 du 10 mai 2021 portant adaptation temporaire d'épreuves de certains concours de la fonction publique territoriale en application de l'article 7 de l'ordonnance n° 2020-1694 du 24 décembre 2020 relative à l'organisation des examens et concours pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 10 mai 2021 portant adaptation temporaire de l'arrêté du 25 octobre 1994 fixant le programme des matières des épreuves des concours pour le recrutement des agents de police municipale en application du décret n° 2021-572 du 10 mai 2021 portant adaptation temporaire d'épreuves de certains concours de la fonction publique territoriale en application de l'article 7 de l'ordonnance n° 2020-1694 du 24 décembre 2020 relative à l'organisation des examens et concours pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 19 avril 2021 portant ouverture des concours externe et interne d'éducateur territorial des activités physiques et sportives \(session 2022\)](#)

[Arrêté du 19 avril 2021 portant ouverture des concours externe sur titres avec épreuves, interne et troisième concours sur épreuves d'éducateur territorial des activités physiques et sportives, organisés par le centre interdépartemental de gestion de la grande couronne de la région Ile-de-France \(session 2022\)](#)

[Arrêté du 19 avril 2021 portant ouverture des concours externe sur titres avec épreuves, interne et troisième concours sur épreuves d'éducateur territorial des activités physiques et sportives principal de 2e classe, organisés par le centre interdépartemental de gestion de la grande couronne de la région Ile-de-France \(session 2022\)](#)

[Arrêté du 19 avril 2021 portant ouverture des concours externe et interne d'éducateur territorial des activités physiques et sportives principal de 2e classe organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Gironde \(session 2022\)](#)

[Arrêté du 12 avril 2021 modifiant l'arrêté du 12 avril 2019 portant ouverture en 2020 des concours externe, interne et 3e concours d'éducateur territorial des activités physiques et sportives par le centre de gestion d'Ille-et-Vilaine, pour les collectivités territoriales et établissements publics territoriaux des Côtes-d'Armor, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan](#)

[Arrêté du 12 avril 2021 modifiant l'arrêté du 12 avril 2019 portant ouverture en 2020 des concours externe et interne d'éducateur territorial des activités physiques et sportives principal de 2e classe, pour les collectivités territoriales et établissements publics territoriaux de Bretagne et des Pays de Loire par le centre de gestion d'Ille-et-Vilaine](#)

[Arrêté du 9 avril 2021 portant ouverture des concours externe et interne d'éducateur territorial des activités physiques et sportives principal de 2e classe organisés par le centre de gestion d'Ille-et-Vilaine pour les collectivités territoriales et établissements publics territoriaux de Bretagne et des Pays de Loire \(session 2022\)](#)

[Arrêté du 24 mars 2021 modifiant l'arrêté du 29 janvier 2020 portant ouverture, pour les collectivités territoriales et établissements publics territoriaux de Bretagne, de Normandie et des Pays de la Loire, du concours d'attaché territorial \(session 2020\)](#)

[Arrêté du 17 mars 2021 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020](#)

[Arrêté du 26 janvier 2021 portant ouverture des concours externe, interne et 3e concours d'animateur principal de 2e classe organisés par le centre de gestion d'Ille-et-Vilaine pour les collectivités territoriales et établissements publics territoriaux de Bretagne, de Normandie et des Pays de la Loire \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 20 janvier 2021 portant ouverture des concours externe, interne et troisième concours de rédacteur territorial organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Oise et pour les centres de gestion de l'Aisne et de la Somme \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 22 janvier 2021 portant ouverture du concours de rédacteur territorial principal de 2e classe organisé par le centre de gestion de Loire-Atlantique pour la région Pays de la Loire \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 17 février 2021 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2019 portant ouverture d'un concours externe sur titres avec épreuves, interne et de 3e voie avec épreuves d'accès au](#)

[grade d'attaché territorial, spécialité « administration générale », par le centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale de la Corse-du-Sud](#)

[Arrêté du 14 janvier 2021 portant ouverture des concours externe, interne et troisième concours d'accès au grade de rédacteur principal de 2e classe, organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Isère \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 28 janvier 2021 portant ouverture du concours externe sur titres avec épreuves et du concours interne sur titres avec épreuves pour le recrutement des conseillers territoriaux socio-éducatifs \(H et F\) catégorie A, organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Isère \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 4 février 2021 portant organisation des concours externe, interne et troisième concours d'animateur territorial principal de 2e classe, organisés par le centre de gestion de la fonction publique de la Somme \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 10 février 2021 modifiant l'arrêté du 4 juillet 2019 portant ouverture en 2020 d'un concours externe et d'un concours interne d'accès au grade de technicien territorial dans la spécialité « Réseaux, voirie et infrastructures » par le centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes](#)

[Arrêté du 10 février 2021 modifiant l'arrêté du 4 juillet 2019 portant ouverture en 2020 d'un concours externe et d'un concours interne d'accès au grade de technicien territorial principal de 2e classe dans la spécialité « Réseaux, voirie et infrastructures » par le centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes](#)

[Arrêté du 29 janvier 2021 modifiant l'arrêté du 19 janvier 2021 portant ouverture des concours externe, interne, interne spécial et troisième voie d'animateur territorial, organisés par le centre de gestion du Loiret, en convention avec les centres de gestion de la région Centre-Val de Loire \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 11 janvier 2021 portant organisation par le centre de gestion du Doubs d'un concours de recrutement externe, interne et de troisième voie de rédacteurs principaux de 2e classe \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 25 janvier 2021 modifiant l'arrêté du 17 juillet 2020 portant ouverture au titre de l'année 2021 d'un concours externe sur titres avec épreuves, interne et troisième concours sur épreuves d'accès au grade d'assistant territorial de conservation principal de 2e classe, spécialités : musée, bibliothèque, archives et documentation, organisé par le centre interdépartemental de gestion de la grande couronne de la région Ile-de-France](#)

[Arrêté du 29 janvier 2021 portant ouverture des concours externe, interne et d'un troisième concours de rédacteur territorial organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale du Nord et pour le centre de gestion du Pas-de-Calais \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 3 février 2021 portant ouverture d'un concours externe, d'un concours interne et d'un troisième concours d'accès au grade d'animateur territorial principal de 2e classe organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale du Puy-de-Dôme \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 11 janvier 2021 portant ouverture d'un concours externe sur titres avec épreuves et d'un concours interne sur titres avec épreuves d'accès au grade de conseiller territorial socio-](#)

[éducatif organisés par le centre interdépartemental de gestion de la petite couronne de la région Ile-de-France \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 3 février 2021 portant ouverture d'un concours externe, d'un concours interne et d'un troisième concours d'accès au grade d'animateur territorial organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale du Puy-de-Dôme \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 14 janvier 2021 portant ouverture des concours externe, interne et troisième concours de rédacteur territorial organisés par le centre de gestion de la Moselle \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 29 janvier 2021 portant ouverture des concours externe, interne et troisième voie d'animateur territorial principal de 2e classe par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Aude \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 29 janvier 2021 portant ouverture des concours externe, internes et troisième concours d'animateur territorial organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale du Nord et pour les centres de gestion des Hauts-de-France \(Aisne, Oise, Pas-de-Calais et Somme\) \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 22 janvier 2021 portant ouverture de la session 2021 des concours externe, interne et troisième concours de rédacteur territorial principal de 2e classe organisés par le centre de gestion d'Ille-et-Vilaine pour les collectivités territoriales et établissements publics territoriaux des Côtes-d'Armor, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan](#)

[Arrêté du 18 janvier 2021 portant ouverture d'un concours externe, d'un concours interne et d'un troisième concours d'accès au grade de rédacteur territorial \(session 2021\) organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale du Puy-de-Dôme](#)

[Arrêté du 19 janvier 2021 portant ouverture au titre de l'année 2021 des concours externe, interne et du troisième concours de rédacteur territorial organisés par le centre de gestion d'Indre-et-Loire en convention avec l'ensemble des centres de gestion de la région Centre-Val de Loire](#)

[Arrêté du 20 janvier 2021 portant ouverture des concours externe, interne et d'un troisième concours de rédacteur territorial principal de 2e classe organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 20 janvier 2021 portant organisation des concours interne, externe et troisième concours de rédacteur territorial principal de 2e classe par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Somme \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 20 janvier 2021 portant ouverture des concours externe, interne et troisième concours d'accès au grade de rédacteur territorial organisé par le centre de gestion de la Vendée - session 2021](#)

[Arrêté du 13 janvier 2021 portant ouverture des concours externe, interne et troisième concours sur épreuves d'animateur territorial organisés par le centre interdépartemental de gestion de la grande couronne de la région Ile-de-France \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 20 janvier 2021 portant ouverture au titre de l'année 2021 des concours externe et interne d'animateur principal de 2e classe organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes](#)

[Arrêté du 4 janvier 2021 portant ouverture pour le compte des centres de gestion de la région Sud, Provence-Alpes-Côte d'Azur des concours externe, interne et troisième concours de rédacteur territorial \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 7 janvier 2021 portant ouverture du concours de rédacteur territorial organisé par le centre de gestion de l'Orne \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 11 janvier 2021 portant ouverture des concours externe, interne et du troisième concours de rédacteur territorial organisés par le centre interdépartemental de gestion de la petite couronne de la région Ile-de-France \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 14 janvier 2021 portant ouverture du concours de rédacteur territorial principal de 2e classe organisé par le centre de gestion du Gard \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 14 janvier 2021 portant ouverture du concours d'animateur territorial organisé par le centre de gestion du Gard \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 4 janvier 2021 portant ouverture des concours externe, interne et 3e concours de rédacteur territorial principal de 2e classe organisé par le centre interdépartemental de gestion de la grande couronne de la région Ile-de-France \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 4 janvier 2021 modifiant l'arrêté du 27 décembre 2019 portant ouverture au titre de l'année 2020 d'un concours externe, interne et troisième concours d'attaché territorial - spécialités administration générale, analyste, animation, gestion du secteur sanitaire et social et urbanisme et développement des territoires - organisé par le centre interdépartemental de gestion de la grande couronne de la région Ile-de-France](#)

[Arrêté du 4 janvier 2021 portant ouverture au titre de l'année 2021 des concours externe et interne par spécialité d'accès au grade d'ingénieur territorial par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Guadeloupe](#)

[Arrêté du 17 décembre 2020 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M. 71 applicable aux régions](#)

[Arrêté du 17 décembre 2020 portant ouverture des concours externe, interne et troisième concours de rédacteur territorial organisés par le centre de gestion de la Martinique \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 14 décembre 2020 portant ouverture des concours externe et interne sur épreuves d'ingénieur territorial organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale du Nord et pour les centres de gestion des Hauts-de-France \(Aisne, Oise, Pas-de-Calais et Somme\) \(session 2021\)](#)

[Décret n° 2020-1567 du 11 décembre 2020 portant diverses dispositions dans le domaine funéraire en raison des circonstances exceptionnelles liées à la propagation de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 30 novembre 2020 portant ouverture des concours externe et interne d'ingénieur territorial, spécialité « prévention et gestion des risques », organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Gironde \(session 2021\)](#)



[Arrêté du 27 novembre 2020 portant ouverture d'un concours externe et d'un concours interne d'ingénieur territorial organisés par le centre de gestion du Rhône et de la Métropole de Lyon \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 25 novembre 2020 modifiant l'arrêté du 29 janvier 2020 portant ouverture en 2020 du concours d'attaché territorial \(spécialités : administration générale, gestion du secteur sanitaire et social, analyste, animation, urbanisme et développement des territoires\) par le service interrégional des concours adossé au centre de gestion d'Ille-et-Vilaine représentant le Grand Ouest \(Bretagne - Normandie - Pays de la Loire\) organisé par le centre de gestion de la fonction publique territoriale d'Ille-et-Vilaine](#)

[Arrêté du 17 novembre 2020 portant ouverture du concours d'ingénieur territorial pour les régions Bretagne, Normandie, Pays de la Loire \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 16 novembre 2020 portant ouverture des concours externe et interne d'ingénieur territorial, spécialités ingénierie, gestion technique et architecture, infrastructure et réseaux, prévention et gestion des risques, urbanisme, aménagement et paysages et informatique et systèmes d'information \(session 2021\), organisés par le centre interdépartemental de gestion de la grande couronne de la région Ile-de-France](#)

[Arrêté du 12 novembre 2020 modifiant l'arrêté du 14 février 2020 portant ouverture du concours d'attaché territorial \(externe, interne et troisième voie\) organisé par le centre de gestion du Nord et pour les centres de gestion des Hauts-de-France \(Aisne, Oise, Pas-de-Calais et Somme\) \(session 2020\)](#)

[Arrêté du 4 novembre 2020 portant mesures provisoires de mise en œuvre de la formation pratique pour les candidats aux diplômes du travail social en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 18 novembre 2020 fixant pour l'année 2020 le montant des crédits à verser aux établissements de santé au titre de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale](#)

[Arrêté du 23 octobre 2020 portant ouverture pour le compte des centres de gestion de la région Sud, Provence-Alpes-Côte d'Azur d'un concours externe et d'un concours interne d'ingénieur territorial organisé par le centre de gestion des Alpes-Maritimes](#)

[Arrêté du 15 octobre 2020 modifiant l'arrêté du 27 décembre 2019 portant ouverture au titre de l'année 2020 d'un concours externe, interne et troisième concours d'attaché territorial - spécialités administration générale, analyste, animation, gestion du secteur sanitaire et social et urbanisme et développement des territoires organisés par le centre interdépartemental de gestion de la grande couronne de la région Ile-de-France \(session 2021\)](#)

[Ordonnance n° 2020-1305 du 28 octobre 2020 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la Collectivité européenne d'Alsace](#)

[Arrêté du 9 septembre 2020 portant report des épreuves des concours externe sur titres avec épreuves et interne sur épreuves d'accès au grade des techniciens territoriaux principaux de 2e classe dans la spécialité « Aménagement urbain et développement durable » \(session 2020\) organisés par le centre de gestion de Lot-et-Garonne en partenariat avec les centres de gestion de la région Nouvelle-Aquitaine](#)

[Arrêté du 23 septembre 2020 portant ouverture des concours externe, interne et troisième voie d'assistant territorial de conservation du patrimoine et des bibliothèques principaux de 2e classe, organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale du Nord et pour les centres de gestion des Hauts-de-France \(Aisne, Oise, Pas-de-Calais et Somme\) \(session 2021\)](#)

[Arrêté du 23 septembre 2020 portant ouverture des concours externe, interne et troisième voie d'assistant territorial de conservation du patrimoine et des bibliothèques organisés par le centre de gestion de la fonction publique territoriale du Nord et pour les centres de gestion des Hauts-de-France \(Aisne, Oise, Pas-de-Calais et Somme\) - session 2021](#)

[Arrêté du 21 septembre 2020 modifiant l'arrêté du 1er juillet 2019 portant ouverture des concours externe, interne et troisième concours de chef de service de police municipale pour l'ensemble des centres de gestion coordonnateurs du nord de la France organisé par le centre interdépartemental de la grande couronne \(région Ile-de-France\)](#)

[Arrêté du 21 septembre 2020 modifiant l'arrêté du 18 juin 2019 portant ouverture au titre de l'année 2020 d'un concours externe et interne sur épreuves de directeur de police municipale organisé par le centre interdépartemental de gestion de la grande couronne de région d'Ile-de-France](#)

[Arrêté du 16 septembre 2020 modifiant l'arrêté du 17 juillet 2020 portant ouverture au titre de l'année 2021 d'un concours externe sur titres avec épreuves, interne et troisième concours sur épreuves d'accès au grade d'assistant territorial de conservation principal de 2e classe, spécialités : musée, bibliothèque, archives et documentation, organisés par le centre interdépartemental de gestion de la grande couronne](#)

[Arrêté du 15 septembre 2020 portant ouverture d'un examen professionnel d'accès au grade d'attaché principal territorial par voie d'avancement de grade par le centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale de la Corse-du-Sud](#)

[Arrêté du 7 septembre 2020 modifiant l'arrêté du 9 juillet 2020 portant ouverture d'un concours externe, interne et d'un troisième concours d'assistant territorial de conservation du patrimoine et des bibliothèques organisés par le centre des Alpes-Maritimes](#)

[Décret n° 2020-1134 du 15 septembre 2020 portant adaptation d'épreuves de certains concours ou examens professionnels de la fonction publique territoriale en application de l'article 5 de l'ordonnance n° 2020-351 du 27 mars 2020 relative à l'organisation des examens et concours pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 25 août 2020 modifiant l'arrêté du 24 janvier 2020 portant ouverture de concours pour le recrutement d'attachés territoriaux organisé par le centre de gestion de Meurthe-et-Moselle \(session 2020\)](#)

[Arrêté du 25 août 2020 modifiant l'arrêté du 11 juillet 2019 portant ouverture pour les collectivités territoriales et établissements publics territoriaux des Côtes-d'Armor, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan des concours externe, interne et 3e concours de technicien territorial \(session 2020, catégorie B : femme/homme\) organisés par le centre de gestion d'Ille-et-Vilaine](#)

[Arrêté du 19 août 2020 portant ouverture du concours externe, du concours interne et du troisième concours d'accès au grade d'assistant de conservation du patrimoine et des](#)

[bibliothèques, dans les spécialités : « archives », « bibliothèque » et « musée » \(session 2021\) par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Savoie et pour les besoins de la région Auvergne-Rhône-Alpes](#)

[Arrêté du 6 août 2020 modifiant l'arrêté du 29 janvier 2020 portant ouverture des concours externe, interne et 3e concours d'attaché territorial \(session 2020\)](#)

[Décret n° 2020-1082 du 21 août 2020 fixant à titre temporaire des règles dérogatoires de formation et de titularisation de certains fonctionnaires territoriaux en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-904 du 24 juillet 2020 fixant les conditions de réunion par téléconférence du conseil communautaire dans les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre](#)

[Arrêté du 25 mai 2020 modifiant l'arrêté du 27 novembre 2019 portant ouverture d'un examen professionnel d'accès au grade de bibliothécaire principal territorial organisé par le centre interdépartemental de gestion de la petite couronne de la région Ile-de-France \(session 2020\)](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-562 du 13 mai 2020 visant à adapter le fonctionnement des institutions locales et l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux à la prolongation de l'état d'urgence sanitaire dans le cadre de l'épidémie de covid-19](#)

[Ordonnance n° 2020-562 du 13 mai 2020 visant à adapter le fonctionnement des institutions locales et l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux à la prolongation de l'état d'urgence sanitaire dans le cadre de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 4 mai 2020 portant dérogation temporaire au cahier des charges des dispositifs de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-413 du 8 avril 2020 visant à assurer la continuité de l'exercice des fonctions exécutives locales durant l'état d'urgence sanitaire](#)

[Ordonnance n° 2020-413 du 8 avril 2020 visant à assurer la continuité de l'exercice des fonctions exécutives locales durant l'état d'urgence sanitaire](#)

[Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-352 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles funéraires en raison des circonstances exceptionnelles liées à l'épidémie de covid-19](#)

## **Ministère des sports et des jeux Olympiques et Paralympiques**

[Arrêté du 10 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 18 juin 2020 portant adaptation temporaire de la formation conduisant au diplôme d'Etat supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « perfectionnement sportif » mention « escalade en milieu naturels » pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 10 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 8 juin 2020 portant adaptation temporaire d'une épreuve certificative conduisant au brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « éducateur sportif » mention « activités aquatiques et de la natation » et de l'évaluation au certificat d'aptitude à l'exercice de la profession de maître-nageur-sauveteur pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 10 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 18 juin 2020 portant adaptation temporaire de la formation conduisant au diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « perfectionnement sportif » mention « escalade » pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-1571 du 11 décembre 2020 portant création d'une aide de l'Etat pour compenser les pertes de recettes du sport professionnel en raison des mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 23 novembre 2020 modifiant l'arrêté du 6 mai 2020 prescrivant les mesures d'exception relatives aux formations professionnelles des diplômes d'Etat de l'animation et du sport délivrés au nom du ministère des sports pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2020-896 du 22 juillet 2020 dérogeant à certaines dispositions du code du sport \(partie réglementaire\) pour faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19 et au report des jeux Olympiques et Paralympiques de Tokyo à 2021](#)

[Arrêté du 18 juin 2020 portant adaptation temporaire de la formation conduisant au diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « perfectionnement sportif » mention « escalade » pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 18 juin 2020 portant adaptation temporaire de la formation conduisant au diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « perfectionnement sportif » mention « escalade en milieux naturels » pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-777 du 24 juin 2020 relative à l'adaptation pour la saison 2019/2020 du régime applicable aux contrats des sportifs et entraîneurs professionnels salariés](#)

[Arrêté du 10 juin 2020 modifiant l'arrêté du 6 mai 2020 portant adaptation au certificat d'aptitude à l'exercice de la profession de maître-nageur-sauveteur et aux modalités du stage de recyclage et de formation de mise à niveau des titulaires de diplômes d'Etat dans le champ du sport délivré au nom du ministère chargé des sports pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté 8 juin 2020 portant adaptation temporaire d'une épreuve certificative conduisant au brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « éducateur sportif » mention « activités aquatiques et de la natation » et de l'évaluation au certificat d'aptitude à l'exercice de la profession de maître-nageur-sauveteur pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 18 mai 2020 portant adaptation de l'autorisation annuelle d'exercer du titulaire du brevet d'Etat d'éducateur sportif option « parachutisme » et du titulaire du brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « parachutisme » pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 13 mai 2020 portant diverses mesures d'adaptation de l'organisation générale de la formation des diplômes d'Etat des métiers d'enseignement, d'encadrement et d'entraînement des sports de montagne à la situation d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 6 mai 2020 modifiant la date d'abrogation de la spécialité « activités équestres » et de la spécialité « pêches de loisirs » du brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport et de la mention « patinage sur glace » du brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « éducateur sportif »](#)

[Arrêté du 6 mai 2020 portant adaptation au certificat d'aptitude à l'exercice de la profession de maître-nageur-sauveteur et aux modalités du stage de recyclage et de formation de mise à niveau des titulaires de diplômes d'Etat dans le champ du sport délivré au nom du ministère chargé des sports, pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

## **Ministère de la transformation et de la fonction publiques**

[Accord relatif à la mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique](#)

[Décret n° 2022-122 du 4 février 2022 prorogeant l'application des dispositions relatives à l'organisation des examens et concours d'accès à la fonction publique pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique](#)

[Ordonnance n° 2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique](#)

[Arrêté du 30 juin 2021 portant adaptation du règlement intérieur de l'Ecole nationale d'administration pour la promotion 2020-2021 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 30 juin 2021 relatif à la mise en œuvre de dispositions temporaires en matière de compte épargne-temps au profit des agents de la fonction publique de l'Etat en service à l'étranger afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19](#)

[Ordonnance n° 2021-702 du 2 juin 2021 portant réforme de l'encadrement supérieur de la fonction publique de l'Etat](#)

[Ordonnance n° 2021-658 du 26 mai 2021 renforçant la formation de certains agents publics afin de favoriser leur évolution professionnelle](#)

[Arrêté du 17 mai 2021 portant ouverture de la session d'automne 2021 des concours d'accès aux instituts régionaux d'administration \(entrée en formation au 1er mars 2022\)](#)

[Décret n° 2021-385 du 2 avril 2021 modifiant le décret n° 2021-15 du 8 janvier 2021 relatif à la suspension du jour de carence au titre des congés de maladie directement en lien avec la covid-19 accordés aux agents publics et à certains salariés](#)

[Ordonnance n° 2021-174 du 17 février 2021 relative à la négociation et aux accords collectifs dans la fonction publique](#)

[Ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2021-139 du 10 février 2021 prorogeant l'application des dispositions relatives à l'organisation des examens et concours d'accès à la fonction publique pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Ordonnance n° 2021-139 du 10 février 2021 prorogeant l'application des dispositions relatives à l'organisation des examens et concours d'accès à la fonction publique pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-140 du 10 février 2021 prorogeant l'application des dispositions relatives à l'organisation des examens et concours d'accès à la fonction publique pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Décret n° 2021-15 du 8 janvier 2021 relatif à la suspension du jour de carence au titre des congés de maladie directement en lien avec la covid-19 accordés aux agents publics et à certains salariés](#)

[Arrêté du 2 décembre 2020 portant ouverture de la session de printemps 2021 des concours d'accès aux instituts régionaux d'administration \(entrée en formation au 1er septembre 2021\)](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-1507 du 2 décembre 2020 adaptant le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire](#)

[Ordonnance n° 2020-1507 du 2 décembre 2020 adaptant le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-1447 du 25 novembre 2020 portant diverses mesures en matière de santé et de famille dans la fonction publique](#)

[Ordonnance n° 2020-1447 du 25 novembre 2020 portant diverses mesures en matière de santé et de famille dans la fonction publique](#)

[Décret n° 2020-1297 du 23 octobre 2020 modifiant le décret n° 2020-570 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle à certains agents civils et militaires de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique territoriale soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 7 octobre 2020 portant adaptation des épreuves d'admission de la session 2020 des concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19](#)

[Arrêté du 4 septembre 2020 portant annulation et réouverture de la session d'automne 2020 des concours d'accès aux instituts régionaux d'administration \(entrée en formation au 1er mars 2021\)](#)

## **Collectivités territoriales**

[Décret n° 2020-723 du 12 juin 2020 portant dispositions temporaires en matière de compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale pour faire face aux conséquences de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Ordonnance n° 2020-330 du 25 mars 2020 relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19](#)

## **Ville et logement**

[Décret n° 2020-607 du 20 mai 2020 portant dérogation au principe de suspension des délais en matière d'habitat indigne pendant la période d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-539 du 7 mai 2020 fixant des délais particuliers applicables en matière d'urbanisme, d'aménagement et de construction pendant la période d'urgence sanitaire](#)

[Ordonnance n° 2020-539 du 7 mai 2020 fixant des délais particuliers applicables en matière d'urbanisme, d'aménagement et de construction pendant la période d'urgence sanitaire](#)

[Ordonnance n° 2020-331 du 25 mars 2020 relative au prolongement de la trêve hivernale](#)

## **Haut Conseil des Finances publiques**

[Avis n° HCFP-2023-5 du 11 avril 2023 relatif au solde structurel des administrations publiques présenté dans le projet de loi de règlement de 2022](#)

[Avis n° HCFP-2022-6 du 27 octobre 2022 relatif au 2e projet de loi de finances rectificative pour l'année 2022](#)

[Avis n° HCFP-2022-4 du 21 septembre 2022 relatif aux projets de lois de finances et de financement de la sécurité sociale pour l'année 2023](#)

[Avis n° HCFP-2022-3 du 26 juillet 2022 relatif aux prévisions macroéconomiques associées au programme de stabilité pour les années 2022 à 2027](#)

[Avis n° HCFP-2022-2 du 4 juillet 2022 relatif au premier projet de loi de finances rectificative pour 2022](#)

[Avis n° HCFP-2022-1 relatif au solde structurel des administrations publiques présenté dans le projet de loi de règlement de 2021 \(NOR : HCFX2219096V\)](#)

[Avis n° HCFP-2021-4 du 17 septembre 2021 relatif aux projets de lois de finances et de financement de la sécurité sociale pour l'année 2022](#)

[Avis n° HCFP-2021-3 du 31 mai 2021 relatif au premier projet de loi de finances rectificative pour 2021](#)

[Avis n° HCFP-2021-1 du 12 avril 2021 relatif au solde structurel des administrations publiques présenté dans le projet de loi de règlement de 2020](#)

[Avis n° HCFP-2020-7 du 23 novembre 2020 relatif à l'amendement des projets de lois de finances et de financement de la sécurité sociale pour l'année 2021](#)

[Avis n° HCFP-2020-6 du 2 novembre 2020 relatif au 4e projet de loi de finances rectificative pour l'année 2020](#)



[Avis n° HCFP-2020-5 du 23 septembre 2020 relatif aux projets de lois de finances et de financement de la sécurité sociale pour l'année 2021](#)

[Avis n° HCFP-2020-4 du 8 juin 2020 relatif au troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020](#)

[Avis n° HCFP-2020-2 du 14 avril 2020 relatif aux prévisions macroéconomiques associées au programme de stabilité pour l'année 2020 et au deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020](#)

## **Commission nationale consultative des droits de l'homme**

[Evaluation de la mise en œuvre du plan d'action national contre la traite des êtres humains \(2019-2021\)](#)

[Avis n° A-2022-4 sur l'accès aux droits et les non-recours](#)

[Avis n° A-2022-1 sur les inégalités sociales de santé](#)

[Avis n° A-2022-2 « Mieux accompagner la fin de la vie à la lumière des enseignements de la crise sanitaire »](#)

[Projet de traité entreprises et droits de l'Homme : déclaration pour une implication substantielle de la France et de l'Union européenne dans les négociations \(D - 2021 - 7\)](#)

[Avis relatif à la lutte contre la haine en ligne \(A - 2021 - 9\)](#)

[Avis « Urgence climatique et droits de l'Homme » \(A - 2020 - 6\)](#)

[Avis pour un enseignement supérieur respectueux des droits fondamentaux : se doter des moyens de cette ambition](#)

[Avis sur la situation des personnes exilées à Calais et Grande-Synthe](#)

[Déclaration sur les droits fondamentaux des travailleurs pendant l'état d'urgence sanitaire \(D - 2021 - 1\)](#)

[Projet de déclaration sur l'état d'urgence sanitaire \(EUS\)](#)

[Déclaration sur le projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales](#)

[Avis sur la traite des êtres humains à des fins d'exploitation économique](#)

[Avis sur la santé publique et la coopération internationale dans le contexte de la Covid-19](#)

[Déclaration relative au projet de loi « organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire »](#)

[Avis sur la création du revenu universel d'activité \(RUA\)](#)

[Avis Etat d'urgence sanitaire : le droit à l'éducation à l'aune de la Covid-19](#)

[Avis « Prorogation de l'état d'urgence sanitaire et libertés »](#)

[Le respect de la vie privée et familiale en protection de l'enfance : un droit fondamental difficilement assuré dans un dispositif en souffrance](#)

[Avis relatif à la création d'un « mécanisme national de référence » en France pour l'effectivité des droits des personnes victimes de traite des êtres humains](#)

[Avis Etat d'urgence sanitaire et Etat de droit](#)

[Avis sur le suivi numérique des personnes](#)

[Avis Une autre urgence : le rétablissement d'un fonctionnement normal de la justice](#)

## **Agence française contre le dopage**

[Délibération n° 2020-25 du 22 avril 2020 du collège de l'Agence française de lutte contre le dopage prescrivant l'application d'obligations de localisation pendant la période d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19](#)

## **Commission nationale de l'informatique et des libertés**

[Délibération no 2023-006 du 19 janvier 2023 portant avis sur un projet de décret modifiant le décret no 2020-551 du 12 mai 2020 relatif aux systèmes d'information mentionnés à l'article 11 de la loi no 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions et le décret no 2020-1690 du 25 décembre 2020 autorisant la création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux vaccinations contre la covid-19 \(demande d'avis no 22019047\)](#)

[Délibération n° 2022-067 du 2 juin 2022 portant adoption d'un référentiel relatif aux traitements de données à caractère personnel destinés à la gestion des officines de pharmacie](#)

[Délibération n° 2022-044 du 14 avril 2022 portant avis sur un projet d'arrêté relatif aux données alimentant la base principale et aux bases de données du catalogue du système national des données de santé \(demande d'avis n° 21014419\)](#)

[Délibération n° 2021-144 du 2 décembre 2021 portant avis sur un projet de décret modifiant le décret n° 2020-551 du 12 mai 2020 relatif aux systèmes d'information mentionnés à l'article 11 de la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions et le décret n° 2020-1690 du 25 décembre 2020 autorisant la création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux vaccinations contre la covid-19 \(demande d'avis n° 21020478\)](#)

[Délibération n° 2021-146 du 9 décembre 2021 portant avis sur le décret modifiant le décret n° 2020-551 du 12 mai 2020 relatif aux systèmes d'information mentionnés à l'article 11 de la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions et le décret n° 2020-1690 du 25 décembre 2020 autorisant la création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux vaccinations contre la covid-19 \(demande d'avis n° 21021673\)](#)

[Délibération n° 2021-143 du 2 décembre 2021 portant avis sur un projet de décret modifiant le décret n° 2020-650 du 29 mai 2020 relatif au traitement de données dénommé « TousAntiCovid » \(demande d'avis n° 21020211\)](#)

[Délibération n° 2021-103 du 9 septembre 2021 portant avis sur le projet de décret modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire \(demande d'avis n° 21015378\)](#)

[Délibération n° 2021-097 du 6 août 2021 portant avis sur un projet de décret modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire et le décret n° 2021-901 du 6 juillet 2021 relatif au traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Convertisseur de certificats » \(demande d'avis n° 21013690\)](#)

[Délibération n° 096 du 6 août 2021 portant avis sur un projet de décret modifiant le décret n° 2020-551 du 12 mai 2020 relatif aux systèmes d'information mentionnés à l'article 11 de la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions et le décret n° 2020-1690 du 25 décembre 2020 autorisant la création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux vaccinations contre la covid-19 \(demande d'avis n° 21013690\)](#)

[Délibération n° 2021-077 du 1er juillet 2021 portant avis sur un projet de décret modifiant le décret n° 2020-551 du 12 mai 2020 relatif aux systèmes d'information mentionnés à l'article 11 de la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions et le décret n° 2020-1690 du 25 décembre 2020 autorisant la création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux vaccinations contre la covid-19 \(demande d'avis n° 21010901\)](#)

[Délibération n° 2020-106 du 29 octobre 2020 portant avis sur un projet de décret relatif au système national des données de santé \(demande d'avis n° 20011090\)](#)

[Délibération n° 2021-067 du 7 juin 2021 portant avis sur le projet de décret portant application du II de l'article 1er de la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire \(demande d'avis n° 21010600\)](#)

[Délibération n° 2020-135 du 17 décembre 2020 portant avis sur un projet de décret modifiant le décret n° 2020-650 du 29 mai 2020 relatif au traitement de données dénommé « StopCovid » \(demande d'avis n° 20020446\)](#)

[Délibération n° 2021-006 du 19 janvier 2021 portant avis sur un projet de décret modifiant le décret n° 2020-551 du 12 mai 2020 relatif aux systèmes d'information mentionnés à l'article 11 de la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions \(demande d'avis n° 21000444\)](#)

[Délibération n° 2020-108 du 5 novembre 2020 portant avis sur un projet de décret modifiant le décret n° 2020-551 du 12 mai 2020 relatif aux systèmes d'information mentionnés à l'article 11 de la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire \(demande d'avis n° 20018458\)](#)

[Délibération n° 2020-083 du 23 juillet 2020 portant avis sur un projet de décret pris en application de l'article 3 de la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire relatif à la durée de conservation des données pseudonymisées collectées à des fins de surveillance épidémiologique et de recherche sur le virus de la covid-19 \(demande d'avis n° 20011769\)](#)

[Délibération n° 2020-078 du 23 juillet 2020 portant modification du règlement intérieur de la Commission nationale de l'informatique et des libertés](#)

[Délibération n° 2020-061 du 11 juin 2020 portant avis sur un projet d'arrêté fixant la liste des organismes ou services chargés d'une mission de service public pouvant mettre en œuvre des traitements de données à caractère personnel ayant pour finalité de répondre à une alerte sanitaire, dans les conditions définies à l'article 67 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés \(demande d'avis n° 20007810\)](#)

[Délibération n° 2020-056 du 25 mai 2020 portant avis sur un projet de décret relatif à l'application mobile dénommée « StopCovid » \(demande d'avis n° 20008032\)](#)

[Délibération n° 2020-051 du 8 mai 2020 portant avis sur un projet de décret relatif aux systèmes d'information mentionnés à l'article 6 du projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire](#)

## **Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques**

[Avis relatif à la publication simplifiée des comptes de campagne des élections municipales et communautaires des 15 mars et 28 juin 2020](#)

## **Contrôleur général des lieux de privation de liberté**

[Recommandations en urgence du Contrôleur général des lieux de privation de liberté du 30 juin 2022 relatives au centre pénitentiaire de Bordeaux-Gradignan \(Gironde\)](#)

[Recommandations du 19 juillet 2021 du Contrôleur général des lieux de privation de liberté relatives aux conditions matérielles de garde à vue dans les services de police](#)

[Avis du 23 avril 2020 relatif à la défense dans les lieux de privation de liberté](#)

[Recommandations en urgence du 25 mai 2020 du Contrôleur général des lieux de privation de liberté relatives à l'établissement public de santé mentale Roger Prévot de Moisselles \(Val-d'Oise\)](#)

## **Commission de régulation de l'énergie**

[Délibération n° 2023-45 du 31 janvier 2023 portant décision sur l'évolution annuelle du tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel de GRTgaz et Teréga au 1er avril 2023](#)

[Délibération no 2022-82 du 17 mars 2022 portant décision sur le cadre de régulation incitative du système de comptage évolué d'Enedis dans le domaine de tension BT ≤ 36 kVA \(Linky\) pour la période 2022-2024 et modifiant la délibération no 2021-13 portant décision sur le tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité \(TURPE 6 HTA-BT\)](#)

[Délibération n° 2022-205 du 13 juillet 2022 fixant les dotations définitives au titre du Fonds de Péréquation de l'Electricité \(FPE\) pour l'année 2022 pour EDF SEI, EDM, EEWf et Gérédis Deux-Sèvres](#)

[Délibération n° 2022-157 du 9 juin 2022 portant décision sur l'évolution au 1er août 2022 de la grille tarifaire des tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité dans le domaine de tension HTB et sur le montant de la compensation à verser à Strasbourg Electricité Réseaux en application de l'article D. 341-11-1 du code de l'énergie](#)

[Délibération n° 2022-126 du 12 mai 2022 portant décision sur l'évolution de la grille tarifaire du tarif péréqué d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel de GRDF au 1er juillet 2022](#)

[Délibération n° 2022-120 du 28 avril 2022 portant décision sur les tarifs péréqués d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel de Caléo et des entreprises locales de distribution de gaz naturel disposant d'un tarif commun](#)

[Délibération no 2022-28 du 27 janvier 2022 portant décision sur les tarifs péréqués d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel des entreprises locales de distribution](#)

[Délibération n° 2022-19 du 20 janvier 2022 portant décision sur les niveaux de dotation d'EDF SEI au titre du fonds de péréquation de l'électricité \(FPE\) pour les années 2022 à 2025 et sur le cadre de régulation associé](#)

[Délibération n° 2021-247 du 28 juillet 2021 fixant la dotation définitive au titre du Fonds de péréquation de l'électricité \(FPE\) pour l'année 2021 pour EDF SEI](#)

[Délibération n° 2021-248 du 28 juillet 2021 fixant la dotation définitive au titre du Fonds de péréquation de l'électricité \(FPE\) pour l'année 2021 pour Electricité de Mayotte](#)

[Délibération n° 2021-250 du 28 juillet 2021 fixant la dotation définitive au titre du Fonds de péréquation de l'électricité \(FPE\) pour l'année 2021 pour GÉRÉDIS Deux-Sèvres](#)

[Délibération n° 2021-152 du 27 mai 2021 portant décision sur l'évolution de la grille tarifaire du tarif péréqué d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel de Veolia Eau au 1er juillet 2021](#)

[Délibération n° 2021-119 du 29 avril 2021 portant décision sur l'évolution de la grille tarifaire du tarif péréqué d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel de GRDF au 1er juillet 2021](#)

[Délibération n° 2020-315 du 17 décembre 2020 portant proposition d'arrêté relatif aux conditions de vente et au modèle d'accord-cadre pour l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique \(ARENH\)](#)

[Délibération n° 2021-08 du 14 janvier 2021 portant proposition des tarifs réglementés de vente d'électricité](#)

[Délibération n° 2021-09 du 14 janvier 2021 de la Commission de régulation de l'énergie portant proposition des tarifs de cession de l'électricité aux entreprises locales de distribution](#)

[Délibération n° 2020-250 du 1er octobre 2020 portant proposition d'arrêté relatif aux conditions de vente et au modèle d'accord-cadre pour l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique \(ARENH\)](#)

[Délibération n° 2020-171 du 30 juin 2020 de la Commission de régulation de l'énergie portant avis sur le projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 9 mai 2017 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations implantées sur bâtiment utilisant l'énergie solaire photovoltaïque, d'une puissance crête installée inférieure ou égale à 100 kilowatts telles que visées au 3° de l'article D. 314-15 du code de l'énergie et situées en métropole continentale](#)

## **Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse**

[Avis n° 2022-0680 du 29 mars 2022 sur un projet d'arrêté relatif aux objectifs de qualité de service fixés à La Poste pour 2022, au titre de l'offre de service universel que La Poste est tenue d'assurer en application de l'article L. 2 du code des postes et des communications électroniques](#)

[Décision n° 2020-1499-RDPI du 15 décembre 2020 renouvelant l'agrément provisoire de distributeur de presse octroyé à la société France Messagerie par la décision n° 2020-0683-RDPI](#)

[Décision n° 2020-1043-RDPI du 29 septembre 2020 prolongeant l'agrément provisoire de distributeur de presse octroyé à la société France Messagerie par la décision n° 2020-0683-RDPI](#)

[Décision n° 2020-0495-RDPI du 7 mai 2020 de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse modifiant la décision n° 2019-1868-RDPI relative à l'adoption de mesures provisoires en vue d'assurer la continuité de la distribution de la presse d'information politique et générale](#)

[Avis n° 2020-0425 du 30 avril 2020 de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse sur les adaptations d'organisation de La Poste impactant le service universel postal dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

## **Caisse des dépôts et consignations**

[Arrêté du 17 juillet 2020 modifiant les conditions d'organisation de l'examen professionnel pour l'avancement au grade de secrétaire d'administration de classe exceptionnelle de la Caisse des dépôts et consignations ouvert par arrêté du 9 décembre 2019](#)

## **Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique**

[Avis n°2022-14 du 7 octobre 2022 relatif au rapport d'exécution des contrats d'objectifs et de moyens de France Télévisions, Radio France et France Médias Monde pour l'année 2021](#)

[Avis n° 2022-13 du 14 septembre 2022 relatif au projet de décret prorogeant la durée d'expérimentation de l'autorisation de publicité télévisée en faveur du cinéma](#)

[Décision n° 2022-289 du 10 mai 2022 mettant en demeure la Société d'exploitation d'un service d'information \(S.E.S.I.\)](#)

[Décision n° 2022-288 du 10 mai 2022 mettant en demeure la Société d'exploitation d'un service d'information \(S.E.S.I.\)](#)

## **Conseil supérieur de l'audiovisuel**

[Décision n° 2021-335 du 17 mars 2021 mettant en demeure l'association « La bande à Mano \(LABAM\) »](#)

[Avis n° 2021-05 du 17 mars 2021 relatif au rapport d'exécution pour l'année 2019 du contrat d'objectifs et de moyens conclu entre l'Etat et France Télévisions](#)

[Délibération du 19 février 2021 relative à une autorisation temporaire pour l'exploitation d'un service de radio](#)

[Avis n° 2021-01 du 25 janvier 2021 relatif aux projets de contrats d'objectifs et de moyens de France Télévisions, Radio France et France Médias Monde pour la période 2020-2022](#)

[Avis n° 2021-03 du 25 janvier 2021 relatif au projet de décret modifiant le cahier des charges de la société nationale de programme France Télévisions](#)

[Avis n° 2021-02 du 25 janvier 2021 relatif au projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets](#)

[Décision n° 2020-974 du 16 décembre 2020 mettant en demeure la société Radio Monte-Carlo](#)

[Arrêté du 16 décembre 2020 portant ouverture de l'examen professionnel pour l'accès au cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux \(session 2021\)](#)

[Avis n° 2020-07 du 2 décembre 2020 relatif au rapport d'exécution pour l'année 2019 du contrat d'objectifs et de moyens de France Médias Monde](#)

[Avis n° 2020-06 du 30 septembre 2020 relatif au rapport d'exécution pour l'année 2019 du contrat d'objectifs et de moyens conclu entre l'Etat et Radio France](#)

[Décision n° 2020-432 du 8 juillet 2020 modifiant la décision n° 2019-556 du 6 novembre 2019 du Conseil supérieur de l'audiovisuel définissant les modalités de programmation du temps d'émission attribué aux formations politiques représentées par un groupe dans l'une ou l'autre des assemblées du Parlement et aux organisations syndicales et professionnelles représentatives à l'échelle nationale pour l'année 2020](#)

[Recommandation n° 2020-02 du 27 mai 2020 du Conseil supérieur de l'audiovisuel aux services de radio et de télévision en vue du renouvellement des conseillers municipaux et communautaires des conseillers de Paris et des conseillers métropolitains de Lyon le 28 juin 2020](#)

[Décision n° 2020-754 du 14 octobre 2020 modifiant la décision n° 2019-626 du 18 décembre 2019 fixant le calendrier de diffusion des émissions attribuées aux organisations syndicales et professionnelles représentatives à l'échelle nationale pour l'année 2020](#)

### **Commission nationale du débat public**

[Décision n° 2021/120/BREST GESTION DES DONNEES/1 du 1er septembre 2021 relative à l'avis méthodologique - Charte de gestion des données métropole de Brest \(29\)](#)

[Décision n° 2021/118/COLLINE ELANCOURT/1 du 1er septembre 2021 relative à l'aménagement de la colline d'ELANCOURT \(78\)](#)

[Décision n° 2021/117/ETABLISSEMENT PENITENTIAIRE TRELAZE/1 du 1er septembre 2021 relative à la construction d'un établissement pénitentiaire à TRELAZE ET LOIRE-AUTHION \(49\)](#)

[Décision n° 2021/116/PCAET CAPH/1 du 1er septembre 2021 relative au Plan climat-Air-Energie Communauté d'agglomération de la Porte du Hainaut \(59\)](#)

[Décision n° 2021-37 - CHAMP CAPTANT LANDES DU MEDOC - 2 du 3 mars 2021 relative au projet de CHAMP CAPTANT DES LANDES DU MEDOC - BORDEAUX METROPOLE \(33\)](#)



[Décision n° 2021-31 - PRODUCTION MULTI-COMBUSTIBLE - RICANTO \(2A\) - 3 du 3 mars 2021 relative au projet de construction de nouveaux moyens de production multi-combustible sur le site du RICANTO à Ajaccio \(2A\)](#)

[Décision n° 2021/11/GIGAFACTORY DOUVIRIN \(62\)/3 du 3 février 2021 relative au projet de construction d'un site de production de batteries à Douvrin \(62\)](#)

[Décision n° 2021/12/RD 751/AMENAGEMENT DE L'ITINERAIRE DE NANTES A PORNIC/4 du 3 février 2021 relative au projet d'aménagement entre Nantes et Pornic par passage progressif à 2\\*2 voies de la RD 751 \(44\)](#)

[Décision n° 2021/13/STADE DE NÎMES/1 du 3 février 2021 relative au projet de construction du nouveau stade de Nîmes \(30\)](#)

[Décision n° 2021/14/A46 SUD/3 du 3 février 2021 relative au projet d'aménagement à deux fois trois voies de l'A46 SUD et du nœud de Manissieux \(69\)](#)

[Décision n° 2021/15/CHAMP CAPTANT LANDES DU MÉDOC/1 du 3 février 2021 relative au projet de champ captant des Landes du Médoc - Bordeaux Métropole \(33\)](#)

[Décision n° 2021/16/ZAC Gare des Mines Fillettes Arena II JO/2 du 3 février 2021 relative au projet de ZAC Gare des Mines Fillettes intégrant un équipement olympique « ARENA II » \(75\)](#)

[Décision n° 2021/20/TCSP MARTINIQUE/4 du 3 février 2021 relative au projet de développement transport en commun en site propre à la Martinique \(972\)](#)

[Décision n° 2021/21/TOTAL GRANDPUITS PYROLYSE/1 du 3 février 2021 relative au projet PYROLYSE de recyclage de plastiques usagés - TOTAL GRANDPUITS à Nangis \(77\)](#)

[Décision n° 2021/3/SNCF CIGEO \(55\)/1 du 13 janvier 2021 relative au projet de réhabilitation de la ligne ferroviaire Nançois-Tronville-Gondrecourt-le-Château visant à faciliter la desserte du projet Cigéo \(55\)](#)

[Décision n° 2021/4/PALAIS DE JUSTICE NANCY \(54\)/1 du 13 janvier 2021 relative au projet de construction d'un palais de justice à Nancy \(54\)](#)

[Décision n° 2020-134/LNPCA/15 du 2 décembre 2020 relative au projet de ligne nouvelle Provence Côte d'Azur](#)

[Décision n° 2020-137/DNLT Nantes/3 du 2 décembre 2020 relative au projet de développement de nouvelles lignes de tramway à Nantes et transformation du pont Anne de Bretagne \(44\)](#)

[Décision n° 2020-138/ACACI \(10\)/1 du 2 décembre 2020 relative au projet ACACI d'augmentation des capacités du centre industriel de regroupement d'entreposage et de stockage de déchets radioactifs de très faible activité \(TFA\) \(10\)](#)

[Décision n° 2020-139/ZAC DE LA PLAINE SAULNIER/2 du 2 décembre 2020 relative au permis de construire du centre aquatique olympique \(CAO\) et au permis d'aménagement des espaces publics de la ZAC de la Plaine Saulnier y compris la passerelle reliant le CAO au Stade de France](#)

[Décision n° 2020-145/LIAISON FOS-SALON/9 du 2 décembre 2020 relative au projet de liaison routière Fos-Salon \(13\)](#)

[Décision n° 2020-122 - PAPETERIE NSG GOLBEY - 2 du 4 novembre 2020 relative au projet de conversion de la papeterie NORSKE SKOG GOLBEY \(NSG\) à Golbey \(88\)](#)

[Décision n° 2020-123 - REC SOLAR - 2 du 4 novembre 2020 relative au projet de construction d'un site de production de panneaux photovoltaïques à Hambach](#)

[Décision n° 2020-127 - ÉOLIEN SUD BRETAGNE - 5 du 4 novembre 2020 relative au projet éolien flottant au sud de la Bretagne](#)

[Décision n° 2020-129 - TCSP MARTINIQUE - 3 du 4 novembre 2020 relative au projet de développement de transport en commun en site propre à la Martinique](#)

[Décision n° 2020/110/FEAMP/3 du 7 octobre 2020 relative à la proposition de règlement relative au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche \(FEAMP\)](#)

[Décision n° 2020/111/DNLT NANTES/2 du 7 octobre 2020 relative au projet de développement de nouvelles lignes de tramway à Nantes et transformation du pont Anne de Bretagne \(44\)](#)

[Décision n° 2020/118/TCSP MARTINIQUE/2 du 7 octobre 2020 relative au projet de développement de transport en commun en site propre à la Martinique](#)

[Décision n° 2020/100/A46 SUD/2 séance du 2 septembre 2020 relative au projet d'aménagement à deux fois trois voies de l'A46 Sud et du nœud de Manissieux](#)

[Décision n° 2020/103/MAYO/12 du 2 septembre 2020 relative au projet de réalisation d'une piste longue adaptée aux vols longs courriers à Mayotte](#)

[Décision n° 2020/98/REC SOLAR/1 séance du 2 septembre 2020 relative au projet de construction d'un site de production de panneaux photovoltaïques à Hambach](#)

[Décision n° 2020/99/PANN/2 séance du 2 septembre 2020 relative au projet de révision du programme d'actions national nitrates](#)

[Décision n° 2020/94/RD 751 : Aménagement de l'itinéraire de Nantes à Pornic/3 du 29 juillet 2020 relative au projet d'aménagement entre Nantes et Pornic par passage progressif à 2\\*2 voies de la RD 751 \(44\)](#)

[Décision n° 2020/82/PAPETERIE NSG GOLBEY/1 du 1er juillet 2020 relative au projet de conversion de la papeterie Norske Skog Golbey \(NSG\) à Golbey \(88\)](#)

[Décision n° 2020/64/LNMP/8 du 3 juin 2020 relative au projet de ligne nouvelle Montpellier-Perpignan](#)

[Décision n° 2020/66/DTA/ESTUAIRE DE LA LOIRE/1 du 3 juin 2020 relative au projet d'abrogation de la directive territoriale d'aménagement de l'estuaire de la Loire](#)

[Décision n° 2020/67/NOVASTEAM/1 du 3 juin 2020 relative au projet NOVASTEAM, unité de préparation et chaufferie CSR à Laneuveville-devant-Nancy](#)

[Décision n° 2020/68/RN5 et PLU SAINT-LOUIS/1 du 3 juin 2020 relative au projet de sécurisation de la route nationale 5 à La Réunion, route de Cilaos, secteur Les Aloes - Ilet Furcy et mise en compatibilité du PLU de la commune de Saint-Louis](#)

[Décision n° 2020/69/RN2 et PLU DE SAINT-BENOÎT/1 du 3 juin 2020 relative au projet d'aménagement de la RN 2 entre l'échangeur Bourbier et le giratoire des Plaines de Saint-Benoît et mise en compatibilité du PLU de la commune de Saint-Benoît](#)

[Décision n° 2020/70/AÉROPORT DE LILLE-LESQUIN/1 du 3 juin 2020 relative au projet de modernisation de l'aéroport de Lille-Lesquin](#)

[Décision n° 2020/71/LNOB-PL/9 du 3 juin 2020 relative au projet ferroviaire « Liaisons nouvelles Ouest Bretagne - Pays de la Loire »](#)

[Décision n° 2020/72/SACOI 3/2 du 3 juin 2020 relative au projet de renforcement de la ligne électrique Sardaigne-Corse-Italie \(« SACOI »\)](#)

### **Centre national de la fonction publique territoriale**

[Arrêté du 26 août 2020 portant obligatoire le port du masque sur les épreuves écrites d'admissibilité des concours de conservateur territorial de bibliothèques, d'ingénieur en chef territorial et d'administrateur territorial \(sessions 2020\)](#)

### **Institut national de recherche en informatique et en automatique**

[Arrêté du 24 septembre 2021 autorisant au titre de l'année 2021 l'ouverture de concours externes pour le recrutement d'ingénieurs de recherche de 2e classe à l'Institut national de recherche en informatique et en automatique \(INRIA\)](#)

[Arrêté du 9 juillet 2021 autorisant au titre de l'année 2021 l'ouverture de concours externes pour le recrutement de techniciens de la recherche de classe normale à l'Institut national de recherche en informatique et en automatique \(INRIA\)](#)

[Arrêté du 9 juillet 2021 autorisant au titre de l'année 2021 l'ouverture de concours externes pour le recrutement d'assistants ingénieurs à l'Institut national de recherche en informatique et en automatique \(INRIA\)](#)

[Arrêté du 9 juillet 2021 autorisant au titre de l'année 2021 l'ouverture de concours externes pour le recrutement d'ingénieurs d'études à l'Institut national de recherche en informatique et en automatique \(INRIA\)](#)

[Arrêté du 9 juillet 2021 autorisant au titre de l'année 2021 l'ouverture de concours externes pour le recrutement d'ingénieurs de recherche de 2e classe à l'Institut national de recherche en informatique et en automatique \(INRIA\)](#)

[Arrêté du 25 janvier 2021 autorisant au titre de l'année 2021 l'ouverture de neuf concours sur titres et travaux pour le recrutement de chargés de recherche de classe normale à l'Institut national de recherche en informatique et en automatique \(INRIA\)](#)

[Arrêté du 25 janvier 2021 autorisant au titre de l'année 2021 l'ouverture d'un concours sur titres et travaux pour le recrutement de directeurs de recherche de 2e classe à l'Institut national de recherche en informatique et en automatique \(INRIA\)](#)

[Arrêté du 26 août 2020 autorisant au titre de l'année 2020 l'ouverture de concours externes pour le recrutement de techniciens de la recherche de classe normale à l'Institut national de recherche en informatique et en automatique \(INRIA\)](#) [Arrêté du 26 août 2020 autorisant au titre de l'année 2020 l'ouverture de concours externes pour le recrutement d'assistants ingénieurs à l'Institut national de recherche en informatique et en automatique \(INRIA\)](#)

[Arrêté du 26 août 2020 autorisant au titre de l'année 2020 l'ouverture de concours externes pour le recrutement d'assistants ingénieurs à l'Institut national de recherche en informatique et en automatique \(INRIA\)](#)

[Arrêté du 26 août 2020 autorisant au titre de l'année 2020 l'ouverture de concours externes pour le recrutement d'ingénieurs d'études à l'Institut national de recherche en informatique et en automatique \(INRIA\)](#)

[Arrêté du 26 août 2020 autorisant au titre de l'année 2020 l'ouverture de concours externes pour le recrutement d'ingénieurs de recherche de 2e classe à l'Institut national de recherche en informatique et en automatique \(INRIA\)](#)

[Arrêté du 26 août 2020 autorisant au titre de l'année 2020 l'ouverture de concours externes pour le recrutement de techniciens de la recherche de classe supérieure à l'Institut national de recherche en informatique et en automatique \(INRIA\)](#)

### **Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires**

[Prescriptions du 6 octobre 2020 portant sur la gestion de la qualité de l'air par les exploitants aéroportuaires sur et autour des aéroports](#)

### **Autorité de contrôle prudentiel et de résolution**

[Décision n°2022-CR-04 du 11 mars 2022 du collège de résolution portant fixation de la cible des contributions au dispositif national de financement de la résolution \(fonds de résolution national – FRN\) pour 2022](#)

### **Autorité des marchés financiers**

[Rapport annuel 2021 de l'Autorité des marchés financiers](#)

### **Autorité de la concurrence**

[Avis n° 23-A-03 du 7 avril 2023 relatif à la liberté d'installation et à des recommandations de créations d'offices d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation](#)

### **Commission de contrôle - Nouvelle-Calédonie**

[La commission de contrôle de l'organisation et du déroulement de la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie](#)

[Proclamation des résultats de la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie](#)

## **Conseil d'Etat**

[Décision n° 454927 du 28 janvier 2022 du Conseil d'Etat statuant au contentieux](#)

[Décision n° 440721 du 4 août 2021 du Conseil d'Etat statuant au contentieux](#)

[Décision nos 441031, 441218 et 441221 du 19 mai 2021 du Conseil d'Etat statuant au contentieux](#)

[Décision n° 441265 du 15 janvier 2021 du Conseil d'Etat statuant au contentieux](#)

[Décision n° 439804 du 22 décembre 2020 du Conseil d'Etat statuant au contentieux](#)

## **Assemblée nationale**

[Ordre du jour](#)

[Conférence des présidents](#)

[Conférence des présidents](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Documents et publications](#)

[Conférence des présidents](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Conférence des présidents](#)

[Documents et publications](#)

[Conférence des présidents – Jeudi 4 mai, à 9 heures : Pn abrogation de l'obligation vaccinale contre la covid-19 et réintégration des professionnels et étudiants suspendus.](#)

[Documents et publications](#)

[Commissions et organes de contrôle - Mercredi 15 mars 2023 : Commission des affaires culturelles, à 9 h 30 \(Salle Lamartine - 101, rue de l'Université, 1er sous-sol\) : table ronde sur la vie des associations après la crise sanitaire](#)

[Documents et publications - Documents parlementaires, dépôt du mercredi 18 janvier 2023, dépôt de projets de loi : projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2022-1203 du 31 août 2022 prolongeant l'application des dispositions adaptant les conditions de versement de l'indemnité complémentaire à l'allocation journalière au contexte de l'épidémie de covid-19.](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications - Dépôt de propositions de loi : proposition de loi instituant une journée d'hommage aux victimes du covid-19](#)

[Documents et publications](#)

[Organismes extraparlamentaires](#)

[Commissions et organes de contrôle – Mercredi 12 octobre 2022, audition de Mme la présidente de la CNIL, sur les traitements automatisés mis en œuvre pour lutter contre la Covid-19](#)

[Commissions et organes de contrôle – Mercredi 12 octobre 2022, audition de Mme la présidente de la CNIL, sur les traitements automatisés mis en œuvre pour lutter contre la Covid-19](#)

[Commissions et organes de contrôle – Mercredi 12 octobre 2022, audition de Mme la présidente de la CNIL, sur les traitements automatisés mis en œuvre pour lutter contre la Covid-19](#)

[Commissions et organes de contrôle – Mercredi 12 octobre 2022, audition de Mme la présidente de la CNIL, sur les traitements automatisés mis en œuvre pour lutter contre la Covid-19](#)

[Documents parlementaires - Dépôt du jeudi 4 août 2022, dépôt de propositions de loi : proposition de loi visant à réintégrer les sapeurs-pompiers professionnels et volontaires non-vaccinés contre la Covid-19.](#)

[Documents et publications](#)

[Documents et publications](#)

[Documents et publications](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Conférence des présidents](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle – Réunions, Vendredi 22 juillet 2022 à 9h30 : sous réserve des travaux du Sénat, en cas d'échec de la commission mixte paritaire, examen en nouvelle lecture du projet de loi maintenant provisoirement un dispositif de veille et de sécurité sanitaire en matière de lutte contre la covid-19.](#)

[Conférence des présidents - Ordre du jour de l'Assemblée nationale \(Conférence des présidents du mardi 12 juillet 2022\)](#)

[Ordre du jour - Mardi 12 juillet 2022 : Suite de la discussion, après engagement de la procédure accélérée, du projet de loi maintenant provisoirement un dispositif de veille et de sécurité sanitaire en matière de lutte contre la covid-19 \(n° 9 et n° 14\).](#)

[Ordre du jour - Lundi 11 juillet 2022, A 21 h 30. - 2e séance publique : Discussion, après engagement de la procédure accélérée, du projet de loi maintenant provisoirement un dispositif de veille et de sécurité sanitaire en matière de lutte contre la covid-19 \(n° 9 et n° 14\)](#)

[Commissions et organes de contrôle - 2. Réunions, Lundi 11 juillet 2022 : Commission des lois, A 15 h 45 \(6ème Bureau - Palais Bourbon, 1er étage\) : examen, en application de l'article 88 du Règlement, après engagement de la procédure accélérée, des amendements au projet de loi maintenant provisoirement un dispositif de veille et de sécurité sanitaire en matière de lutte contre la covid-19 \(n° 14\)](#)

[Documents et publications - Distribution de documents en date du lundi 11 juillet 2022, Rapport : N° 14. - Rapport au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, après engagement de la](#)



[procédure accélérée, maintenant provisoirement un dispositif de veille et de sécurité sanitaire en matière de lutte contre la covid-19 \(n° 9\).](#)

[Session extraordinaire de 2021-2022](#)  
[Ordre du jour \(NOR : INPA2220257X\)](#)

[Session extraordinaire de 2021-2022](#)  
[Conférence des présidents \(NOR : INPA2220259X\)](#)

[Session extraordinaire de 2021-2022](#)  
[Commissions et organes de contrôle \(NOR : INPA2220256X\)](#)

[Session extraordinaire de 2021-2022](#)  
[Documents et publications \(NOR : INPA2220258X\)](#)

[Session extraordinaire de 2021-2022](#)  
[Documents et publications \(NOR : INPA2220075X\)](#)

[Session extraordinaire de 2021-2022](#)  
[Ordre du jour \(NOR : INPA2220074X\)](#)

[Session extraordinaire de 2021-2022](#)  
[Conférence des présidents \(NOR : INPA2219859X\)](#)

[Session extraordinaire de 2021-2022](#)  
[Commissions et organes de contrôle \(NOR : INPA2219853X\)](#)

[Session extraordinaire de 2021-2022 \(NOR : INPA2219709X\)](#)  
[Commissions et organes de contrôle](#)  
[Réunions](#)

[Session extraordinaire de 2021-2022 \(NOR : INPA2219711X\)](#)  
[Documents et publications](#)

[Commissions et organes de contrôle \(NOR : INPA2219573X\)](#)  
[Réunions](#)

[Mardi 5 juillet 2022 - Commission des lois.](#)

[Mercredi 6 juillet 2022 - Commission des lois](#)

[Conférence des présidents](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Groupes politiques](#)

[Documents et publications](#)

[Documents et publications - Documents parlementaires, dépôt du jeudi 9 juin 2022, dépôt d'un rapport \(n° 5263\) sur les effets secondaires des vaccins contre la Covid-19 et le système de pharmacovigilance français.](#)

[Documents et publications – Résolutions adoptées en application de l'article 34-1 de la Constitution : Résolution portant sur l'accès universel à la vaccination et l'augmentation des capacités de production des moyens de lutte contre la pandémie mondiale de covid-19](#)

[Commissions et organes de contrôle – Réunions, Jeudi 24 février 2022 : présentation des conclusions de la mission flash sur l'application en Martinique, en Guadeloupe et en Guyane de la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire](#)

[Ordre du jour - Mercredi 23 février 2022 : Discussion de la proposition de résolution portant sur l'accès universel à la vaccination et l'augmentation des capacités de production des moyens de lutte contre la pandémie mondiale de covid-19 \(n° 4826\).](#)

[Documents et publications - Documents parlementaires, Dépôt du mardi 22 février 2022, Dépôt de propositions de loi : proposition de loi facilitant l'accès aux autotests de détection de la covid-19 ; Dépôt d'un rapport : rapport n° 5064, établi au nom de l'office, sur la lutte contre la pandémie de la Covid-19 : aspects scientifiques et techniques - conséquences indirectes.](#)

[Documents et publications - Rapport d'information : N° 5038. - Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement, par la commission des affaires économiques, en conclusion des travaux d'une mission d'information sur l'impact de la crise de la covid-19 et les nouvelles mutations du secteur des métiers d'excellence et métiers d'art.](#)

[Documents et publications](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Ordre du jour - Mercredi 2 février 2022, à 15 heures : Débat sur l'évolution de la santé psychique dans le contexte de crise sanitaire et les réponses qui y sont apportées par nos politiques publiques](#)

[Conférence des présidents - Ordre du jour de l'Assemblée nationale \(Conférence des présidents du mardi 1er février 2022\) – Mercredi 2 février, à 15 heures : Débat sur l'évolution de la santé psychique dans le contexte de crise sanitaire et les réponses qui y sont apportées par nos politiques publiques ; Mercredi 23 février, à 15 heures : Pn résol. \(art. 34-1 de la Constitution\) accès à la vaccination et augmentation des capacités de production des moyens de lutte contre la covid-19 \(4826\)](#)

[Documents et publications](#)

[Conférence des présidents](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications - Dépôt de rapports : rapport, n° 4864, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi visant à restaurer l'État de droit par l'abrogation des régimes d'exception créés pendant la crise sanitaire \(4744\).](#)

[Commissions et organes de contrôle - Vendredi 7 janvier, Sous réserve des travaux du Sénat, en cas d'échec de la commission mixte paritaire : renforcement des outils de gestion de la crise sanitaire et modification du code de la santé publique \(nouvelle lecture\) \(n° 4858\)](#)

[Commissions et organes de contrôle - Vendredi 7 janvier, Sous réserve des travaux du Sénat, en cas d'échec de la commission mixte paritaire : renforcement des outils de gestion de la crise sanitaire et modification du code de la santé publique \(nouvelle lecture\) \(n° 4858\)](#)

[Ordre du jour – Mercredi 5 janvier 2022, Suite de la discussion, après engagement de la procédure accélérée, du projet de loi renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le code de la santé publique \(n° 4857 et n° 4858\)](#)

[Commissions et organes de contrôle – Lundi 3 janvier 2022, renforcement des outils de gestion de la crise sanitaire et modification du code de la santé publique \(n° 4858\)](#)

[Documents et publications - rapport, n° 4858, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, après engagement de la procédure accélérée, renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le code de la santé publique \(n° 4857\).](#)

[Conférence des présidents - Ordre du jour de l'Assemblée nationale : Lundi 3 janvier, Pt renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire \(4857\) ; Vendredi 7 janvier, Évén., CMP Pt renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire ; Jeudi 13 janvier, Pn restauration de l'État de droit par l'abrogation des régimes d'exception créés pendant la crise sanitaire \(4744\).](#)

[Commissions et organes de contrôle – Réunions : Mercredi 5 janvier 2022, table ronde sur les traitements contre le covid](#)

[Commissions et organes de contrôle - Réunions : Mercredi 29 décembre 2021, nomination d'un rapporteur et d'un rapporteur d'application sur le projet de loi renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire, audition de M.le ministre des Solidarités et de la santé, et discussion générale sur le projet de loi renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire, examen du projet de loi renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire ; Mercredi 5 janvier 2022, examen de la proposition de loi visant à restaurer l'État de droit par l'abrogation des régimes d'exception créés pendant la crise sanitaire \(no 4744\), table ronde sur les traitements contre le covid ;](#)

[Documents et publications – dépôt du projet de loi renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le code de la santé publique.](#)

[Informations diverses – engagement de la procédure accélérée sur le projet de loi renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le code de la santé publique \(no 4857\).](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

## **Sénat**

[Rapports au parlement](#)

[Rapports au parlement - N° 66 \(2022-2023\) - Art. 67 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit, transmis à la commission des affaires sociales, à la commission des finances et à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale. / N° 67 \(2022-2023\) - Art. 67 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2022-46 du 22 janvier 2022 renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le code de la santé publique, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit, transmis à la commission des affaires sociales et à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.](#)

[Documents déposés](#)

[Documents publiés](#)

[Documents déposés](#)

[Documents publiés](#)

[Documents déposés](#)

[Documents publiés](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Documents déposés](#)

[Documents publiés](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires - Convocations, Mardi 19 juillet 2022 à 9 heures : 1° Désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en vigueur du projet de loi maintenant provisoirement un dispositif de veille et de sécurité sanitaire en matière de lutte contre la covid-19 ; 2° Examen du rapport et du texte proposé par la commission sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, maintenant provisoirement un dispositif de veille et de sécurité sanitaire en matière de lutte contre la covid-19 \(T.A. n° 1\) \(sous réserve de sa transmission\) ; À 14 h 15 : Examen des amendements éventuels au projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, maintenant provisoirement un dispositif de veille et de sécurité sanitaire en matière de lutte contre la covid 19](#)

[Documents déposés - Dépôt de projets de loi : N° 779 \(2021-2022\) Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, maintenant provisoirement un dispositif de veille et de sécurité sanitaire en matière de lutte contre la covid-19, envoyé à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le Règlement](#)

[Commissions / organes temporaires – Convocations, Mercredi 13 juillet 2022 à 8h30 : Audition de M. le ministre de la santé et de la prévention, sur le projet de loi maintenant provisoirement un dispositif de veille et de sécurité sanitaire en matière de lutte contre la covid-19 - Délais limites de dépôt des amendements en commission, projet de loi maintenant provisoirement un dispositif de veille et de sécurité sanitaire en matière de lutte contre la covid-19 : Lundi 18 juillet 2022, 12h.](#)

[Commissions / organes temporaires - Délais limites de dépôt des amendements en commission : Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale - Projet de loi maintenant provisoirement un dispositif](#)

[de veille et de sécurité sanitaire en matière de lutte contre la covid-19 : Lundi 18 juillet 2022 12h00](#)

[Session extraordinaire de 2021-2022](#)

[Commissions / organes temporaires \(NOR : INPS2220250X\)](#)

[Session extraordinaire de 2021-2022](#)

[Documents publiés \(NOR : INPS2220233X\)](#)

[Session extraordinaire de 2021-2022](#)

[Commissions / organes temporaires \(NOR : INPS2220072X\)](#)

[Session extraordinaire de 2021-2022](#)

[Commissions : organes temporaires \(NOR : INPS2219841X\)](#)

[Session extraordinaire de 2021-2022](#)

[Informations diverses \(NOR : INPS2219829X\)](#)

[Commissions / organes temporaires \(NOR : INPS2219565X\)](#)

[Convocations](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Documents publiés](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Documents déposés](#)

[Documents publiés](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Documents déposés](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires – Convocations, mercredi 27 octobre : PLF 2022 – Examen du rapport du rapporteur spécial, sur les missions « Plan de relance » et « Plan d'urgence face à la crise sanitaire »](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Documents publiés](#)

[Documents déposés – Documents enregistrés à la Présidence du Sénat le mercredi 6 octobre 2021 : n° 27 \(2021-2022\), Rapport d'information sur la situation et l'action des missions locales dans le contexte de la crise sanitaire](#)

[Commissions / organes temporaires – Mercredi 6 octobre 2021 : communication sur la situation et l'action des missions locales dans le contexte de la crise sanitaire](#)

[Documents publiés – Documents publiés sur le site internet du Sénat le mardi 5 octobre 2021 : n° 855 \(2020-2021\), Rapport sur la proposition de loi visant à encourager les dons et adhésions aux associations à vocation sportive, culturelle et récréative dans le contexte de l'épidémie de covid-19](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Documents publiés - Documents publiés sur le site internet du Sénat le vendredi 30 juillet 2021 \(N° 797 \(2020-2021\) Avis sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif à la gestion de la crise sanitaire\)](#)

[Documents publiés - Document publié sur le site internet du Sénat le mercredi 28 juillet 2021 \(N° 800 \(2020-2021\) Rapport sur les dispositions restant en discussion du projet de loi rétablissant et complétant l'état d'urgence sanitaire\)](#)

[Documents déposés - Documents enregistrés à la Présidence du Sénat le dimanche 25 juillet 2021, dépôt d'un rapport et d'un texte de commission \(rapport et texte relatifs au projet de loi rétablissant et complétant l'état d'urgence sanitaire\).](#)

[Documents publiés – Addenda aux documents publiés sur le site internet du Sénat le vendredi 23 juillet 2021 \(avis et texte relatifs à la gestion de la crise sanitaire\) et documents publiés sur le site internet du Sénat le dimanche 25 juillet 2021 \(Texte de la commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi rétablissant et complétant l'état d'urgence sanitaire\)](#)

[Commissions / organes temporaires – Réunion, samedi 24 juillet 2021 \(commission des affaires sociales et commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration général : examen des amendements de séance au texte de la commission des lois sur le projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire\)](#)

[Documents déposés - Documents enregistrés à la Présidence du Sénat le vendredi 23 juillet 2021, dépôt d'un projet de loi \(N° 796 \(2020-2021\) Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif à la gestion de la crise sanitaire\) - Dépôt de rapports et d'un texte de commission \(avis, rapport et texte sur le projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire\)](#)

[Documents publiés - Documents publiés sur le site internet du Sénat le vendredi 23 juillet 2021 \(N° 796 \(2020-2021\) Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire\)](#)

[Commissions / organes temporaires – Réunions et convocations, vendredi 23 juillet 2021 \(projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire\) - Délais limites de dépôt des amendements](#)



[en commission \(projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire : vendredi 23 juillet 2021, 12h00\)](#)

[Informations diverses – Engagement de la procédure accélérée \(projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire\)](#)

[Commissions / organes temporaires – Réunions, jeudi 22 juillet 2021 : examen du projet de loi relatif à l'adaptation de nos outils de gestion à la crise sanitaire – Convocations \(projet de loi relatif à l'adaptation de nos outils de gestion à la crise sanitaire ; projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire\) – Désignation de rapporteurs \(projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire\)](#)

[Conférence des présidents – Ordre du jour des prochaines séances au Sénat \(projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire\)](#)

[Commissions / organes temporaires – Réunions, mercredi 21 juillet 2021 : demande de saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis sur le projet de loi relatif à l'adaptation de nos outils de gestion de la crise sanitaire – Désignation d'un rapporteur sur le projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire – Délai limite de dépôt des amendements en commission pour le projet de loi relatif à l'adaptation de nos outils de gestion de la crise sanitaire \(jeudi 22 juillet 2021 à 12 heures\)](#)

[Commissions / organes temporaires – Réunions, mardi 20 juillet 2021 : désignation d'un rapporteur et des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'adaptation de nos outils de gestion de la crise sanitaire \(sous réserve de son dépôt et de sa transmission\)](#)

[Commissions / organes temporaires – Convocations et délais limites de dépôt des amendements en commission \(projet de loi relatif à l'adaptation de nos outils de gestion de la crise sanitaire\).](#)

[Documents déposés - Addendum au document publié sur le site internet du Sénat le jeudi 15 juillet 2021 : N° 727 \(2020-2021\) Rapport d'information fait au nom de la mission commune d'information destinée à évaluer les effets des mesures prises ou envisagées en matière de confinement ou de restrictions d'activités relatif à la stratégie vaccinale à mettre en œuvre pour limiter la quatrième vague de la pandémie.](#)

[Résolution européenne visant à rendre pérenne l'augmentation du temps de télétravail autorisé pour les travailleurs frontaliers](#)

[Documents déposés](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Rapports au parlement](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Documents déposés](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Résolutions](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Résolutions](#)

[Résolutions](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Résolutions](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Offices et délégations](#)

[Résolutions](#)

[Documents publiés](#)

[Documents déposés](#)

[Documents publiés](#)

[Documents déposés](#)

[Documents publiés](#)

[Documents déposés](#)

[Documents publiés](#)

[Documents publiés](#)

[Documents déposés](#)

[Documents publiés](#)

[Documents déposés](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Documents publiés](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Documents publiés](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Documents déposés](#)

[Documents publiés](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Documents publiés](#)

[Documents déposés](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Délégations parlementaires](#)

[Conférence des présidents](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Documents déposés](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Documents publiés](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Délégations parlementaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Ordre du jour](#)

[Documents déposés](#)

[Documents publiés](#)

[Documents déposés](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Documents publiés](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Documents déposés](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Documents déposés](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Documents déposés](#)

[Documents publiés](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Documents publiés](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Documents déposés](#)

[Rapports au parlement](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Groupes politiques](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Rapports au parlement](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Bureau du sénat](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Documents publiés](#)

[Documents publiés](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Documents déposés](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Documents déposés](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Documents déposés](#)

[Documents publiés](#)

[Dépôt de rapports d'information - N° 659 \(2021-2022\) Rapport sur les effets indésirables des vaccins contre la Covid-19 et le système de pharmacovigilance français.](#)

[Résolution adoptée en application de l'article 88-4 de la Constitution - Résolution européenne demandant, au regard de la guerre en Ukraine, de réorienter la stratégie agricole européenne découlant du Pacte Vert pour assurer l'autonomie alimentaire de l'Union européenne](#)

[Documents publiés sur le site internet du Sénat le mercredi 13 avril 2022 : N° 531 \(2021-2022\) Rapport fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur la lutte contre la pandémie de la Covid-19 : Aspects scientifiques et techniques - Conséquences indirectes.](#)

[Résolutions - Résolutions adoptées en application de l'article 88-4 de la Constitution : Résolution européenne pour une politique européenne du patrimoine renforcée au service de l'attractivité des territoires ; Résolution européenne sur le paquet « Ajustement à l'objectif 55 »](#)

[Rapports au parlement](#)

[Résolutions](#)

[Documents déposés – Dépôt de rapports d'information : N° 537 \(2021-2022\) Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires sociales sur l'adéquation du passe vaccinal à l'évolution de l'épidémie de covid 19.](#)

[Commissions / organes temporaires – Réunions, Mercredi 23 février 2022 : Mission d'information sur l'adéquation du passe vaccinal à l'évolution de l'épidémie de covid-19 ;](#)

[Examen des amendements éventuels au texte n° 496 \(2021-2022\) de la commission sur la proposition de loi organique n° 346 \(2021-2022\) visant à garantir la qualité du débat démocratique et à améliorer les conditions sanitaires d'organisation de l'élection présidentielle dans le contexte lié à l'épidémie de covid-19 ; Examen des amendements éventuels au texte n° 497 \(2021-2022\) de la commission sur la proposition de loi n° 351 \(2021-2022\) visant à améliorer les conditions sanitaires d'organisation des élections législatives dans le contexte lié à l'épidémie de covid-19](#)

[Documents déposés - Documents enregistrés à la Présidence du Sénat le mardi 22 février 2022, Dépôt d'un rapport d'information : N° 531 \(2021-2022\) Rapport fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur la lutte contre la pandémie de la Covid-19 : Aspects scientifiques et techniques - Conséquences indirectes.](#)

[Documents publiés - Documents publiés sur le site internet du Sénat le vendredi 18 février 2022 : N° 495 \(2021-2022\) Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale sur la proposition de loi organique visant à garantir la qualité du débat démocratique et à améliorer les conditions sanitaires d'organisation de l'élection présidentielle dans le contexte lié à l'épidémie de covid-19 \(n° 346, 2021-2022\) et sur la proposition de loi visant à améliorer les conditions sanitaires d'organisation des élections législatives dans le contexte lié à l'épidémie de covid-19 \(n° 351, 2021-2022\).](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Documents déposés](#)

[Documents publiés](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires – Mardi 8 février 2022 à 15 h 30 : audition commune – Lundi 7 février 2022, à 12 heures : Audition de M. le président du comité de liaison Covid, sur le déroulement de la campagne présidentielle](#)

[Commissions / organes temporaires – Réunions, Jeudi 3 février 2022 : Mission d'information sur l'adéquation du passe vaccinal à l'évolution de l'épidémie de covid-19 : audition de Mme la directrice générale de santé publique France.](#)

[Commissions / organes temporaires – Réunions, Mardi 1er février 2022 : Mission d'information sur l'adéquation du passe vaccinal à l'évolution de l'épidémie de covid-19 ; Mission d'information sur l'adéquation du passe vaccinal à l'évolution de l'épidémie de covid-19 - Délais](#)

[limites de dépôt des amendements : Proposition de loi organique visant à garantir la qualité du débat démocratique et à améliorer les conditions sanitaires d'organisation de l'élection présidentielle dans le contexte lié à l'épidémie de covid-19 : Lundi 14 février 2022 12h00 ; Proposition de loi visant à améliorer les conditions sanitaires d'organisation des élections législatives dans le contexte lié à l'épidémie de covid-19 : Lundi 14 février 2022 12h00](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Documents déposés](#)

[Documents publiés](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Documents déposés](#)

[Documents publiés](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Documents déposés](#)

[Documents publiés](#)

[Résolutions](#)

[Documents déposés](#)

[Documents publiés](#)

[Documents déposés](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Documents publiés](#)

[Documents déposés - Dépôt de rapports et de textes de commission : N° 317 \(2021-2022\) Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à la création d'une plateforme de référencement et de prise en charge des malades chroniques de la covid-19 \(n° 229, 2021-2022\) ; N° 318 \(2021-2022\) Résultat des travaux de la commission des affaires sociales sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à la création d'une plateforme de référencement et de prise en charge des malades chroniques de la covid-19.](#)

[Documents publiés sur le site internet du Sénat le mercredi 5 janvier 2022 - N° 318 \(2021-2022\) Résultat des travaux de la commission des affaires sociales sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à la création d'une plateforme de référencement et de prise en charge des malades chroniques de la covid-19.](#)



[Résolutions - Résolution pour une meilleure prise en compte de la qualité de la vie étudiante, pour renforcer l'accompagnement des étudiants à toutes les étapes de leur parcours et pour dynamiser l'ancrage territorial de l'enseignement supérieur](#)

[Commissions / organes temporaires – Convocations : Mercredi 5 janvier 2022, Sous réserve de sa transmission, demande de saisine pour avis, désignation d'un rapporteur et examen du rapport pour avis sur le projet de loi n° 4857 \(A.N. XVe lég.\) renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le code de la santé publique \(procédure accélérée\) ; Sous réserve de sa transmission, examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond \(articles 1er bis, 1er quater, 1er sexies et 3\) du projet de loi n° 4857 \(A.N. XVe lég.\) renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le code de la santé publique \(procédure accélérée\) ; Convocation rectifiée ter](#)

[Commissions / organes temporaires - Demande de saisine pour avis, désignation d'un rapporteur et examen du rapport pour avis sur le projet de loi no 4857 \(A.N. XVe lég.\) renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le code de la santé publique \(procédure accélérée\) ; Examen du rapport et du texte de la commission sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à la création d'une plateforme de référencement et de prise en charge des malades chroniques de la covid-19 \(n° 229, 2021-2022\)](#)

[Commissions / organes temporaires – Convocations : Mardi 4 janvier 2022, Audition de M. le ministre des solidarités et de la santé, sur le projet de loi renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le code de la santé publique ; Désignation d'un rapporteur sur le projet de loi n° 4857 \(A.N., XVe lég.\) renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le code de la santé publique \(procédure accélérée\) ; Désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le code de la santé publique ; Examen du rapport et du texte proposé par la commission sur le projet de loi n° 4857 \(A.N., XVe lég.\) renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le code de la santé publique \(procédure accélérée\) ; Examen des amendements éventuels au projet de loi n° 4857 \(A.N., XVe lég.\) renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le code de la santé publique \(procédure accélérée\)](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Documents publiés](#)

[Résolutions](#)

[Documents publiés](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Documents déposés](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Documents et publications](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Conférence des présidents](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Conférence des présidents](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle – Mercredi 17 Novembre 2021 : examen de la proposition de loi visant la création d'une plateforme de référencement et de prise en charge des malades chroniques de la covid-19 \(n° 3413\)](#)

[Conférence des présidents – Mardi 2 novembre : Plan de relance; Plan d'urgence face à la crise sanitaire ; Vendredi 26 novembre : Pn plateforme de référencement et de prise en charge des malades chroniques de la covid-19 \(3413\)](#)

[Ordre du jour – Mardi 2 novembre 2021, Plan de relance ; Plan d'urgence face à la crise sanitaire \(suite\)](#)

[Documents et publications](#)

[Conférence des présidents – Ordre du jour de l'Assemblée nationale, semaine du Gouvernement : mardi 2 novembre \(à 15 heures : Plan de relance ; Plan d'urgence face à la crise sanitaire\)](#)

[Commissions et organes de contrôle - Réunions, Jeudi 21 Octobre 2021 \(Mission d'évaluation sur l'adaptation des politiques de lutte contre la pauvreté au contexte de crise sanitaire\)](#)

[Commissions et organes de contrôle – Mercredi 20 octobre 2021 \(Plan de relance; Plan d'urgence face à la crise sanitaire\)](#)

[Documents et publications](#)

[Documents et publications](#)

[Documents et publications – Dépôt du jeudi 7 octobre 2021, dépôt de rapports : Annexe 45 : Plan de relance : Plan d'urgence face à la crise sanitaire](#)

[Commissions et organes de contrôle – Jeudi 7 octobre 2021, réunion de la mission d'évaluation sur l'adaptation des politiques de lutte contre la pauvreté au contexte de crise sanitaire](#)

[Commissions et organes de contrôle – Mardi 5 octobre 2021 \(Mission d'évaluation sur l'adaptation des politiques de lutte contre la pauvreté au contexte de crise sanitaire\)](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle – Mercredi 29 septembre \(Mission d'information sur l'impact de la crise de la Covid-19 sur le secteur événementiel ; Examen du rapport de Mme la rapporteure, et élaboration du texte de la commission sur la proposition de loi no 383 \(2020-2021\) visant à encourager les dons et adhésions aux associations à vocation sportive, culturelle et récréative dans le contexte de l'épidémie de covid-19\) + Mercredi 20 octobre \(Plan de relance ; Plan d'urgence face à la crise sanitaire\)](#)

[Commissions et organes de contrôle – Réunions, Mardi 21 septembre 2021 et Mercredi 22 septembre 2021 \(Mission d'information sur l'impact de la crise de la Covid-19 sur le secteur événementiel,\) + Jeudi 23 septembre 2021 \(Mission d'évaluation sur l'adaptation des politiques de lutte contre la pauvreté au contexte de crise sanitaire\)](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications - Distribution de documents en date du mardi 27 juillet 2021 : rapport d'information \(relatif à la coordination par l'Union européenne des mesures nationales de gestion de la crise sanitaire\) ; Distribution de documents en date du mercredi 28 juillet 2021 : rapport d'information \(conclusion des travaux de la mission d'information commune relative aux entreprises en difficulté du fait de la crise sanitaire\) – Saisine du Conseil constitutionnel : saisine en date du 26 juillet 2021, portant sur la loi relative à la gestion de la crise sanitaire](#)

[Commissions et organes de contrôle – Réunion, mercredi 15 Septembre 2021 \(rapport d'enquête réalisé par la Cour des comptes sur l'évolution des dépenses publiques pendant la crise sanitaire et le bilan opérationnel de leur utilisation\)](#)

[Commissions et organes de contrôle – Réunion, mercredi 15 septembre 2021 \(rapport d'enquête réalisé par la Cour des comptes sur l'évolution des dépenses publiques pendant la crise sanitaire et le bilan opérationnel de leur utilisation\)](#)

[Ordre du jour – Dimanche 25 juillet 2021 \(projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire\)](#)

[Documents et publications - Dépôt de propositions de résolution \(proposition de résolution relative à la levée de l'embargo des États-Unis contre Cuba afin de permettre l'augmentation des capacités de production de vaccins et les transferts de technologie dans le cadre de la lutte contre la pandémie mondiale de la covid-19\)](#)

[Documents et publications - Dépôt de rapport \(rapport, n° 4389, relatif à la gestion de la crise sanitaire\) - Dépôt de rapports d'information \(rapport d'information, n° 4390 \(conclusion des travaux de la mission d'information commune relative aux entreprises en difficulté du fait de la crise sanitaire\) - Distribution de documents en date du jeudi 22 juillet 2021 : rapport \(N° 4389\)](#)

[Commissions et organes de contrôle : Réunions, mercredi 21 juillet 2021 : présentation devant la commission des affaires économiques, la commission des finances et la commission des lois, du rapport de la mission d'information commune sur les entreprises en difficulté du fait de la crise sanitaire](#)

[Ordre du jour - Mercredi 21 juillet 2021 : projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire](#)

[Conférence des présidents – Ordre du jour de l'Assemblée nationale, conférence des présidents du mardi 20 juillet 2021](#)

[Documents et publications – Documents parlementaires, dépôt du mardi 20 juillet 2021 : dépôt du projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire](#)

[Commissions et organes de contrôle – Mardi 20 juillet : Commission des lois, projet de loi relatif à la crise sanitaire – Mercredi 21 juillet : Commission des affaires économiques et commission des finances, présentation du rapport de la mission d'information commune sur les entreprises en difficultés du fait de la crise sanitaire](#)

[Documents et publications - Dépôt de proposition de loi visant à interdire la poursuite des cautions conclues par les entrepreneurs d'entreprise individuelle à responsabilité limitée sur leur patrimoine personnel et l'exonération des dettes sociales contractées par les travailleurs indépendants dans le contexte de réduction d'activité liée à la pandémie de covid-19.](#)

[Documents et publications](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Ordre du jour](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Conférence des présidents](#)

[Conférence des présidents](#)

[Conférence des présidents](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Ordre du jour](#)

[Conférence des présidents](#)

[Documents et publications](#)

[Ordre du jour](#)

[Documents et publications](#)

[Conférence des présidents](#)

[Documents et publications](#)

[Documents et publications](#)

[Ordre du jour](#)

[Documents et publications](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Conférence des présidents](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions / organes temporaires](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Conférence des présidents](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Ordre du jour](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Conférence des présidents](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Ordre du jour](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Ordre du jour](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Ordre du jour](#)

[Conférence des présidents](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Conférence des présidents](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Ordre du jour](#)

[Conférence des présidents](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Ordre du jour](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Conférence des présidents](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)



[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Ordre du jour](#)

[Conférence des présidents](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Conférence des présidents](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Ordre du jour](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Ordre du jour](#)

[Conférence des présidents](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Conférence des présidents](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Ordre du jour](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Conférence des présidents](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Ordre du jour](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Conférence des présidents](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Conférence des présidents](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Conférence des présidents](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Conférence des présidents](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Documents et publications](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Documents et publications](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

[Commissions et organes de contrôle](#)

**Commissions mixtes paritaires**

[Commissions mixtes paritaires](#)

[Commissions mixtes paritaires](#)

[Commissions mixtes paritaires](#)

[Commissions mixtes paritaires – Composition, bureau et membres présents ou excusés \(projet de loi rétablissant et complétant l'état d'urgence sanitaire\)](#)

[Commissions mixtes paritaires – Réunion, dimanche 25 juillet 2021 \(Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire\)](#)

[Commissions mixtes paritaires](#)

## **Assemblée plénière**

[Assemblée plénière](#)

## **Offices et délégations**

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Réunion, Jeudi 9 juin 2022 - examen d'un rapport d'étape sur les effets secondaires des vaccins contre la Covid-19](#)

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques – Réunions, Mardi 24 mai 2022 : audition publique sur les effets secondaires des vaccins contre la Covid-19](#)

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques – Réunions, Mardi 22 février 2022 : A 13 h 30 Assemblée nationale \(Salle 7040 - 103, rue de l'Université, 2ème sous-sol\) : désignation de rapporteurs sur une saisine de la commission des affaires sociales du Sénat relative aux effets secondaires des vaccins contre la covid-19 ; examen du rapport sur les développements scientifiques relatifs à la crise de la covid-19 \(rapporteurs\).](#)

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques – Réunions, jeudi 3 février 2022 : audition publique sur l'évolution du virus SARS-Cov-2 et la stratégie de lutte contre le virus \(rapporteurs\)](#)

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)





[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques – Jeudi 4 novembre 2021, 9h : audition publique sur « Transmission du coronavirus dans les milieux confinés, capteurs de CO2 et purificateurs d'air » \(dans le cadre de la saisine sur « covid-19 et Pollution de l'air\).](#)

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques – Jeudi 9 décembre 2021, 9H : examen du rapport sur « Covid-19 et Pollution de l'air »](#)

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)  
[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)  
[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)  
[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)  
[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)  
[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)  
[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)  
[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)  
[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)  
[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)  
[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)  
[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)  
[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)  
[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)  
[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)  
[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)  
[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)  
[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)

## **Informations relatives au Conseil économique, social et environnemental**

[Formations de travail](#)

## **Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques**

[Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques](#)

## **Formations de travail**

[Formations de travail](#)

## **Avis de concours et de vacance d'emplois**

## **Premier ministre**

[Avis de vacance d'un emploi de directeur de projet \(administration centrale\) NOR : PRMG2212227V](#)

[Décision du 7 février 2022 portant délégation de signature \(direction de l'information légale et administrative\)](#)

[Avis de vacance d'un emploi d'expert de haut niveau \(administration territoriale : Mayotte\)](#)

[Avis de vacance d'un emploi de directeur de projet \(administration territoriale : Hauts-de-France\)](#)

[Avis de vacance d'un emploi de conseiller pour les affaires sociales](#)

[Avis de vacance d'un emploi de chef de service](#)

[Avis de vacance d'un emploi d'expert ou d'experte de haut niveau](#)

## **Fiches d'actualité**

### **Service-public.fr**

- Que faire en cas de symptômes, de test positif à la Covid-19 ou de contact avec une personne positive ? (MàJ 28/02/2023)
- Personnes vulnérables à la Covid-19 : quel accompagnement prévu pour leur retour en entreprise ? (MàJ 28/02/2023)
- Covid-19 : la prise en charge des tests de dépistage évolue
- Vaccination contre la grippe saisonnière : la campagne est prolongée jusqu'au 31 mars 2023 (MàJ 23/02/2023)
- Activité partielle des personnes vulnérables : le dispositif est prolongé jusqu'en 2023 (MàJ 20/02/2023)
- Personnes vulnérables à la Covid-19 : liste de critères au 28 octobre 2022 (MàJ 17/02/2023)
- Coronavirus (Covid-19) : comment vous informer ? (MàJ 02/02/2023)
- Fin des arrêts de travail sans jour de carence et de l'isolement des cas positifs : ce qui change au 1er février 2023 (MàJ 30/01/2023)
- Que faire en cas de symptômes ou de test positif à la Covid-19 ? (MàJ 30/01/2023)
- La vaccination est possible pour tous les enfants de 5 à 11 ans avec l'accord des deux parents (MàJ 24/01/2023)
- La vaccination contre la Covid-19 ouverte aux enfants de moins de 5 ans sous certaines conditions (MàJ 23/01/2023)
- Le dispositif Santé Psy Étudiant est prolongé en 2023 (MàJ 06/01/2023)
- Des arrêts maladie Covid sans jour de carence sont encore possibles pour les personnes positives (MàJ 06/01/2023)
- Positif à la Covid-19 : les règles d'isolement (MàJ 06/01/2023)
- Loi de financement de la Sécurité sociale pour 2023 : les mesures phares (MàJ 04/01/2023)
- Vaccin contre la Covid-19 : quelles sont les règles ?
- Covid et interdictions de voyages : quelles sont les règles ?
- Covid-19 : quelles règles de prise en charge ?

- Des arrêts maladie Covid sans jour de carence prolongés jusqu'au 31 décembre 2023
- La campagne de rappel contre la Covid-19 est ouverte à tous (MàJ 09/12/2022)
- Vaccination contre la grippe saisonnière : la campagne est ouverte à tous depuis le 16 novembre (MàJ 17/11/2022)
- Activité partielle des personnes vulnérables : le dispositif est prolongé jusqu'en 2023 (MàJ 28/10/2022)
- Personnes vulnérables à la Covid-19 : liste de critères au 28 octobre 2022 (MàJ 28/10/2022)
- Nouvelle campagne de rappel contre la Covid-19 : qui est concerné ? (MàJ 03/10/2022)
- Vaccination contre la grippe saisonnière : la campagne démarre le 18 octobre ! (MàJ 13/09/2022)
- Aide exceptionnelle pour les journalistes pigistes pénalisés par la crise sanitaire (MàJ 12/09/2022)
- Crise des urgences médicales : un malaise persistant
- Des arrêts maladie Covid sans jour de carence prolongés jusqu'au 31 décembre 2022
- Enfant positif au Covid ou cas contact : quelles solutions pour garder mon enfant ?
- Activité partielle des personnes vulnérables : le dispositif est prolongé jusqu'en 2023 (MàJ le 31/08/2022)
- Les règles funéraires évoluent
- Fin de l'état d'urgence sanitaire et du régime de sortie de crise depuis le 1er août 2022 (MàJ 04/08/2022)
- Recours possible au passe sanitaire jusqu'au 31 juillet 2022 : ce que dit la loi (MàJ 01/08/2022)
- Régime de sortie de crise sanitaire : jusqu'à quand ? (MàJ 01/08/2022)
- Protocole sanitaire dans les établissements scolaires à la rentrée 2022
- 2e dose de rappel : quelles sont les personnes éligibles ? (MàJ 26/07/2022)
- Remboursement des tests de dépistage réalisés à l'étranger (MàJ 12/07/2022)
- Vaccin contre la Covid : les 60 ans et plus sont éligibles à la 2e dose de rappel (MàJ 12/07/2022)
- Ce qui change en juillet 2022 (MàJ 07/07/2022)
- J'ai été en contact avec une personne malade de la Covid-19 : que dois-je faire ? (MàJ 06/07/2022)
- Positif à la Covid-19 : les règles d'isolement (MàJ 06/07/2022)
- Crise des urgences : les recommandations de la mission "flash" pour les hôpitaux (MàJ 06/07/2022)
- Régime de sortie de crise sanitaire : jusqu'à quand ? (MàJ 05/07/2022)
- Jeunes alternants : l'aide aux employeurs en faveur de votre embauche prolongée jusqu'à fin 2022 (MàJ 01/07/2022)
- Le plafond des titres-restaurant repasse à 19 € par jour à partir du 1er juillet 2022
- Régime de sortie de crise sanitaire : jusqu'à quand ?
- Positif à la Covid-19 : les règles d'isolement
- J'ai été en contact avec une personne malade de la Covid-19 : que dois-je faire ?
- Ce qui change en juillet 2022 (MàJ 24/06/2022)
- Quel protocole sanitaire dans les bureaux de vote ? (MàJ 07/06/2022)
- Covid-19 : quelles sont les démarches si vous êtes positif ? (MàJ 01/02/2023)
- Bac 2022 : Service-Public.fr répond à vos questions fréquentes ! (MàJ 03/06/2022)
- Bac 2022 : calendrier, coefficients des épreuves et aménagements (MàJ 02/06/2022)
- Une aide exceptionnelle pour les journalistes pigistes pénalisés par la crise sanitaire
- Rappel de masques FFP2 potentiellement dangereux
- Masque obligatoire dès 6 ans dans les transports collectifs
- Fin du port obligatoire du masque dans les transports en commun à partir du 16 mai 2022

- Fin de la gratuité systématique des tests de dépistage le 15 octobre 2021 (MàJ 21/04/2022)
- Crise sanitaire et action sociale : quelles solidarités de voisinage ? (MàJ 20/04/2022)
- Covid-19 : revalorisation des heures supplémentaires à l'hôpital (MàJ 14/04/2022)
- Travail et Covid-19 : quelles sont les règles ?
- Covid-19 : dans quels lieux faut-il présenter un passe sanitaire ?
- Aide exceptionnelle de solidarité Covid : qui en a bénéficié ?
- Covid-19 : quelles règles de prise en charge ?
- Aide spécifique ponctuelle pour étudiant en difficulté
- Comment consulter les décisions de sa mairie, son département ou sa région ?
- Couvre-feu et confinement : quelles sont les règles ?
- Comment faire si vous revenez vivre en France ?
- Chômage partiel ou technique (activité partielle) : démarches de l'employeur
- Qu'est-ce qu'une maladie professionnelle ?
- Santé à l'école primaire (maternelle ou élémentaire)
- Aide à la mobilité internationale d'un étudiant
- Que faire en cas de difficultés pour payer son loyer ?
- Voyage en ferry (bateau) : quelles sont les règles ?
- Coronavirus : à quelles primes ont le droit les agents publics ?
- Quelle assurance maladie à votre retour après avoir travaillé comme expatrié ?
- Epidémie Coronavirus (Covid-19) : ce qu'il faut savoir (MàJ 08/04/2022)
- Positif au Covid-19 : les règles d'isolement
- Vaccin contre le Covid : les 60 ans et plus sont éligibles à la 2<sup>e</sup> dose de rappel
- Epidémie Coronavirus (Covid-19) : ce qu'il faut savoir
- Quel protocole sanitaire dans les bureaux de vote ? (MàJ 05/04/2022)
- Vaccination : deuxième rappel pour les 80 ans et plus et pour les résidents d'EHPAD (MàJ 30/03/2022)
- J'ai été en contact avec une personne malade du Covid-19 : que dois-je faire ? (MàJ 23/03/2022)
- Guide sur les mesures de prévention des risques de contaminations au Covid en entreprise
- Covid-19 : suivez chaque semaine les nouveaux textes de loi
- MesConseilsCovid : un outil d'information et de conseils pour tous
- Recours possible au passe sanitaire jusqu'au 31 juillet 2022 : ce que dit la loi
- Obligation de port du masque : quelles sont les règles ?
- Jeunes alternants : l'aide aux employeurs en faveur de votre embauche prolongée jusqu'en juin 2022
- Rémunération d'un salarié en chômage partiel (activité partielle)
- Le premier accord sur le télétravail dans la fonction publique est signé
- Télétravail dans le secteur privé
- Télétravail dans le secteur public
- Une prime de revalorisation temporaire pour les agents de la fonction publique hospitalière exerçant dans certains établissements sociaux et médico-sociaux
- Vaccin anti-Covid : la campagne de rappel pour les 12-17 ans s'ouvre à partir du 24 janvier 2022
- Vaccin contre la Covid-19 : quelles sont les règles ?
- Fonction publique : des autorisations d'absence pour se faire vacciner
- Enfant positif ou cas contact : quel protocole sanitaire pour les assistantes maternelles ?
- Santé Psy Étudiant : un site pour un suivi psychologique gratuit des étudiants
- Conseils pour les mineurs : vaccination et scolarité



- Covid et interdictions de voyages : quelles sont les règles ?
- Nouvelle version de l'application Conseils aux voyageurs
- Ce qui change en mars 2022
- J'ai été avec une personne malade du Covid-19 : que dois-je faire ?
- Passe sanitaire après le 14 mars 2022 : dans quels lieux ?
- Epidémie Coronavirus (Covid-19) : ce qu'il faut savoir
- La vaccination est ouverte aux adolescents de 12 à 17 ans depuis le 15 juin
- Régime de sortie de crise sanitaire : jusqu'à quand ?
- Masque obligatoire dès 6 ans dans les transports collectifs
- Vaccination et dose de rappel obligatoires pour certaines professions
- Le protocole sanitaire applicable dans les écoles, collèges et lycées à partir du 14 mars 2022
- J'ai été en contact avec une personne malade du Covid-19 : que dois-je faire ? (MàJ 23/03/2022)
- Fin du passe vaccinal et du port du masque en intérieur à partir du 14 mars 2022
- Protocole sanitaire au travail : quelles sont les évolutions au 28 février 2022 ?
- Positif au Covid-19 ou cas contact : les nouvelles règles d'isolement
- Port du masque, dépistage des cas contacts : allègement du protocole sanitaire à partir du 28 février
- Chômage partiel : quelles évolutions pour les salariés des secteurs les plus impactés ?
- Enfant positif au Covid ou cas contact : quelles solutions pour garder mon enfant ?
- Allègement du protocole sanitaire dans les écoles dès la rentrée des vacances d'hiver (MàJ 22/02/2022)
- Le protocole sanitaire applicable dans les écoles, collèges et lycées (MàJ 10/03/2022)
- Comment faire en cas de contre-indication à la vaccination ? (MàJ 18/02/2022)
- Fin de la gratuité systématique des tests de dépistage le 15 octobre 2021 (MàJ 16/02/2022)
- Touristes et étudiants étrangers en France : comment accéder au passe vaccinal ? (MàJ 16/02/2022)
- Le passe vaccinal remplace le passe sanitaire à partir du 24 janvier 2022 (MàJ 16/02/2022)
- J'ai été en contact avec une personne malade du Covid-19 : que dois-je faire ? (16/02/2022)
- Quand effectuer sa dose de rappel pour conserver son passe vaccinal valide ? (MàJ 16/02/2022)
- Nouvel allègement des mesures sanitaires à partir du 16 février 2022 (MàJ 16/02/2022)
- Masque obligatoire dès 6 ans : quels sont les lieux concernés ? (MàJ 11/02/2022)
- Le protocole sanitaire applicable dans les écoles, collèges et lycées (MàJ 11/02/2022)
- Allègement du protocole sanitaire dans les écoles dès la rentrée des vacances d'hiver (MàJ 11/02/2022)
- Positif au Covid-19 : déclarez vous-même vos contacts ! (MàJ 10/02/2022)
- Pass+ : comment obtenir un passe vaccinal dérogatoire dans l'attente d'une 2e dose ? (MàJ 08/02/2022)
- Coronavirus (Covid-19) : comment vous informer ? (MàJ 03/02/2022)
- Masque obligatoire dès 6 ans : quels sont les lieux concernés ?
- L'indemnité accordée pour congés non pris en raison de la crise sanitaire est prolongée

- Tout savoir sur le passe vaccinal (MàJ 03/02/2022)
- Pratique du sport : le nouveau protocole sanitaire (MàJ 03/02/2022)
- Des masques FFP2 gratuits en pharmacie pour les personnes immunodéprimées (MàJ 03/02/2022)
- Allègement progressif des mesures sanitaires à partir du 2 février 2022 (MàJ 02/02/2022)
- Passe vaccinal valide : quels changements à partir du 15 février ? (MàJ 15/02/2022)
- Qui est concerné par la mise à jour de l'attestation de vaccination au 1er février 2022 ? (MàJ 01/02/2022)
- Chômage partiel : quelles évolutions pour les salariés des secteurs les plus impactés ? (MàJ 01/02/2022)
- Voyages à l'étranger en période de crise sanitaire : où s'informer ? (MàJ 01/02/2022)
- Protocole sanitaire au travail : quelles sont les évolutions au 25 janvier 2022 ? (MàJ 31/01/2022)
- Vaccination et dose de rappel obligatoires pour certaines professions (MàJ 16/02/2022)
- Comment faire en cas de contre-indication à la vaccination ? (MàJ 31/01/2022)
- Une 5e distribution de masques gratuits pour les personnes précaires (MàJ 31/01/2022)
- Quand effectuer sa dose de rappel pour conserver son passe vaccinal valide ? (MàJ 16/02/2022)
- J'ai été en contact avec une personne malade du Covid-19 : que dois-je faire ? (MàJ 16/02/2022)
- Enfant positif au Covid ou cas contact : quelles solutions pour garder mon enfant ? (MàJ 28/01/2022)
- Le passe vaccinal remplace le passe sanitaire à partir du 24 janvier 2022 (MàJ 28/01/2022)
- Tout savoir sur le passe vaccinal (MàJ 28/01/2022)
- Vaccination Covid-19 : un nouveau simulateur pour calculer la date de sa dose de rappel (MàJ 27/01/2022)
- Positif au Covid-19 ou cas contact : les nouvelles règles d'isolement (MàJ 11/02/2022)
- Cas contact : où trouver une pharmacie qui délivre des autotests gratuitement ? (MàJ 22/01/2022)
- Protocole sanitaire au travail : quelles sont les évolutions au 25 janvier 2022 ? (MàJ 26/01/2022)
- La vaccination est possible pour tous les enfants de 5 à 11 ans avec l'accord d'un seul parent
- Touristes et étudiants étrangers en France : comment accéder au passe vaccinal ? (MàJ 16/02/2022)
- Passe vaccinal : le certificat de rétablissement est conservé 6 mois
- Quels professionnels doivent présenter leur passe vaccinal depuis le 24 janvier 2022 ?
- Quand effectuer sa dose de rappel pour conserver son passe vaccinal valide ?
- Passe vaccinal : quelles sanctions si je ne respecte pas sa présentation ou en cas de fraude ?
- Passe vaccinal : une solution pour les expatriés français vaccinés hors UE
- Passe vaccinal : une solution pour les expatriés français vaccinés hors UE
- Autotests : la vente hors pharmacie est prolongée jusqu'au 15 février 2022
- ~~Vaccin anti-Covid : dose de rappel pour les 12-17 ans possible à partir du 24 janvier 2022~~

- La vaccination contre le Covid-19 est désormais possible pour tous les enfants de 5 à 11 ans
- Vaccin anti-Covid : dose de rappel pour les 12-17 ans possible à partir du 24 janvier 2022
- Protocole sanitaire au travail : quelles sont les évolutions au 3 janvier 2022 ?
- Covid-19 : qui peut se faire vacciner et où ? (MàJ 05/01/2022)
- Des arrêts maladie "Covid" sans jour de carence prolongés jusqu'au 31 décembre 2022 (MàJ 05/01/2022)
- Le protocole sanitaire applicable dans les écoles, collèges et lycées (MàJ 11/01/2022)
- Enfant positif au Covid ou cas contact : quelles solutions pour garder mon enfant ? (MàJ 05/01/2022)
- Positif au Covid-19 ou cas contact : les nouvelles règles d'isolement
- Positif au Covid-19 ou cas contact : les nouvelles règles d'isolement à partir du 3 janvier 2022 (MàJ 03/01/2022)
- Quand effectuer sa dose de rappel pour conserver son passe sanitaire valide ? (MàJ 12/01/2022)
- Vaccination Covid-19 : un nouveau simulateur pour calculer la date de sa dose de rappel (MàJ 28/12/2021)
- Autotests : comment utiliser ces outils de dépistage désormais en vente hors pharmacie ? (MàJ 01/01/2022)
- Covid-19 : qui peut se faire vacciner et où ? (MàJ 28/12/2021)
- J'ai été en contact avec une personne malade du Covid-19 : que dois-je faire ? (MàJ 10/02/2022)
- Vaccin contre le Covid-19 : qui est concerné par la dose de rappel ? (MàJ 12/01/2022)
- Lutte contre le variant Omicron : une nouvelle série de mesures annoncée le 27 décembre 2021
- Covid-19 : qui peut se faire vacciner et où ? (MàJ 22/12/2021)
- Vaccination contre le Covid-19 : quel calendrier ? (MàJ 22/12/2021)
- Covid-19 : revalorisation des heures supplémentaires à l'hôpital
- Lutte contre l'épidémie : nouvelles mesures sanitaires annoncées le 17 décembre 2021
- Quand effectuer sa dose de rappel pour conserver son passe sanitaire valide ?
- Protocole sanitaire au travail : quelles sont les évolutions au 8 décembre ?
- Voyages à l'étranger en période de crise sanitaire : où s'informer ?
- Personnes vulnérables : la nouvelle liste de critères depuis le 9 septembre
- Rebond épidémique : les nouvelles mesures annoncées
- TousAntiCovid : l'avis de la Cnil sur les recommandations sanitaires personnalisées
- Fin de la gratuité systématique des tests de dépistage le 15 octobre 2021
- Protocole sanitaire renforcé pour les marchés de Noël
- Pratique du sport : nouveau protocole sanitaire
- Vaccination anti-Covid : une dose de rappel recommandée pour les 18 ans et plus
- Réforme de l'assurance chômage : quelles sont les mesures applicables au 1er décembre ?
- Plan 1 jeune, 1 solution : l'aide à l'embauche des jeunes est prolongée
- Jeunes alternants : l'aide aux employeurs en faveur de votre embauche prolongée jusqu'en juin 2022
- Vaccin contre le Covid-19 : qui est concerné par la dose de rappel ?
- Covid-19 : les expatriés français peuvent se faire rembourser un test de dépistage réalisé en France
- Passe sanitaire : une solution pour les expatriés français vaccinés hors UE (MàJ 16/12/2021)
- Passe sanitaire : quelles sanctions si je ne respecte pas sa présentation ou son contrôle ?
- Tout savoir sur le passe sanitaire
- Passe sanitaire étendu et vaccination obligatoire des soignants : ce que dit la loi

- Régime de sortie de crise sanitaire : jusqu'à quand ?
- Recours possible au passe sanitaire jusqu'au 31 juillet 2022 : ce que dit la loi
- Passe sanitaire conditionné à la dose de rappel pour les plus de 65 ans et les personnes vaccinées avec Janssen
- Dons aux associations : prolongement du plafond à 1 000 € de la déduction fiscale pour 2022 et 2023
- Retour du port obligatoire du masque dans toutes les écoles de France (MàJ 26/11/2021)
- Retour du port obligatoire du masque dans les écoles de certains départements
- Covid-19 : un numéro vert pour la vaccination à domicile des personnes âgées
- Classe fermée, enfant positif au Covid : quelles solutions pour garder mon enfant ? (MàJ 10/12/2021)
- Des arrêts maladie "Covid" sans jour de carence prolongés jusqu'au 31 décembre 2021
- Prise en charge des frais de transport jusqu'au 31 décembre 2021 pour les personnes à mobilité réduite
- Vaccin contre le Covid-19 : qui est concerné par la dose de rappel ? (MaJ 16/11/2021)
- Chômage partiel : quelles évolutions ?
- Don du sang : l'EFS lance un appel d'urgence à la mobilisation
- Le plafond à 38 € des tickets restaurants 2021 est prolongé jusqu'au 28 février 2022
- PsyEnfantAdo : un soutien psychologique gratuit pour les 3-17 ans
- Vaccin contre le Covid-19 : qui est concerné par la 3e dose de rappel ? (MàJ 15/10/2021)
- Fin de la gratuité systématique des tests PCR et antigéniques le 15 octobre 2021 (MàJ 15/10/2021)
- Régime de sortie de crise sanitaire : jusqu'à quand ? (MàJ 14/10/2021)
- Passe sanitaire étendu et vaccination obligatoire des soignants : ce que dit la loi (MàJ 14/10/2021)
- Quels professionnels doivent présenter leur passe sanitaire depuis le 30 août ? (MàJ 25/11/2021)
- Covid-19 : des vaccins efficaces à 90% pour les plus de 50 ans (MàJ 14/10/2021)
- Covid-19 : les tests de dépistage deviennent payants pour les touristes étrangers (MàJ 12/10/2021)
- Covid-19 : les expatriés français peuvent se faire rembourser un test de dépistage réalisé en France (MàJ 19/11/2021)
- Protocole sanitaire au travail : quelles évolutions depuis le 1er septembre ? (MàJ 12/10/21)
- Passe sanitaire obligatoire pour les adolescents à partir du 30 septembre (MàJ 25/11/2021)
- Tests de dépistage, centres de vaccination : attention aux offres frauduleuses (MàJ 12/10/2021)
- Passe sanitaire : une solution pour les expatriés français vaccinés hors UE (MàJ 19/11/2021)
- Le protocole sanitaire applicable dans les écoles, collèges et lycées (MàJ 10/01/2022)
- Fin du port obligatoire du masque dans les écoles de certains départements
- Passe sanitaire obligatoire pour les adolescents à partir du 30 septembre
- La vaccination devient obligatoire pour certaines professions (MàJ 23/09/2021)
- Vaccin contre le Covid-19 : qui est concerné par la 3e dose de rappel ?
- Touristes et étudiants étrangers en France : comment accéder au passe sanitaire ?
- La HAS recommande une 3e dose pour les plus de 65 ans et les personnes fragiles (MàJ 22/09/2021)
- Covid-19 : qui peut se faire vacciner et où ? (MàJ 22/09/2021)
- Passe sanitaire obligatoire pour les adolescents à partir du 30 septembre
- MesConseilsCovid : un outil d'information et de conseils pour tous
- Tout savoir sur le passe sanitaire (MàJ 17/11/2021)

- Règles sanitaires, frais d'inscription, bourses, logement... : tout sur la rentrée universitaire 2021
- Protocole sanitaire, fournitures, allocation et bourses... : l'essentiel de la rentrée scolaire 2021
- Vaccination contre le Covid-19 : quel calendrier ? (MàJ 15/12/2021)
- Régime de sortie de crise sanitaire : jusqu'à quand ? (MàJ 17/09/2021)
- La vaccination s'ouvre aux adolescents de 12 à 17 ans dès le 15 juin (MàJ 17/09/2021)
- Les quatre phases du déconfinement (MàJ 17/09/2021)
- Tout savoir sur le passe sanitaire (MàJ 17/09/2021)
- Passe sanitaire étendu et vaccination obligatoire des soignants : ce que dit la loi (MàJ 19/11/2021)
- Comment faire en cas de contre-indication à la vaccination ?
- Ouverture des frontières de l'UE : la liste actualisée des pays autorisés
- Des arrêts maladie "Covid" sans jour de carence prolongés jusqu'au 30 septembre 2021
- Classe fermée, enfant positif au Covid : quelles solutions pour garder mon enfant ?
- Personnes vulnérables : quelles sont les conditions pour bénéficier du chômage partiel ?
- SNCF : nouvel abonnement "forfait annuel télétravail"
- Chômage partiel : quelles évolutions ? Maj 28/10/2021
- La HAS recommande une 3e dose pour les plus de 65 ans et les personnes fragiles
- Télétravail : une indemnité forfaitaire pour les agents publics à compter du 1er septembre
- Passe sanitaire étendu et vaccination obligatoire des soignants : ce que dit la loi
- Quels professionnels doivent présenter leur passe sanitaire depuis le 30 août ?
- Touristes étrangers en France : comment accéder au passe sanitaire ?
- Rentrée scolaire : le protocole sanitaire applicable dans les écoles, collèges et lycées (MàJ 30/09/2021)
- Passe sanitaire : une solution pour les expatriés français vaccinés hors UE
- Protocole sanitaire, fournitures, allocation et bourses... : l'essentiel de la rentrée scolaire 2021
- Les quatre phases du déconfinement (MàJ 24/08/2021)
- Sport : avec ou sans passe sanitaire ?
- Passe sanitaire : quelles sanctions si je ne respecte pas sa présentation ou son contrôle ? (MàJ 19/11/2021)
- Masques anti-Covid : lesquels utiliser ? (MàJ 19/08/2021)
- Protocole sanitaire dans les Éhpad : une nouvelle évolution
- Fonction publique : comment se déroulent les concours et examens en période de crise sanitaire ? (MàJ 19/08/2021)
- Quels professionnels doivent présenter leur passe sanitaire à partir du 30 août ?
- La vaccination devient obligatoire pour certaines professions
- Covid-19 : qui peut se faire vacciner et où ? (MàJ 15/12/2021)
- Ruptures conventionnelles individuelles : une baisse durant la crise sanitaire de 2020
- Passe sanitaire : comment faire en cas de contre-indication à la vaccination ?
- Passe sanitaire : le certificat de rétablissement est désormais conservé 6 mois
- Protocole sanitaire au travail : quelles évolutions depuis le 9 août ?
- Autotests : comment utiliser ces nouveaux outils de dépistage en vente en pharmacie ? (MàJ 09/08/2021)
- Vos tickets restaurants 2020 sont utilisables jusqu'au 31 août 2021 (MàJ 12/08/2021)
- Un salarié a-t-il le droit de s'absenter pour aller se faire vacciner ? (MàJ 12/08/2021)
- Touristes étrangers en France : comment accéder au passe sanitaire ?
- Attention aux fausses attestations de vaccination contre le Covid-19 !
- Une attestation de vaccination qui peut être importée dans TousAntiCovid Carnet
- ~~Vaccination contre le Covid-19 : quelles garanties concernant la collecte des données personnelles ? (MàJ 09/08/2021)~~

- Des arrêts maladie "Covid" sans jour de carence prolongés jusqu'au 30 septembre 2021 (MàJ 10/09/2021)
- Régime de sortie de crise sanitaire : jusqu'à quand ? (MàJ 09/09/2021)
- Quels sont les lieux où le pass sanitaire est nécessaire ? (MàJ 06/08/2021)
- Rentrée scolaire : le nouveau protocole sanitaire dans les écoles, collèges et lycées
- Les quatre phases du déconfinement (MàJ)
- Pass sanitaire étendu, vaccination obligatoire pour les soignants, tests PCR payants (MàJ)
- Protocole sanitaire allégé dans les Ehpad : retour au « droit commun »
- Remboursement des tests de dépistage réalisés à l'étranger (MàJ)
- Les quatre phases du déconfinement (MàJ)
- Quels sont les lieux où le pass sanitaire est nécessaire ? (MàJ)
- Covid-19 : les tests de dépistage deviennent payants pour les touristes étrangers (MàJ)
- Reconnaissance de l'engagement des ressortissants étrangers pendant l'état d'urgence
- Vaccination contre le Covid-19 : quel calendrier ? (MàJ)
- Fonction publique : des autorisations d'absence pour se faire vacciner
- Reprise des concerts debout, réouverture des discothèques avec pass sanitaire obligatoire (MàJ)
- Le pass sanitaire devient européen à partir du 1er juillet (MàJ)
- Vaccination contre le Covid-19 : quel calendrier ? (MàJ)
- Pass sanitaire étendu, vaccination obligatoire pour les soignants, tests PCR payants
- Quels sont les lieux où le pass sanitaire est nécessaire ?
- Voyages à l'étranger : le dernier classement des pays en zone verte, orange ou rouge
- Conséquences sur l'emploi de la crise sanitaire : quelles reconversions professionnelles ?
- Indemnité journalière pour l'accueil des enfants des personnels soignants
- Vaccination contre le Covid-19 : quel calendrier ?
- Covid-19 : les tests de dépistage deviennent payants pour les touristes étrangers
- Covid-19 : qui peut se faire vacciner et où ?
- Protocole sanitaire au travail : quelles évolutions depuis le 30 juin ?
- Remboursement des tests de dépistage réalisés à l'étranger
- Étudiants en médecine : versement d'une indemnité exceptionnelle
- Le pass sanitaire devient européen à partir du 1er juillet
- Les quatre phases du déconfinement
- Coronavirus : les foires aux questions (FAQ) officielles
- Un salarié a-t-il le droit de s'absenter pour aller se faire vacciner ?
- Étudiants en médecine : versement d'une indemnité exceptionnelle
- Reprise des concerts debout, réouverture des discothèques avec pass sanitaire obligatoire
- Déconfinement : ce qui change à partir du 9 juin
- Une attestation de vaccination qui peut être importée dans TousAntiCovid Carnet
- Entretien professionnel : un report est possible
- La prise en charge immédiate des soins pour les expatriés de retour en France est prolongée
- Des arrêts maladie "Covid" sans jour de carence prolongés jusqu'au 30 septembre 2021
- Vaccin contre le Covid-19 : les frais de transport pris en charge à 100 % jusqu'au 1er septembre pour les personnes dépendantes
- Fête de la musique : sans couvre-feu mais avec un protocole sanitaire
- Fin du port du masque à l'extérieur dès le 17 juin, levée du couvre-feu à partir du 20 juin
- PsyEnfantAdo : un soutien psychologique gratuit pour les 3-17 ans
- La vaccination s'ouvre aux adolescents de 12 à 17 ans dès le 15 juin
- Les personnes de 18 ans et plus peuvent être vaccinées par les médecins du travail



- Voyages à l'étranger : quelles modalités depuis le 9 juin ?
- Pass sanitaire : nécessaire depuis le 9 juin pour l'accès aux rassemblements de plus de 1 000 personnes
- Régime de sortie de crise sanitaire : jusqu'à quand ?
- Face à l'épidémie, les règles funéraires restent adaptées
- IVG médicamenteuse : comment ça se passe pendant la crise sanitaire ?
- Vaccination contre le Covid-19 : quel calendrier ?
- Épidémie Coronavirus (Covid-19) : ce qu'il faut savoir
- Covid-19 : qui peut se faire vacciner et où ?
- Un isolement de dix jours obligatoire pour les voyageurs en provenance de certains pays
- Éhpad : les sorties en famille et activités extérieures de nouveau possible
- Déconfinement : ce qui change à partir du 9 juin
- Où trouver les points de situation sur la vaccination ?
- La campagne de vaccination s'ouvre à tous les adultes dès le 31 mai
- Pass sanitaire : ce qui est prévu à partir du 9 juin
- Fonction publique : 3 jours de télétravail par semaine à partir du 9 juin
- Congés payés, RTT, CDD : les dispositions temporaires exceptionnelles sont adaptées jusqu'au 30 septembre 2021
- Une nouvelle évolution du protocole sanitaire dans les écoles et les établissements scolaires
- Périodes d'activité partielle : quelle prise en compte pour les droits à la retraite ?
- Travailleurs précaires : la prime exceptionnelle est prolongée de 3 mois
- Fonction publique : comment se déroulent les concours et examens en période de crise sanitaire ?
- Vaccination contre le Covid-19 : quel calendrier ?
- Périodes d'activité partielle : quelle prise en compte pour les droits à la retraite ?
- Protocole sanitaire au travail : les nouvelles évolutions
- Couver-feu : les attestations de déplacement à partir du 19 mai
- Les personnes de 55 ans et plus peuvent être vaccinées par les médecins du travail
- Un salarié a-t-il le droit de s'absenter pour aller se faire vacciner ?
- Les prochaines étapes du déconfinement en détail
- Vaccination pour les 65 à 74 ans : l'Assurance maladie vous aide à prendre rendez-vous
- Quelles sont les conditions sanitaires de réouverture des commerces ?
- Une 4e distribution de masques gratuits pour les personnes précaires
- Étudiants en médecine : versement d'une indemnité exceptionnelle
- Pass sanitaire : ce qui est prévu à partir du 9 juin
- Un isolement de dix jours obligatoire pour les voyageurs en provenance de certains pays
- Masques gratuits : pour qui ?
- Bac 2020-2021 : les épreuves communes sont annulées
- Quelles sont les conditions sanitaires de réouverture des commerces ?
- Épidémie Coronavirus (Covid-19) : ce qu'il faut savoir
- Vaccination contre le Covid-19 : quel calendrier ?
- Covid-19 : qui peut se faire vacciner et où ?
- Un isolement de dix jours obligatoire pour les voyageurs en provenance de certains pays
- Une attestation de vaccination qui peut être importée dans TousAntiCovid Carnet
- Les personnes de 18 à 49 ans avec comorbidités peuvent désormais être vaccinées
- Le calendrier vaccinal 2021
- Personnes âgées en Ehpad : des droits fondamentaux respectés ?
- Bac 2020-2021 : les épreuves communes sont annulées
- Étudiants en médecine : versement d'une indemnité exceptionnelle
- Fonction publique : comment se déroulent les concours et examens en période de crise sanitaire ?



- Terrasses, musées, cinémas... : le calendrier du déconfinement
- Jeunes alternants : l'aide aux employeurs en faveur de votre embauche
- Tests salivaires dans les écoles : comment ça se passe ?
- La campagne de vaccination s'ouvre aux personnes de 50 ans et plus sans condition
- Épidémie Coronavirus (Covid-19) : ce qu'il faut savoir
- Vaccination contre le Covid-19 : quel calendrier ?
- Terrasses, musées, cinémas... : le calendrier du déconfinement
- Rentrée scolaire, examens, contrôle aux frontières : de nouvelles mesures annoncées
- Une nouvelle évolution du protocole sanitaire dans les écoles et les établissements scolaires
- Étudiants en médecine : versement d'une indemnité exceptionnelle
- Établissements de santé et Ehpad : une nouvelle majoration des heures supplémentaires
- La prise en charge immédiate des soins pour les expatriés de retour en France est prolongée
- Vaccination contre le Covid-19 : quel calendrier ?
- La prise en charge immédiate des soins pour les expatriés de retour en France est prolongée
- Vaccin contre le Covid-19 : les frais de transport pris en charge à 100 % jusqu'au 1er juin pour les personnes dépendantes
- Autotests : les moins de 15 ans peuvent les utiliser
- Autotests : comment utiliser ces nouveaux outils de dépistage en vente en pharmacie ?
- Particuliers employeurs : un nouveau dispositif d'activité partielle pour le mois d'avril 2021
- Rentrée scolaire, examens, contrôle aux frontières : de nouvelles mesures annoncées
- Établissements de santé et Ehpad : une nouvelle majoration des heures supplémentaires
- Rentrée scolaire, examens, contrôle aux frontières : de nouvelles mesures annoncées
- Établissements de santé et Ehpad : une nouvelle majoration des heures supplémentaires
- Covid-19 : une quarantaine obligatoire pour les voyageurs de certains pays
- Covid-19 : qui peut se faire vacciner et où ?
- Appel à renforts dans les établissements et services sanitaires et médico-sociaux
- Jeunes alternants : l'aide aux employeurs en faveur de votre embauche
- Jeunes alternants : l'aide aux employeurs en faveur de votre embauche
- Covid-19 : qui peut se faire vacciner et où ?
- Écoles fermées, enfants cas contact : quelles solutions pour les parents qui doivent garder leurs enfants ?
- Syndics de copropriété : les assemblées générales peuvent se tenir à distance jusqu'au 1er juillet 2021
- Covid-19 : un certificat sanitaire européen pour faciliter la libre circulation
- Vaccination contre le Covid-19 : comment prendre rendez-vous pour les plus de 70 ans ?
- Protocole sanitaire au travail : les évolutions pour le déjeuner et le télétravail
- Les mesures de freinage renforcées sont étendues à l'Aube, la Nièvre et le Rhône
- Vaccination contre le Covid-19 : quel calendrier ?
- Covid-19 : qui peut se faire vacciner et où ?
- Un confinement dans 16 départements pour 4 semaines à compter de vendredi 19 mars à minuit
- Fonction publique : comment se déroulent les concours et examens en période de crise sanitaire ?
- Que risque-t-on si l'on ne respecte pas le couvre-feu ou le confinement ?
- Voyages et déplacements en période de crise sanitaire : où s'informer ?
- Les Français rentrant de l'étranger n'ont plus besoin d'un motif impérieux
- Déplacements hors espace européen : les motifs impérieux ne sont plus obligatoires entre la France et 7 pays

- Covid-19 : hausse des états dépressifs après le premier confinement
- Autotests : de nouveaux outils de dépistage à réaliser soi-même autorisés
- Éhpad : les sorties en famille et activités extérieures de nouveau possible
- Crise sanitaire : quelles aides en cas de difficultés financières ?
- Épidémie Coronavirus (Covid-19) : ce qu'il faut savoir
- Reconnaissance de l'engagement des ressortissants étrangers pendant l'état d'urgence
- Tests salivaires dans les écoles : comment ça se passe ?
- Confinement du Pas-de-Calais le week-end et nouvelles mesures dans 23 départements
- Les personnes de 50 à 64 ans avec comorbidités peuvent être vaccinées par les médecins du travail
- Quels sont les commerces ouverts le week-end en cas de confinement local ?
- Couver-feu et confinement local : les attestations de déplacement
- Dunkerque, Nice, littoral des Alpes-Maritimes : un confinement partiel le week-end
- Suivi du Covid-19 : quelle protection pour vos données ?
- Vaccination contre le Covid-19 : quel calendrier ?
- Covid long : les recommandations de la Haute Autorité de santé
- Covid-19 : comment s'informer sur les mesures prises dans ma ville ou mon département ?
- Coronavirus : les foires aux questions (FAQ) officielles
- État d'urgence sanitaire : jusqu'à quand ?
- École, collège, lycée : que faire si votre enfant a des symptômes ou est un cas contact ?
- Personnes positives : allongement de la période d'isolement de 7 à 10 jours
- Les élections départementales et régionales 2021 sont reportées en juin
- Dunkerque, Nice, littoral des Alpes-Maritimes : un confinement partiel le week-end
- Une nouvelle évolution du protocole sanitaire dans les écoles et les établissements scolaires
- Que risque-t-on si l'on ne respecte pas le couvre-feu ou le confinement ?
- Commerces et établissements : ce qui est ouvert et ce qui reste fermé depuis le couvre-feu
- Emploi des jeunes : renforcement de la plateforme 1 jeune, 1 solution
- J'ai été en contact avec une personne malade du Covid-19 : que dois-je faire ? (Maj : 30/09/2021) :
- Covid long : les recommandations de la Haute Autorité de santé
- Suivi du Covid-19 : quelle protection pour vos données ?
- Masques anti-Covid : lesquels utiliser ?
- Variants du Covid-19 : renforcement du dépistage, de l'isolement et du protocole sanitaire à l'école
- Covid-19 : les personnes mises à l'isolement sont mieux accompagnées
- Coronavirus : les foires aux questions (FAQ) officielles
- Où trouver les points de situation sur la vaccination ?
- École, collège, lycée : que faire si votre enfant a des symptômes ou est un cas contact ?
- État d'urgence sanitaire : jusqu'à quand ?
- Écoles et établissements scolaires : quand une classe doit-elle être fermée ?
- Fonction publique : comment se déroulent les concours et examens en période de crise sanitaire ?
- Une nouvelle évolution du protocole sanitaire dans les écoles et les établissements scolaires
- Traçage des patients zéro et de leurs cas contact : le dispositif évolue
- J'ai été en contact avec une personne malade du Covid-19 : que dois-je faire ?
- TousAntiCovid : l'application qui alerte les contacts d'un malade du Covid-19
- Vaccination contre le Covid-19 : quel calendrier ?

- Covid-19 dans les eaux usées : quelles traces du virus ?
- Masques anti-Covid : lesquels utiliser ?
- Contact Covid : l'Assurance maladie alerte sur des appels frauduleux
- Variants du Covid-19 : renforcement du dépistage, de l'isolement et du protocole sanitaire à l'école
- Covid-19 : les personnes mises à l'isolement sont mieux accompagnées
- Couver-feu à 18h sur tout le territoire, écoles, déplacements à l'étranger : quelles sont les nouvelles mesures ?
- Protocole sanitaire au travail : les nouvelles évolutions
- Où trouver les points de situation sur la vaccination ?
- École, collège, lycée : que faire si votre enfant a des symptômes ou est un cas contact ?
- Écoles et établissements scolaires : quand une classe doit-elle être fermée ?
- Vos tickets restaurant 2020 sont utilisables jusqu'au 31 août 2021
- Vaccination contre le Covid-19 : quel calendrier ?
  - Fonction publique : comment se déroulent les concours et examens en période de crise sanitaire ?
  - Une nouvelle évolution du protocole sanitaire dans les écoles et les établissements scolaires
  - Traçage des patients zéro et de leurs cas contact : le dispositif évolue
  - Syndics de copropriété : les assemblées générales peuvent se tenir à distance jusqu'au 1er juillet 2021
  - Voyages et déplacements en période de crise sanitaire : où s'informer ?
  - Tests salivaires : leur utilisation est élargie au dépistage à grande échelle
  - Commerces et établissements : ce qui est ouvert et ce qui reste fermé depuis le couvre-feu
- Covid-19 : les médecins du travail peuvent pratiquer le dépistage et la vaccination
- Suivi du Covid-19 : quelle protection pour vos données ?
- Vaccination contre le Covid-19 : comment prendre rendez-vous pour les plus de 75 ans ?
- Vaccination contre le Covid-19 : quelles garanties concernant la collecte des données personnelles ?
- Ce qui change au 1er janvier 2021
- L'attestation de déplacement dérogatoire : un document possible parmi d'autres
- Voyages et déplacements en période de crise sanitaire : où s'informer ?
- Couver-feu : les attestations de déplacement
- Commerces et établissements : ce qui est ouvert et ce qui reste fermé depuis le couvre-feu
- Une 3e distribution de masques gratuits pour les personnes précaires
- Comment bien utiliser son masque de protection ?
- Couver-feu à 18h sur tout le territoire, écoles, contrôle aux frontières : quelles sont les nouvelles mesures ?
- Masques gratuits : pour qui ?
- Coronavirus : les foires aux questions (FAQ) officielles
- Face à l'épidémie, les règles funéraires évoluent
- Où trouver les points de situation sur la vaccination ?
- Des aides pour les étudiants en difficulté face à la crise sanitaire
- Élèves et parents : une attestation est obligatoire pour les trajets entre le domicile et l'école pendant le couvre-feu
- Protocole sanitaire renforcé dans les écoles et les établissements scolaires
- Couver-feu à 18h sur tout le territoire, écoles, contrôle aux frontières : quelles sont les nouvelles mesures ?
- Protocole sanitaire au travail : les nouvelles évolutions
- Voyager au Royaume-Uni : les nouvelles conditions

- Personnes symptomatiques ou cas contact : un arrêt maladie immédiat et sans jour de carence
- Où trouver les points de situation sur la vaccination ?
- Élèves et parents : une attestation est obligatoire pour les trajets entre le domicile et l'école pendant le couvre-feu
- Personnes vulnérables : la nouvelle liste de critères depuis le 12 novembre
- Protocole sanitaire renforcé dans les écoles et les établissements scolaires
- L'attestation de déplacement dérogatoire : un document possible parmi d'autres
- Écoles fermées, enfants cas contact : quelles solutions pour les parents qui doivent garder leurs enfants ?
- Personnes symptomatiques ou cas contact : un arrêt maladie immédiat et sans jour de carence
- Personnes vulnérables : la nouvelle liste de critères depuis le 12 novembre
- Protocole sanitaire au travail : les nouvelles évolutions
- Télétravail : quelles conditions de mise en place ?
- Un couvre-feu avancé dans 25 départements
- Épidémie Coronavirus (Covid-19) : ce qu'il faut savoir
- Vaccination contre le Covid-19 : quel calendrier ?
- Ce qui change au 1er janvier 2021
- Vacances et fêtes de fin d'année : sera-t-il possible de se déplacer ?
- Loi de finances pour 2021 : quelles mesures pour les particuliers ?
- Couvre-feu : les attestations de déplacement
- Fêtes de fin d'année : les recommandations sanitaires
- Allocations chômage : des conditions d'éligibilité et de versement assouplies
- Épidémie Coronavirus (Covid-19) : ce qu'il faut savoir
- Commerces et établissements : ce qui est ouvert et ce qui reste fermé depuis le déconfinement
- Face à l'épidémie, les règles funéraires évoluent
- Congés payés, RTT, CDD : le Code du travail est assoupli jusqu'au 30 juin 2021
- Les droits à l'allocation chômage et à l'allocation de solidarité spécifique sont prolongés
- La téléconsultation : une pratique facilitée en période de crise sanitaire
- Couvre-feu : les attestations de déplacement entre 20h et 6h à partir du 15 décembre
- Élèves et parents : une attestation est obligatoire pour les trajets entre le domicile et l'école
- Commerces et établissements : ce qui est ouvert et ce qui reste fermé depuis le déconfinement
- Logement : l'aide de 150 euros aux chômeurs et aux salariés en difficulté est prolongée
- Vacances et fêtes de fin d'année : sera-t-il possible de se déplacer ?
- Allègement du confinement à partir du 28 novembre : les principales mesures
- Déconfinement : un couvre-feu durci à partir du 15 décembre
- La téléconsultation : une pratique facilitée en période de crise sanitaire
- Faire du sport pendant le confinement : qu'est-ce qui est possible ?
- Crise sanitaire : versement automatique de certaines aides sociales
- Fêtes de fin d'année : les recommandations sanitaires
- Covid-19 : les médecins du travail peuvent pratiquer le dépistage et la vaccination
- SNCF : remboursement et échange des voyages sans frais sont prolongés
- Stations de ski : ouverture des remontées mécaniques à certains publics
- Vos tickets restaurant 2020 sont utilisables jusqu'au 1er septembre 2021
- Périodes d'activité partielle : quelle prise en compte pour les droits à la retraite ?
- Lieux de culte : une nouvelle jauge pour les cérémonies religieuses
- Confinement : des Journées défense et citoyenneté (JDC) organisées en ligne
- Vacances et fêtes de fin d'année : sera-t-il possible de se déplacer ?

- Une aide exceptionnelle de solidarité pour les foyers les plus modestes et les jeunes
- Covid-19 : la stratégie de vaccination proposée par la Haute Autorité de santé (HAS)
- TousAntiCovid : les critères de détection des cas contact évoluent
- Commerces et établissements : ce qui est ouvert et ce qui est fermé depuis le confinement assoupli
- Comment calculer le rayon de 20 km autour de votre domicile ?
- Faire du sport pendant le confinement : qu'est-ce qui est possible ?
- Confinement : les attestations de déplacement à partir du 28 novembre
- Allègement du confinement à partir du 28 novembre : les principales mesures
- Particuliers employeurs : un dispositif d'activité partielle pour le mois de novembre 2020
- Suivi du Covid-19 : quelle protection pour vos données ?
- Cas contact : pas de délai de carence en cas d'arrêt maladie
- Petite enfance : des masques transparents pour les crèches et les maisons d'assistants maternels
- Reconnaissance de l'engagement des ressortissants étrangers pendant l'état d'urgence
- Traçage des patients zéro et de leurs cas contact : le dispositif évolue
- Personnes âgées : comment protéger ses proches à domicile ou en Ehpad ?
- Étudiants en soins infirmiers : versement d'une indemnité exceptionnelle de stage
- Déménagement, nouveau logement, travaux : ce qui est possible pendant le confinement
- Coronavirus : les foires aux questions (FAQ) officielles
- Particuliers employeurs : un dispositif d'activité partielle pour le mois de novembre 2020
- Personnes en situation de handicap et leurs aidants : des mesures adaptées au contexte sanitaire
- État d'urgence sanitaire : jusqu'à quand ?
- MesConseilsCovid : un outil de prévention et de suivi personnalisé pour tous
- Personnes vulnérables : la nouvelle liste de critères depuis le 12 novembre
- Les notaires peuvent établir des procurations authentiques à distance
- Stage obligatoire : en cas de report, la bourse étudiante est prolongée
- Syndics de copropriété : les assemblées générales peuvent se tenir à distance jusqu'au 1er avril 2021
- La prise en charge immédiate des soins pour les expatriés de retour en France est prolongée
- Écoles fermées, enfants cas contact : quelles solutions pour les parents qui doivent garder leurs enfants ?
- Comment calculer le rayon de 20 km autour de votre domicile ?
- Face à un enfant en danger et dans le doute : appeler le 119
- Emploi des jeunes : lancement de la plateforme 1 jeune, 1 solution
- Un allègement du confinement à partir du 28 novembre
- Covid-19 : comment s'informer sur les mesures prises dans ma ville ou mon département ?
- Protocole sanitaire au travail : les nouvelles évolutions
- Où trouver les indicateurs épidémiques de sa commune ou de son département ?
- Rhume : rappel des règles de bon usage des anti-inflammatoires
- Sept questions sur la réforme de l'assurance-chômage
- Obsèques et sépultures : ce qu'il faut savoir
- Bac 2020-2021 : les épreuves communes sont annulées
- Les télétravailleurs bénéficient-ils des tickets restaurants ?
- Élèves et parents : une attestation est obligatoire pour les trajets entre le domicile et l'école
- Chômage partiel : quels seront mes revenus ?
- Fonction publique : comment se déroulent les concours et examens en période de crise sanitaire ?
- Reconfinement national à partir du 29 octobre à minuit : les principales mesures
- Reconfinement : les attestations de déplacement

- Fonction publique : comment se déroulent les concours et examens en période de crise sanitaire ?
- Quand un enfant de 6 ans doit-il porter le masque ?
- Que risque-t-on si l'on ne respecte pas le confinement ?
- Élèves et parents : une attestation est obligatoire pour les trajets entre le domicile et l'école
- Où trouver les indicateurs épidémiques de sa commune ou de son département ?
- Commerces et établissements : ce qui est ouvert et ce qui est fermé
- Rentrée de novembre : des règles sanitaires renforcées dans les établissements scolaires
- Chômage partiel : quels seront mes revenus ?
- Reconfinement national à partir du 29 octobre à minuit : les principales mesures
- Covid-19 : comment s'informer sur les mesures prises dans ma ville ou mon département ?
- Les télétravailleurs bénéficient-ils des tickets restaurants ?
- Activités sportives : ce qui est possible
- Une prise en charge de l'activité partielle renforcée
- Au travail, les règles sanitaires du protocole évoluent
- Restaurants : le nouveau protocole sanitaire applicable sur tout le territoire
- Personnes vulnérables : retour à des critères plus étendus
- Entreprises : les règles sanitaires du protocole évoluent
- Un déploiement plus large des tests antigéniques
- Reconnaissance de l'engagement des ressortissants étrangers pendant l'état d'urgence
- Covid-19 : des règles communes dans l'UE pour faciliter la libre circulation
- Couver-feu : l'attestation de déplacement
- État d'urgence sanitaire : les principales mesures
- Covid-19 : suivez chaque jour les nouveaux textes de loi
- Personnes vulnérables : les critères établis le 31 août sont suspendus
- État d'urgence sanitaire sur tout le territoire et couvre-feu en Île-de-France et dans 8 métropoles
- Appel à renforts dans les établissements et services sanitaires et médico-sociaux
- Lutte contre le Covid-19 : quelles sont les zones en alerte renforcée et en alerte maximale ?
- Covid-19 : comment s'informer sur les mesures prises dans ma ville ou mon département ?
- Masques gratuits : pour qui ?
- Lutte contre le Covid-19 : quelles sont les zones en alerte renforcée et en alerte maximale ?
- Cas contact : vous pouvez demander votre arrêt maladie en ligne
- Départements en zone rouge : qu'est-ce que ça change ?
- Appel à volontaires pour tester des vaccins contre le Covid-19
- Appel à volontaires pour tester des vaccins contre le Covid-19
- Covid-19 : comment s'informer sur les mesures prises dans ma ville ou mon département ?
- Covid-19 : quelles précautions pour une journée sereine à l'école ?
- Suivi du Covid-19 : quelle protection pour vos données ?
- Quelles sont les nouvelles zones d'alerte renforcée et d'alerte maximale ?
- École, collège, lycée : que faire si votre enfant a des symptômes ou est un cas contact ?
- Masques gratuits : pour qui ?
- La téléconsultation : une pratique facilitée en période de crise sanitaire
- Départements en zone rouge : qu'est-ce que ça change ?
- Covid-19 : reconnaissance en maladie professionnelle pour les malades sévèrement atteints
- Le port du masque obligatoire en présence des enfants dans les crèches
- J'ai été en contact avec une personne malade du Covid-19 : que dois-je faire ?
- Les masques inclusifs financés pour soutenir l'emploi des personnes handicapées
- Des tests antigéniques pour une orientation diagnostique rapide
- Personnes vulnérables : le nouveau dispositif mis en place depuis le 31 août
- Entreprises : les règles sanitaires du nouveau protocole



- Personnes vulnérables : le nouveau dispositif à partir du 31 août
- Rentrée scolaire 2020 : le nouveau protocole sanitaire de référence
- Contact Covid : l'Assurance maladie alerte sur des appels frauduleux
- Crèches et assistantes maternelles : le masque est-il obligatoire ?
- Chômage partiel : quels seront mes revenus ?
- Protocole sanitaire, fournitures, bourses, bac 2021, calendrier des vacances... : l'essentiel de la rentrée scolaire 2020
- Rentrée scolaire 2020 : un protocole sanitaire assoupli
- Évolution des règles sanitaires sur les lieux de travail
- [Vidéo] : comment bien utiliser son masque de protection ?
- Reprise du sport : tout ce qui est possible seul ou en club
- Suivi du Covid-19 : quelle protection pour vos données ?
- Vague de chaleur : un Plan canicule adapté au contexte de l'épidémie de Covid-19
- Voyages et déplacements en période de crise sanitaire : où s'informer ?
- Particuliers employeurs : fin du dispositif exceptionnel d'activité partielle le 31 août 2020
- Rentrée scolaire 2020 : un protocole sanitaire assoupli
- Quel protocole sanitaire pour la rentrée universitaire ?
- Une consultation médicale gratuite pour les personnes fragiles
- Allocations chômage : des conditions d'éligibilité et de versement assouplies
- Obligation du port du masque dans les espaces publics clos : quels sont les lieux concernés ?
- Tests PCR : plus besoin d'une ordonnance pour en bénéficier et être remboursé
- Emploi des jeunes : le plan 1 jeune, 1 solution
- Déconfinement : la signature électronique des actes notariés est toujours autorisée ?
- Français de l'étranger : report des élections consulaires
- Obligation du port du masque dans les espaces publics clos : quels sont les lieux concernés ?
- Coronavirus : questions-réponses pour les entreprises et les salariés
- Gels hydroalcooliques : des prix encadrés, une fabrication par les pharmaciens autorisée
- Déconfinement : nouvelles mesures pour l'été à partir du 22 juin
- Comment contacter les services publics ?
- Vente de masques grand public et chirurgicaux dans les pharmacies
- Délai de carence et heures supplémentaires : ce qui change au 10 juillet
- Logement : une aide de 150 euros aux saisonniers du secteur agricole
- Vaccinations : la Haute Autorité de santé appelle à reprendre ce qui a été différé à cause du confinement
- Logement : une aide de 150 euros aux chômeurs et aux salariés en difficulté
- Le délit de violation du confinement est conforme à la Constitution
- Étudiants : les bourses sur critères sociaux sont prolongées d'un mois
- Où est-il possible de partir en vacances cet été ?
- Quelles dispositions sont prévues si je dois garder mon enfant à la maison ?
- Reprise du sport : tout ce qui est possible seul ou en club
- Garde d'enfant : reprise de l'activité des crèches, maisons d'assistantes maternelles et assistantes maternelles
- Titres de séjour : la durée de validité est prolongée
- 0 800 360 360 : le numéro vert pour des conseils locaux coordonnés aux personnes handicapées et aux aidants
- Étudiants : les bourses sur critères sociaux sont prolongées d'un mois
- Les cérémonies funéraires ne sont plus limitées en nombre de participants
- Prime exceptionnelle aux soignants et heures supplémentaires majorées
- Plan de déconfinement : la phase 3



- Modification temporaire du compte épargne-temps (CET) dans les fonctions publiques territoriale et hospitalière
- Transports en commun en Île-de-France : plus besoin de l'attestation employeur
- Aide covid-19 jeunes : aide de 200 euros versée aux étudiants et aux jeunes précaires
- Vente de masques grand public et chirurgicaux dans les pharmacies
- Vente de masques de protection dans les enseignes de la grande distribution
- Tickets restaurant : jusqu'à 38 € par jour
- Attestation JDC pour le permis de conduire : de nouveaux justificatifs acceptés
- Don du sang : comment donner en période de déconfinement ?
- Particuliers employeurs : l'indemnité pour les salariés à domicile reconduite en juin
- Syndics de copropriété : les assemblées générales peuvent se tenir à distance
- Mariages et PACS : reprise des célébrations et des enregistrements
- Ehpad : rendre visite à un proche est à nouveau possible
- L'attestation pour l'utilisation des transports en commun aux heures de pointe
- 2 juin 2020 : la phase 2 du plan de déconfinement
- StopCovid : l'application qui alerte les contacts d'un malade du Covid-19
- Nicotine : limitation de la vente des substituts jusqu'au 11 mai
- Une aide exceptionnelle d'urgence de l'Agirc-Arrco aux salariés
- Tests de dépistage du Covid-19 : une prise en charge à 100 %
- Voyageurs arrivant en France : qui est concerné par la quatorzaine ?
- Déconfinement : comment contacter les services publics ?
- Second tour des municipales le 28 juin 2020
- Les nouvelles attestations de déplacement au-delà de 100 km et dans les transports publics : quelles sont les règles ?
- Comment calculer le périmètre de 100 km autour de votre domicile ?
- Cartes Navigo et Imagine R : demandez votre remboursement jusqu'au 17 juin
- La prime exceptionnelle aux soignants en détail
- Suspension des jours de carence pendant l'état d'urgence sanitaire
- Aides au logement : la réforme est repoussée en raison de l'épidémie de Covid-19
- Gels hydroalcooliques : des prix encadrés, une fabrication par les pharmaciens autorisée
- Une prime exceptionnelle pour les soignants pendant l'épidémie du Covid-19
- Contraventions et amendes : des délais plus longs pour contester
- Coupdepoucevelo.fr : une aide de 50 euros pour la réparation et la reprise en main de votre vélo
- SNCF : remboursement et échange des voyages sans frais
- Vente de masques de protection dans les enseignes de la grande distribution
- Contrôle technique : modification des délais pendant l'état d'urgence sanitaire
- Paiement sans contact : augmentation du plafond à 50 euros pour le paiement en carte bancaire
- L'état d'urgence sanitaire en pratique
- Commerces et établissements ouverts ou fermés après le 11 mai 2020 ?
- Commerces : peut-on vous refuser un paiement en espèces par crainte du virus ?
- 11 mai 2020 : début du plan de déconfinement progressif
- Vente de masques de protection dans les enseignes de la grande distribution
- Déconfinement : déplacements et offre de transports limités
- Déconfinement : réouverture progressive des crèches, écoles et collèges
- Plan de déconfinement progressif à partir du 11 mai 2020
- Gels hydroalcooliques : des prix encadrés, une fabrication par les pharmaciens autorisée
- La stratégie nationale de déconfinement présentée à l'Assemblée nationale
- AlloCovid : un nouvel assistant vocal pour diagnostiquer le Covid-19

- Compléments alimentaires : attention aux plantes qui pourraient perturber vos défenses immunitaires
- Covid-19 : attention aux arnaques !
- 1er mai : où acheter du muguet ?
- La téléconsultation par téléphone est autorisée pour certains patients
- Covid-19 et travail : comprendre les dispositions existantes pour chaque situation
- Zoom sur la réserve sanitaire
- Allocations chômage : les droits sont prolongés
- Télétravail : comment se prémunir d'éventuels risques ?
- Soins d'urgence dentaire : un numéro d'appel dédié à la prise en charge
- Quelle possibilité pour une IVG pendant l'épidémie ?
- Coronavirus : les foires aux questions (FAQ) officielles
- Confinement : la signature électronique des actes notariés est autorisée
- Date limite des délais : report pendant la période d'urgence sanitaire
- Visioconférence : ayez les bons réflexes pour choisir et utiliser vos logiciels
- Covid-19 : mobilisationemploi.gouv.fr, une plateforme pour les secteurs prioritaires
- Des jours de congés imposés dans la fonction publique
- Les ordonnances Covid-19 de mars et avril 2020
- Recevoir une lettre recommandée pendant le confinement : comment ça se passe ?
- Cartes Navigo et Imagine R : remboursement des abonnements pour avril et début mai
- Votre kinésithérapeute peut vous soigner par télésoin
- Coronavirus : alerte sur la désinformation et les cyberattaques
- Covid-19 : suivez chaque jour les nouveaux textes de loi
- Covid-19 : quelles dispositions pour les contrats d'apprentissage et de professionnalisation ?
- Une aide exceptionnelle de solidarité pour les foyers les plus modestes
- Déclaration de décès, obsèques, succession : quelles démarches ?
- Une prime exceptionnelle pour les professionnels hospitaliers
- Chômage partiel : quels seront mes revenus ?
- Titres de séjour : la durée de validité est prolongée
- Contrôle technique : un délai supplémentaire est accordé suite au confinement
- Coronavirus : quels commerces et établissements restent ouverts ?
- Chiens, chats, animaux de compagnie : quelles recommandations face au Covid-19 ?
- Gels hydroalcooliques : des prix encadrés, une fabrication par les pharmaciens autorisée
- Entrée en vigueur de l'état d'urgence sanitaire
- Titres de séjour : la durée de validité est prolongée
- Confinement : ce qui est interdit, ce qui est permis
- Ordonnance expirée : renouvellement des traitements en pharmacie
- Paracétamol, ibuprofène, aspirine : réglementation des ventes et bon usage
- Jour de carence : ce qui change avec l'état d'urgence sanitaire
- Télétravail : quelles conditions de mise en place ?
- Peut-on se faire expulser pendant la trêve hivernale ?
- SNCF : remboursement et échange des voyages sans frais
- Report des examens nationaux et des concours prévus d'ici au 5 avril 2020
- Entrée en vigueur de l'état d'urgence sanitaire
- Titres de séjour : la durée de validité est prolongée
- Confinement : ce qui est interdit, ce qui est permis
- Ordonnance expirée : renouvellement des traitements en pharmacie
- Jour de carence : ce qui change avec l'état d'urgence sanitaire
- Télétravail : quelles conditions de mise en place ?
- Peut-on se faire expulser pendant la trêve hivernale ?
- SNCF : remboursement et échange des voyages sans frais

- Report des examens nationaux et des concours prévus d'ici au 5 avril 2020
- Don du sang face à l'épidémie : comment donner ?
- Symptômes du Covid-19 : un test en ligne
- Covid-19 : attention aux arnaques !
- Coronavirus (SARS-CoV-2, Covid-19) : comment vous informer ?
- Application Covidom : un télé suivi des patients porteurs ou suspects de Covid-19
- Coronavirus : les FAQ officielles
- Téléconsultation : un assouplissement des règles pour le coronavirus
- Transports, taxis, livraisons à domicile : quelles mesures de protection contre le coronavirus ?
- Coronavirus : questions-réponses pour les entreprises et les salariés
- Élections municipales 2020 : pour tout comprendre
- Français de l'étranger : report des élections consulaires
- Attestation de déplacement pendant le confinement : ce qu'il faut savoir
- Coronavirus : quelles dispositions sont prévues si je dois garder mon enfant à la maison ?
- Coronavirus : quels commerces et établissements restent ouverts ?
- Solidarité face au Coronavirus : lancement de la plateforme [jeveuxaider.gouv.fr](http://jeveuxaider.gouv.fr)
- Symptômes du Covid-19 : un test en ligne
- Titres de séjour : la durée de validité est prolongée
- Covid-19 : attention aux arnaques !
- Confinement : comment contacter les services publics ?
- Solidarité numérique : un nouveau site pour lutter contre l'illectronisme
- Crise sanitaire : versement automatique de certaines aides sociales
- Chômage partiel : quels seront mes revenus ?
- Optique : des centres ouverts pour répondre aux demandes urgentes
- Covid-19 : quelles précautions prendre avec les aliments et les emballages ?
- Violences sexistes et sexuelles : victime ou témoin, vous devez réagir !
- Face au coronavirus, les règles funéraires évoluent
- Funérailles : c'est le parent le plus attentionné qui décide de l'organisation
- Coronavirus : quels droits en cas d'annulation de vos vacances ?
- Avec #Culturechezvous, c'est la culture qui vient à vous !
- Attestation de déplacement : c'est possible en numérique
- Handicap et confinement : où trouver des informations et de l'aide ?
- Violences domestiques : victime ou témoin, vous devez réagir !
- Covid-19 : quelles précautions prendre avec les aliments et les emballages ?
- 3919 : le numéro de téléphone pour les femmes victimes de violence
- Jours de carence : ce qui change avec l'état d'urgence sanitaire
- Coronavirus (Covid-19) : comment mon enfant continue-t-il à apprendre si son école est fermée ?
- Congés payés, RTT, durée du travail : le Code du travail est assoupli pendant l'urgence sanitaire
- Des attestations de déplacement international et à l'Outre-mer
- Garde alternée des enfants, droit de visite des parents séparés : comment faire en période de confinement ?

## **Vie-publique.fr**

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel](http://vie-publique.fr/covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel)

[vie-publique.fr : note-covars-31032023-situation-du-covid](http://vie-publique.fr/note-covars-31032023-situation-du-covid)

[vie-publique.fr : retour-experience-du-pilotage-reponse-au-covid-du-ministere-de-la-sante](#)

[vie-publique.fr : discours-francois-braun-01032023-acces-aux-soins-deserts-medicaux-covid](#)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel](#)

[vie-publique.fr : crise-sanitaire-et-teletravail-plus-de-departs-des-grandes-metropoles](#)

[vie-publique.fr : etre-etudiant-avant-et-pendant-la-crise-sanitaire](#)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel](#)

[vie-publique.fr : teletravail-et-egalite-professionnelle-les-femmes-penalisees](#)

[vie-publique.fr : la-pandemie-de-covid-19-t-elle-provoque-un-exode-urbain](#)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel](#)

[vie-publique.fr : Covid-19 et télétravail : quelles conséquences sur l'immobilier de bureau ?](#)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel](#)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel](#)

[vie-publique.fr : quel-est-le-cout-du-travail-en-france-en-2020](#)

[vie-publique.fr : cinema-152-millions-dentrees-en-2022](#)

[vie-publique.fr : rapport-covars-29122022-point-actualite-covid-en-lien-avec-epidemie-chinoise](#)

[vie-publique.fr : discours-elisabeth-borne-03012023-reforme-des-retraites-hausse-du-prix-energie](#)

[vie-publique.fr : discours-olivier-veran-21122022-greve-sncf-epidemie-covid-expulsion-etranger-maghr](#)

[vie-publique.fr : discours-elisabeth-borne-20122022-etablissements-medicaux-ile-de-france-epidemies](#)

[vie-publique.fr : rapport-avis-du-covars-16122022-point-d-actualite-sur-la-covid](#)

[vie-publique.fr : industrie-facture-energetique-en-augmentation-de-46-en-2021](#)

[vie-publique.fr : tabagisme-319-de-fumeurs-en-2021](#)

[vie-publique.fr : covid-19-troisieme-cause-de-deces-en-france-en-2020](#)

[vie-publique.fr : etablissements-de-sante-baisse-des-violences-physiques-en-2021](#)

[vie-publique.fr : teleconsultations-une-pratique-majoritairement-citadine](#)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel](#)

[vie-publique.fr : ete-2022-entre-canicules-et-covid-19-une-surmortalite-elevee](#)

[vie-publique.fr : inspection-du-travail-le-bilan-des-contrôles-en-2021](#)

[vie-publique.fr : tensions-de-recrutement-l'attractivité-de-certains-métiers-en-question](#)

[vie-publique.fr : télétravail-dans-la-fonction-publique-apres-la-crise-sanitaire-bilan](#)

[vie-publique.fr : loi-programmation-des-finances-publiques-lpfp-2023-2027](#)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publiés-au-journal-officiel](#)

[vie-publique.fr : été-2022-une-fréquentation-touristique-plus-élevée-que-en-2019](#)

[vie-publique.fr : 286595-des-naissances-la-hausse-en-2021-une-première-depuis-2015](#)

[vie-publique.fr : lois de financement de la sécurité sociale des déficits structurels](#)

[vie-publique.fr : situation de la France en 2022 un bilan contrasté selon le cese](#)

[vie-publique.fr : réseaux sociaux et obligations déontologiques](#)

[vie-publique.fr : Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027](#)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publiés-au-journal-officiel](#)

[vie-publique.fr : loi-programmation-des-finances-publiques-lpfp-2023-2027](#)

[vie-publique.fr : en-2021-une-croissance-historique-des-dépenses-de-santé](#)

[vie-publique.fr : discours-françois-braun-19092022-covid-système-de-santé-réforme-des-retraites](#)

[vie-publique.fr : covid-19-quel-impact-sur-les-conduites-suicidaires](#)

[vie-publique.fr : état-de-l'union-2022-le-discours-de-ursula-von-der-leyen](#)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publiés-au-journal-officiel](#)

[vie-publique.fr : suicide : mesurer l'impact de la crise sanitaire liée au Covid-19 – 5<sup>ème</sup> rapport](#)

[vie-publique.fr : augmentation-des-homicides-conjugaux-en-2021](#)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publiés-au-journal-officiel](#)

[vie-publique.fr : marché-du-travail-comment-expliquer-le-nombre-élevé-de-démissions](#)

[vie-publique.fr : qu'est-ce-que-l'état-d'urgence-sanitaire](#)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publiés-au-journal-officiel](#)

[vie-publique.fr : les-prêts-garantis-par-l'état-réponse-efficace-suivi-nécessaire](#)

[vie-publique.fr : projet-de-loi-2022-passe-sanitaire-aux-frontières-covid-19](#)

[vie-publique.fr : cinema-audiovisuel-et-multimedia-une-annee-2021-contrastee](http://vie-publique.fr/cinema-audiovisuel-et-multimedia-une-annee-2021-contrastee)

[vie-publique.fr/covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel](http://vie-publique.fr/covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel)

[vie-publique.fr : projet-de-loi-2022-passe-sanitaire-aux-frontieres-covid-19](http://vie-publique.fr/projet-de-loi-2022-passe-sanitaire-aux-frontieres-covid-19)

[vie-publique.fr : conseil des ministres du 4 juillet 2022. Maintien provisoire d'un dispositif de veille et de sécurité sanitaire en matière de lutte contre le covid-19](http://vie-publique.fr/conseil-des-ministres-du-4-juillet-2022-maintien-provisoire-d-un-dispositif-de-veille-et-de-securite-sanitaire-en-matiere-de-lutte-contre-le-covid-19)

[vie-publique.fr : rapport/285587-avis-conseil-scientifique-covid-23062022-projet-de-loi-variant-omicron](http://vie-publique.fr/rapport/285587-avis-conseil-scientifique-covid-23062022-projet-de-loi-variant-omicron)

[vie-publique.fr : mission flash sur les urgences et soins non programmés](http://vie-publique.fr/mission-flash-sur-les-urgences-et-soins-non-programmes)

[vie-publique.fr : projet de loi maintenant provisoirement un dispositif de veille et de sécurité sanitaire en matière de lutte contre la covid-19](http://vie-publique.fr/projet-de-loi-maintenant-provisoirement-un-dispositif-de-veille-et-de-securite-sanitaire-en-matiere-de-lutte-contre-la-covid-19)

[vie-publique.fr : crise des urgences : les recommandations de la mission « flash » pour les hôpitaux](http://vie-publique.fr/crise-des-urgences-les-recommandations-de-la-mission-flash-pour-les-hopitaux)

[vie-publique.fr : cinema-audiovisuel-et-multimedia-une-annee-2021-contrastee](http://vie-publique.fr/cinema-audiovisuel-et-multimedia-une-annee-2021-contrastee)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel](http://vie-publique.fr/covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel)

[vie-publique.fr : productivite-et-competitivite-analyses-post-covid-troisieme-rapport-cnp](http://vie-publique.fr/productivite-et-competitivite-analyses-post-covid-troisieme-rapport-cnp)

[vie-publique.fr : patrimoine-des-menages-le-faible-impact-de-la-crise-sanitaire](http://vie-publique.fr/patrimoine-des-menages-le-faible-impact-de-la-crise-sanitaire)

[vie-publique.fr : salariés du secteur privé : un salaire moyen en hausse en 2020](http://vie-publique.fr/salaries-du-secteur-privé-un-salaire-moyen-en-hausse-en-2020)

[vie-publique.fr : le moral des jeunes fortement affecté par la crise sanitaire](http://vie-publique.fr/le-moral-des-jeunes-fortement-affecté-par-la-crise-sanitaire)

[vie-publique.fr : les fédérations sportives et leurs structures déconcentrées : examen de leur activité durant la crise sanitaire](http://vie-publique.fr/les-federations-sportives-et-leurs-structures-deconcentrees-examen-de-leur-activite-durant-la-crise-sanitaire)

[vie-publique.fr : impact-de-la-crise-sanitaire-sur-les-travailleurs-sociaux](http://vie-publique.fr/impact-de-la-crise-sanitaire-sur-les-travailleurs-sociaux)

[vie-publique.fr : lois-finances-publiques-securite-sociale-2017-2022-15e-legislature](http://vie-publique.fr/lois-finances-publiques-securite-sociale-2017-2022-15e-legislature)

[Vie-publique.fr : crise-sanitaire-et-action-sociale-quelles-solidarites-de-voisinage](http://vie-publique.fr/crise-sanitaire-et-action-sociale-quelles-solidarites-de-voisinage)

[Vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel \(MàJ 19/04/2022\)](http://vie-publique.fr/covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel)

[Vie-publique.fr : rapport d'information \(...\) sur le volet « renforcer l'accès territorial aux soins »](http://vie-publique.fr/rapport-d-information-sur-le-volet-renforcer-l'accès-territorial-aux-soins)

[Vie-publique.fr : hôpital : comment améliorer son fonctionnement ?](http://vie-publique.fr/hopital-comment-améliorer-son-fonctionnement)

[vie-publique.fr : presidentielle-2022-le-protocole-sanitaire-pour-les-operations-de-vote](http://vie-publique.fr/presidentielle-2022-le-protocole-sanitaire-pour-les-operations-de-vote)

[vie-publique.fr : les-lois-de-la-quinzieme-legislature-2017-2022](http://vie-publique.fr/les-lois-de-la-quinzieme-legislature-2017-2022)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel](http://vie-publique.fr/covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel)

[vie-publique.fr : formes-severes-de-covid-19-le-poids-des-facteurs-socioeconomiques](http://vie-publique.fr/formes-severes-de-covid-19-le-poids-des-facteurs-socioeconomiques)

[vie-publique.fr/avis-et-notes-du-conseil-scientifique-covid-19](https://vie-publique.fr/avis-et-notes-du-conseil-scientifique-covid-19) (Màj 18/03/2022)

[vie-publique.fr : soins-critiques-comment-mieux-repondre-aux-besoins](https://vie-publique.fr/soins-critiques-comment-mieux-repondre-aux-besoins)

[Vie-publique : Covid-19 : suspension du passe vaccinal à partir du 14 mars 2022](https://vie-publique.fr/covid-19-suspension-du-passe-vaccinal-a-partir-du-14-mars-2022)

[Vie-publique : rapport sur l'adéquation du passe vaccinal à l'évolution de l'épidémie de covid 19](https://vie-publique.fr/rapport-sur-ladequation-du-passe-vaccinal-a-levolution-de-lepidemie-de-covid-19)

[Vie-publique : interview de Marlène Schiappa, ministre de la citoyenneté](https://vie-publique.fr/interview-de-Marlene-Schiappa-ministre-de-la-citoyennete)

[Vie-publique : avis du Conseil scientifique COVID-19 du 14 février 2022](https://vie-publique.fr/avis-du-Conseil-scientifique-COVID-19-du-14-fevrier-2022)

[Vie-publique : dix lois pour répondre à la crise sanitaire](https://vie-publique.fr/dix-lois-pour-repondre-a-la-crise-sanitaire)

[Vie-publique : la jeunesse en Europe : quelles perspectives après la crise du Covid-19 ?](https://vie-publique.fr/la-jeunesse-en-Europe-queelles-perspectives-apres-la-crise-du-Covid-19)

[Vie-publique : déclaration de M. Olivier Véran sur la gestion de la crise sanitaire de Covid-19](https://vie-publique.fr/declaration-de-M-Olivier-Veran-sur-la-gestion-de-la-crise-sanitaire-de-Covid-19)

[Vie-publique : évaluation de l'adaptation des politiques de lutte contre la pauvreté](https://vie-publique.fr/evaluation-de-ladaptation-des-politiques-de-lutte-contre-la-pauvrete)

[Vie-publique : rapport sur l'adéquation du passe vaccinal](https://vie-publique.fr/rapport-sur-ladequation-du-passe-vaccinal)

[Vie-publique.fr : déclaration sur les décisions de fermeture des stations durant la pandémie](https://vie-publique.fr/declaration-sur-les-decisions-de-fermeture-des-stations-durant-la-pandemie)

[vie-publique.fr/en-bref : vie-quotidienne-le-moral-des-francais-au-plus-bas-en-2021](https://vie-publique.fr/en-bref-vie-quotidienne-le-moral-des-francais-au-plus-bas-en-2021)

[vie-publique.fr : covid-19-suspension-du-passe-vaccinal-partir-du-14-mars-2022](https://vie-publique.fr/covid-19-suspension-du-passe-vaccinal-partir-du-14-mars-2022)

[vie-publique.fr : covid-19-des-disparites-sociales-dans-le-recours-la-vaccination](https://vie-publique.fr/covid-19-des-disparites-sociales-dans-le-recours-la-vaccination)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel](https://vie-publique.fr/covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel)

[vie-publique.fr : quelle-fiscalite-pour-la-sortie-de-crise](https://vie-publique.fr/quelle-fiscalite-pour-la-sortie-de-crise)

[vie-publique.fr : cour-des-comptes-2022-le-redressement-incertain-des-finances-publiques](https://vie-publique.fr/cour-des-comptes-2022-le-redressement-incertain-des-finances-publiques)

[vie-publique.fr : elections-comment-ameliorer-la-participation-des-citoyens](https://vie-publique.fr/elections-comment-ameliorer-la-participation-des-citoyens)

[vie-publique.fr : distribution-daide-alimentaire-une-frequentation-parfois-en-hausse](https://vie-publique.fr/distribution-daide-alimentaire-une-frequentation-parfois-en-hausse)

[vie-publique.fr : redistribution-innovation-lutte-contre-changement-climatique-fiscalite](https://vie-publique.fr/redistribution-innovation-lutte-contre-changement-climatique-fiscalite)

[vie-publique.fr : gestion-participations-financieres-de-l-etat-durant-la-crise-sanitaire](https://vie-publique.fr/gestion-participations-financieres-de-l-etat-durant-la-crise-sanitaire)

[vie-publique.fr : bilan-energetique-2020-une-baisse-historique-de-la-consommation](https://vie-publique.fr/bilan-energetique-2020-une-baisse-historique-de-la-consommation)

[vie-publique.fr : covid-19-le-calendrier-de-la-levee-des-restrictions](https://vie-publique.fr/covid-19-le-calendrier-de-la-levee-des-restrictions)

[vie-publique.fr : quest-ce-que-letat-durgence-sanitaire](https://vie-publique.fr/quest-ce-que-letat-durgence-sanitaire)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel](https://vie-publique.fr/covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel)

[vie-publique.fr : moins-de-dossiers-de-surendettement-en-france-en-2021](https://vie-publique.fr/moins-de-dossiers-de-surendettement-en-france-en-2021)



[vie-publique.fr : avis-et-notes-du-conseil-scientifique-covid-19](https://vie-publique.fr/avis-et-notes-du-conseil-scientifique-covid-19)

[vie-publique.fr : insecurite-les-chiffres-de-la-delinquance-en-2021](https://vie-publique.fr/insecurite-les-chiffres-de-la-delinquance-en-2021)

[vie-publique.fr : attractivite-de-la-france-baisse-des-investissements-etrangers-en-2020](https://vie-publique.fr/attractivite-de-la-france-baisse-des-investissements-etrangers-en-2020)

[vie-publique.fr : industries-alimentaires-francaises-un-fort-developpement-letranger](https://vie-publique.fr/industries-alimentaires-francaises-un-fort-developpement-letranger)

[vie-publique.fr : loi/282605-loi-24-janvier-2022-plateforme-malades-covid-long](https://vie-publique.fr/loi/282605-loi-24-janvier-2022-plateforme-malades-covid-long)

[vie-publique.fr : loi/283068-loi-22-janvier-2022-pass-vaccinal-gestion-de-la-crise-sanitaire](https://vie-publique.fr/loi/283068-loi-22-janvier-2022-pass-vaccinal-gestion-de-la-crise-sanitaire)

[vie-publique.fr : presidentielle-2022-organisation-de-la-campagne-face-au-covid-19](https://vie-publique.fr/presidentielle-2022-organisation-de-la-campagne-face-au-covid-19)

[vie-publique.fr/ : justice-effets-de-la-crise-sanitaire-sur-le-traitement-des-affaires](https://vie-publique.fr/justice-effets-de-la-crise-sanitaire-sur-le-traitement-des-affaires)

[vie-publique.fr : projet-de-loi-pass-vaccinal-gestion-de-la-crise-sanitaire](https://vie-publique.fr/projet-de-loi-pass-vaccinal-gestion-de-la-crise-sanitaire)

[vie-publique.fr : quest-ce-que-letat-durgence-sanitaire](https://vie-publique.fr/quest-ce-que-letat-durgence-sanitaire)

[vie-publique.fr : le-teletravail-en-2020-quelle-place-dans-la-negociation-collective](https://vie-publique.fr/le-teletravail-en-2020-quelle-place-dans-la-negociation-collective)

[vie-publique.fr : video-2021-dans-le-retro](https://vie-publique.fr/video-2021-dans-le-retro)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel](https://vie-publique.fr/covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel)

[vie-publique.fr : projet-de-loi-de-finances-pour-2022-plf-budget-2022](https://vie-publique.fr/projet-de-loi-de-finances-pour-2022-plf-budget-2022)

[vie-publique.fr : projet-de-loi-pass-vaccinal-passe-vaccinal](https://vie-publique.fr/projet-de-loi-pass-vaccinal-passe-vaccinal)

[vie-publique.fr : rappel-passe-teletravail-jauges-quelles-nouvelles-mesures](https://vie-publique.fr/rappel-passe-teletravail-jauges-quelles-nouvelles-mesures)

[vie-publique.fr : covid-19-quelles-actions-face-la-crise-sanitaire](https://vie-publique.fr/covid-19-quelles-actions-face-la-crise-sanitaire)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel](https://vie-publique.fr/covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel)

[vie-publique.fr : loi-de-financement-la-securite-sociale-2022-plfss-budget-secu](https://vie-publique.fr/loi-de-financement-la-securite-sociale-2022-plfss-budget-secu)

[vie-publique.fr : commission-europeenne-nouvelles-propositions-reformer-lespace-schengen](https://vie-publique.fr/commission-europeenne-nouvelles-propositions-reformer-lespace-schengen)

[vie-publique.fr : covid-19-les-francais-de-plus-en-plus-touchees-par-la-solitude](https://vie-publique.fr/covid-19-les-francais-de-plus-en-plus-touchees-par-la-solitude)

[vie-publique.fr : lautonomie-strategique-europeenne-en-cinq-questions](https://vie-publique.fr/lautonomie-strategique-europeenne-en-cinq-questions)

[vie-publique.fr : covid-19-la-has-favorable-la-vaccination-des-enfants-de-5-11-ans](https://vie-publique.fr/covid-19-la-has-favorable-la-vaccination-des-enfants-de-5-11-ans)

[vie-publique.fr : avis-conseil-covid-16122021-variant-omicron-anticiper-6eme-vague](https://vie-publique.fr/avis-conseil-covid-16122021-variant-omicron-anticiper-6eme-vague)

[vie-publique.fr : covid-19-quelles-actions-face-la-crise-sanitaire](https://vie-publique.fr/covid-19-quelles-actions-face-la-crise-sanitaire)

[vie-publique.fr : infection-au-covid-19-les-non-vaccines-surexposes](https://vie-publique.fr/infection-au-covid-19-les-non-vaccines-surexposes)

[vie-publique.fr : tousanticovid-avis-cnrl-recommandations-sanitaires-personnalisees](https://vie-publique.fr/tousanticovid-avis-cnrl-recommandations-sanitaires-personnalisees)

[vie-publique.fr : covid-19-nouvelles-regles-pour-le-certificat-sanitaire-europeen](#)

[vie-publique.fr : ouverture-des-frontieres-de-lue-mise-jour-de-la-liste-des-pays](#)

[vie-publique.fr: etats-durgence-sanitaire-comment-protoger-letat-de-droit](#)

[vie-publique.fr : covid-19-rappel-de-vaccination-pour-tous-et-passe-sanitaire-renforce](#)

[vie-publique.fr : vaccin-anti-covid-rappel-recommande-pour-certaines-populations](#)

[vie-publique.fr : lutte-contre-la-fraude-au-passe-sanitaire-le-cadrage-de-la-cnll](#)

[vie-publique.fr : sante-mentale-des-enfants-consequences-crise-sanitaire-covid-19](#)

[vie-publique.fr : covid19-le-taux-de-pauvrete-et-les-inegalites-seraient-stables-en-2020](#)

[vie-publique.fr : proteger-le-statut-et-les-revenus-des-artistes-dans-lue](#)

[vie-publique.fr : soins-critiques-et-covid-19-comment-mieux-gerer-la-situation](#)

[vie-publique.fr : etat-durgence-et-autres-regimes-dexception-article-16-etat-de-siege](#)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel](#)

[vie-publique.fr : sante-mentale-repondre-la-forte-demande-de-soins-des-francais](#)

[vie-publique.fr : projet-de-loi-financement-securite-sociale-2022-plfss-budget-secu](#)

[vie-publique.fr : six-questions-sur-la-reforme-de-lassurance-chomage](#)

[vie-publique.fr : lutte-contre-la-fraude-au-passe-sanitaire-le-cadrage-de-la-cnll](#)

[vie-publique.fr : projet-de-loi-de-finances-pour-2022-plf-budget-2022](#)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel](#)

[vie-publique.fr : covid-19-vaccination-efficace-90-chez-les-plus-de-50-ans](#)

[vie-publique.fr : projet-loi-prolongation-pass-sanitaire-ete-2022-vigilance-sanitaire](#)

[vie-publique.fr : conseil-des-ministres-13102021-dispositions-de-vigilance-sanitaire-covid](#)

[vie-publique.fr : avis-et-notes-du-conseil-scientifique-covid-19](#)

[vie-publique.fr : covid-19-impact-vaccination-chez-les-personnes-de-50-74-ans](#)

[vie-publique.fr : covid-19-impact-vaccination-chez-les-personnes-de-75-ans-et-plus](#)

[vie-publique.fr : ivg-moins-dinterruptions-volontaires-de-grossesse-en-2020](#)

[vie-publique.fr : vaccin-anti-covid-dose-de-rappel-recommandee-pour-les-soignants](#)

[vie-publique.fr : rapport-sur-depenses-publiques-pendant-la-crise-et-le-bilan-operationnel](#)

[vie-publique.fr : ordonnance-15-septembre-2021procedures-collectives-entreprises](#)

[vie-publique.fr : covid-19-legere-hausse-mortalite-juin-2021-par-rapport-juin-2019](#)

[vie-publique.fr : sante-mentale-repondre-la-forte-demande-de-soins-des-francais](#)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel](#)

[vie-publique.fr : avis-conseil-scientifique-covid-13092021-enjeux-de-la-rentree-scolaire](#)

[vie-publique.fr : soins-critiques-et-covid-19-comment-mieux-gerer-la-situation](#)

[vie-publique.fr : ordonnance-22-septembre-2021-chomage-partiel-activite-partielle](#)

[vie-publique.fr : projet-de-loi-de-finances-pour-2022-plf-budget-2022](#)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel](#)

[vie-publique.fr : covid-19-le-cout-de-la-crise-sanitaire-pour-letat](#)

[vie-publique.fr : covid-19-debut-de-la-campagne-de-vaccination-pour-la-3e-dose](#)

[vie-publique.fr : loi-du-11-septembre-2021prorogation-outr-mer-etat-durgence-sanitaire](#)

[vie-publique.fr : avis-et-notes-du-conseil-scientifique-covid-19](#)

[vie-publique.fr : objectifs-developpement-durable-impact-covid-19-dans-lunion-europeenne](#)

[vie-publique.fr : covid-19-legere-hausse-mortalite-juin-2021-par-rapport-juin-2019](#)

[vie-publique.fr : la-crise-du-covid-revele-un-marche-lexportation-aerodependant](#)

[vie-publique.fr : covid-19-la-has-rend-son-avis-sur-une-3e-dose-de-vaccin](#)

[vie-publique.fr : covid-19-extension-du-passe-sanitaire-et-vaccination-des-soignants](#)

[vie-publique.fr : recherche-en-biologie-sante-les-failles-du-systeme-francais](#)

[vie-publique.fr : la-lutte-contre-le-racisme-lantisemitisme-et-la-xenophobie-annee-2020](#)

[vie-publique.fr : union-europeenne-quelle-politique-de-cohesion](#)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel](#)

[vie-publique.fr : ruptures-conventionnelles-une-baisse-en-2020-durant-la-crise-sanitaire](#)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel](#)

[vie-publique.fr : preserver-lemploi](#)

[vie-publique.fr : passe-sanitaire-lavis-de-la-cnll-sur-tousanticovid-verif](#)

[vie-publique.fr : avis-du-conseil-scientifique-covid-19-du-5-aout-2021-pass-sanitaire](#)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel](#)

[vie-publique.fr : loi-5-aout-2021-vaccination-obligatoire-pass-sanitaire-crise-covid-19](#)

[vie-publique.fr : ordonnance-31-juillet-2021-chomage-intermittents-annee-blanche](#)

[vie-publique.fr : hopitaux-78-des-patients-decedes-du-covid-19-sont-des-non-vaccines](#)

[vie-publique.fr : covid-19-quelle-sortie-de-la-crise-sanitaire](#)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel](#)

[vie-publique.fr : financement-de-la-recherche-publique-dans-la-lutte-contre-pandemie-covid](#)

[vie-publique.fr : covid-19-la-has-rend-son-avis-sur-une-3e-dose-de-vaccin](#)

[vie-publique.fr : projet-loi-vaccination-obligatoire-pass-sanitaire-gestion-crise-covid-19](#)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel](#)

[vie-publique.fr : les-entreprises-en-difficulte-du-fait-de-la-crise-sanitaire](#)

[vie-publique.fr : tests-pcr-80-des-cas-positifs-au-covid-19-sont-des-non-vaccines](#)

[vie-publique.fr : avis-du-conseil-scientifique-16072021-pjl-outils-gestion-de-crise](#)

[vie-publique.fr : projet-loi-vaccination-obligatoire-pass-sanitaire-gestion-crise-covid-19](#)

[vie-publique.fr : tourisme-60-milliards-de-perte-pour-la-france-en-2020](#)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel](#)

[vie-publique.fr : covid-19-extension-du-pass-sanitaire-et-vaccination-des-soignants](#)

[vie-publique.fr : conseil-scientifique-covid-19-6-juillet-variant-delta](#)

[vie-publique.fr : rebond-economique-des-territoires-et-inegalites-post-covid-19](#)

[vie-publique.fr : coordination-de-la-recherche-liee-au-covid-19](#)

[vie-publique.fr : le-budget-europeen-2021-2027-moteur-de-la-relance-de-lapres-covid-19](#)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel](#)

[vie-publique.fr : covid-19-en-france-limpact-sur-le-marche-du-travail-en-2020](#)

[vie-publique.fr : covid-19-un-deconfinement-en-quatre-etapes](#)

[vie-publique.fr : covid-19-un-certificat-sanitaire-europeen-au-1er-juillet-2021](#)

[vie-publique.fr : covid-19-un-etat-de-sante-psychique-degrade-pour-les-travailleurs](#)

[vie-publique.fr : covid-19-un-certificat-numerique-europeen-au-1er-juillet-2021](#)

[vie-publique.fr : covid-19-des-profils-de-patients-differents-lors-de-la-deuxieme-vague](#)

[vie-publique.fr : covid-19-les-pratiques-culturelles-lors-du-premier-confinement](#)

[vie-publique.fr : avis-conseil-scientifique-covid-06052021-printemps-reouverture-prudent](#)

[vie-publique.fr : covid-19-206-milliards-deuros-pour-aider-les-entreprises](#)

[vie-publique.fr : covid-19-un-deconfinement-en-quatre-etapes](#)

[vie-publique.fr : autotests-antigeniques-atag-pour-limiter-la-circulation-du-covid-19](#)

[vie-publique.fr : qu'est-ce-que-l'Etat-d'urgence-sanitaire](#)

[vie-publique.fr : covid-19-en-france-limpact-sur-le-marche-du-travail-en-2020](#)

[vie-publique.fr : projet-de-loi-2021-gestion-de-la-sortie-de-crise-sanitaire](#)

[vie-publique.fr : coronavirus-la-liste-des-lieux-fermes-au-public](#)

[vie-publique.fr : Covid-19 : hausse de la mortalité enregistrée depuis début 2021](#)

[vie-publique.fr : un-endettement-soutenable-mais-une-augmentation-continue-preoccupante](#)

[vie-publique.fr : avis-du-conseil-scientifique-covid-110321sur-une-sortie-de-l-epidemie](#)

[vie-publique.fr : avis-du-conseil-scientifique-covid-19-retour-en-provenance-zone-covid-19](#)

[vie-publique.fr : coronavirus-la-liste-des-lieux-fermes-au-public](#)

[vie-publique.fr : coronavirus-la-liste-des-lieux-fermes-au-public](#)

[vie-publique.fr : ordonnance-10-fevrier-2021-covid-activite-partielle-chomage-partiel](#)

[vie-publique.fr :ordonnance-10-fevrier-2021-covid-examen-concours-fonction-publique](#)

[vie-publique.fr : loi-15-fevrier-2021-prolongation-etat-durgence-sanitaire-juin-2021](#)

[vie-publique.fr : catalogue : gerer-localement-la-crise-du-covid-19](#)

[vie-publique.fr : ordonnance-10-fevrier-2021-covid-examen-concours-fonction-publique](#)

[vie-publique.fr : ordonnance-10-fevrier-2021-covid-mesures-durgence-travail-et-emploi](#)

[vie-publique.fr : ordonnance-10-fevrier-2021-covid-syndicats-de-coproprietaires](#)

[vie-publique.fr : plan-de-relance-de-lue-approuve-par-le-parlement-europeen](#)

[vie-publique.fr : ordonnance-10-fevrier-2021-prolongement-treve-hivernale-fin-mai-2021](#)

[vie-publique.fr : ordonnance-10-fevrier-2021-covid-19-adjoints-de-securite-contrats](#)

[vie-publique.fr : loi-report-elections-regionales-departementales-juin-2021](#)

[vie-publique.fr : l'apprentissage-en-france-progression-record-en-2020](#)

[vie-publique.fr : loi-prolongation-etat-durgence-sanitaire-jusqua-juin-2021](#)

[vie-publique.fr: conseil-scientifique-covid-12012021-entre-vaccins-et-variants](#)

[vie-publique.fr : conseil-scientifique-covid-08012021-prorogation-etat-urgence-sanitaire](#)

[vie-publique.fr : conseil-scientifique-covid-12012021-entre-vaccins-et-variants](#)

[vie-publique.fr : loi-prolongation-etat-durgence-sanitaire-jusqua-juin-2021](#)

[vie-publique.fr : covid-19-les-pratiques-culturelles-lors-du-premier-confinement](#)

[vie-publique.fr : covid-19-des-regles-pour-faciliter-la-libre-circulation-dans-lue](#)

[vie-publique.fr : covid-19-deconfinement-et-couvre-feu-depuis-le-15-decembre-2020](#)

[vie-publique.fr : les-ordonnances-covid-19-fondees-sur-la-loi-du-14-novembre-2020](#)

[vie-publique.fr : hausse-de-la-mortalite-enregistree-depuis-septembre-2020](#)

[vie-publique.fr : ordonnance-24-decembre-2020-covid-19-organisation-examens-concours](#)

[vie-publique.fr : vaccins-et-politique-vaccinale-quelle-situation-en-France](#)

[vie-publique.fr : ordonnance-21-decembre-2020-covid-19-chomage-partiel-activite-partielle](#)

[vie-publique.fr : loi-regime-perenne-de-gestion-des-urgences-sanitaires](#)

[vie-publique.fr : loi-report-elections-regionales-departementales-juin-2021](#)

[vie-publique.fr : coronavirus-la-liste-des-lieux-fermes-au-public](#)

[vie-publique.fr : europe-de-la-sante-les-propositions-de-la-commission-europeenne](#)

[vie-publique.fr : covid-19-nouvelle-hausse-de-la-mortalite-enregistree](#)

[vie-publique.fr : de-finances-rectificative-2020-4e-budget-rectificatif](#)

[vie-publique.fr : lieux-de-privation-de-liberte-conditions-sanitaires-et-covid-19](#)

[vie-publique.fr : ordonnance-25-novembre-2020-covid-19-entreprises-en-difficulte](#)

[vie-publique.fr : questions-sur-la-reforme-de-l 'assurance-chômage](#)

[vie-publique.fr : les-ordonnances-covid-19-fondees-sur-la-loi-du-14-novembre-2020](#)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel](#)

[vie-publique.fr : ordonnance-25-novembre-2020-covid-19-chomeurs-fin-de-droit-indemnisation](#)

[vie-publique.fr : covid-19-deconfinement-envisage-le-15-decembre-2020](#)

[vie-publique.fr : discours conseil-des-ministres-25112020-entreprises-en-difficulte-covid-19](#)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel](#)

[vie-publique.fr : entretien-jean-yves-le-drian-13112020-politique-etrangere](#)

[vie-publique.fr : neuf-questions-sur-les-elections-regionales-2021](#)

[vie-publique.fr/questions-reponses/269390-sept-questions-sur-les-elections-departementales](#)

[vie-publique.fr : discours entretien-clement-beaune-15112020-union-europeenne](#)

[vie-publique.fr : qu'est-ce-que-l'Etat d'urgence sanitaire](#)

[vie-publique.fr : discours agnes-pannier-runacher-16112020-covid-19](#)

[vie-publique.fr : Europe-de-la-sante-les-propositions-de-la-commission-europeenne](#)

[vie-publique.fr : covid-19-nouvelle-hausse-de-la-mortalite-enregistree](#)

[vie-publique.fr : projet-loi-de-finances-rectificative-2020-4e-budget-rectificatif](#)

[vie-publique.fr : discours conseil-des-ministres-18112020-mesures-d'accompagnement-economique-covid](#)

[vie-publique.fr : covid-19-plus-de-deces-mais-une-intensite-moindre-que-la-canicule-2003](#)

[vie-publique.fr : coronavirus-la-liste-des-lieux-fermes-au-public](#)

[vie-publique.fr : covid-19-un-2e-confinement-national-compter-du-29-octobre-minuit](#)

[vie-publique.fr : etat-d'urgence-sanitaire-partir-du-samedi-17-octobre-2020](#)

[vie-publique.fr : covid-19-creation-de-zones-d'alerte-renforcee-et-maximale](#)

[vie-publique.fr : zones-rouges-carte-de-vigilance-levolution-des-indicateurs-covid-19](#)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel](#)

[vie-publique.fr : covid-19-pourquoi-une-surmortalite-en-seine-saint-denis](#)

[vie-publique.fr : covid-19-l'union-europeenne-finance-de-nouveaux-projets-de-recherche](#)

[vie-publique.fr : l'outre-mer-face-au-covid-19-vers-un-plan-de-relance-specifique](#)

[vie-publique.fr : covid-19-impacts-financiers-scenarios-sortie-crise-collectivites-locales](#)

[vie-publique.fr : covid-19-le-conseil-scientifique-juge-hautement-probable-une-2e-vague](#)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel](#)

[vie-publique.fr : troisieme-loi-de-finances-rectificative-pour-2020-3e-budget-rectificatif](#)

[vie-publique.fr : covid-19-un-revelateur-des-inegalites-sociales-et-territoriales](#)



[vie-publique.fr : Réouverture progressive des frontières de l'UE à 13 pays](#)

[vie-publique.fr : loi du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire](#)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel](#)

[vie-publique.fr : loi-organisant-la-fin-de-letat-durgence-sanitaire](#)

[vie-publique.fr : selection-de-la-quinzaine-epidemie-de-coronavirus](#)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel](#)

[vie-publique.fr : tracfin-les-signalements-specifiques-la-crise-sanitaire](#)

[vie-publique.fr : troisieme-loi-de-finances-rectificative-pour-2020-3e-budget-rectificatif](#)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel](#)

[vie-publique.fr : second-tour-des-municipales-le-28-juin-2020](#)

[vie-publique.fr : dossier-la-question-des-frontieres-en-droit-international](#)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel](#)

[vie-publique.fr : loi-du-11-mai-2020-prolongation-etat-durgence-sanitaire](#)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel](#)

[vie-publique.fr : deconfinement-le-rapport-castex-rendu-public](#)

[vie-publique.fr : loi-du-11-mai-2020-prolongation-etat-durgence-sanitaire](#)

[vie-publique.fr : crise-du-coronavirus-quel-impact-sur-les-metiers](#)

[vie-publique.fr : loi-prolongation-etat-durgence-sanitaire](#)

[vie-publique.fr : coronavirus-le-suivi-de-son-impact-sur-le-marche-du-travail](#)

[vie-publique.fr : covid-19-les-textes-publies-au-journal-officiel](#)

[vie-publique.fr : quest-ce-que-letat-durgence-sanitaire](#)

[vie-publique.fr : loi-durgence-pour-faire-face-lepidemie-de-covid-19](#)

[vie-publique.fr : coronavirus-le-suivi-de-son-impact-sur-le-marche-du-travail](#)

[vie-publique.fr : application-stopcovid-les-recommandations-de-la-cnll-et-du-cnum](#)

[vie-publique.fr : strategie-nationale-de-deconfinement-presentee-lassemblee-nationale](#)

[vie-publique.fr : 2e-loi-de-finances-rectificative-2020-budget-de-crise-covid-19](#)

[vie-publique.fr : pouvoirs-des-maires-et-coronavirus-une-decision-du-conseil-detat](#)

[vie-publique.fr : coronavirus-le-senat-alerte-sur-la-desinformation-et-les-cyberattaques](#)

[vie-publique.fr: le-premier-ministre-precise-les-principes-du-deconfinement](#)

[vie-publique.fr : covid-19-ce-qua-annonce-le-president-de-la-republique-le-13-avril](#)

[vie-publique.fr : incidences-du-covid-19-sur-leconomie-francaise-une-note-du-senat](#)

[vie-publique.fr : crise-sanitaire-quel-role-pour-le-mecanisme-de-protection-civile-ue](#)

[vie-publique.fr : questions-sur-le-coronavirus-et-le-covid-19](#)

[vie-publique.fr : coronavirus-les-mesures-de-confinement](#)

[vie-publique.fr : coronavirus-quels-sont-les-services-de-la-justice-maintenus](#)

[vie-publique.fr : coronavirus-le-suivi-de-son-impact-sur-le-marche-du-travail](#)

[vie-publique.fr : pouvoirs-des-maires-et-coronavirus-une-decision-du-conseil-detat](#)

[vie-publique.fr : dossier-coronavirus-mesures-pour-endiguer-lepidemie-discours-publics](#)

[vie-publique.fr : coronavirus-le-rappel-de-la-cnll-sur-la-collecte-des-donnees-de-sante](#)

[vie-publique.fr : coronavirus-la-liste-des-lieux-fermes-au-public](#)

[ie-publique.fr : municipales-et-coronavirus-les-mesures-procurations-bureaux-de-vote](#)

[vie-publique.fr : coronavirus-les-annonces-du-president-de-la-republique](#)

[vie-publique.fr : coronavirus-crise-sanitaire-et-sauvegarde-des-droits-fondamentaux](#)

[vie-publique.fr : coronavirus-fermeture-des-frontieres-de-lue-et-soutien-economique](#)

[vie-publique.fr : coronavirus-et-agriculture-poursuivre-la-production](#)

[vie-publique.fr : ordonnance-covid-19-mesures-durgence-indemnisation-du-chomage](#)

[vie-publique.fr : ordonnance-covid-19-mesures-durgence-conges-payes-duree-travail-repos](#)

[vie-publique.fr : ordonnance-covid-19-urgence-versement-interessement-et-participation](#)

[vie-publique.fr : les-ordonnances-covid-19-du-25-mars-2020-dossier](#)

[vie-publique.fr : coronavirus-crise-sanitaire-et-sauvegarde-des-droits-fondamentaux](#)

[vie-publique.fr : coronavirus-vers-un-confinement-renforce-et-prolonge](#)

[vie-publique.fr : entree-en-vigueur-de-l'etat-d'urgence-sanitaire](#)

[vie-publique.fr/questions-reponses/-questions-sur-le-coronavirus-et-le-covid-19](#)

[vie-publique.fr : coronavirus-fermeture-des-frontieres-de-lue-et-soutien-economique](#)

[vie-publique.fr : comment-les-français-vivent-ils-dans-leur-logement](#)

[vie-publique.fr : covid-19-les-reponses-economiques-de-lunion-europeenne-en-debat](#)

[vie-publique.fr : loi-organique-30-mars-2020-urgence-faire-face-lepidemie-de-covid-19](#)

[vie-publique.fr : coronavirus-les-annonces-du-president-de-la-republique](#)

[vie-publique.fr : municipales-2020-report-du-second-tour](#)

[vie-publique.fr : coronavirus-le-confinement-prolonge-jusquau-15-avril](#)

[vie-publique.fr : coronavirus-et-agriculture-poursuivre-la-production](#)

[vie-publique.fr : covid-19-de-nouveaux-indicateurs-pour-ameliorer-le-suivi-de-lepidemie](#)

[vie-publique.fr : lunion-europeenne-face-aux-infox-ou-fake-news-sur-le-covid-19](#)